

**L'Association Culturelle Joseph Jacquemotte**

**présente**

# **Marx, à mesure**

***Une anthologie commentée des écrits  
de Marx et d'Engels***

**par**

**Le Cercle d'Etude des Marxismes**

**Fascicule 35**

## Présentation générale

Le CEDM a entrepris de constituer une anthologie commentée des écrits de Marx et d'Engels.

Le projet s'inscrit dans le cadre des activités de formation de l'Association Culturelle Joseph Jacquemotte : il s'adresse à quelque public désireux de se mettre à l'étude des textes qui constituent l'apport de Marx et d'Engels et d'autres qui, au nom du marxisme, s'en réclament.

### Une anthologie

Le principe d'un recueil ne réclame aucun commentaire spécial. Les ouvrages de ce genre sont légion dans l'univers des apprentissages. Leur avantage est d'offrir un éventail d'extraits significatifs d'une œuvre.

Les écrits de Marx et d'Engels se prêtent particulièrement à ce traitement, en raison de leur ampleur et de leur chronologie propre. Du reste, les recueils n'ont pas manqué. Ainsi dans le domaine de l'édition francophone, les *Morceaux choisis* édités en 1934, aux éditions Gallimard par H. Lefebvre et N. Gutermann ou les deux tomes des *Pages de Karl Marx pour une éthique socialiste*, par Maximilien Rubel en 1970, chez Payot. Toutefois, les ouvrages de ce genre sont devenus plutôt rares aujourd'hui. Excepté les publications en français des Editions du Progrès, de Moscou, d'accès difficile, on ne compte pratiquement plus en édition courante que le recueil de Kostas Papaioannou intitulé *Marx et les marxistes*, dans la collection *Tel* de Gallimard.

Cette situation de pénurie, longtemps aggravée par la crise des Editions sociales, suffit à justifier l'utilité de la présente publication.

Notons toutefois que sous cet angle, l'évolution s'est heureusement inversée avec les récentes publications, aux mêmes Editions sociales, de la GEME (ladite Grande Edition Marx et Engels).

### Une anthologie commentée

Ces ouvrages ont en commun de proposer un assemblage de courts extraits regroupés par thèmes.

Nous avons choisi une autre méthode.

D'abord l'ampleur plutôt que la brièveté : en effet, il importe à nos yeux de respecter au plus juste le rythme des argumentations. Les coupures, supposons-les pertinentes, seront accomplies de manière à préserver les articulations du raisonnement dans l'écrit complet.

Ensuite le commentaire plutôt que la citation brute : c'est évidemment le plus délicat. Nous aurons de ce point de vue un double souci.

Un souci de forme : celui de permettre à la fois une lecture cursive des extraits et une consultation des commentaires.

Un souci de rigueur : nous veillerons à accompagner au plus près ces analyses par une bibliographie des ouvrages où sont construites et débattues les questions qu'elles soulèvent et par des annexes qui donnent accès à des documents périphériques indispensables à la compréhension.

Enfin nous avons opté pour une présentation chronologique en échelonnant les écrits dans l'ordre de leur élaboration par leur(s) auteur(s). Ce choix garantit à nos yeux que l'on respecte, dans chaque contexte particulier, le processus même de la recherche, ses tâtonnements, ses rectifications, ses avancées.

### Une anthologie commentée pour une étude collective des écrits de Marx et d'Engels

Insistons sur la dimension pédagogique de l'entreprise, laquelle ne souhaite qu'offrir un outil de travail pour la formation au marxisme et aux théories qui s'en réclament ou qui s'y réfèrent. Le segment « à mesure » dans le titre général indique que les textes se succéderont dans l'ordre chronologique de leur écriture par Marx et Engels. Mais c'est aussi une manière de dire notre souhait d'« y aller à mesure » dans un rapport d'apprentissage en groupe, en évaluant les savoirs et les apports de chacun(e) en ces matières.

Pour servir cet objectif, la publication se fera sous la forme de fascicules d'ampleur variable. Ce dispositif souple et évolutif nous semble le mieux approprié à l'usage auquel ces pages sont destinées. Il présente l'avantage d'enregistrer à la commande tous les ajustements, toutes les modifications qui s'imposeront dans le cours du travail collectif. L'électronique permet de modifier sans peine chacune des versions qui seront ainsi référencées et datées selon leur dernière mise au point. Chaque tirage sera reproduit sur le site Internet de l'ACJJ.

# Sommaire

Le présent fascicule est consacré à une sélection des **articles de Marx et d'Engels parus en 1861 et 1862 sur la guerre de Sécession américaine**.

Il comprend les **cinq cahiers** suivants :

## Introduction

### 1. Articles de l'année 1861

- 1.1. K. Marx, La question américaine en Angleterre, NYDT du 11.10.61, paginé 1.1 de 1 à 9.
- 1.2. K. Marx, Le commerce britannique du coton, NYDT du 14.10.61, page 1.2 de 1 à 3.
- 1.3. K. Marx, La guerre civile nord-américaine, *Die Presse* du 25.10.61, paginé 1.3 de 1 à 9.
- 1.4. K. Marx, La crise en Angleterre, *Die Presse* du 06.11.61, paginé 1.4 de 1 à 3.
- 1.5. K. Marx, La guerre civile aux Etats-Unis, *Die Presse* du 07.11.1861, paginé 1.5 de 1 à 8.
- 1.6. K. Marx, Le *Times* de Londres et les princes d'Orléans en Amérique, NYDT du 7.11.61, paginé 1.6 de 1 à 4.
- 1.7. K. Marx, Le commerce britannique, NYDT du 23.11.1861, paginé 1.7 de 1 à 2.
- 1.8. K. Marx, L'intervention au Mexique, NYDT du 23.11.61, paginé 1.8 de 1 à 6.
- 1.9. K. Marx, La destitution de Frémont, *Die Presse* du 26.11.61, paginé 1.9, de 1 à 2.
- 1.10. Fr. Engels, Les leçons de la guerre américaine, *The Volunteer Journal* du 6.12.61, paginé 1.10 de 1 à 4.
- 1.11. K. Marx, Les dernières informations et leurs effets à Londres, NYDT du 19.12.61, paginé 1.11 de 1 à 5.
- 1.12. K. Marx, Crise dans la question esclavagiste, *Die Presse* du 14.12.61, paginé 1.12 de 1 à 2.
- 1.13. K. Marx, Le cabinet de Washington et les puissances occidentales, *Die Presse* du 25.12.61, paginé 1.13 de 1 à 3.
- 1.14. K. Marx, Sympathies croissantes en Angleterre, NYDT du 25.12.61, paginé 1.14 de 1 à 4.

### 2. Articles de l'année 1862

- 2.1. K. Marx, Un meeting pro-américain, *Die Presse* du 5.01.62, paginé 2.1, de 1 à 3.
- 2.2. K. Marx, Mystifications journalistiques en France. *Die Presse* du 4.01.62, paginé 2.2 de 1 à 2.
- 2.3. K. Marx, À propos de l'escamotage de la dépêche de Seward, *Die Presse* du 18.01.62, paginé 2.3 de 1 à 2.
- 2.4. K. Marx, Un *coup d'Etat* de Lord John Russell, *Die Presse* du 21.01.62, paginé 2.4 de 1 à 2.
- 2.5. K. Marx, L'opinion publique anglaise, NYDT du 1.02.1862, paginé 2.5 de 1 à 5.
- 2.6. K. Marx, Un meeting ouvrier à Londres, *Die Presse* du 2.02.62, paginé 2.6 de 1 à 3.
- 2.7. K. Marx, À propos de la crise du coton, *Die Presse* du 8.02.62, paginé 2.7 de 1 à 3.
- 2.8. K. Marx, Le débat parlementaire sur l'Adresse, *Die Presse* du 12.02.62, paginé 2.8 de 1 à 3.
- 2.9. K. Marx, Affaires américaines, *Die Presse* du 26.02.62, paginé 2.9 de 1 à 3.
- 2.10. Fr. Engels & K. Marx, La guerre civile américaine, *Die Presse* des 26 et 27.03.62, paginé 2.10 de 1 à 8.
- 2.11. K. Marx, La presse anglaise et la chute de La Nouvelle-Orléans, *Die Presse* du 20.05.62, paginé 2.11 de 1 à 3.
- 2.12. K. Marx, Un traité contre le commerce des esclaves, *Die Presse* du 22.05.62, paginé 2.12 de 1 à 2.
- 2.13. Fr. Engels & K. Marx, La situation sur le théâtre de guerre américain, *Die Presse* du 30.05.62, paginé 2.13 de 1 à 4.
- 2.14. K. Marx, L'humanitarisme britannique et l'Amérique, *Die Presse* du 20.06.62, paginé 2.14 de 1 à 3.
- 2.15. Fr. Engels, La guerre civile américaine et les navires cuirassés et blindés, *Die Presse* du 03.07.62, paginé 2.15 de 1 à 2.
- 2.16. Fr. Engels & K. Marx, Critique des affaires américaines, *Die Presse* du 09.08.62, paginé 2.16 de 1 à 4.
- 2.17. K. Marx, Manifestations abolitionnistes en Amérique, *Die Presse* du 30.08.62, paginé 2.17 de 1 à 3.
- 2.18. Fr. Engels & K. Marx, Les événements d'Amérique du Nord, *Die Presse* du 12.10.62, paginé 2.18 de 1 à 3.
- 2.19. Fr. Engels & K. Marx, La situation en Amérique du Nord, *Die Presse* du 10.11.62, paginé 2.19 de 1 à 3.
- 2.20. K. Marx, Symptômes de dissolution de la Confédération du Sud, *Die Presse* du 14.11.62, paginé 2.20 de 1 à 3.
- 2.21. K. Marx, Les résultats des élections dans les Etats du Nord, *Die Presse* du 23.11.62, paginé 2.21 de 1 à 3.
- 2.22. K. Marx, La destitution de McClellan, *Die Presse* du 29.09.62, paginé 2.22 de 1 à 3.

### 3. Adresses de l'Association Internationale des Travailleurs

- 3.1. K. Marx, A Abraham Lincoln, Président des Etats-Unis d'Amérique, *Der Social-Demokrat* du 30.12.64, paginé 3.1 de 1 à 2.
- 3.2. Réponse de l'ambassadeur américain à l'adresse de l'AIT, paginé 3.2, de 1 à 2.
- 3.3. K. Marx, Adresse de l'AIT au président Johnson, *The Bee-Hive Newspaper* du 20.05.65, paginé 3.3 de 1 à 2.

### 4. La Guerre de Sécession : dates remarquables

### 5. Tranches de vie : les années 1862-1864.

## Table générale

## Introduction

Le présent fascicule est consacré à une sélection des **articles de Marx et d'Engels parus en 1862 et 1863 sur la guerre de sécession américaine**.

Notre **principale source** est l'anthologie publiée par Roger Dangeville sous le titre « Friedrich Engels et Karl Marx, *La guerre civile aux Etats Unis (1861-1865)* ». L'ouvrage est disponible en version numérique mise en ligne par Jean-Marie Tremblay sur le site « Les classiques des sciences sociales ».

**Deux autres ouvrages importants** sont à signaler :

- L'un, en français : « *Karl Marx / Abraham Lincoln, Une révolution inachevée. Sécession, guerre civile, esclavage et émancipation aux Etats-Unis* », des textes traduits par Emmanuel Delgado Hoch, Patrick Le Tréhondat et Patrick Silberstein, avec une introduction de Robin Blackburn. L'ouvrage a paru en 2012 aux Editions Syllepse.

- L'autre, en anglais : « *Karl Marx & Friedrich Engels, The civil war in the United States* », édité et introduit par Andrew Zimmerman, aux Editions International Publishers, New York, 2019.

Enfin mentionnons les recueils des œuvres complètes de Marx et d'Engels, les *Marx Engels Collected Works* (volume 19), en anglais, et les *Marx Engels Werke* (volume 15), en allemand.

Les notes du présent fascicule sont extraites de ces ouvrages, vérifiées et complétées par nos soins en référence aux encyclopédies Wikipédia et Universalis.

\*

La complexité des événements politiques évoqués par Marx au fil de ses analyses entraîne la nécessité d'un accès aisé à quelque vue d'ensemble : outre les notes de bas de page, nous renvoyons à cet effet aux données chronologiques du quatrième cahier de notre fascicule.

\*

Marx écrit ses articles pour **deux publics différents**, américain, d'une part, dans le *New-York Daily Tribune*, et viennois, d'autre part, dans *Die Presse*.

A l'adresse du *New-York Daily Tribune*, ses analyses visent en particulier les sympathies à peine dissimulées de la classe bourgeoise anglaise à l'égard des Confédérés sudistes. Les relations de Marx avec ce journal cesseront toutefois bientôt, en mars 1862<sup>1</sup>, en raison de la rupture de Charles Dana avec Horace Greeley et des positions de ce dernier en faveur d'un compromis avec les Etats esclavagistes.

Les articles à l'adresse de *Die Presse*, plus nombreux, sont plutôt centrés sur l'actualité des événements politiques et militaires dont il rend compte en collaboration étroite avec Engels. Nombre d'articles paraîtront sous son seul nom alors que la correspondance entre les deux amis témoigne des nombreux apports d'Engels, surtout dans le domaine de la stratégie militaire.

Marx ne reviendra pas sur la question américaine dans un texte suivi. Ces articles de presse constituent le corps principal de ses analyses publiques auxquelles il convient d'ajouter ses échanges avec Engels dans leur correspondance privée de ces années-là<sup>2</sup>.

\*

Voici, pour rappel, nos principales abréviations :

- C, suivi du numéro de volume : *Correspondance Marx Engels*, Editions sociales.
- DP : *Die Presse*.
- MECW, suivi du numéro de volume : *Marx Engels Collected Works*.
- MEW, suivi du numéro de volume : *Marx Engels Werke*.
- NYDT, *New-York Daily Tribune*.

<sup>1</sup> Le journal refusera par exemple de publier l'article « La guerre civile américaine » qui paraîtra dans *Die Presse* le 26 et 27 mars 1862.

<sup>2</sup> Nous renvoyons aux pages de nos chapitres 10 et 11 des **Tranches de vie**.

# K. Marx & F. Engels : articles de presse sur la guerre de Sécession

\*

## 1.1. Karl Marx : *La question américaine en Angleterre*

*New-York Daily Tribune,  
11 octobre 1861.*

Cet article est évoqué par Marx dans sa lettre à Engels du 28 septembre 1861 : « J'ai envoyé deux articles au *Tribune* », lui écrit-il, « un cette semaine et un l'avant-dernière semaine. Dans deux semaines, je verrai bien si je peux continuer à ce rythme (en attendant, je continue avec un article par semaine<sup>1</sup>). ».

La complexité des événements politiques évoqués par Marx au fil de son analyse entraîne la nécessité d'un accès aisé à quelque vue d'ensemble : outre les notes de bas de page, nous renvoyons à cet effet au données chronologiques du quatrième cahier du présent fascicule.

\*

*Londres, le 18 septembre 1861.*

Marx entreprend dans cette contribution de commenter les positions de la presse bourgeoise anglaise dans ses comptes rendus de l'actualité américaine. Le plus remarquable, observe-t-il, est l'expression d'une réelle animosité, sinon de l'hostilité à l'égard des positions politiques de l'Union nordiste, cette presse insistant sur le fait que la cause première de cette guerre n'a pas été l'affranchissement de l'esclavage.

Quelles que puissent être ses qualités intrinsèques, la lettre de Madame Beecher-Stowe à Lord Shaftesbury<sup>2</sup> a eu le grand mérite de contraindre les organes anti nordistes de la presse londonienne à exposer au grand public les prétendues raisons de leur hostilité au Nord et de leurs sympathies mal dissimulées pour le Sud. Notons, en passant, que c'est là une attitude étrange chez des gens qui affectent la plus grande horreur pour l'esclavage !

L'actuelle guerre américaine cause un bien gros tourment à cette presse, car « ce n'est pas un conflit pour l'abolition de l'esclavage », d'où il s'ensuit qu'on ne peut demander au citoyen britannique, âme

---

<sup>1</sup> C6, p. 366. Le second article évoqué paraîtra dans l'édition du 14 octobre 61 du *New-York Daily Tribune* sous le titre « Le commerce britannique du coton ».

<sup>2</sup> L'écrivaine américaine et militante anti-esclavagiste Harriet Beecher Stowe, l'auteur de *La Case de l'oncle Tom*, avait adressé en septembre 1861 une lettre ouverte à Lord Shaftesbury pour exprimer son indignation devant l'attitude de l'Angleterre qu'elle invitait à soutenir les unionistes. Le *Times* de Londres avait reproduit cette lettre dans son édition du 9 septembre 1861.

noble, rompue à mener ses propres guerres et à ne s'intéresser à celles des autres peuples que sous l'angle des « grands principes humanitaires », d'éprouver la moindre sympathie pour ses cousins du Nord.

C'est ainsi que l'*Economist* affirme : « D'abord, il est tout aussi impudent que faux de prétendre que le conflit entre le Nord et le Sud soit une querelle pour la liberté des nègres d'une part, et pour l'esclavage des nègres de l'autre. ». La *Saturday Review*<sup>1</sup> déclare que le Nord « ne proclame pas l'abolition, et n'a jamais prétendu lutter contre l'esclavage. Le Nord n'a jamais inscrit sur ses drapeaux le symbole sacré de la justice envers les nègres. Son *cri de guerre*<sup>2</sup> n'est pas l'abolition inconditionnelle de l'esclavage. ». Enfin, l'*Examiner* écrit : « Si nous avons été trompés sur la signification réelle de ce sublime mouvement, qui en est responsable, sinon les fédéralistes eux-mêmes ? ».

Certes, concède Marx, l'abolition de l'esclavage n'était pas au programme de Lincoln, mais ce ne sont pas moins les Etats du Sud qui ont pris l'initiative de la sécession en se revendiquant hautement de la pratique esclavagiste comme d'une « institution divine ».

Il nous faut bien reconnaître que, dans le premier cas, le point de départ est juste. La guerre n'a donc pas été commencée pour abolir l'esclavage, et le gouvernement des Etats-Unis s'est donné lui-même le plus grand mal pour rejeter toute idée de ce genre. Mais alors, il faudrait se souvenir que ce n'est pas le Nord, mais le Sud, qui a commencé cette guerre, le premier ne faisant que se défendre. En effet le Nord, après de longues hésitations et après avoir fait preuve d'une patience sans égale dans les annales de l'histoire européenne, a fini par tirer l'épée, non pas pour briser l'esclavage, mais pour préserver l'Union. Le Sud, en revanche, a commencé la guerre en proclamant bien haut que l'« institution particulière<sup>3</sup> » était le seul et principal but de la rébellion, mais, en même temps, il confessait qu'il luttait pour la liberté de réduire d'autres hommes en esclavage, liberté qu'en dépit des dénégations du Nord, il prétend menacée par la victoire du Parti républicain et par l'élection de Lincoln à la présidence. Le Congrès des confédérés s'est vanté que la nouvelle Constitution<sup>4</sup> - à la différence de celle de Washington, de Jefferson et d'Adams - a reconnu pour la première fois l'esclavage comme une chose bonne en soi et pour soi, un rempart de la civilisation et une institution divine<sup>5</sup>. Alors que le Nord professe qu'il combat simplement pour préserver l'Union, le Sud se glorifie d'être en rébellion pour faire triompher l'esclavage. Même si l'Angleterre anti-esclavagiste et idéaliste ne se sent pas attirée par la déclaration du Nord, comment se fait-il donc qu'elle n'ait pas éprouvé la plus vive répulsion pour les aveux cyniques du Sud ?

La *Saturday Review* se tire de ce cruel dilemme, en refusant purement et simplement de croire aux déclarations des Etats sudistes. Elle voit plus loin et découvre « que l'esclavage n'a pas grand-chose à voir avec la sécession »; quant aux déclarations contraires de Jefferson Davis et compagnie, ce ne sont là que des « poncifs » à peu

---

<sup>1</sup> « The Saturday Review of Politics, Literature, Science and Art » - Hebdomadaire anglais publié à Londres de 1855 à 1938.

<sup>2</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>3</sup> Ainsi que l'on désignait l'esclavage dans les Etats du Sud.

<sup>4</sup> La *Constitution* provisoire fut adoptée au Congrès de Montgomery (en Alabama) du 4 février 1861 par six Etats esclavagistes du Sud - la Caroline du Sud, la Géorgie, la Floride, l'Alabama, le Mississippi et la Louisiane - qui étaient sortis de l'Union. Ce congrès proclama la création de la Confédération du Sud et choisit Jefferson Davis comme président provisoire. Le Texas rejoignit la Confédération le 2 mars; les quatre Etats frontières esclavagistes, la Virginie, l'Arkansas, la Caroline du Nord et le Tennessee, y adhérèrent le 4 mai.

<sup>5</sup> En référence au discours tenu le 21 mars 1861 par A.H. Stephens dans un meeting à Savannah.

près aussi dénués de sens que ceux qui sont de règle dans les proclamations, « quand il est question d'autels violés et de foyers déshonorés ».

L'arsenal des arguments des journaux anti nordistes est extrêmement réduit, et on s'aperçoit qu'ils reprennent tous à peu de chose près les mêmes phrases, comme dans les formules d'une série mathématique, qui reviennent à intervalles réguliers avec de faibles variations ou combinaisons.

*L'Economist s'exclame* : « Hier encore, au moment où le mouvement de sécession commençait à prendre une forme sérieuse à l'annonce de l'élection de M. Lincoln, le Nord offrit au Sud, s'il voulait demeurer dans l'Union, toutes les assurances possibles pour que continuent de fonctionner dans l'inviolabilité ses haïssables institutions. Le Nord ne proclama-t-il pas solennellement qu'il renonçait à s'immiscer dans ses affaires, tandis que les dirigeants nordistes proposaient au Congrès compromis sur compromis, basés tous sur la concession qu'ils ne se mêleraient pas de la question de l'esclavage. ».

« Comment se fait-il, dit *l'Examiner*, que le Nord fût prêt à réaliser un compromis, en faisant au Sud les plus larges concessions en matière d'esclavagisme ? Comment se fait-il qu'au Congrès certains aient proposé une zone géographique au sein de laquelle l'esclavage devait être reconnu comme une institution nécessaire ? Les Etats du Sud n'étaient pas satisfaits pour autant. ».

Ce que *l'Economist* et *l'Examiner* eussent dû demander, c'est non pas tant pourquoi le compromis Crittenden<sup>1</sup> et d'autres avaient été proposés au Congrès, mais pourquoi ils n'avaient pas été votés. En fait ils font mine de croire que le Nord a accepté ces propositions de compromis et que le Sud les a rejetées, alors qu'en réalité elles ont été vouées à l'échec par le parti du Nord, qui avait assuré l'élection de Lincoln. Ces propositions n'étant jamais devenues des résolutions, du fait qu'elles restèrent à l'état de vœux pieux, le Sud n'eut jamais l'occasion, et pour cause, de les rejeter ou de les accepter. La remarque suivante de *l'Examiner* nous mène au cœur de la question.

« *Madame Stowe prétend que le parti esclavagiste décida d'en finir avec l'Union lorsqu'il constata qu'il ne pouvait plus l'utiliser à ses fins. Elle admet donc que le parti esclavagiste avait utilisé jusque-là l'Union pour ses fins, mais il serait bon que Madame Stowe montre clairement quand le Nord a commencé à se dresser contre l'esclavagisme.* »

Toute histoire de l'Union, souligne Marx, est déterminée par une **succession de compromis**, et donc de concessions, imposés aux Etats du Nord par les exigences des pouvoirs esclavagistes.

Le **compromis du Missouri** de mars 1820 offre un exemple de ces transactions complexes.

En 1820, le Sud esclavagiste s'était trouvé en position minoritaire à la Chambre des Représentants et avait revendiqué l'entrée du Missouri, un Etat esclavagiste, afin de rétablir le rapport de force au Sénat. Pour empêcher le Sud d'avoir la majorité dans la Chambre Haute, le Nord demanda l'admission du Maine. A la suite de longs et violents débats, les deux Etats furent admis, maintenant ainsi l'équilibre des forces au Sénat. De plus, le compromis du Missouri prévoyait l'abolition de l'esclavage dans le territoire de la Louisiane situé au-delà de la ligne du 36° 30' de latitude nord. Ce compromis sera pratiquement annulé en 1854 par l'adoption du **Kansas-Nebraska Bill**.

---

<sup>1</sup> En décembre 1860, le sénateur du Kentucky John Crittenden avait proposé le vote d'un amendement constitutionnel qui remettrait en vigueur le compromis du Missouri de mars 1820, compromis selon lequel les futurs Etats seraient esclavagistes ou abolitionnistes selon qu'ils se situaient au sud ou au nord du 36°30' parallèle de latitude. Il proposait aussi une loi garantissant la protection de l'esclavage dans le district de Columbia. Le projet avait échoué.

On aurait pu croire que l'*Examiner* et autres oracles de l'opinion publique en Angleterre s'étaient assez familiarisés avec l'histoire la plus récente pour ne pas recourir aux informations de Mrs Stowe sur un point d'aussi grande importance. L'usurpation croissante de l'Union par les puissances esclavagistes à la suite de leur alliance avec le Parti démocrate du Nord<sup>1</sup> est pour ainsi dire la formule générale de l'histoire des Etats-Unis depuis le début de ce siècle. Aux mesures successives de compromis correspond une mainmise progressive sur l'Union transformée de la sorte en esclave des propriétaires du Sud. Chacun de ces compromis marque une nouvelle prétention du Sud et une nouvelle concession du Nord.

De même, aucune des victoires successives du Sud ne fut remportée sans une chaude bataille préalable contre l'une des forces adverses du Nord, qui se présentent sous divers noms de parti, avec de multiples mots d'ordre et sous toutes sortes de couleurs. Si le résultat effectif et final de chacun de ces combats singuliers favorisait le Sud, un observateur attentif de l'histoire ne pouvait pas ne pas remarquer que chaque nouvelle avance de la puissance esclavagiste était un pas de plus vers sa défaite finale. Même au temps du compromis du Missouri, les forces en lutte se contrebalançaient si étroitement que Jefferson craignit - comme il ressort de ses Mémoires - que l'Union fût menacée d'éclatement à la suite de ce fatal antagonisme.

Le *Kansas-Nebraska Bill* fut adopté en mai 1854 par le Congrès américain. Il stipulait la création de deux territoires, en supposant que le Nebraska entrerait comme Etat libre dans l'Union, contrairement au Kansas. Ainsi les forces du Nord et du Sud seraient également représentées au Sénat. En outre, cette loi, prévoyait l'annulation de la ligne séparant les Etats libres des Etats esclavagistes (le compromis du Missouri). Les esclavagistes obtinrent ainsi ce qu'ils désiraient le plus ardemment : la reconnaissance que la zone de l'esclavagisme était illimitée aux Etats-Unis. Pour obtenir la sanction des démocrates de l'Ouest, cette loi instaura la doctrine de la souveraineté populaire dans chaque Etat sur la question de l'introduction ou non de l'esclavage. Cette loi mena tout droit à la guerre du Kansas, un conflit qui servit lui-même de prologue à la guerre civile de 1861-1865.

Les prétentions des puissances esclavagistes ne cessèrent d'augmenter, lorsque le Kansas-Nebraska bill détruisit pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis - comme M. Douglas le reconnaît lui-même - toute barrière légale à l'extension de l'esclavagisme dans les territoires des Etats-Unis; lorsqu'un candidat du Nord<sup>2</sup> acheta sa nomination présidentielle en promettant que l'Union se soumettrait ou achèterait Cuba pour en faire un nouveau champ de domination des esclavagistes; lorsque ensuite la décision de Dred Scott<sup>3</sup> proclama que l'extension de l'esclavagisme par le pouvoir fédéral était la loi de la Constitution américaine, et qu'enfin le com-

---

<sup>1</sup> Le Parti démocrate, fondé en 1828, rassemblait les planteurs, certains groupes de la bourgeoisie ainsi qu'une partie importante de fermiers et de petits-bourgeois des villes. Dans les années 1830 et 1840, il représenta de plus en plus les intérêts des planteurs et de la grande bourgeoisie financière du Nord, qui défendait l'esclavage. Lorsque, après l'adoption du Kansas-Nebraska bill en 1854, l'esclavage menaça de submerger toute l'Union, il y eut une scission au sein du Parti démocrate, qui permit la victoire de Lincoln en 1860.

<sup>2</sup> A titre d'ambassadeur des USA à Londres, Buchanan publia le *manifeste d'Ostende* conjointement aux représentants diplomatiques de la France et de l'Espagne. Ce manifeste conseillait au gouvernement des USA d'acquérir d'une manière ou d'une autre l'île de Cuba qui appartenait à l'Espagne. En 1856, Buchanan devint président des USA, sous l'étiquette du parti démocrate.

<sup>3</sup> L'esclave Dred Scott suivit son maître dans le territoire de Louisiane situé au-dessus de la ligne du 36° 30' où, légalement, l'esclavage était interdit. Par la suite, sa famille et lui furent ramenés dans l'Etat esclavagiste du Missouri et à la mort de leur maître, ils furent vendus à un new-yorkais à qui ils firent un procès pour obtenir leur liberté. L'affaire fut portée devant la Cour suprême, laquelle soutint que la Cour du Missouri n'avait pas de pouvoir de juridiction dans cette affaire, puisque les Scott n'étaient pas et ne pouvaient être des citoyens au sens ou l'entendait la Constitution. Le juge fit de surcroît un arrêt qui accordait aux esclavagistes le droit de transférer leurs biens meubles - esclaves y compris - dans n'importe quel territoire des Etats-Unis, et d'y garder les esclaves même si la législation de l'Etat local ou du Congrès s'y opposait.



merce d'esclaves africains était rouvert *de facto* à une échelle plus vaste qu'à l'époque de son existence légale.

Mais, concurremment à ces coupables faiblesses du parti démocrate du Nord face aux pires usurpations du Sud, on constata, à des signes indéniables, que le combat des forces opposées devenait si intense que le rapport de force devait bientôt se renverser. La guerre du Kansas<sup>1</sup>, la formation du parti républicain et les nombreuses voix en faveur de M. Frémont à l'élection présidentielle de 1856<sup>2</sup> étaient autant de preuves tangibles que le Nord avait accumulé assez d'énergie pour corriger les aberrations que l'histoire des Etats-Unis connaissait depuis un demi-siècle par la faute des esclavagistes, et pour la ramener aux véritables principes de son développement.

En dehors de ces phénomènes politiques, il y a un fait manifeste, d'ordre statistique et économique, qui montre que l'usurpation de l'Union fédérale, au profit des esclavagistes avait atteint le point où ils devaient reculer de gré ou de force. Ce fait est le développement du Nord-Ouest, les immenses efforts réalisés par sa population de 1850 à 1860 et l'influence nouvelle et revigorante qui en résultait pour les Etats-Unis.

Tout cela représente-t-il un chapitre secret de l'histoire ? Fallait-il l'« aveu » de Madame Beecher-Stowe pour faire découvrir à l'*Examiner* et « autres lumières politiques de la presse londonienne la vérité cachée, à savoir que jusqu'ici, « le parti esclavagiste avait utilisé l'Union à ses fins » ? Est-ce la faute du Nord-Américain si les journalistes anglais ont été surpris par le heurt violent de forces antagoniques, dont la lutte était la force motrice de l'histoire depuis un demi-siècle ? Est-ce la faute des Américains si la presse anglaise tient pour un caprice élucubré en un jour ce qui est le résultat venu à maturation après de longues années de lutte ? Le simple fait que la formation et le développement du parti républicain en Amérique aient à peine été remarqués par la presse londonienne montre à l'évidence que ses tirades contre l'esclavage ne sont que du vent.

Prenons, par exemple, les deux antipodes de la presse londonienne, le *Times* de Londres et le *Reynold's Weekly Newspaper*, le plus grand organe des classes respectables, et le seul organe de la classe ouvrière qui subsiste actuellement. Juste avant que M. Buchanan n'achève sa carrière, le premier publia une apologie détaillée de son administration et une polémique diffamatoire contre le mouvement républicain. Pour sa part, le *Reynold's*, pendant le séjour à Londres de Buchanan, en fit sa cible favorite et depuis lors n'a pas manqué une seule occasion de le mettre sur la sellette et de dénoncer en lui un adversaire<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> Quand la loi du Kansas-Nebraska fut votée, un groupement anti-esclavagiste du Nord dirigé par Thayer, du Massachusetts, fonda une Société d'Aide aux émigrés. Celle-ci se proposait d'envoyer au Kansas des sympathisants de la théorie de la terre libre, pour veiller à ce que ce territoire entrât dans l'Union, en tant qu'Etat libre. Pendant ce temps, les esclavagistes organisèrent des bandes d'hommes de main recrutés dans la pègre du Missouri occidental. Ces bandes envahirent le Kansas en octobre 1854, mais elles furent repoussées. Cependant, elles revinrent et imposèrent par la terreur l'« élection » d'un délégué pro-esclavagiste au Congrès. La guerre civile éclata en 1856 : les partisans de la terre libre (*free soilers*), conduits par le militant abolitionniste John Brown, organisèrent des sections militaires et se mirent à désagréger les forces esclavagistes. Le gouverneur Shannon fut remplacé par un partisan plus fougueux de l'esclavagisme, un certain Woodson, qui en appela à tous les « bons citoyens » pour écraser l'« insurrection ». De toute évidence, cet appel s'adressait à la pègre qui envahit de nouveau le Kansas et qui, cette fois, pilla le pays.

<sup>2</sup> John C. Frémont, le candidat républicain lors des élections présidentielles de 1856.

<sup>3</sup> Dans le texte publié par la *New-York Daily Tribune*, nous lisons cette phrase qui contredit directement l'opposition qu'établit Marx entre l'attitude du *Times* et du *Reynold's* en ce qui concerne Buchanan : « Pour sa part, Reynold's, durant le séjour de Buchanan à Londres, était l'un de ses favoris, et depuis lors n'a pas manqué une seule occasion pour le mettre sur la sellette et dénoncer ses adversaires ». On sait que la *New-York Tribune* ne se gênait pas pour modifier des passages entiers ou les supprimer, etc., si bien que Marx dut interrompre sa collaboration à ce journal progressiste en mars 1862. (Note du traducteur)

Comment expliquer au Nord la victoire du parti républicain, dont le programme se fonde sur l'opposition ouverte aux empiètements du système esclavagiste et à l'utilisation abusive que font de l'Union les tenants de l'esclavagisme ? En outre, comment se fait-il que la grande majorité du parti démocrate du Nord se détourne de ses liens traditionnels avec les chefs de l'esclavagisme, passe sur des traditions vieilles d'un demi-siècle et sacrifie de grands intérêts commerciaux et des préjugés politiques plus grands encore pour voler au secours de l'actuelle administration républicaine et lui offrir hommes et argent avec générosité ?

Au lieu de répondre à ces questions, l'*Economist* s'exclame :

« *Pouvons-nous oublier que les abolitionnistes sont d'habitude aussi féroce­ment persécutés et maltraités au Nord et à l'Ouest qu'au Sud ? Peut-on nier que l'entêtement et l'indifférence - pour ne pas dire la mauvaise foi - du gouvernement de Washington ont été pendant des années le principal obstacle à nos efforts pour supprimer effectivement le commerce des esclaves sur la côte africaine; qu'une partie considérable des clip­pers actuellement engagés dans ce commerce est construite avec les capitaux du Nord, et exploitée par des marchands du Nord avec des équipages du Nord ?* »

Voilà, en vérité, un chef-d'œuvre de logique. L'Angleterre anti-esclavagiste ne peut sympathiser avec le Nord, qui s'attaque à l'influence néfaste des esclavagistes, parce qu'elle ne peut oublier que le Nord - tant qu'il était soumis à l'influence esclavagiste et que ses institutions démocratiques étaient souillées par les préjugés des bourreaux d'esclaves - soutenait le commerce des esclaves et décriait les abolitionnistes. L'Angleterre ne peut sympathiser avec l'administration de M. Lincoln, parce qu'elle a désapprouvé l'administration de M. Buchanan ! En toute « logique », elle doit flétrir l'actuel mouvement de renouveau du Nord et encourager ceux qui, au Nord, sympathisent avec le commerce des esclaves stigmatisé par la plate-forme républicaine, elle doit flirter avec la clique esclavagiste du Sud, qui édifie un empire séparé, parce que l'Angleterre ne pouvait oublier que le Nord d'hier n'était pas le Nord d'aujourd'hui ! S'il lui faut justifier son attitude par des faux-fuyants à la Old Bailey<sup>1</sup>, cela démontre avant tout que la fraction anti nordiste de la presse anglaise est poussée par des motifs cachés, c'est-à-dire trop bas et trop infâmes pour être exprimés ouvertement.

L'une des manœuvres favorites de la presse anglaise étant de reprocher à l'actuelle administration républicaine les agissements des précédentes qui furent pro-esclavagiste, elle s'efforce dans la mesure du possible de persuader le peuple anglais que le *New York Herald* est le seul organe qui expose authentiquement l'opinion du Nord. Après que le *Times* de Londres eut ouvert la voie dans cette direction, le noyau esclavagiste<sup>2</sup> des autres organes anti nordistes, qu'ils soient grands ou petits, lui emboîte le pas. Ainsi, l'*Economist* prétend : « Au plus fort de la guerre civile, il ne manque ni journaux ni politiciens à New York pour exhorter les combattants, maintenant qu'ils ont de grandes armées en campagne, à ne pas lutter les uns contre les autres, mais contre la Grande-Bretagne, à cesser toute querelle intérieure - y compris sur la question esclavagiste - pour envahir sans préavis le territoire britannique avec des forces d'une supériorité écrasante. »

L'*Economist* sait parfaitement que les efforts du *New York Herald*, qui sont vivement encouragés par le *Times* de Londres et visent à entraîner les Etats-Unis dans une guerre avec l'Angleterre, ont pour seul but d'assurer la victoire de la sécession et de ruiner le mouvement de renaissance du Nord.

<sup>1</sup> *Old Bailey*, nom donné à la citadelle de la prison de Newgate à Londres où siégeait la Cour d'assises.

<sup>2</sup> Le *servum pecus*, écrit Marx : le troupeau servile

Cependant, la presse anti nordiste d'Angleterre fait une concession. Et la snob *Saturday Review* annonce : « Ce qui est contestable dans l'élection de Lincoln et a précipité la crise, c'est purement et simplement la limitation de l'esclavage aux Etats où il existait déjà ». Et l'*Economist* de remarquer : « En effet, il est vrai que le but du parti républicain qui élut M. Lincoln, est d'empêcher l'extension de l'esclavage aux territoires non encore colonisés... Il est peut-être vrai qu'un succès complet et inconditionnel du Nord lui permettrait de limiter l'esclavage aux quinze Etats dans lesquels il existe déjà, ce qui pourrait éventuellement conduire à sa disparition - mais ceci est plus probable que certain. »

En 1859 - à l'occasion de l'expédition de John Brown à Harper's Ferry<sup>1</sup> - le même *Economist* publiait une série d'articles détaillés afin de prouver qu'en raison d'une loi économique, l'esclavage américain était voué à s'éteindre graduellement dès lors qu'il ne serait plus en mesure de croître. Cette loi économique fut parfaitement comprise par la clique esclavagiste. « Si d'ici quinze ans, nous ne bénéficions pas d'un immense accroissement de terres à esclaves, dit Toombs<sup>2</sup>, nous devons permettre aux esclaves de fuir de chez les Blancs, à moins que les Blancs ne fuient devant les esclaves. »

La limitation de l'esclavage à son territoire légal, telle qu'elle fut proclamée par les républicains, constitue le point de départ évident de la menace de sécession formulée pour la première fois à la Chambre des représentants le 19 décembre 1859. M. Singleton (Mississippi) demanda alors à M. Curtis (Iowa) « si le parti républicain n'admettrait plus que le Sud obtienne un pouce de territoire esclavagiste nouveau, tant que l'Union subsisterait ». M. Curtis lui ayant répondu par l'affirmative, M. Singleton lui répliqua que, dans ces conditions, l'Union serait dissoute. Il conseilla à l'administration du Mississippi de sortir au plus tôt de l'Union : « Ces messieurs devraient se souvenir que Jefferson Davis a conduit nos forces armées au Mexique; or, il vit toujours, et pourrait fort bien commander l'armée du Sud. »

Abstraction faite de la loi économique, selon laquelle l'extension de l'esclavage est une condition vitale pour son maintien dans son territoire légal, les leaders du Sud ne se sont jamais fait d'illusion sur la nécessité absolue de maintenir leur hégémonie politique aux Etats-Unis. Pour justifier ses propositions au Sénat le 19 février 1847, John Calhoun<sup>3</sup> déclara sans ambages que « le Sénat était le seul moyen d'assurer l'équilibre de pouvoir, laissé au Sud dans le gouvernement » et que la formation d'Etats esclavagistes nouveaux était devenue nécessaire » pour conserver l'équilibre des forces au Sénat ». Au reste, l'oligarchie des trois cent mille propriétaires d'esclaves ne pourrait maintenir son pouvoir sur la plèbe blanche sans l'appât de futures conquêtes et l'élargissement de leurs territoires tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des Etats-Unis. Si désormais - selon l'oracle de la presse anglaise - le Nord a pris la ferme décision de confiner l'esclavage dans ses limites actuelles et de le liquider ainsi par la voie légale, cela ne devrait-il pas suffire à lui assurer les sympathies de l'Angleterre « anti-esclavagiste » ?

---

<sup>1</sup> Le 16 octobre 1859, John Brown, à la tête d'une troupe de vingt-deux hommes, dont cinq Noirs, tenta de s'emparer de l'arsenal fédéral et de l'armurerie de Harper's Ferry en Virginie, afin de provoquer un soulèvement des esclaves dont les Etats esclavagistes. Le colonel E. Lee, futur chef militaire des forces sudistes, fit prisonnier John Brown ainsi qu'un certain nombre de ses hommes. Au milieu de l'agitation populaire, ils furent jugés pour trahison et déclarés coupables. En décembre 1859, Brown fut pendu. Le Nord protesta avec véhémence contre son exécution. Brown encouragea les Noirs dans leur lutte contre l'esclavage et favorisa le rassemblement des forces abolitionnistes du Nord.

<sup>2</sup> Robert Toombs, sénateur de Géorgie. Partisan de John C. Breckinridge à l'élection présidentielle de 1860, il soutiendra la sécession et quittera le Sénat de Washington en ces termes : « Nous ne voulons pas d'égalité avec les nègres, nous ne voulons pas que la race nègre dégrade la nôtre. ».

<sup>3</sup> John Caldwell Calhoun. Il était Secrétaire d'Etat au moment de l'admission du Missouri dans l'Union en tant qu'Etat esclavagiste. Il verra dans l'entrée du Texas au sein de l'Union un moyen de renforcer la cause esclavagiste.

Il semble que les puritains anglais ne puissent vraiment être contents que par une guerre abolitionniste expresse. *L'Economist* affirme : « Comme il ne s'agit pas véritablement d'une guerre pour l'émancipation de la race nègre, sur quelle base veut-on que nous sympathisions si chaleureusement avec la cause des fédérés ? ».

« Il fut un temps, dit *l'Examiner*, où nos sympathies allaient au Nord, parce que nous pensions qu'il s'opposait sérieusement aux empiètements des Etats esclavagistes et défendait l'émancipation comme une mesure de justice pour la race noire. »

Mais, dans les mêmes numéros où ces journaux racontent qu'ils ne peuvent sympathiser avec le Nord parce que sa guerre ne tend pas à une véritable abolition, nous lisons : « Le moyen radical de proclamer l'émancipation des nègres, c'est d'appeler les esclaves à une insurrection générale. ». Or, c'est là quelque chose « dont la simple idée, est répugnante et affreuse » ; c'est pourquoi « un compromis est bien préférable à un succès conquis à un tel prix et *souillé d'un tel crime* ».

Comme on le voit, les ardeurs anglaises pour une guerre abolitionniste sont purement hypocrites. Mais, on aperçoit le pied fourchu du diable dans les phrases suivantes : « Finalement, dit *l'Economist*, le *tarif Morrill*<sup>1</sup> mérite notre gratitude et notre sympathie; mais la certitude qu'en cas de triomphe du Nord, le *tarif* sera étendu à toute la république est-elle une raison pour que nous aidions bruyamment à son succès ? ».

« Les Américains du Nord, dit *l'Examiner*, ne prennent rien d'autre au sérieux que leur tarif douanier qui les protège égoïstement... Les Etats du Sud en ont assez d'être dépouillés des fruits du travail de leurs esclaves par les tarifs protectionnistes du Nord. »

*L'Examiner* et *l'Economist* se complètent l'un l'autre. Ce dernier est assez honnête pour reconnaître finalement que, pour lui et les siens, la sympathie n'est déterminée que par une simple question de tarif douanier, tandis que le premier réduit la guerre entre le Sud et le Nord à un simple conflit tarifaire, une guerre entre système protectionniste et libre-échangiste. Peut-être *l'Examiner* ne sait-il pas que même ceux qui voulurent abroger l'acte de la Caroline du Sud en 1832 - comme le général Jackson en témoigne - n'usèrent du protectionnisme que comme d'un prétexte<sup>2</sup>. Quoi qu'il en soit, même *l'Examiner* devrait savoir que l'actuelle rébellion n'a pas attendu l'adoption du tarif Morrill pour éclater. En fait, les sudistes ne pouvaient se plaindre de ce qu'ils étaient dépouillés des fruits du travail de leurs esclaves par le système protectionniste du Nord, puisque le système libre-échangiste était en vigueur de 1846 à 1861.

Dans son dernier numéro, le *Spectator* caractérise d'une manière frappante la pensée secrète d'un certain nombre d'organes anti nordistes :

« Que souhaitent donc véritablement ces organes anti nordistes pour justifier la prétention qu'ils ont de ne s'appuyer que sur

---

<sup>1</sup> Ledit *tarif Morrill* a été adopté par le Congrès américain le 02.03.61 sur la proposition du député du Vermont Justin Smith Morrill. Elle pénalisait les Etats du Sud plus dépendants des marchandises importées d'Europe. Le nouveau tarif était également particulièrement impopulaire en Angleterre.

<sup>2</sup> En juillet 1832, Jackson signa « un tarif systématiquement protectionniste », qui provoqua un large mécontentement en Caroline du Sud. John C. Calhoun cristallisa dans son Etat le sentiment qu'il fallait annuler le tarif protectionniste et faire sécession. Une session spéciale des magistrats de la Caroline du Sud se réunit et ordonna la convocation d'une assemblée. Celle-ci adopta le 24 novembre 1832 une ordonnance annulant le tarif, appelant les citoyens de l'Etat à défendre l'indépendance vis-à-vis du pouvoir fédéral et menaçant de faire sécession. Cette ordonnance devait prendre effet à dater de février 1833. Entre-temps, le président Jackson agit en toute hâte. Après avoir annoncé son intention de faire appliquer par la force toutes les lois fédérales en Caroline du Sud, il envoya des troupes et des navires à Charleston. Comme aucun des autres Etats sudistes ne réagit, la Caroline du Sud plia bientôt.

l'inexorable logique ? Ils affirment que la sécession est désirable, parce qu'elle est la seule façon possible de faire cesser ce « conflit fratricide qui n'a aucune raison d'être. » Mais voilà qu'ils découvrent ensuite d'autres raisons adaptées aux exigences morales du pays, maintenant que l'issue des événements est claire. Bien sûr, ces raisons ne sont mentionnées, réflexion faite, que comme humble apologie de la Providence et « justification des voies du Seigneur envers l'homme », dès lors que la nécessité inéluctable est devenue manifeste aux yeux de tous. On découvre ainsi qu'il serait d'un grand avantage pour les Etats d'être coupés en deux groupes rivaux. Chacun tiendrait en échec les ambitions de l'autre et neutraliserait sa force. Si l'Angleterre entrait en conflit avec l'un d'eux, la simple défiance de chaque groupe adverse lui serait d'un grand secours ». Et de remarquer qu'il s'ensuivrait une situation très favorable, qui nous libèrerait de la crainte et encouragerait la « concurrence » politique, cette grande sauvegarde de l'honnêteté et de la franchise entre Etats.

Telle est la situation expressément mise en évidence par la théorie de ceux qui commencent, chez nous, à sympathiser avec le Sud. Traduit en bon anglais - et nous déplorons qu'un argument anglais ait besoin d'une traduction dans un tel sujet - cela signifie que si nous regrettons que cette « guerre fratricide » ait pris une telle ampleur, c'est pour espérer qu'à l'avenir elle continuera de susciter de redoutables convulsions, une série de petites guerres chroniques, de passions et de rivalités entre les groupes d'Etats rivaux. La vérité effective - et précisément ce mode non anglais de ressentir cache cette vérité, bien qu'elle fût voilée de formules décentes - est cependant très nette : les groupes rivaux d'Etats américains ne pourront vivre ensemble en paix et en harmonie. La situation d'inimitié, due aux causes mêmes qui ont suscité le conflit actuel, deviendrait chronique. On a affirmé que les différents groupes d'Etats avaient des intérêts douaniers différents. Non seulement ces différents intérêts tarifaires seraient la source de petites guerres permanentes, dès lors, que les Etats seraient séparés les uns des autres, mais encore l'esclavage - racine de tout le conflit - aggraverait les innombrables inimitiés, discordes et manœuvres. Bref, il ne serait plus possible de rétablir un équilibre stable entre les Etats rivaux. Et pourtant, on affirme que la perspective d'un conflit long et ininterrompu serait l'issue la plus favorable de la grande question qui est en train de se décider actuellement. Au fond, ce que l'on juge le plus favorable dans le vaste conflit actuel, qui pourrait rétablir une unité politique nouvelle et plus puissante c'est l'alternative d'un grand nombre de petits conflits et d'un continent divisé et affaibli que l'Angleterre n'aurait plus à craindre.

Nous ne nions pas que les Américains aient semé eux-mêmes les germes de cette situation lamentable et regrettable par l'attitude inamicale et fanfaronne, qu'ils adoptent si souvent vis-à-vis de l'Angleterre; quoi qu'il en soit, nous devons bien avouer que nos propres sentiments sont vils et méprisables. Nous voyons bien qu'il n'existe aucun espoir d'une paix profonde et durable pour l'Amérique dans une solution boiteuse, puisqu'elle signifie involution et désagrégation de la nation américaine en peuples et pays hostiles, et cependant nous levons les bras au ciel comme si nous étions effrayés de l'actuelle guerre « fratricide », alors qu'elle renferme la perspective d'une solution stable. Nous, souhaitons aux Américains un avenir fait d'innombrables et incessants conflits, qui seraient tout aussi fratricides, mais certainement bien plus démoralisants : nous le souhaitons uniquement pour être libérés de l'aiguillon de la concurrence américaine. ».

## 1.2. Karl Marx : *Le commerce britannique du coton*

*New-York Daily Tribune,*  
14 octobre 1861.

La mise en place dès le 19 avril 1861, par la marine nordiste, du blocus des ports d'exportation des Etats confédérés du Sud ne va pas tarder à provoquer une grave crise du coton<sup>1</sup>. Les industriels anglais vont en subir aussitôt les effets qu'ils tenteront de compenser, mais non sans difficultés, par un recours au coton importé d'Inde<sup>2</sup>.

Marx a probablement utilisé pour cet article des données qu'il a recueillies lors de son séjour chez Engels, à Manchester, dans la première quinzaine de septembre 1861.

Il reviendra dès le début novembre 61 sur le sujet dans son article « La crise en Angleterre » paru dans *Die Presse*.

\*

*Londres, le 21 septembre 1861.*

La continuelle hausse de prix du coton brut commence à avoir des effets sérieux sur l'industrie cotonnière, dont la consommation a diminué maintenant de vingt-cinq pour cent par rapport à la normale. Ce résultat signifie que le taux de production diminue quotidiennement, que les fabriques ne travaillent que trois ou quatre jours par semaine et qu'une partie des machines a été arrêtée, soit dans les entreprises qui pratiquent la journée de travail raccourcie, soit dans celles qui jusqu'ici travaillaient à plein temps, mais sont fermées temporairement. Dans certaines localités, par exemple à Blackburn, la journée de travail raccourcie s'accompagne d'une réduction de salaires. Quoi qu'il en soit, la tendance à diminuer la journée de travail n'en est qu'à ses débuts, et nous pouvons prédire avec certitude que d'ici quelques semaines on passera, dans cette branche de production tout entière, aux trois jours de travail par semaine, en même temps qu'on arrêtera une grande partie des machines dans la plupart des entreprises. En général, les fabricants et négociants anglais n'ont pris connaissance que fort lentement et avec réticence de l'état précaire de leur approvisionnement en coton. Ils disaient :

« Toute la dernière récolte américaine a déjà été acheminée vers l'Europe depuis longtemps. Le travail pour la nouvelle récolte vient tout juste de commencer. Nous n'aurions pas pu obtenir une balle de coton de plus, même si nous n'avions pas entendu parler de guerre et de blocus. La saison de la navigation ne commence pas avant fin novembre, et il faut généralement attendre fin décembre pour qu'aient lieu de larges exportations. Jusque-là, il est sans grande importance que le coton reste dans les plantations ou qu'il soit acheminé vers les ports sitôt qu'il est mis en balles. Si le blocus s'arrête à un moment quelconque *avant la fin de l'année*, nous se-

---

<sup>1</sup> Sur cette question nous renvoyons à l'étude d'Elisée Reclus « Le coton et la crise américaine », paru le 1<sup>er</sup> janvier 1862 dans la *Revue des Deux mondes*, vol. 37, N°1, pp. 176-208 (en ligne sur le site de jstor.org).

<sup>2</sup> Cf. la lettre d'Engels à Marx du 28 février 1862 : « Nous sommes très affectés par la crise, nous n'avons strictement aucune commande et à partir de la semaine prochaine, nous travaillerons à mi-temps. » (C7, p. 8)

rons certainement approvisionnés normalement en coton en mars ou avril, comme si le blocus n'avait pas existé. ».

Au tréfonds de leur âme de boutiquier, les fabricants nourrissaient l'espoir qu'avant la fin de l'année toute la crise américaine serait terminée et le blocus avec elle, ou bien que lord Palmerston force-rait le blocus par la violence. Cependant, on a plus ou moins abandonné cette dernière idée, lorsqu'on s'est aperçu à Manchester, entre autres circonstances, que si le Gouvernement britannique prenait l'offensive sans y avoir été provoqué, il se heurterait à la force unie de deux gigantesques groupes d'intérêts, à savoir les capitalistes de la finance qui ont investi un énorme capital dans les entreprises industrielles d'Amérique du Nord, et les marchands de céréales qui trouvent en Amérique du Nord leur principale source d'approvisionnement. L'espoir que le blocus serait levé à temps pour satisfaire les exigences de Liverpool et de Manchester ou que la guerre américaine s'achèverait par un compromis avec les sécessionnistes a fait place à un phénomène inconnu jusqu'ici sur le marché cotonnier anglais, à savoir les opérations cotonnières américaines à Liverpool, qui se manifestent soit par des spéculations, soit par des réexpéditions en Amérique. En conséquence, le marché cotonnier de Liverpool connaissait une agitation fébrile au cours des deux dernières semaines, les placements spéculatifs de capitaux des négociants de Liverpool étant soutenus par les placements spéculatifs de capitaux des fabricants de Manchester et d'ailleurs, qui cherchaient à s'approvisionner en réserves de matières premières pour l'hiver. On constate quelle est, en gros, l'ampleur de ces transactions dans le fait qu'une partie considérable des hangars de stockage de Manchester sont déjà bourrés de ces réserves et qu'au cours de la semaine du 15 au 22 septembre la variété du coton de qualité moyenne est montée de trois huitièmes de dollar par livre et la variété la meilleure de cinq huitièmes de dollar.

Depuis le début de la guerre américaine, le prix du coton n'a cessé de monter, cependant que le déséquilibre fatal entre le prix des matières premières et celui du fil et du tissu ne devint manifeste qu'au cours des dernières semaines d'août. Jusque-là, chaque hausse sérieuse du prix du coton manufacturé qui devait résulter de la diminution considérable de l'offre américaine, était compensée par une augmentation des réserves stockées en première main et par des consignations spéculatives vers la Chine et l'Inde.

Mais ces marchés asiatiques furent bientôt engorgés. Ainsi, le *Calcutta Price Current* du 7 août 1861 écrit : « Les réserves en stock s'accumulent; depuis notre dernière parution, les arrivages n'atteignent pas moins de vingt-quatre millions de yards de coton lisse. Les rapports en provenance de la métropole nous apprennent que les approvisionnements par bateaux vont se poursuivre bien au-delà de nos besoins. Tant que cela durera, nous ne pourrons espérer d'amélioration... Le marché de Bombay est, lui aussi, largement saturé. ».

D'autres circonstances contribuèrent aussi à la contraction du marché indien. La dernière famine dans les provinces du nord-ouest fut suivie des ravages du choléra, tandis que dans tout le Bengale inférieur les chutes de pluie ininterrompues endommagèrent gravement la récolte de riz. Des lettres de Calcutta, arrivées cette semaine en Angleterre, nous apprennent que les ventes donnèrent le prix net de neuf dollars et quart par livre de fil n° 40, alors qu'on ne le trouve pas à moins de onze dollars et trois huitièmes à Manchester; de même, les ventes de toile de quarante pouces marquèrent par pièce des pertes de sept dollars et demi, neuf dollars et douze dollars, par rapport aux prix pratiqués à Manchester.

Même sur le marché chinois, on assiste à une dépression des prix due à l'accumulation des stocks de marchandises importées. Dans ces conditions et la demande de coton manufacturé, britannique diminuant, les prix ne peuvent, certes, aller de pair avec l'augmentation croissante des prix du coton brut; au contraire, dans de

nombreux cas, le filage, le tissage et l'impression du coton cessent de payer les frais de production. Prenons par exemple le cas suivant que nous communiquent l'un des plus grands fabricants de Manchester, pour ce qui concerne le filage brut :

17 sept. 1860 :	Par livre :	Marge de vente :	Coût du filage par livre :
Coûts du coton :	6 1/4 d.	4 d.	3 d.
Trame 16 vendue pour :	10 1/4 d.	—	—
Profit :	1 d. par livre.		
17 sept. 1861 :	Par livre :	Marge de vente :	Coût du filage par livre :
Coûts du coton :	9 d.	2 d.	3 1/2 d.
Trame 16 vendue pour :	11 d.	—	—
Perte :	1 1/2 d. par livre.		

La consommation de coton indien augmente rapidement. Si les prix continuent de monter, les approvisionnements indiens augmenteront. Cependant, il est impossible de changer, en quelques mois, toutes les conditions de production et de modifier le cours des échanges commerciaux. L'Angleterre est ainsi en train de payer très cher sa longue et odieuse administration du vaste empire indien.

Les deux principaux obstacles auxquels se heurteront ses tentatives de remplacer le coton américain par l'indien sont le manque de moyens de transport et de communication sur tout le territoire indien, et la situation misérable du paysan indien, qui le rend inapte à exploiter les conditions favorables. Les Anglais eux-mêmes sont à l'origine de ces deux difficultés.

L'industrie moderne de l'Angleterre repose en général sur deux axes également misérables. L'un est la pomme de terre, qui était le seul moyen d'alimentation de la population irlandaise et d'une grande partie de la classe ouvrière anglaise. Cet axe se brisa, lors de la maladie de la pomme de terre et de la catastrophe qui en résulta pour l'Irlande<sup>3</sup>. Il faut trouver maintenant une base plus large pour la reproduction et la conservation de millions de travailleurs.

On retiendra de la conclusion de Marx le rapport organique qu'il souligne entre l'exploitation prolétarienne du travailleur salarié et l'esclavage dans les plantations du Sud en Amérique.

Le second axe de l'industrie anglaise était le coton cultivé par les esclaves des Etats-Unis. L'actuelle crise américaine force l'industrie anglaise à élargir le champ de son approvisionnement et à libérer le coton des oligarchies productrices et consommatrices d'esclaves. Aussi longtemps que les fabricants de coton anglais dépendaient du coton cultivé par des esclaves, on pouvait affirmer en vérité qu'ils s'appuyaient sur un double esclavage : l'esclavage indirect de l'homme blanc en Angleterre, et l'esclavage direct de l'homme noir de l'autre côté de l'Atlantique.

<sup>3</sup> Entre 1845 et 1847, la maladie de la pomme de terre avec la parution du mildiou a été la cause d'une famine généralisée en Irlande. La pauvreté des petits fermiers impitoyablement exploités par les grands propriétaires terriens rendait la masse de la population presque entièrement dépendante d'un régime de pommes de terre cultivées sur leurs propres petites parcelles. Environ un million de personnes sont mortes de faim et la vague d'émigration provoquée par la famine en a emporté un autre million. De vastes régions d'Irlande ont été dépeuplées. La terre déserte a été transformée par des propriétaires anglais et irlandais en pâturages.



### 1.3. Karl Marx : *La guerre civile nord-américaine*

*Die Presse,*  
25.10.1861.

Cet article constitue la première contribution de Marx au quotidien libéral viennois *Die Presse*. Marx ne manque pas de se servir des données que lui a fournies Engels dans sa lettre du 12 juin 1861<sup>1</sup>.

Une note éditoriale déclarait à titre d'introduction : « Nous avons reçu de Londres une première communication sur la guerre civile nord-américaine d'un des principaux journalistes allemands, qui connaît les relations anglo-américaines par de longues années d'observation. Au fur et à mesure que les événements se développeront de l'autre côté de l'océan, nous serons en mesure de présenter des communications, émanant de la même plume compétente, qui traceront les traits saillants de la guerre. ».

S'adressant à un public Viennois, Marx ne peut faire l'économie de nombreux rappels des circonstances de la guerre civile en cours aux Etats-Unis<sup>2</sup>.

Le point de vue critique s'adresse en priorité à la presse anglaise.

*Londres, le 20 octobre 1861.*

Depuis des mois, les quotidiens et hebdomadaires qui donnent le ton au reste de la presse londonienne, ressassent la même litanie sur la guerre civile américaine. Tout en insultant les libres Etats du Nord, ils se défendent anxieusement du soupçon de sympathiser avec les Etats esclavagistes du Sud. En fait, ils écrivent toujours deux types d'articles : l'un pour attaquer le Nord, l'autre pour excuser leurs attaques contre le Nord. *Qui s'excuse s'accuse*<sup>3</sup>.

Leurs arguments sont par essence lénifiants : la guerre entre le Nord et le Sud est un simple conflit tarifaire. Elle n'a donc rien à voir avec les principes, ni avec la question de l'esclavage; en fait, il s'agit de la soif de pouvoir qu'éprouve le Nord. En outre, même si le bon droit était du côté des nordistes, c'est en vain que l'on tenterait de mettre sous le joug par la violence huit millions d'Anglo-Saxons. Enfin, la séparation d'avec le Sud n'affranchirait-elle pas le Nord de tout rapport avec l'esclavage des Noirs et ne lui assurerait-elle pas - étant donné ses vingt millions d'habitants et son immense territoire - un développement supérieur, dont il ne soupçonne même pas l'ampleur ? En conséquence, le Nord devrait saluer la sécession comme un événement heureux, au lieu d'essayer de la mater au moyen d'une guerre civile sanglante et inefficace.

Nous allons considérer point par point le *plaidoyer* de la presse anglaise.

Le conflit entre le Nord et le Sud - telle est la première excuse - n'est qu'une simple guerre tarifaire, une guerre entre systèmes protectionniste et libre-échangiste, l'Angleterre se tenant évidemment du côté de la liberté commerciale. Le propriétaire d'esclaves peut-il

---

<sup>1</sup> C6, pp. 338-340.

<sup>2</sup> Pour le détail des événements, nous renvoyons, outre les notes de bas de page, au 4<sup>e</sup> cahier du présent fascicule.

<sup>3</sup> En français dans le texte de Marx.

jouir pleinement des fruits du travail de ses esclaves, ou doit-il en être partiellement frustré par les protectionnistes du Nord ? Telle est la question qui se pose dans cette guerre.

Il était réservé au *Times* de faire cette brillante découverte, l'*Economist*, l'*Examiner*, la *Saturday Review* et *tutti quanti* s'attachant à exposer ce thème en détail. Il vaut d'être noté que cette découverte n'a pas été faite à Charleston, mais à Londres. Naturellement, chacun sait en Amérique que le système du libre-échange prévalait de 1846 à 1861, et qu'il fallut attendre 1861 pour que le représentant Morrill fasse voter son système de protection tarifaire par le Congrès, après que la rébellion eut éclaté<sup>1</sup>. Il n'y a donc pas eu de sécession parce que le Congrès avait voté le système tarifaire de Morrill, mais, dans le meilleur des cas, ce système fut adopté au Congrès parce que la sécession avait éclaté.

Lorsque la Caroline du Sud eut en 1831 sa première crise de sécession, les lois protectionnistes de 1828 lui servirent certes de prétexte, mais seulement de prétexte, comme on l'a su par la déclaration du général Jackson<sup>2</sup>. En fait, on n'a pas repris cette fois-ci ce vieux prétexte. Au Congrès de la sécession de Montgomery, on a évité toute allusion à la question tarifaire, parce que la culture sucrière de la Louisiane - l'un des Etats les plus influents du Sud - dépend entièrement de la protection tarifaire.

En outre, la presse londonienne soutient dans son plaidoyer que la guerre des Etats-Unis vise uniquement au maintien de l'Union par la force. Les nordistes ne peuvent se résoudre à effacer quinze étoiles de leur drapeau<sup>3</sup>. Les Yankees veulent se tailler une place énorme sur la scène mondiale. Certes, il en serait tout autrement si cette guerre était menée pour l'abolition de l'esclavage ! Mais, comme la *Saturday Review* le déclare catégoriquement, cette guerre n'a rien à voir avec la question de l'esclavage.

Avant tout, il faut rappeler que la guerre n'a pas été provoquée par le Nord, mais par le Sud. Le Nord se trouve sur la défensive. Pendant des mois, il a regardé sans broncher les sécessionnistes s'emparer des forts, des arsenaux militaires, des installations portuaires, des bâtiments de douane, des bureaux de paierie, des navires et dépôts d'armes de l'Union, insulter son drapeau et faire prisonniers des corps de troupe entiers. Finalement, les sécessionnistes décidèrent de contraindre le gouvernement de l'Union à sortir de sa passivité par un acte de guerre retentissant, et c'est *pour cette seule raison* qu'ils bombardèrent Fort Sumter près de Charleston. Le 11 avril (1861), leur général Beauregard avait appris, lors d'une rencontre avec le commandant de Fort Sumter, le major Anderson, que la place disposait seulement de trois jours de vivres et devait donc rendre les armes, passé ce délai. Afin de hâter la reddition, les sécessionnistes ouvrirent aux premières heures du lendemain (12 avril) le bombardement, qui devait aboutir à la chute de la place en quelques heures. À peine cette nouvelle parvint-elle par télégraphe à Montgomery, le siège du Congrès de la sécession, que le ministre de la Guerre Walker déclara publiquement au nom de la nouvelle Confédération : « Nul ne peut dire où finira *la guerre commencée aujourd'hui*<sup>4</sup>. ». En même temps, il prophétisa « qu'avant le 1er mai

<sup>1</sup> Le tarif protectionniste a, en effet, été déposé au Congrès par le républicain Justin Smith Morrill et adopté par le Sénat le 2 mars 1861. Il augmentait considérablement les droits de douane.

<sup>2</sup> En novembre 1832, la Convention de Caroline du Sud avait annulé les lois tarifaires fédérales de 1828 et 1832, qui imposaient des droits d'importation élevés. Le 24 novembre, elle avait menacé l'Union de sa sécession. Le président Andrew Jackson, avec l'approbation du Congrès, avait envoyé des troupes en Caroline du Sud, mais, sous la pression des planteurs esclavagistes, il avait approuvé un tarif de compromis le 2 mars 1833.

<sup>3</sup> Il s'agit des quinze Etats esclavagistes qui, selon les plans des sécessionnistes, devaient constituer la Confédération du Sud. Initialement, la Confédération comprenait sept Etats : la Caroline du Sud, le Mississippi, la Floride, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane et le Texas. Plus tard, ils ont été rejoints par la Virginie, l'Arkansas, la Caroline du Nord et le Tennessee. Les quatre autres - le Missouri, le Kentucky, le Maryland et le Delaware - se sont déclarés neutres.

<sup>4</sup> En référence au *Times* du 27 avril 1861.

le drapeau de la Confédération du Sud flotterait sur le dôme du vieux Capitole de Washington et sous peu sans doute aussi sur le Faneuil Hall de Boston<sup>1</sup> ». C'est seulement après qu'il y eut la proclamation, dans laquelle Lincoln rappela soixante-quinze mille hommes pour la protection de l'Union. Le bombardement de Fort Sumter coupa la seule voie constitutionnelle possible, à savoir la convocation d'une assemblée générale du peuple américain, comme Lincoln l'avait proposé dans son adresse inaugurale<sup>2</sup>. Il ne restait plus à Lincoln d'autre choix que de s'enfuir de Washington, d'évacuer le Maryland et le Delaware, d'abandonner le Missouri et la Virginie, ou de répondre à la guerre par la guerre.

À la question de savoir quel est le principe de la guerre civile américaine, le Sud lui-même répond par le cri de guerre lancé au moment de la rupture de la paix. Stephens, le vice-président de la Confédération du Sud, déclara au Congrès de la sécession que ce qui distinguait essentiellement la Constitution nouvellement tramée à Montgomery de celle de Washington et Jefferson, c'était que, désormais et pour la première fois, l'esclavage était reconnu comme une institution bonne en soi et comme le fondement de tout l'édifice de l'Etat, alors que les pères de la révolution, empêtrés qu'ils étaient dans les préjugés du XVIII<sup>e</sup> siècle, avaient traité l'esclavage comme un *mal importé d'Angleterre* et devant être éliminé progressivement. Un autre matamore du Sud, M. Speeds, s'écria, « Il s'agit pour nous de fonder une grande république esclavagiste (*a great slave republic*). ». Comme on le voit, le Nord a tiré l'épée simplement pour défendre l'Union, et le Sud n'a-t-il pas déjà déclaré que le maintien de l'esclavage n'était plus compatible pour longtemps avec l'existence de l'Union ?

Alors que le bombardement de Fort Sumter donna le signal de l'ouverture des hostilités, la victoire électorale du Parti *républicain* du Nord - l'élection de Lincoln à la présidence - donna le signal de la sécession. Lincoln fut élu le 6 novembre 1860. Le 8 novembre 1860, c'était le télégramme de la Caroline du Sud : « La sécession est considérée ici comme un fait accompli. ». Le 10 novembre, l'Assemblée législative de Géorgie mit en chantier ses plans de sécession, et le 15 novembre une session spéciale de l'Assemblée législative du Mississippi était convoquée pour débattre de la sécession. À vrai dire, la victoire de Lincoln elle-même n'était que le résultat d'une scission dans le camp *démocrate*. Durant la bataille électorale, les démocrates du Nord avaient concentré leurs voix sur *Douglas*, et ceux du Sud sur *Breckinridge*, et cet éparpillement des voix démocrates permit la victoire du Parti *républicain*. D'où provient, d'une part, la supériorité du Parti *républicain* dans le Nord<sup>3</sup>, et, d'autre part, la division au sein du Parti *démocrate*, dont les membres, au Nord et au Sud, opéraient de concert depuis plus d'un demi-siècle ?

La présidence de Buchanan représenta le point culminant de la domination sur l'Union que le Sud avait fini par usurper grâce à son alliance avec les démocrates du Nord. Le dernier Congrès continental de 1787 et le premier Congrès constitutionnel de 1789-1790 avaient légalement banni l'esclavage de tous les territoires de la

---

<sup>1</sup> *Faneuil Hall*, connu sous le nom de « Berceau de la liberté » était le lieu de rendez-vous des révolutionnaires de Boston au cours de la guerre d'Indépendance de 1775-1783. Un riche marchand, Peter Faneuil, en avait fait don à la ville.

<sup>2</sup> Dans son discours inaugural, Lincoln avait nettement déclaré qu'il était d'avis que les populations pouvaient amender la Constitution si elles le désiraient : « Ce pays et ses institutions, *affirmait-il*, appartiennent au peuple qui l'habite. Quand il sera las du gouvernement en place, il pourra exercer son droit constitutionnel d'amendement ou son droit révolutionnaire à le défaire ou à le renverser. Je n'ignore pas le fait que beaucoup de citoyens dignes et patriotes sont désireux de voir la Constitution nationale modifiée. Tout en ne faisant aucune recommandation sur de tels amendements, je reconnais pleinement l'autorité légitime du peuple sur la question et son droit à l'exercer. (...) Je suis, dans les circonstances actuelles, plus favorable qu'opposé à ce qu'une juste opportunité soit offerte au peuple pour agir de la sorte. ». (Nous citons à partir du volume « Une révolution inachevée », Editions Syllepse, Paris 2012, p. 114.)

<sup>3</sup> Si l'on ajoute les voix de Douglas et celles de Breckinridge, on obtient 360.286 voix de plus que celles de Lincoln qui l'emporte toutefois au nombre de voix au collège électoral.

République au nord-ouest de l'Ohio. (Comme on le sait, les territoires sont les noms donnés aux colonies situées à l'intérieur même des Etats-Unis, tant qu'elles n'ont pas atteint le niveau de population constitutionnellement prescrit pour la formation d'Etats autonomes.)

Le compromis dit du Missouri (1820)<sup>1</sup>, à la suite duquel le Missouri est entré dans les rangs des Etats-Unis en tant qu'Etat esclavagiste, exclut l'esclavage de tout le territoire au-delà du 36° 30' de latitude nord, et à l'ouest du Missouri. Ce compromis fit avancer la zone de l'esclavage de plusieurs degrés de longitude, tandis que par ailleurs on assignait des limites géographiques très précises à sa propagation future. Cette barrière géographique fut à son tour renversée en 1854 par ce que l'on appelle le Kansas-Nebraska bill<sup>2</sup>, dont le promoteur fut Stephen A. Douglas, alors leader de la démocratie du Nord. Le bill adopté par les deux chambres du Congrès abolit le compromis du Missouri, plaça sur le même pied esclavage et liberté, ordonna au gouvernement de l'Union de les traiter avec la même indifférence, et laissa à la souveraineté populaire le soin de décider s'il fallait ou non introduire l'esclavage dans un territoire. Ainsi, pour la première fois dans l'histoire des Etats-Unis, on abolissait toute limitation géographique et légale à l'extension de l'esclavage dans les territoires. De par cette nouvelle législation, tout le territoire, jusque-là libre du Nouveau Mexique et cinq fois plus grand que l'Etat de New York, fut transformé en pays d'esclavage, et la zone esclavagiste fut prolongée, de la frontière de la République mexicaine, jusqu'au 38° de latitude nord. En 1859, le Nouveau-Mexique fut doté d'un Code de l'esclavage qui rivalisait de barbarie avec les législations du Texas et de l'Alabama. Cependant, comme le recensement de 1860 l'indique, le Nouveau-Mexique compte à peine une cinquantaine d'esclaves sur environ cent mille habitants. Il a donc suffi au Sud d'envoyer au-delà de la frontière une poignée d'aventuriers avec quelques esclaves pour rassembler, avec l'aide du gouvernement central de Washington, de ses fonctionnaires et fournisseurs du Nouveau-Mexique, un semblant de représentation populaire en vue d'octroyer à ce territoire l'esclavage et d'imposer partout la domination des esclavagistes.

Cependant, cette méthode commode ne s'avéra pas efficace dans les autres territoires. C'est pourquoi, le Sud fit un pas de plus, et le Congrès en appela à la Cour suprême des Etats-Unis. Cette cour, composée de neuf juges, dont cinq appartenant au Sud, était depuis longtemps l'instrument le plus docile des esclavagistes. Elle décida, en 1857, dans le mémorable cas Dred Scott<sup>3</sup>, que chaque citoyen américain avait le droit d'emporter avec lui sur n'importe quel territoire toute propriété reconnue par la Constitution. Or, la

---

<sup>1</sup> En 1820, le Nord libre avait définitivement pris en main le contrôle de la Chambre des représentants et visait à empêcher le sud de dominer le Sénat. Or, la majorité du Sénat dépendait de l'entrée du Missouri en tant qu'Etat esclavagiste. Pour empêcher le Sud d'avoir la majorité dans la Chambre Haute, le Nord demanda l'admission du Maine ainsi détaché du Massachussets. Au prix de longs débats, les deux Etats furent admis, maintenant ainsi l'équilibre des forces au Sénat. Il est aussi convenu que les futurs Etats qui seront créés seront esclavagistes ou abolitionnistes selon qu'ils se situeront au sud ou au nord du 36°30' parallèle de latitude (à l'exception du Missouri). Ce compromis sera pratiquement annulé en 1854 par l'adoption du Kansas-Nebraska bill.

<sup>2</sup> Le *Kansas-Nebraska* bill fut adopté en mai 1854 par le Congrès américain. Il stipulait la création de deux territoires, en supposant que le Nebraska entrerait comme Etat libre dans l'Union, contrairement au Kansas. Ainsi les forces du Nord et du Sud seraient également représentées au Sénat. En outre, cette loi, prévoyait l'annulation de la ligne séparant les Etats libres des Etats esclavagistes (compromis du Missouri). Les esclavagistes obtinrent ainsi ce qu'ils désiraient le plus ardemment : la reconnaissance que la zone de l'esclavage était illimitée aux Etats-Unis. Pour obtenir la sanction des démocrates de l'Ouest, cette loi instaura la doctrine de la souveraineté populaire dans chaque Etat sur la question de l'introduction ou non de l'esclavage. Cette loi mena tout droit à la guerre du Kansas, conflit qui servit lui-même de prologue à la guerre civile de 1861-1865.

<sup>3</sup> L'esclave noir Dred Scott avait vécu pendant quatre ans dans les Etats non esclavagistes de l'Illinois et du Wisconsin. En 1848, il a intenté un procès, réclamant la liberté. Elle fut rejetée par la Cour suprême des Etats-Unis en 1857. La décision impliquait qu'un esclave restait la propriété de son maître même dans les Etats libres, un exemple des efforts des esclavagistes pour faire légaliser l'esclavage dans tout le pays.

Constitution reconnaissait la propriété d'esclaves; on obligea ainsi le gouvernement de l'Union à protéger cette propriété. En conséquence, sur une base constitutionnelle, les esclaves pouvaient être contraints par leurs maîtres à travailler dans tous les territoires, et il était loisible à chaque esclavagiste en particulier d'introduire l'esclavage - même contre la volonté de la majorité des colons - dans tous les territoires libres jusque-là. On dénia ainsi aux assemblées législatives locales le droit d'interdire l'esclavage, et on imposa au Congrès et au gouvernement de l'Union le devoir de favoriser les promoteurs de l'esclavagisme.

Si le compromis du Missouri de 1820 avait étendu la limite géographique de l'esclavagisme dans les territoires, si le Kansas-Nebraska bill de 1854 avait effacé toute frontière géographique et l'avait remplacée par une barrière politique - la volonté de la majorité des colons - la Cour suprême des Etats-Unis, par sa décision de 1857, abattait toute entrave politique et transformait tous les territoires de la République, présents et futurs, de libres Etats en serres chaudes de l'esclavagisme.

En même temps, sous le gouvernement de Buchanan, on aggrava en 1850 la législation sur l'extradition des esclaves en fuite; et on l'appliqua impitoyablement dans les Etats du Nord<sup>1</sup>. Il apparut que la vocation constitutionnelle du Nord était de rattraper les esclaves pour les maîtres du Sud. D'autre part, en vue de freiner autant que possible la colonisation des territoires par de libres colons, le parti esclavagiste mit en échec toute la législation sur la liberté du sol, c'est-à-dire les règlements assurant aux colons une quantité déterminée de terres d'Etat libres de charges<sup>2</sup>.

La politique intérieure aussi bien qu'extérieure des Etats-Unis se mit au service des esclavagistes. De fait, Buchanan avait accédé à la dignité présidentielle grâce au manifeste d'Ostende, où il proclamait que l'acquisition de Cuba, soit à titre onéreux soit par la force des armes, était la grande tâche de la politique nationale<sup>3</sup>. Sous son gouvernement, le Nord du Mexique fut déjà distribué aux spéculateurs fonciers américains, qui attendaient avec impatience le signal pour envahir Chihuahua, Coahuila et Sonora<sup>4</sup>. Les continuelles ex-

---

<sup>1</sup> La loi sur les esclaves en fuite, la *Fugitive Slave Act*, adoptée par le Congrès de 1850 prévoyait en effet que tous les Etats disposeraient de fonctionnaires chargés de livrer les esclaves fugitifs. Le gouvernement fédéral devait employer tous les moyens dont il disposait pour reprendre possession des esclaves fugitifs, et il déniait aux esclaves le droit d'être jugés par un jury ou de témoigner pour leur défense. Pour chaque Noir capturé et renvoyé à l'esclavage, la récompense se montait à dix dollars. La loi prévoyait une peine de mille dollars et six mois de prison pour quiconque s'opposait à l'application de la loi. Les masses populaires furent exaspérées par cette loi, et le mouvement abolitionniste s'en trouva renforcé. La loi devint pratiquement inapplicable au début de la guerre civile, et fut abolie définitivement en 1864.

<sup>2</sup> L'attribution gratuite de parcelles de terre libres dans l'Ouest considéré comme domaine d'Etat était la revendication essentielle des *free soilers*, membres d'un parti abolitionniste fondé en 1848 et demandant la liberté des terres. Ces *free soilers*, qui étaient tout naturellement en compétition avec les esclavagistes dans la colonisation des territoires nouveaux devaient exiger l'interdiction de l'esclavage dans les régions à coloniser et l'annulation des ventes de terres aux gros propriétaires et spéculateurs. Ce n'est qu'en mai 1862 que fut voté le *homestead Act* : cette loi prévoyait que tout citoyen des Etats-Unis, ou toute personne souhaitant le devenir, pouvait obtenir 65 hectares de terre gratuitement. La terre devenait pleine propriété du fermier s'il payait un dollar vingt-cinq par acre et s'il avait travaillé cette terre pendant au moins cinq ans. Cette mesure contribua à donner une tournure révolutionnaire à la guerre civile, en assurant la colonisation des terres nouvelles par l'agriculture libre.

<sup>3</sup> Pour s'assurer de nouveaux territoires à esclaves, le Sud chercha à s'agrandir non seulement en direction de l'ouest, mais encore du sud. Après avoir spolié le Mexique de certaines régions, les esclavagistes se tournèrent vers l'Espagne, en vue d'acheter Cuba ou de s'en emparer par les armes.

<sup>4</sup> Chihuahua, Coahuila et Sonora - Etats mexicains qui bordent les Etats-Unis. De 1857 à 1859, les capitalistes américains, dirigés par Charles P. Stone, manifestèrent un grand intérêt pour les mines et les champs fertiles de Sonora. En fait, des sociétés d'aide aux émigrants ont été créées en vue d'absorber à terme le pays. La politique mexicaine de Buchanan était en parfaite harmonie avec ces tendances économiques. Peu après son investiture, Buchanan autorisa le ministre américain au Mexique à payer à cette nation douze à quinze millions pour la Basse-Californie et une grande partie de Sonora et de Chihuahua. En 1858, le président recommanda au Congrès que le gouvernement américain assume un protectorat temporaire sur Sonora et Chihuahua et qu'il y établisse des postes militaires.

péditions de pirates et de flibustiers contre les Etats d'Amérique centrale<sup>1</sup> étaient dirigées, s'il vous plaît, de la Maison-Blanche de Washington. En liaison intime avec cette politique extérieure, qui se proposait ouvertement de conquérir des territoires nouveaux afin d'y introduire l'esclavage et la domination des esclavagistes, se situait la *réouverture du commerce des esclaves*<sup>2</sup> secrètement appuyée par le gouvernement de l'Union. Stephen A. Douglas lui-même déclara le 20 août 1859 au Sénat américain : « L'an dernier, nous avons importé plus de nègres d'Afrique que jamais auparavant au cours d'une année, même à l'époque où le commerce des esclaves était encore légal. Le nombre des esclaves importés l'année dernière se serait élevé à quinze mille. ».

Propagation par la force armée de l'esclavage à l'extérieur, tel était le but avoué de la politique nationale. De fait, l'Union était devenue l'esclave des trois cent mille esclavagistes, qui dominaient le Sud. Ce résultat découlait d'une série de compromis que le Sud devait à son alliance avec les démocrates du Nord. Toutes les tentatives renouvelées périodiquement, depuis 1817, pour résister aux empiètements croissants des esclavagistes échouèrent devant cette alliance. Enfin, ce fut le tournant.

Dès que fut voté le Kansas-Nebraska bill qui effaçait la ligne frontière de l'esclavage et en soumettait l'application à la volonté des colons dans les territoires nouveaux, les émissaires armés des esclavagistes - voyous des régions frontières du Missouri et de l'Arkansas - se précipitèrent sur le Kansas, le couteau de chasse dans une main et le revolver dans l'autre, afin d'en chasser les colons et les traitant avec une cruauté sans nom. Ces raids de brigandage trouvaient appui auprès du gouvernement central de Washington. D'où l'immense réaction. Dans tout le nord, et notamment dans le nord-ouest, il se forma une organisation auxiliaire pour apporter au Kansas un soutien en hommes, armes et argent<sup>3</sup>. De cette organisation auxiliaire, naquit le *Parti républicain*, qui doit donc son existence à la lutte pour défendre le Kansas. Après l'échec de la tentative pour transformer par la force le Kansas en un *territoire à esclaves*, le Sud s'efforça d'aboutir au même résultat au moyen d'intrigues politiques. Le gouvernement de Buchanan, en particulier, mit tout en œuvre pour reléguer le Kansas parmi les Etats esclavagistes des Etats-Unis, en lui imposant une constitution pro-esclavagiste. D'où une lutte nouvelle, conduite cette fois pour l'essentiel au Congrès de Washington. Même Stephen A. Douglas, le chef des démocrates du Nord intervint alors (1857-1858) contre le gouvernement et ses alliés du Sud, parce que l'octroi d'une constitution esclavagiste contredisait le principe de la souveraineté des colons garantie par le *Nebraska bill* de 1854. Douglas, sénateur de l'Illinois, un Etat du nord-ouest, eût naturellement perdu toute son influence, s'il avait voulu concéder au Sud le droit de déposséder, par la force des armes ou par des actes du Congrès, les territoires colonisés par le Nord. Après avoir créé le *Parti républicain*, la lutte pour le Kansas provoquait maintenant la première scission *au sein du Parti démocrate lui-même*.

Le Parti républicain se donna une première plate-forme à l'occasion des élections présidentielles de 1856. Bien que son candidat - John Frémont - ne fût pas victorieux, le nombre considérable de voix qu'il

---

<sup>1</sup> Au cours des années 1850, les puissances esclavagistes ne convoitaient pas seulement Cuba, et le Nord du Mexique, mais encore l'Amérique centrale. Des expéditions de flibustiers furent organisées notamment contre le Nicaragua pour en faire la base d'un immense empire esclavagiste.

<sup>2</sup> L'importation d'esclaves aux Etats-Unis a été interdite en vertu de la Constitution américaine de 1787 et des lois du Congrès adoptées en 1808 et 1820.

<sup>3</sup> Des organisations d'aide aux colons du Kansas furent créées en 1854-1855 dans une série d'Etats du Nord et du Nord-Ouest (Massachusetts, New York, Pennsylvanie, Ohio, Illinois, etc.). La première connut le jour en avril 1854 au Massachusetts. Ces organisations se proposaient de lutter contre l'expansion de l'esclavagisme et d'installer des petits colons au Kansas. Elles s'occupaient du recrutement de colons, du soutien financier, du transport d'appareils agricoles au Kansas, du logement des colons et de leur approvisionnement. Enfin, elles envoyèrent des armes au Kansas. Ce mouvement atteignit son apogée en été 1856 avec la guerre du Kansas.

rempporta prouva en tout cas que le parti croissait rapidement notamment au nord-ouest<sup>1</sup>. Lors de leur seconde Convention nationale pour les élections présidentielles (17 mai 1860), les républicains enrichirent leur programme de 1856 de quelques additions seulement. Il contenait essentiellement les points suivants : il ne faut plus céder le moindre pouce de terrain aux esclavagistes; il faut que cesse la politique de banditisme vis-à-vis de l'extérieur; il faut stigmatiser la réouverture du commerce des esclaves; enfin, il faut édicter des lois sur la liberté de la terre, afin de promouvoir la libre colonisation.

Le point décisif et vital de ce programme était qu'on ne céderait plus un pouce de terrain nouveau à l'esclavagisme; au contraire on devait le tenir cantonné dans les limites des Etats où il subsistait déjà légalement. Ainsi, l'esclavage devait-il formellement être confiné. Or, l'extension progressive du territoire et du domaine de l'esclavagisme au-delà de leurs limites anciennes est une loi vitale pour les Etats esclavagistes de l'Union.

La culture des articles d'exportation du sud - coton, tabac, sucre, etc. - pratiquée par les esclaves, est rémunératrice, aussi longtemps seulement qu'elle s'effectue avec de larges apports d'esclaves, sur une vaste échelle et d'immenses espaces de terres naturellement fertiles, qui n'exigent qu'un travail simple. La culture intensive qui ne dépend pas tant de la fertilité du sol que des placements de capitaux, de l'intelligence et de l'énergie du travailleur, est contraire à la nature de l'esclavage.

On assiste à une rapide transformation d'Etats, tels que le Maryland et la Virginie, qui utilisaient autrefois des esclaves pour produire des articles d'exportation, en Etats qui élèvent des esclaves pour les exporter ensuite vers les Etats situés plus au sud. Même en Caroline du Sud, où les esclaves représentent les quatre septièmes de la population, la production de coton est restée entièrement stationnaire depuis des années du fait de l'épuisement du sol. Et effectivement, de par la seule force des choses, la Caroline du Sud s'est déjà partiellement transformée en un Etat d'élevage des esclaves, puisque chaque année elle vend déjà pour quatre millions de dollars d'esclaves aux Etats de l'extrême sud et du sud-ouest. Sitôt que ce point est atteint, il devient indispensable d'acquérir des territoires nouveaux pour qu'une partie des maîtres d'esclaves occupent de nouvelles bandes de terres fertiles, la partie abandonnée derrière eux se transformant en territoire d'élevage d'esclaves destinés à la vente sur le marché. Il ne fait donc aucun doute que, sans l'acquisition de la Louisiane, du Missouri et de l'Arkansas par les Etats-Unis, l'esclavage se serait éteint depuis longtemps en Virginie et au Maryland. Au Congrès sécessionniste de Montgomery, l'un des porte-parole du Sud - le sénateur Toombs - a formulé d'une manière frappante la loi économique qui commande l'extension continue du territoire de l'esclavage : « Si d'ici quinze ans nous ne bénéficions pas d'un immense accroissement des terres à esclaves, nous devons permettre aux esclaves de fuir de chez les Blancs, à moins que les Blancs ne fuient devant les esclaves. ».

Comme on le sait, les mandats des différents Etats à la Chambre des représentants du Congrès dépendent du nombre d'habitants de leur population respective. Comme la population des Etats libres croît infiniment plus vite que celle des Etats esclavagistes, le nombre des représentants du Nord doit bientôt dépasser de loin celui des représentants du Sud. Le véritable siège de la puissance politique du Sud se déplace toujours plus vers le Sénat américain, où chaque Etat - que sa population soit forte ou faible - dispose de deux postes de sénateurs. Pour maintenir son influence au Sénat et, par ce truchement, son hégémonie sur les Etats-Unis, le Sud a donc besoin de créer sans cesse de nouveaux Etats esclavagistes. Or, ce n'est possible qu'en gagnant des pays étrangers - le Texas

---

<sup>1</sup> John Frémont avait recueilli 33 % des suffrages populaires, soit près de 42 % des voix provenant des six Etats du Nord-Ouest.

par exemple - ou en transformant les territoires appartenant aux Etats-Unis, d'abord en territoires à esclaves, puis en Etats esclavagistes, comme c'est le cas du Missouri, de l'Arkansas, etc. *John Calhoun* - adulé par les esclavagistes et considéré comme leur homme d'Etat *par excellence*<sup>1</sup> - déclarait déjà le 19 février 1847 au Sénat, que seule cette Chambre mettait la balance du pouvoir aux mains du Sud, que, l'extension du territoire esclavagiste était indispensable pour préserver cet équilibre entre le Sud et le Nord au Sénat, et que les tentatives de création par la force de nouveaux Etats esclavagistes se justifiaient donc pour le Sud.

Enfin, le nombre des actuels esclavagistes dans le sud de l'Union atteint à peine trois cent mille, soit une oligarchie très mince à laquelle font face des millions de « pauvres Blancs » (*poor Whites*), dont la masse croît sans cesse en raison de la concentration de la propriété foncière, et dont les conditions ne sont comparables qu'à celles des plébéiens romains à l'époque du déclin extrême de Rome. C'est seulement par l'acquisition - ou la perspective d'acquisition - de territoires nouveaux, ou par des expéditions de flibusterie qu'il est possible d'accorder les intérêts de ces « pauvres Blancs » à ceux des esclavagistes, et de donner à leur turbulent besoin d'activité une direction qui ne soit pas dangereuse, puisqu'elle fait miroiter à leurs yeux l'espoir qu'ils peuvent devenir un jour eux-mêmes des propriétaires d'esclaves.

Un strict confinement de l'esclavage dans son ancien domaine devrait donc - de par les lois *économiques* de l'esclavagisme - conduire à son extinction progressive, puis - du point de vue *politique* - ruiner l'hégémonie exercée par les Etats esclavagistes du Sud grâce au Sénat, et enfin exposer, à l'intérieur même de leurs Etats, l'oligarchie esclavagiste à des dangers de plus en plus menaçants de la part des « pauvres Blancs ». Bref, les républicains attaquaient à la racine la domination des esclavagistes, en proclamant le principe qu'ils s'opposeraient par la loi à toute extension future des territoires à esclaves. La victoire électorale des républicains devait donc pousser à la lutte ouverte entre le Nord et le Sud. Toutefois, cette victoire était elle-même conditionnée par la scission dans le camp démocrate, ainsi que nous l'avons déjà mentionné.

La lutte pour le Kansas avait déjà provoqué une coupure entre le Parti esclavagiste et ses alliés démocrates du Nord. Lors de l'élection présidentielle de 1860, le même conflit éclatait sous une forme encore plus générale. Les démocrates du Nord, avec leur candidat Douglas, firent dépendre l'introduction de l'esclavage dans les territoires de la volonté de la majorité des colons. Le parti esclavagiste - avec son candidat Breckinridge - soutint que la Constitution des Etats-Unis - comme la Cour suprême l'avait déclaré - entraînait légalement l'esclavage dans son sillage; en soi et pour soi, l'esclavage était déjà légal sur tout le territoire et n'exigeait aucune naturalisation particulière. Ainsi donc, tandis que les républicains interdisaient tout élargissement des territoires esclavagistes, le parti sudiste prétendait que tous les territoires de la république étaient ses domaines réservés. Et, de fait, il tenta, par exemple au Kansas, d'imposer de force à un territoire l'esclavage, grâce au gouvernement central, contre la volonté des colons. Bref, il faisait maintenant de l'esclavage la loi de tous les territoires de l'Union. Cependant, faire cette concession n'était pas au pouvoir des chefs *démocrates* : elle aurait simplement fait désertter leur armée dans le camp républicain. Au reste, la « souveraineté des colons » à la Douglas ne pouvait satisfaire le parti des esclavagistes. Ce qu'ils voulaient réaliser devait se faire dans les quatre années suivantes sous le nouveau président et par le gouvernement central : aucun délai n'était permis.

Il n'échappait pas aux esclavagistes qu'une nouvelle puissance était née, le *Nord-ouest*, dont la population avait presque doublé de 1850 à 1860 et qui était maintenant sensiblement égale à la population

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.



*blanche* des Etats esclavagistes<sup>1</sup>. Or, cette puissance n'était pas encline, de par ses traditions, son tempérament et son mode de vie, à se laisser trainer de compromis en compromis, comme l'avaient fait les vieux Etats du nord-est. L'Union n'avait d'intérêt pour le Sud que si elle lui donnait le pouvoir fédéral pour réaliser sa politique esclavagiste. Si ce n'était plus le cas, il valait mieux rompre maintenant plutôt que d'assister pendant encore quatre ans au développement du Parti républicain et à l'essor du Nord-Ouest, pour engager la lutte sous des auspices plus défavorables. Le parti esclavagiste joua donc *son va-tout*. Lorsque les démocrates du Nord refusèrent de jouer plus longtemps le rôle de « pauvres Blancs » du Sud, le Sud donna la victoire à Lincoln en éparpillant ses voix; il tira ensuite l'épée, en prenant cette victoire pour prétexte.

Comme on le voit, tout le mouvement reposait - et repose encore - sur la *question des esclaves*. Certes, il ne s'agit pas directement d'émanciper - ou non - les esclaves au sein des Etats esclavagistes existants; il s'agit bien plutôt de savoir si vingt millions d'hommes libres du Nord vont se laisser dominer plus longtemps par une oligarchie de trois cent mille esclavagistes, si les immenses territoires de la République serviront de serres chaudes au développement d'Etats libres ou d'Etats esclavagistes, si, enfin, la politique nationale de l'Union aura pour devise la propagation armée de l'esclavage au Mexique et en Amérique centrale et méridionale.

Dans un autre article, nous examinerons ce que vaut l'assertion de la presse londonienne, selon laquelle le Nord devrait approuver la sécession comme la solution la plus favorable et au demeurant, la seule possible du conflit en cours.

Ce prochain article paraîtra le 7 novembre 1861 sous le titre : « La guerre civile aux Etats-Unis ».

---

<sup>1</sup> En 1860, les sept Etats du Nord-Ouest (Indiana, Illinois, Iowa, Michigan, Minnesota, Ohio et Wisconsin) avaient une population de 7.773.820 habitants, tandis que la population blanche des quinze Etats esclavagistes du Sud s'élevait à 8.036.940.

## 1.4. Karl Marx : *La crise en Angleterre*

*Die Presse,*  
6 novembre 1861.

*Londres, le 1er novembre 1861.*

Comme il y a quinze ans, l'Angleterre est maintenant confrontée à une crise économique qui menace d'attaquer à la racine tout son système économique. Comme on sait, la pomme de terre représentait la nourriture exclusive de l'Irlande et d'une partie considérable de la classe ouvrière anglaise, lorsque la maladie de la pomme de terre de 1845 et de 1846 frappa de consommation la racine de vie irlandaise. Les résultats de cette grande catastrophe sont connus. La population irlandaise diminua de deux millions, dont une moitié périt de faim et l'autre s'enfuit de l'autre côté de l'océan Atlantique. En même temps, cet affreux malheur contribua à la victoire du parti libre-échangiste anglais; l'aristocratie foncière anglaise fut contrainte de céder l'un de ses monopoles les plus lucratifs, et l'abolition des lois céréalières<sup>1</sup> assura une base plus large et plus saine à la reproduction et à la vie de millions de travailleurs.

Le *coton* est pour la branche d'industrie dominante de la Grande-Bretagne ce que la *pomme de terre* a été pour l'agriculture irlandaise. La subsistance d'une masse de population plus grande que celle de l'Ecosse tout entière, ou égale aux deux tiers de l'actuelle population d'Irlande, dépend du travail de transformation du coton. En effet, d'après le recensement de 1861, la population de l'Ecosse s'élève à 3.061.117 habitants, celle de l'Irlande à 5.764.543, tandis que plus de quatre millions de personnes vivent directement ou indirectement de l'industrie cotonnière en Angleterre et en Ecosse. Cette fois, ce n'est certes pas le plant de coton qui est malade. Sa production n'est pas le monopole de certaines régions du monde. Au contraire, il n'existe pas une seule plante fournissant le tissu des vêtements qui pousse en des lieux aussi variés d'Amérique, d'Asie et d'Afrique.

Le monopole cotonnier des Etats esclavagistes de l'Union américaine n'est pas un produit de la nature, mais de l'histoire. Il naquit et se développa parallèlement au monopole de l'industrie cotonnière anglaise sur le marché mondial. En 1793 - vers l'époque où se firent les grandes découvertes mécaniques en Angleterre - un quaker<sup>2</sup> du Connecticut, Eli Whitney<sup>3</sup>, inventa le *cotton gin*, une machine à séparer le duvet de la graine de coton. Avant cette invention, le travail le plus intensif de toute une journée d'un Noir ne suffisait pas pour séparer une livre de duvet de ses graines. Après l'invention de la machine à égrener le coton, une vieille femme noire pouvait facilement fournir en un jour cinquante livres de duvet de coton, et des

---

<sup>1</sup> L'abolition, en 1848, des *Corn Laws* a été l'une des principales victoires de libre-échangisme anglais.

<sup>2</sup> Quakers (ou Religious Society of Friends) - une secte religieuse fondée en Angleterre pendant la révolution du XVIIe siècle et plus tard répandue en Amérique du Nord. Ils ont rejeté l'Eglise établie avec ses rites, prêché des idées pacifistes et sont connus pour mener une vie simple.

<sup>3</sup> Eli Whitney : mécanicien et industriel américain, il invente en 1793 le *cotton gin*, une égreneuse pour séparer la graine du coton de sa fibre. L'invention va provoquer une explosion de la culture du coton sur le mode esclavagiste. Le refus des planteurs du Sud de payer les droits du brevet entraînera la faillite de son entreprise en 1797.

améliorations progressives eurent tôt fait de doubler le rendement de cette machine. Dès lors, il n'y eut plus d'entraves à la culture du coton aux Etats-Unis. Il poussa rapidement main dans la main avec l'industrie cotonnière anglaise qui devint une grande puissance commerciale.

Au cours de cette évolution, il y eut des moments où l'Angleterre sembla prendre peur du danger que pouvait représenter ce monopole américain du coton. Ce fut le cas, par exemple, lorsque l'émancipation des Noirs dans les colonies anglaises fut achetée pour vingt millions de livres anglaises<sup>4</sup>. On prit conscience que l'industrie du Lancashire et du Yorkshire reposait sur la souveraineté du fouet esclavagiste en Géorgie et en Alabama, au moment même où le peuple anglais s'imposait de grands sacrifices pour abolir l'esclavage dans ses propres colonies. Cependant, la philanthropie ne fait pas l'histoire, et moins que tout l'histoire commerciale. De tels doutes surgirent chaque fois qu'il y eut une disette de coton aux Etats-Unis, d'autant qu'un tel fait naturel était exploité par les esclavagistes pour faire monter au maximum le prix du coton par toutes sortes d'artifices. Les fileurs de coton et les tisserands anglais menaçaient alors de se révolter contre le « roi du coton ». On échauffa différents projets pour s'approvisionner en coton dans les pays d'Asie et d'Afrique, par exemple en 1850. Cependant, il suffit à chaque fois qu'une disette soit suivie d'une bonne récolte aux Etats-Unis pour mettre en pièces ces velléités d'émancipation. Qui plus est, le monopole cotonnier de l'Amérique atteignit, au cours de ces dernières années, une ampleur jusqu'ici insoupçonnée, partie en raison de la législation libre-échangiste, qui abolit le droit de douane supplémentaire frappant le coton cultivé par des esclaves, partie en raison des gigantesques progrès effectués simultanément par l'industrie cotonnière anglaise et la culture du coton en Amérique au cours de la dernière décennie. Déjà en 1857, la consommation de coton s'éleva en Angleterre à environ un milliard et demi de Livres.

Et voici qu'à présent la guerre civile américaine menace soudain ce grand pilier de l'industrie anglaise. L'Union bloque les ports des Etats sudistes, afin de couper la principale source de revenus de la sécession, en empêchant l'exportation de sa dernière récolte de coton; mais la Confédération a donné à ce blocus sa véritable force contraignante lorsqu'elle décida de ne pas exporter elle-même la moindre balle de coton, afin d'obliger l'Angleterre à venir chercher directement son coton dans les ports du Sud. Il s'agissait d'amener l'Angleterre à rompre le blocus par la force, puis à déclarer la guerre à l'Union, en jetant son épée dans la balance en faveur des Etats esclavagistes.

Depuis le début de la guerre civile américaine, le prix du coton n'a cessé de monter en Angleterre, quoique pendant longtemps à un degré moindre qu'on ne s'y attendait. Dans l'ensemble, le monde des affaires anglais semblait considérer avec beaucoup de flegme la crise américaine. La raison de cette attitude pleine de sang-froid est évidente. Depuis longtemps déjà, toute la dernière récolte américaine se trouve en Europe. Le produit de la nouvelle récolte n'est jamais embarqué avant la fin novembre, et ce n'est que fin décembre que les expéditions prennent vraiment de l'ampleur. Jusqu'ici, il est donc relativement indifférent que les balles de coton restent dans les plantations ou soient expédiées dans les ports du Sud aussitôt après que le coton soit mis en balles. De la sorte, si, à un moment quelconque avant la fin de l'année, le blocus prenait fin, l'Angleterre pouvait être assurée qu'elle recevrait en mars ou en avril son approvisionnement normal en coton, comme s'il n'y avait jamais eu de blocus.

---

<sup>4</sup> En 1833, après un soulèvement d'esclaves noirs en Jamaïque, le Parlement britannique adopte une loi, entrée en vigueur le 1er août, pour l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies britanniques. Les planteurs esclavagistes des Antilles et d'autres colonies ont reçu une compensation de 20 millions de Livres sterling.

Le monde des affaires anglais, dans une large mesure abusé par la presse anglaise, se berça de l'illusion folle que le spectacle d'une guerre de six mois s'achèverait par la reconnaissance de la Confédération de la part des Etats-Unis. Vers la fin du mois d'août cependant, on vit apparaître des Américains sur le marché de Liverpool afin d'y acheter du coton, soit en vue de spéculations en Europe, soit en vue de le réexpédier en Amérique du Nord. Ce fait extraordinaire ouvrit les yeux des Anglais. Ils commencèrent à comprendre le sérieux de la situation. Depuis, le marché de Liverpool se trouve en un état d'excitation fébrile. Bientôt, le prix du coton monta de cent pour cent au-delà de son niveau moyen. La spéculation cotonnière prit le même caractère frénétique que la spéculation ferroviaire de 1845<sup>5</sup>. Les usines de filage et de tissage du Lancashire et d'autres centres de l'industrie du coton britannique ramenèrent leur temps de travail à trois jours par semaine, une partie arrêta complètement ses machines, et l'inévitable réaction sur les autres branches d'industrie ne se fit pas attendre. Toute l'Angleterre tremble en ce moment, à l'approche de la plus grande catastrophe économique qui l'ait menacée à ce jour.

La consommation de coton indien est naturellement en train d'augmenter, et les prix élevés assureront encore une augmentation ultérieure des importations de la patrie originelle du coton. Cependant, il est impossible de révolutionner les conditions de production et le cours des échanges commerciaux pour ainsi dire en quelques mois. L'Angleterre paie maintenant sa longue et catastrophique administration de l'Inde. Ses tentatives désordonnées de remplacer le coton américain par du coton indien se heurtent à deux grands obstacles. Le manque de moyens de communication et de transport en Inde, et la misérable condition du paysan indien qui l'empêche d'exploiter à son profit les circonstances favorables du moment. En outre, il faudrait que la culture du coton indien passe par tout un processus d'améliorations pour prendre la place du coton américain. Même dans les conditions les plus favorables, il faudrait des *années* pour que l'Inde puisse produire la quantité de coton requise pour l'exportation. Or, il est statistiquement établi que le stock de coton de Liverpool sera épuisé d'ici *quatre mois*. Il ne tiendra jusque-là que si l'on continue d'appliquer la limitation du temps de travail à trois jours par semaine et l'arrêt total d'une partie plus importante encore des machines. Or, les districts manufacturiers souffrent déjà des pires maux sociaux. Mais, si le blocus américain se poursuit au-delà de janvier, que se passera-t-il alors ?

---

<sup>5</sup> En 1844, le Parlement a adopté une loi sur la réglementation des chemins de fer, qui plaçait les compagnies de chemin de fer sous le contrôle du gouvernement, et une loi sur l'enregistrement, la constitution et la réglementation des sociétés par actions, qui rendait les projets ferroviaires susceptibles d'être enregistrés par le Département des chemins de fer de la Chambre de commerce sous approbation du Parlement. Les Actes intensifièrent la concurrence entre les compagnies ferroviaires, provoquant une véritable « manie ferroviaire », le nombre de projets ayant plus que triplé en peu de temps.

## 1.5. Karl Marx : *La guerre civile aux Etats-Unis*

*Die Presse,*  
7 novembre 1861<sup>1</sup>.

Cet article était préfacé dans *Die Presse* par la note éditoriale suivante : « Nous avons reçu un autre rapport de notre correspondant de Londres sur les événements en Amérique du Nord qui présente les motifs de la politique sécessionniste du Sud sous un jour entièrement nouveau. Mais laissons notre journaliste parler pour lui-même. ».

Marx se livre dans cet article à une analyse des Etats limitrophes ou Etats-frontière (lesdits *Border States*, en anglais) entre l'Union et le Sud sécessionniste<sup>2</sup>.

Ces cinq Etats frontaliers, le Delaware, le Kentucky, le Maryland, le Missouri et la Virginie-Occidentale sont demeurés membres de l'Union durant la guerre de Sécession.

« Laisse-le aller, il ne mérite pas la colère ». Ce conseil donné par Leporello<sup>3</sup> à l'amante délaissée de Don Juan semble désormais inspirer l'appel répété à la sagesse que les hommes d'Etat anglais adressent, à nouveau par la bouche de lord John Russell<sup>4</sup>, au Nord des Etats-Unis. Si le Nord laissait le Sud partir, il se libérerait de toute complicité avec l'esclavage - son péché historique originel - et jetterait les bases d'un développement nouveau et supérieur.

Si effectivement le Nord et le Sud formaient deux pays aussi distincts que, par exemple, l'Angleterre et le royaume de Hanovre<sup>5</sup>, leur séparation ne serait guère plus difficile que celle de ces deux Etats. Il se trouve cependant que le « Sud » n'est pas clairement séparé géographiquement du Nord, pas plus qu'il ne constitue une entité morale en tant que telle. Il ne s'agit nullement d'un pays, mais d'un cri de guerre.

Le conseil d'une séparation à l'amiable présuppose que la Confédération du Sud, au lieu d'avoir pris l'offensive dans la guerre civile, mène une guerre défensive. Il présuppose que le seul dessein du parti esclavagiste consiste dans l'unification des zones qu'il contrôlait jusqu'ici, afin d'en faire un groupe d'Etats autonomes en les soustrayant à l'autorité de l'Union. Rien n'est plus faux. « *Le Sud a besoin de son territoire tout entier*. Il veut et doit l'obtenir. » C'est avec ce cri de guerre que les sécessionnistes ont fondu sur le Kentucky. Par « territoire tout entier », ils entendent d'abord tout ce que l'on appelle les *Etats-frontière* : le Delaware, le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, le Kentucky, le Tennessee, le Missouri et l'Arkansas. Ensuite, ils revendiquent tout le territoire situé au sud de la ligne qui va de la pointe nord-ouest du Missouri jusqu'au Pacifique. Ce que les esclavagistes appellent « le Sud » couvre en fait plus des trois quarts de l'actuel territoire de l'Union. Une grande partie du territoire qu'ils revendiquent est toujours

---

<sup>1</sup> Observons que l'anthologie de Roger Dangeville, qui est notre référence, date cet article du 26 novembre 1861 sous la double signature de Marx et d'Engels. Or les éditions de la MECW et de la MEW le datent bien du 7 novembre 61. Nous citons, cette fois, à partir du volume « Une révolution inachevée », pp. 157-165.

<sup>2</sup> Pour le détail, nous renvoyons à la notice « Etats limitrophes » de Wikipédia.

<sup>3</sup> Le valet de Don Juan dans l'opéra de Mozart *Don Giovanni*. Il était le type même du voleur.

<sup>4</sup> En référence au discours de John Russel à Newcastle le 14 octobre 1861.

<sup>5</sup> En référence à la rupture, en 1837, de l'union personnelle de la Grande-Bretagne avec le royaume (à l'origine, le duché) de Hanovre. Créée en 1714, cette union fut dissoute car Victoria, qui succéda à Guillaume IV sur le trône britannique, n'était pas éligible au trône de Hanovre en tant que femme.

en possession de l'Union et devra d'abord être conquise. Mais aucun des territoires que l'on appelle les Etats-frontière, y compris ceux qui se trouvent en la possession de la Confédération, n'ont jamais été de véritables Etats esclavagistes. Les Etats-frontière sont en réalité cette partie des Etats-Unis où le système de l'esclavage et celui du travail libre coexistent en luttant pour l'hégémonie; c'est là que s'affrontent le Sud et le Nord, l'esclavage et la liberté. La guerre menée par la Confédération du Sud n'est donc pas une guerre défensive, mais une guerre de conquête dont l'objectif est l'extension et la perpétuation de l'esclavage.

La chaîne de montagnes qui commence en Alabama et s'étend vers le nord jusqu'au fleuve Hudson - la colonne vertébrale des Etats-Unis pour ainsi dire - divise ledit Sud en trois parties. Une région montagneuse, formée par les Monts Alleghany avec leurs deux chaînes parallèles, le Cumberland Range à l'ouest et les Blue Mountains à l'est, sépare, tel un coin, les plaines de la côte ouest de l'Atlantique de celles des vallées méridionales du Mississippi. Avec leurs immenses rizières et leurs vastes plantations de coton, ces deux plaines, séparées par une région montagneuse, sont la véritable terre de l'esclavagisme. La longue bande montagneuse qui s'enfonce jusqu'au cœur de l'esclavagisme - avec son atmosphère libre, son climat stimulant et son sous-sol riche en charbon, en sel, en calcaire, en minerai de fer et en or, en somme toutes les matières premières nécessaires à un développement industriel diversifié - est déjà en majeure partie une terre libre. Du fait de sa composition physique, le sol ne peut y être cultivé ici avec succès que par de petits fermiers libres. Le système esclavagiste ne végète ici que sporadiquement et n'a jamais pris racine. Dans la majeure partie des Etats-frontière, ce sont les habitants des hautes terres qui forment le cœur de la population libre, et qui hors de tout intérêt personnel - pour ne rien dire d'autre -, ont pris parti pour le Nord.

Examinons en détail les territoires disputés.

Le **Delaware** est un petit Etat de la côte ouest des Etats-Unis. Il est le premier à avoir ratifié la Constitution du 7 décembre 1787. Resté un Etat esclavagiste, le Delaware est toutefois demeuré fidèle à l'Union après un vote du 3 janvier 1861. Il ne tentera pas moins de maintenir l'esclavage sur son territoire en refusant de signer en décembre 1865, huit mois après la fin de la guerre de sécession, le Treizième amendement de la Constitution qui abolit l'esclavage, un amendement qu'il ne ratifiera qu'en 1901.

Le Delaware, l'Etat-frontière situé le plus au nord-est, appartient de fait et moralement à l'Union. Depuis le début de la guerre, tous les efforts des sécessionnistes destinés à organiser ne serait-ce qu'une faction qui leur soit favorable se sont heurtés à une population unanime. La part de la population servile de cet Etat est depuis fort longtemps en voie d'extinction. Au cours des seules années 1850-1860, le nombre d'esclaves a diminué de moitié, au point que l'Etat ne compte plus aujourd'hui que 1.798 esclaves pour une population totale de 112.218 habitants. Malgré cela, la Confédération sudiste revendique le Delaware, ce qui constituerait d'un point de vue militaire une position intenable tant qu'elle ne serait pas emparée du Maryland.

Le **Maryland** a rejeté la sécession dès 1861 à l'initiative de son gouverneur Thomas Holliday Hicks. L'Etat adoptera en 1864 une nouvelle Constitution interdisant l'esclavage.

Dans le Maryland, il existe la même opposition entre les hautes terres et les plaines. Sur une population totale de 687.034 habitants, on dénombre 87.188 esclaves. Les dernières élections générales pour le Congrès de Washington ont à nouveau montré que la majorité écrasante de la population était sans conteste en faveur de l'Union. Les trente mille hommes de l'armée de l'Union qui occupent actuellement le Mary-

land ne doivent pas seulement servir d'armée de réserve à celle du Potomac, mais ils doivent aussi tenir en échec la rébellion esclavagiste à l'intérieur de l'Etat. On constate ici le même phénomène que dans les autres Etats-frontière, où la grande masse du peuple se tient aux côtés du Nord, tandis qu'un parti esclavagiste numériquement insignifiant soutient le Sud. Le parti esclavagiste compense sa faiblesse numérique par les moyens que lui confèrent le long exercice du pouvoir dans toutes les administrations de l'Etat, des habitudes héréditaires, des combinaisons politiques et la concentration de considérables ressources financières entre quelques mains.

La **Virginie-Occidentale** a été un nouvel Etat directement issu de la guerre de sécession après le vote, le 17 avril 1861, de la Virginie de rejoindre la sécession. Créée lors du congrès de Wheeling en juin 61, elle sera reconnue comme Etat de l'Union en juin 1863.

Aujourd'hui, la Virginie représente le plus grand cantonnement où le gros des forces de l'année sécessionniste et la principale armée de l'Union se font face. Dans les régions montagneuses du nord-ouest de la Virginie, le nombre des esclaves s'élève à quinze mille, alors que la population libre, qui est vingt fois plus nombreuse, est pour l'essentiel constituée de fermiers indépendants. En revanche, les plaines orientales de la Virginie comptent près d'un demi-million d'esclaves. L'élevage et le commerce des Nègres représentent sa principale source de revenus. À peine les meneurs des plaines avaient-ils fait adopter, par diverses manœuvres, l'ordonnance de sécession par l'Assemblée de l'Etat à Richmond et ouvert en toute hâte les portes de la Virginie à l'année suivante, que le nord-ouest de l'Etat fit sécession d'avec la sécession pour former un nouvel Etat; celui-ci défend désormais son territoire les armes à la main sous le drapeau de l'Union, contre les envahisseurs sudistes.

Le **Tennessee** comme tel avait fait sécession en mai 61, une décision que la région du Tennessee de l'Est avait toutefois rejetée. Ce sera l'un des principaux champs de bataille de la guerre.

Le Tennessee, avec 1.109.847 habitants, dont 275.784 esclaves, est aux mains de la Confédération sudiste qui a placé tout l'Etat sous la loi martiale et imposé un système de proscription rappelant l'époque du triumvirat romain. Au cours de l'hiver 1861, lorsque les propriétaires d'esclaves voulurent convoquer une assemblée populaire pour ratifier la sécession, la majorité de la population rejeta cette convention pour éviter qu'elle ne servît de prétexte au mouvement sécessionniste<sup>1</sup>. Plus tard, lorsque le Tennessee fut conquis militairement par la Confédération sudiste et soumis à la terreur, le tiers des électeurs continua de se déclarer partisan de l'Union. Comme dans la plupart des Etats-frontière, le véritable centre de la résistance au parti esclavagiste se trouve dans la région montagneuse, à l'est de l'Etat. Le 17 juin 1861, une assemblée populaire de l'est du Tennessee, réunie à Greenville, s'est prononcé en faveur de l'Union et a délégué au Sénat de Washington l'ancien gouverneur Andrew Johnson<sup>2</sup>, l'un des plus fervents partisans de l'Union. L'assemblée a également publié un « cahier de doléances » qui dénonçait les tromperies, les complots et la terreur utilisés pour faire sortir le Tennessee de l'Union. Depuis lors, l'est du Tennessee est sous le contrôle des forces armées sécessionnistes.

---

<sup>1</sup> Au début 1861, le peuple du Tennessee s'opposa à la convocation d'une assemblée devant délibérer du problème de la sécession par 69.673 voix contre 57.798. Le bastion de l'Union qu'était le Tennessee oriental vota contre ce projet par une majorité de 25.611, tandis que le Tennessee central ne réunit qu'une faible majorité et que le Tennessee occidental l'accepta par 15.118 voix.

<sup>2</sup> Andrew Johnson, du parti démocrate. Il deviendra président des Etats-Unis en 1865 après l'assassinat de Lincoln qui l'avait choisi comme vice-président en 1864.

Une situation similaire à celle de l'ouest de la Virginie occidentale et du Tennessee oriental peut être observée dans le nord de l'Alabama, le nord-ouest de la Géorgie et le nord de la Caroline du Nord.

Colonisé d'abord par les sudistes, le **Missouri** est un Etat esclavagiste depuis son accession à l'Union en 1821.

Il sera impliqué dès 1854, après la loi du Kansas-Nebraska, dans la lutte que se sont menée les habitants pro-esclavagistes de l'Etat, lesdits *Border Ruffians*, et les abolitionnistes du Kansas, les *Free-Staters*, sur la manière dont le Kansas devait entrer dans l'union, un conflit (le Bleeding Kansas) qui entrainera des attaques et des meurtres des partisans des deux camps.

En 1860, les premiers colons sudistes du Missouri ont été supplantés par une émigration allemande et irlandaise qui a imposé une politique de neutralité dans la guerre.

Le Missouri est néanmoins très divisé entre partisans de l'Union et de la Confédération sudiste et subira une guerre sanglante interne au cours du conflit.

Plus à l'ouest, dans l'Etat-frontière du Missouri qui compte 1.173.317 habitants dont 114.965 esclaves - la plupart d'entre eux étant concentrés dans le nord-ouest de l'Etat -, l'assemblée populaire d'août 1861<sup>1</sup> s'est prononcée en faveur de l'Union. Clairborne Fox Jackson, gouverneur de l'Etat et instrument du parti esclavagiste, s'étant rebellé contre l'Assemblée du Missouri, a été mis hors la loi. Il a ensuite pris la tête de bandes armées qui ont envahi le Missouri à partir du Texas, de l'Arkansas et du Tennessee, afin de le soumettre à la Confédération et de briser par la force ses liens avec l'Union. Après la Virginie, le Missouri constitue actuellement le théâtre principal de la guerre civile.

Le 16 mars 1861, par la convention de Mesilla, le **Nouveau Mexique** adopta une ordonnance de sécession. Le gouvernement pro-sudiste organisa une pétition pour son admission dans la Confédération. En juillet 1861, les forces confédérées du Texas étaient entrées dans la ville de Mesilla.

Le Nouveau-Mexique - qui n'est pas un Etat, mais un simple territoire, dont les vingt-cinq esclaves ont été importés sous la présidence de Buchanan de manière à y introduire une Constitution esclavagiste par le truchement de Washington - n'a guère manifesté d'enthousiasme pour le Sud, comme ce dernier le reconnaîtra lui-même. Mais l'enthousiasme du Sud pour le Nouveau-Mexique l'a conduit à y déverser une bande d'aventuriers venus du Texas. Le Nouveau-Mexique a supplié le gouvernement de l'Union de lui accorder sa protection contre ces « libérateurs ».

Comme on l'aura noté, nous avons souligné le rapport numérique entre esclaves et citoyens libres dans les différents Etats-frontière. Ce rapport est en effet décisif. C'est le thermomètre qui permet de mesurer la vitalité du système esclavagiste. C'est la Caroline du Sud qui est l'âme de tout le mouvement sécessionniste. Elle compte 402.541 esclaves pour 301.271 hommes libres. Vient ensuite le Mississippi, qui a donné à la Confédération du Sud son dictateur - Jefferson Davis - et qui compte 436.696 esclaves pour 354.699 hommes libres. En troisième position,

---

<sup>1</sup> En mars 1861, une convention, réunie au Missouri, s'opposa à la sécession par 89 voix contre une. Cependant, les esclavagistes dominaient l'administration d'Etat au point que le Missouri fut lentement, mais sûrement aiguillé dans l'orbite de la Confédération. Pour réagir contre cette évolution, une convention reflétant les véritables sentiments de la population se réunit à Jefferson City fin juillet. Le gouverneur Jackson, chef du parti esclavagiste, y fut déposé, et remplacé par un partisan de l'Union, Gambie. Ainsi, en août 1861, le gouvernement de l'Etat du Missouri passa définitivement aux côtés de l'Union.



vient l'Alabama avec ses 435.132 esclaves pour 529.164 hommes libres.

Le **Kentucky** a joué un rôle stratégique dans la victoire de l'Union durant la guerre de sécession. L'Etat n'a pas fait sécession, mais une fraction ne constitua pas moins un gouvernement confédéré reconnu par le Sud. Le 10 décembre 1861, le Kentucky devint ainsi le 13<sup>e</sup> Etat admis dans la Confédération. Une situation ambiguë et pour le moins complexe puisque l'Etat demeurait par ailleurs toujours représenté au Congrès de l'Union...

Le dernier des Etats-frontière disputés qu'il nous reste à mentionner est le Kentucky, dont l'histoire récente est particulièrement caractéristique de la politique de la Confédération sudiste. Le Kentucky compte 225.490 esclaves pour 1.135.713 habitants. Dans les trois scrutins successifs (au cours de l'hiver 1860-1861, quand des délégués furent élus pour le Congrès des Etats-frontière; en juin 1861, pour le Congrès de Washington; et enfin, en août 1861, pour le corps législatif de l'Etat), une majorité toujours plus grande s'est prononcée pour l'Union. En revanche, Magoffin<sup>1</sup>, le gouverneur du Kentucky, et tous les dignitaires de l'Etat sont de fanatiques partisans du parti esclavagiste, comme par exemple Breckinridge, le représentant du Kentucky au Sénat de Washington, qui a été vice-président des Etats-Unis sous Buchanan et candidat du parti esclavagiste à l'élection présidentielle de 1860. Bien que trop faible pour rallier le Kentucky à la sécession, l'influence du parti esclavagiste était suffisamment forte pour l'inciter à faire une déclaration de neutralité lorsque la guerre a éclaté. La Confédération a reconnu sa neutralité tant que cela servait ses intérêts et qu'elle était occupée à écraser la résistance du Tennessee oriental. À peine ces objectifs eurent-ils été atteints qu'elle frappa aux portes du Kentucky à coups de crosse, en proclamant : « *Le Sud a besoin de son territoire tout entier. Il veut et doit l'obtenir !* ».

Au même moment, une unité de brigands confédérés envahissait cet Etat « neutre » à partir du sud-ouest et du sud-est. Le Kentucky dut alors se réveiller et son rêve de neutralité prit fin; son Assemblée prit ouvertement parti pour l'Union, entoura le gouverneur félon d'un comité de salut public, appela le peuple aux armes, mit Breckinridge hors la loi et ordonna aux sécessionnistes d'évacuer immédiatement les zones qu'ils avaient envahies. Ce fut le signal de la guerre. Une armée de la Confédération fait mouvement vers Louisville, tandis que des volontaires accourent de l'Illinois, de l'Indiana et de l'Ohio pour sauver le Kentucky des missionnaires esclavagistes en armes.

Les tentatives de la Confédération pour annexer le Missouri et le Kentucky, par exemple, contre la volonté de la population, démontrent l'inanité du prétexte selon lequel elle lutte pour défendre les droits des Etats face aux empiétements de l'Union. Elle reconnaît certes le droit des Etats qu'elle inclut comme appartenant au « Sud » de se séparer de l'Union, mais elle leur dénie celui d'y rester.

Bien que l'esclavage, la guerre et la dictature militaire leur donnent un semblant d'harmonie provisoire, les Etats esclavagistes ne manquent pas pour autant d'éléments dissidents. Le Texas, avec ses 180.388 esclaves pour 601.039 habitants, en est un exemple frappant. La loi de 1845, en vertu de laquelle le Texas est devenu membre des Etats-Unis en tant qu'Etat esclavagiste, lui donnait le droit de former, à partir de son territoire, non seulement un, mais cinq Etats. Le Sud aurait ainsi acquis dix nouvelles voix, au lieu de deux, au Sénat américain, et l'augmentation du nombre de ses voix au sein du Sénat était l'un des objectifs politiques principaux de sa politique à cette époque. Cependant, de 1845 à 1860, les propriétaires d'esclaves échouèrent à morceler le Texas - où la population allemande était nombreuse<sup>2</sup> - ne serait-

---

<sup>1</sup> Beriah Magoffin, gouverneur du Kentucky de 1859 à 1862.

<sup>2</sup> Les Allemands représentaient 20 % de la population blanche du Texas en 1850. La plupart d'entre eux étaient des réfugiés politiques qui avaient été contraints de quitter l'Allemagne après la défaite de la révolu-

ce qu'en deux Etats sans donner aux partisans du travail libre l'avantage sur le parti de l'esclavage. On ne saurait trouver meilleure preuve de la force de l'opposition à l'oligarchie esclavagiste au sein même du Texas.

La Géorgie, notons-le, n'est pas un Etat frontalier.

La Géorgie est le plus grand et le plus peuplé des Etats esclavagistes. Sur un total de 1.057.327 habitants, il compte 462.230 esclaves, ces derniers représentant ainsi près de la moitié de la population. Malgré cela, jusqu'à présent, le parti esclavagiste n'est pas parvenu à faire approuver la Constitution imposée au Sud à Montgomery par un vote populaire.

Au cours de l'Assemblée d'Etat de la Louisiane, réunie le 21 mars 1861 à La Nouvelle-Orléans, Roselius, vieux briscard de la politique, déclara : « La Constitution de Montgomery n'est pas une Constitution, mais une conspiration. Elle n'instaure pas un gouvernement par le peuple, mais celui d'une *oligarchie et sans limite*. Le peuple ne fut pas autorisé à intervenir dans cette affaire. La Convention de Montgomery a creusé la tombe de la liberté politique, et l'on nous invite aujourd'hui à assister à ses obsèques. ».

L'oligarchie des trois cent mille propriétaires d'esclaves avait utilisé l'assemblée de Montgomery pour proclamer la séparation du Sud d'avec le Nord, mais aussi pour bouleverser le système de gouvernement des Etats esclavagistes et ainsi soumettre totalement la partie de la population blanche qui conservait encore un certain degré d'indépendance sous la protection de la Constitution démocratique de l'Union. Déjà, entre 1856 et 1860, les porte-parole politiques, les avocats, les moralistes et les théologiens du parti esclavagiste n'avaient pas tant cherché à démontrer que l'esclavage des Nègres était justifié, mais que la couleur de la peau était sans importance et que l'esclavage était partout le sort de la classe ouvrière.

Marx aborde sa conclusion : la question centrale de la guerre est bien celle de l'esclavage et elle ne sera résolue que par son abolition.

Comme nous l'avons vu, la guerre menée par la Confédération sudiste est donc, au sens plein du terme, une guerre de conquête pour l'extension et la perpétuation de l'esclavage. La majeure partie des Etats-frontière et des territoires est toujours aux mains de l'Union, un choix qui a été fait par les urnes puis par les armes. La Confédération considère cependant ceux-ci comme faisant partie du « Sud » et cherche à les arracher à l'Union. Dans les Etats-frontière qu'elle occupe en ce moment, c'est par la loi martiale que la Confédération tient en échec les régions montagneuses plus ou moins libres. Au sein des Etats esclavagistes proprement dits, elle supplante la démocratie qui prévalait jusqu'ici en instaurant le pouvoir sans limites de l'oligarchie des trois cent mille esclavagistes.

Si elle abandonnait ses plans de conquête, la Confédération renoncerait à sa propre viabilité économique ainsi qu'au véritable objectif de la sécession. De fait, la sécession n'a eu lieu que parce la transformation des Etats-frontière et des territoires esclavagistes ne semble plus réalisable au sein de l'Union. D'autre part, en cédant pacifiquement à la Confédération les régions contestées, le Nord abandonnerait à la répu-

---

tion de 1848-49 en Europe. La majorité des immigrants allemands se sont opposés à l'esclavage et à la sécession et sont restés fidèles au gouvernement de l'Union après le déclenchement de la guerre civile.

blique esclavagiste plus des trois quarts du territoire des Etats-Unis. Le Nord perdrait entièrement le golfe du Mexique, ainsi que son accès à l'océan Atlantique, à l'exception de l'étroite bande de terre qui s'étend de l'estuaire du Penobscot à la baie du Delaware. Le Missouri, le Kansas, le Nouveau-Mexique, l'Arkansas et le Texas entraîneraient à leur suite la Californie<sup>1</sup>. Au sud, incapables d'arracher l'embouchure du Mississippi à la puissante et hostile République esclavagiste ennemie, les grands Etats agricoles du bassin situé entre les Montagnes Rocheuses et les Monts Alleghanys, dans les vallées du Mississippi, du Missouri et de l'Ohio, seraient contraints par leurs intérêts économiques à faire sécession du Nord et à entrer dans la Confédération du Sud. À leur tour, les Etats du Nord-Ouest entraîneraient dans le même tourbillon sécessionniste tous les Etats du Nord<sup>2</sup> situés plus à l'est, à l'exception peut-être de la Nouvelle-Angleterre<sup>3</sup>.

Ce ne serait donc pas en fait la dissolution de l'Union, mais plutôt sa réorganisation, une réorganisation sur la base de l'esclavage, sous le contrôle reconnu de l'oligarchie esclavagiste. Le projet d'une telle réorganisation a été ouvertement mis en avant par les principaux porte-parole du Sud au Congrès de Montgomery. Ce projet éclaire le paragraphe de la nouvelle Constitution, qui laisse la porte de la nouvelle Confédération ouverte à tout Etat de l'ancienne Union. Le système esclavagiste infecterait alors l'Union. Dans les Etats du Nord, où l'esclavage est, en pratique, inapplicable, la classe ouvrière blanche tout entière serait progressivement réduite à la condition d'ilote<sup>4</sup>. Ce serait la pleine mise en œuvre du principe clamé haut et fort, selon lequel seules certaines races seraient aptes à la liberté; et de même que dans le Sud le travail proprement dit est le lot des Noirs, il serait dans le Nord celui des Allemands et des Irlandais, ou de leurs descendants directs.

La lutte qui se déroule actuellement entre le Sud et le Nord n'est donc, pour l'essentiel, qu'un conflit entre deux systèmes sociaux: le système esclavagiste et le système du travail libre<sup>5</sup>. La lutte a éclaté parce que les deux systèmes ne peuvent plus coexister pacifiquement sur le continent nord-américain. Elle ne peut se terminer que par la victoire de l'un ou de l'autre.

Alors que les Etats-frontière et les territoires disputés, que les deux systèmes cherchent à contrôler, sont comme une épine dans la chair du Sud, il ne faut oublier d'autre part, que dans le cours de la guerre, ils constituent également le principal point faible du Nord. Sur l'injonction des conspirateurs sudistes, certains propriétaires d'esclaves de ces régions feignirent hypocritement d'être loyaux envers le Nord, tandis que d'autres estimèrent que leurs véritables intérêts et leurs traditions les poussaient à se ranger aux côtés de l'Union. Ces deux groupes ont pareillement paralysé le Nord. Le souci de s'assurer les faveurs des esclavagistes « loyaux » des Etats-frontière et la frayeur à l'idée de les jeter dans les bras de la sécession (en d'autres termes une délicate considération pour les intérêts, les préjugés et les sentiments de ces douteux alliés) ont frappé le gouvernement de l'Union d'une incurable paralysie, en la poussant, depuis le début de la guerre, sur la voie des demi-mesures, en l'amenant à manquer hypocritement aux principes

---

<sup>1</sup> Au cours de l'hiver 1860-1861, les cercles sudistes tentent d'arracher la Californie à l'Union en créant une République pacifique « neutre ». Les conspirateurs ont échoué faute de soutien au sein de l'Etat.

<sup>2</sup> Cela fait référence au « Vieux Nord-Ouest », c'est-à-dire le Territoire du Nord-Ouest formé par le Congrès en 1787 (la région au nord de l'Ohio et à l'ouest du Mississippi). Il embrassait la zone de ce qui deviendra plus tard les Etats de l'Indiana, de l'Illinois, du Wisconsin, du Michigan, de l'Ohio et une partie du Minnesota.

<sup>3</sup> Nouvelle-Angleterre - la région du nord-est des Etats-Unis (Maine, New Hampshire, Vermont, Massachusetts, Rhode Island et Connecticut) initialement colonisée principalement par des puritains au XVIIe siècle. La Nouvelle-Angleterre était le centre du mouvement abolitionniste.

<sup>4</sup> Les Ilotes - paysans de l'ancienne Sparte attachés à la terre et obligés de rendre certains services aux propriétaires terriens spartiates. Contrairement aux esclaves, ils étaient la propriété de l'Etat et les propriétaires fonciers n'étaient pas autorisés à leur accorder la liberté, à les vendre séparément de la terre ou à augmenter leurs paiements annuels.

<sup>5</sup> Libre et exploité : on se souvient de la comparaison que Marx établit dans son article du 14 octobre 61 (« Le commerce britannique du coton ») entre « l'esclavage indirect de l'homme blanc en Angleterre, et l'esclavage direct de l'homme noir de l'autre côté de l'Atlantique. »

de cette guerre et en épargnant le point le plus vulnérable de l'ennemi - la racine du mal - : l'esclavage lui-même.

Quand, récemment, Lincoln s'est montré faible au point d'annuler la proclamation du Missouri de Frémont émancipant les Noirs appartenant aux rebelles<sup>1</sup>, c'est uniquement par déférence envers les protestations véhémentes des esclavagistes « loyaux » du Kentucky. Quoi qu'il en soit, un point de non-retour a été atteint. Avec le Kentucky, c'est le dernier Etat-frontière qui a été jeté dans les nombreux champs de bataille où s'opposent le Sud et le Nord. Dès lors qu'il y a une véritable guerre pour les Etats-frontière au sein même de ces Etats, leur perte ou leur conquête a été soustraite à la sphère des négociations diplomatiques ou parlementaires. Une fraction des esclavagistes se débarrassera du masque de la loyauté; l'autre se satisfera de la perspective d'une indemnisation financière, comme celle que la Grande-Bretagne versa en son temps aux planteurs des Indes-Occidentales<sup>2</sup>. Les événements eux-mêmes exigent une proclamation décisive: *l'émancipation des esclaves*.

Plusieurs déclarations récentes montrent que même les plus obtus des diplomates et des démocrates du Nord se tournent vers cette solution. Dans une lettre ouverte, le général Cass, qui avait été le ministre de la guerre de Buchanan<sup>3</sup> et, jusqu'ici, l'un des alliés les plus fervents du Sud, déclare que l'émancipation des esclaves est la condition *sine qua non* du salut de l'Union. Dans le dernier numéro de sa *Review*, paru en octobre, le Dr Brownson<sup>4</sup>, qui est le porte-parole du parti des catholiques du Nord, et qui a été, de son propre aveu, l'adversaire le plus résolu de l'émancipation entre 1836 et 1860, publie un article favorable à l'abolition. Parmi d'autres choses, il écrit : « Si nous nous sommes opposés jusqu'ici à l'abolition, c'est parce que nous voulions préserver l'Union; désormais, nous devons a fortiori nous opposer à l'esclavage, parce que nous sommes persuadés que sa continuation est devenue incompatible avec le maintien de l'Union ou de la nation comme libre Etat républicain. ».

Enfin le *World*, l'organe new-yorkais des diplomates du cabinet de Washington, conclut l'une de ses dernières tirades à sensation contre les abolitionnistes par ces mots : « Le jour où l'on décidera qu'il nous faut choisir entre la disparition de l'Union et celle de l'esclavage, on aura ce jour-là prononcé la sentence de mort de l'esclavage. Si le Nord ne peut vaincre *sans* l'émancipation, il vaincra *avec* l'émancipation. ».

---

<sup>1</sup> La proclamation du Missouri émise par le général Frémont le 31 août 1861 appelait à la confiscation des biens des personnes du Missouri soutenant la Confédération et proclamait l'émancipation des esclaves des rebelles. Le 11 septembre 1861, Lincoln chargea Frémont de mettre la proclamation en conformité avec la loi sur la confiscation (adoptée par le Congrès le 6 août 1861, la loi ne prévoyait que la libération des esclaves utilisés par les rebelles dans les combats) en supprimant le passage sur l'émancipation. Frémont avait refusé d'obtempérer et, en octobre 1861, il avait été démis de ses fonctions de commandant de l'armée dans le Missouri.

<sup>2</sup> En 1833, après un soulèvement d'esclaves noirs en Jamaïque, le Parlement britannique adopta une loi, entrée en vigueur le 1er août, pour l'abolition de l'esclavage dans toutes les colonies britanniques. Les planteurs esclavagistes des Antilles et d'autres colonies reçurent une compensation de 20 millions de Livres sterling.

<sup>3</sup> James Buchanan, du parti démocrate, président des USA de 1857 à 1861.

<sup>4</sup> Orestes Augustus Brownson, théologien américain, membre du parti démocrate, partisan de la préservation de l'Union durant la guerre civile.

## 1.6. Karl Marx : Le *Times* de Londres et les princes d'Orléans en Amérique

*New-York Daily Tribune*,  
7 novembre 1861.

Marx rend compte de l'actualité française<sup>1</sup> à l'adresse de ses lecteurs américains du *New-York Daily Tribune*. Son propos concerne l'engagement militaire des **trois princes d'Orléans** aux côtés des nordistes de l'Union.

En septembre 1861, les deux princes de la maison d'Orléans, Philippe d'Orléans, le comte de Paris et Robert d'Orléans, le duc de Chartres, auxquels s'était joint François d'Orléans, le prince de Joinville, sont arrivés à Washington et ont obtenu l'autorisation d'entrer dans l'armée de l'Union comme aides de camp. Les deux princes seront promus capitaines en septembre 1861 et désignés pour l'armée du Potomac sous les ordres du général McClellan. Ils effectueront leur service notamment lors de la campagne des sept jours du 25 juin au 1<sup>er</sup> juillet 62.

Le prince de Joinville a écrit un récit de cette campagne<sup>2</sup>; de même, le comte de Paris publia un ouvrage sur la guerre de Sécession<sup>3</sup>.

L'hostilité de Marx à l'égard de Napoléon III demeure remarquable.

Londres, le 12 octobre 1861.

A l'occasion de la visite du roi de Prusse à Compiègne<sup>4</sup>, le *Times* de Londres publia quelques articles caustiques, qui firent scandale de l'autre côté de la Manche. A son tour, le *Pays*, *Journal de l'Empire* dit des rédacteurs du *Times* qu'ils étaient des gens dont l'esprit était troublé par le gin et dont le porte-plume était trempé dans la fange.

Cet échange tout occasionnel d'invectives avait pour seul but de tromper l'opinion publique sur les relations intimes, nouées entre Printing House Square<sup>5</sup> et les Tuileries. En effet, il n'existe pas, hors des frontières françaises, de plus grand sycophante de l'homme du Deux-Décembre que le *Times* de Londres, et les services de ce journal sont d'autant plus précieux qu'il prend de temps à autre le ton et l'air de Caton le censeur vis-à-vis de César.

Cela faisait des mois que le *Times* couvrait la Prusse d'insultes. Utilisant la misérable affaire Macdonald<sup>6</sup>, il fit comprendre à la Prusse que l'Angleterre verrait avec joie les provinces rhénanes soustraites à la

<sup>1</sup> Nous renvoyons sur le sujet à l'étude de Farid Ameer « Les Français dans la guerre de Sécession, 1861-1865 » parue dans le Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin, 2011/1 N° 33, pp. 129-139 (en ligne sur le site de Cairn Info). Farid Ameer rappelle que le 10 juin 1861, Napoléon III avait préconisé aux Français d'Amérique d'observer une stricte neutralité entre les parties belligérantes et qu'il avait appelé de ses vœux le succès du Sud (en référence au *Moniteur universel* du 11 juin 1861).

<sup>2</sup> François d'Orléans, Prince de Joinville, « Guerre d'Amérique. Campagne de l'armée du Potomac. Mars juillet 1862 », Paris, Librairie nouvelle 1872 » (en ligne sur le site de Gallica).

<sup>3</sup> Philippe d'Orléans, Comte de Paris, « Voyage en Amérique 1861-1862 : un prince français de la guerre de Sécession » Librairie Académique Perrin 2011. Voir aussi « Histoire de la guerre civile en Amérique », Paris Librairie nouvelle, 1874 (7 tomes, en ligne sur le site de Gallica).

<sup>4</sup> Du 6 au 8 octobre 1861, le roi Guillaume de Prusse fut l'hôte de Napoléon III à Compiègne.

<sup>5</sup> Où le *Times* avait ses bureaux de rédaction à Londres.

<sup>6</sup> En septembre 1860, un capitaine de l'armée anglaise - MacDonal - fut arrêté à Bonn pendant six jours et poursuivi pénalement pour insubordination aux autorités locales. Le gouvernement anglais exploita l'incident, réglé en mai 1861, pour renforcer sa propagande antiprussienne.

domination barbare des Hohenzollern et placées sous le despotisme éclairé d'un Bonaparte. Le *Times* exaspéra non seulement la dynastie prussienne, mais encore le peuple de Prusse. Il ruinait du même coup l'idée d'une alliance anglo-prussienne, en cas de conflit entre la Prusse et la France. Il avait tendu toutes ses forces pour convaincre la Prusse qu'elle n'avait rien à espérer de l'Angleterre et qu'il valait mieux pour elle de s'entendre avec la France. Lorsque le faible et vacillant monarque de Prusse se décida enfin à une visite à Compiègne, le *Times* pouvait fièrement s'exclamer : *Quorum magna pars fui*<sup>1</sup>; mais le temps était maintenant venu d'effacer de la mémoire des Anglais que le *Times* avait montré cette voie au roi de Prusse. D'où son théâtral grondement de tonnerre, et l'écho non moins théâtral du *Pays, Journal de l'Empire*.

Le *Times* a maintenant recouvré sa position d'inimitié mortelle au bonapartisme et, ainsi, le pouvoir d'aider efficacement l'homme du Deux-Décembre. Une occasion s'offrit bientôt. Louis Napoléon prend facilement ombrage de la gloire de ses rivaux et prétendants au trône de France. Il s'était couvert lui-même de ridicule dans l'affaire du pamphlet du duc d'Aumale contre Plon-Plon<sup>2</sup>, et, par ses procédés, il avait plus contribué à la cause orléaniste que tous les orléanistes réunis.

Il y a quelques jours, le peuple français a été de nouveau convié à tirer un parallèle entre Plon-Plon et les princes d'Orléans. Lorsque Plon-Plon se rendit en Amérique, on vit circuler au faubourg Saint-Antoine des caricatures représentant un gros homme qui était à la recherche d'une couronne, mais professait en même temps n'être qu'un touriste tout à fait inoffensif, ayant une profonde aversion pour l'odeur de la poudre. Alors que Plon-Plon est revenu en France sans autres lauriers que ceux qu'il avait déjà récoltés en Crimée et en Italie, les princes d'Orléans traversèrent l'Atlantique pour s'engager dans l'armée nationale. D'où une grande excitation dans le camp bonapartiste. Or, les bonapartistes ne peuvent donner libre cours à leur colère dans la presse vénale de Paris, sans divulguer leurs appréhensions, remettre dans les mémoires le scandale du pamphlet et susciter de détestables comparaisons entre les princes d'Orléans en exil qui combattaient sous la bannière républicaine contre ceux qui tiennent dans l'esclavage des millions d'hommes laborieux, et un autre prince exilé qui, en tant que policier des forces spéciales, avait pris une part glorieuse à l'écrasement du mouvement ouvrier anglais<sup>3</sup>.

Qui pouvait aider l'homme du Deux-Décembre à se tirer de ce dilemme ? Qui, si ce n'est le *Times* de Londres ? Si après avoir suscité les 6, 7, 8 et 9 octobre 1861 la colère du *Pays, Journal de l'Empire* par ses cyniques remarques sur la visite de Compiègne, ce même *Times* publiait le 12 octobre un article attaquant férocement les princes d'Orléans parce qu'ils s'étaient engagés dans l'armée nationale des Etats-Unis, ne prouverait-il pas alors que Louis Bonaparte avait raison contre les princes d'Orléans ? Et ne traduirait-on pas ensuite l'article du *Times* en français avec les commentaires des journaux parisiens, et M. le préfet de police ne l'enverrait-il pas à toute la presse des départements afin qu'il circule dans toute la France à titre de jugement impartial, rendu par le *Times* de Londres, cet ennemi personnel de Louis Bonaparte, sur le comportement des princes d'Orléans ? Ainsi

---

<sup>1</sup> « et dont j'ai été une grande part ». (Virgile, *Enéide*, Livre II, vers 6).

<sup>2</sup> La brochure anti-bonapartiste, *Lettre sur l'Histoire de France*, dans laquelle le duc d'Aumale (Henri d'Orléans) répondait au discours tenu au printemps 1861 au Sénat par le prince Napoléon (surnommé Plon-Plon ou Prince Rouge et considéré comme chef de file des bonapartistes de gauche) fut saisie sur ordre de l'Empereur; l'éditeur et l'imprimeur de la brochure furent condamnés à des peines de prison et à une amende de cinq mille francs. Plon-Plon publia, lui aussi, divers pamphlets où il attaquait le régime pour gagner les sympathies des ouvriers parisiens qu'il voulait organiser en syndicats d'inspiration bonapartiste.

<sup>3</sup> Marx fait allusion à un événement peu glorieux de la vie de Napoléon III. En 1848, lors de son séjour en Angleterre, Louis-Napoléon s'engagea dans un groupe de constables spéciaux (police de réserve formée par des civils volontaires) qui intervint aux côtés de l'armée et de la police contre la manifestation de masse organisée par les chartistes le 10 avril 1848.

donc, le *Times* a publié aujourd'hui une attaque basement injurieuse sur les princes d'Orléans.

Louis Bonaparte tient naturellement trop de l'homme d'affaires pour partager l'aveuglement des officiels fabricants de l'opinion publique en ce qui concerne la guerre américaine. Il sait que le véritable peuple d'Angleterre, de France, d'Allemagne et d'Europe considère la cause des Etats-Unis comme la sienne propre, celle de la liberté, et qu'en dépit de tous les sophismes de la presse vénale, les masses considèrent le sol des Etats-Unis comme le sol libre des millions de sans terre d'Europe, comme la terre promise qu'il s'agit pour l'heure de défendre l'arme au poing contre la sordide mainmise des esclavagistes. Qui plus est, Louis-Napoléon sait fort bien que les masses françaises établissent un lien entre la lutte pour le maintien de l'Union et celle de leurs ancêtres pour l'indépendance américaine; c'est pourquoi, tout Français qui tire l'épée pour le gouvernement national apparaît comme l'exécuteur testamentaire de La Fayette<sup>1</sup>.

En conséquence, Bonaparte sait que s'il y a quelque chose qui impressionne favorablement le peuple français, c'est l'engagement des princes d'Orléans dans les rangs de l'armée nationale des Etats-Unis. Il tremble à cette seule pensée, et en conséquence le *Times* de Londres, son sycophante pointilleux, informe aujourd'hui les princes d'Orléans que, « s'ils s'abaissent à s'engager dans *ce combat ignoble*, leur popularité ne s'en trouvera pas renforcée dans le peuple français ».

Louis-Napoléon sait que toutes les guerres qui ont été menées entre des nations adverses en Europe depuis son coup d'Etat, n'ont pas été de véritables guerres, mais ont été conduites sans base réelle, délibérément, sous de faux prétextes. La guerre de Crimée et la guerre italienne, sans parler des expéditions de brigandage contre la Chine, la Cochinchine<sup>2</sup>, etc., n'ont jamais suscité de sympathie chez le peuple français, qui instinctivement se rend compte que ces guerres n'ont été entreprises qu'avec l'intention de renforcer ses chaînes forgées par le coup d'Etat<sup>3</sup>. De fait, la première guerre importante de l'histoire contemporaine se déroule en Amérique.

Les peuples d'Europe savent que les esclavagistes du Sud ont déclenché cette guerre, lorsqu'ils ont déclaré que le régime esclavagiste n'était pas compatible plus longtemps avec le maintien de l'Union. En conséquence, les peuples d'Europe savent que la lutte pour le maintien de l'Union est menée contre la domination esclavagiste, et que la forme la plus haute d'auto-gouvernement du peuple réalisée à ce jour livre bataille à la forme la plus basse et la plus éhontée d'esclavage humain, connue dans les annales.

Louis Bonaparte est évidemment très embarrassé de ce que les princes d'Orléans participent précisément à cette guerre, qui se distingue par sa gigantesque ampleur et la grandeur de son but, de toutes les guerres immotivées, futiles et basses que l'Europe a subies depuis 1849. C'est pourquoi, le *Times* devait déclarer : « Ne pas faire la dif-

---

<sup>1</sup> Pendant la guerre d'indépendance américaine (1775-1783), la France, dans une tentative d'affaiblir la Grande-Bretagne, avait aidé les colonies américaines insurgées avec de l'argent et des armes. La lutte de libération américaine a été suivie avec une sympathie particulière par les sections démocratiques et libérales de France. Le marquis de La Fayette était éminent parmi les volontaires français qui combattaient du côté américain.

<sup>2</sup> En 1856, Napoléon III, agissant de concert avec la Grande-Bretagne, exigea de la Chine des « réparations et des concessions » pour l'assassinat d'un missionnaire français. Il s'empara de Canton, prit les forts de Taku, et obligea la Chine à accepter le traité de Tien-Tsin (1858). La France et l'Angleterre obtinrent d'autres concessions commerciales dans les provinces lointaines de l'Est, ainsi que des indemnités. Entre-temps, Napoléon, aidé par l'Espagne, s'empara du port, longtemps convoité, de Saigon en Cochinchine, et s'empara, en 1862, de trois autres provinces.

<sup>3</sup> Marx fait allusion ici à sa théorie selon laquelle les guerres impérialistes, même si elles m'impliquent que des Etats, sont en réalité dirigées contre les classes ouvrières, et doivent donc être combattues comme telles. Tout au long du règne de Napoléon III, Marx dénonça la politique des guerres qui servaient à distraire la classe ouvrière de ses propres préoccupations et à l'empêcher de se battre pour ses intérêts.

férence entre une guerre que se font des nations ennemies et cette guerre civile la plus inutile et dépourvue de fondement que l'histoire ait jamais connue, c'est en quelque sorte offenser la morale publique. ».

Naturellement, le *Times* doit aller jusqu'au bout de son attaque contre les princes d'Orléans, qui se sont abaissés à « prendre du service dans ce combat ignoble ». En s'inclinant profondément devant les vainqueurs de Sébastopol et de Solferino, le *Times* de Londres ajoute : « Il n'est pas sage de vouloir comparer des actions comme celles de Springfield et de Manassas<sup>1</sup> à l'épopée de Sébastopol et de Solferino. ».

Le prochain courrier nous apprendra comment les organes impériaux ont exploité l'article du *Times*. Comme dit le proverbe, un ami dans le besoin est plus précieux que mille amis prospères, et l'allié secret du *Times* de Londres est précisément en bien fâcheuse posture en ce moment.

Une pénurie de coton doublée d'une pénurie de blé, une crise commerciale doublée d'une disette agricole, et tout cela aggravé par une baisse des recettes douanières et des difficultés monétaires, ont contraint la Banque de France à élever son taux d'escompte à six pour cent, à faire une transaction avec les Rothschild et Baring en vue d'obtenir un prêt de deux millions de livres anglaises sur le marché de Londres, à nantir les valeurs du Gouvernement français à l'étranger; en plus, la Banque ne dispose que d'une réserve de douze millions par rapport à une dette de plus de quarante millions.

Une telle situation économique fournit évidemment aux divers prétendants l'occasion de jouer le tout pour le tout. Il y a déjà eu au faubourg Saint-Antoine des bagarres à la suite de pénuries de vivres : c'est donc le moment le moins approprié pour permettre aux princes d'Orléans de se rendre populaires. D'où l'attaque rageuse du *Times* de Londres.

---

<sup>1</sup> En référence aux revers désastreux que les forces de l'Union avaient éprouvés au cours de l'été, 1861. L'armée nordiste fut mise en déroute le 21 juillet 1861 à Bull Run (près de Manassas) lors de la première bataille de la guerre civile américaine et vaincue à Wilson's Creek, le 10 août 1861, fut contrainte d'évacuer Springfield dans le Missouri.



## 1.7. Karl Marx : *Le commerce britannique*

*New-York Daily Tribune,*  
23 novembre 1861.

L'anthologie de Roger Dangeville, qui est notre référence, ne reproduit que les conclusions de cet article dont on trouvera la version complète aux pages 352-356 du volume 15 des MEW et aux pages 57-61 du volume 19 des MECW.

Par ailleurs, cet article de circonstance reprend les informations fournies par Marx dans ses « Notes économiques » parues dans *Die presse* le 9 novembre 1861<sup>1</sup>.

Londres, le 2 novembre 1861.

A l'heure actuelle, l'Angleterre ne suit aucune ligne politique générale. Tout le monde, jusqu'au moindre citoyen, est entièrement absorbé par ses affaires et la crise américaine. Dans un article précédent<sup>2</sup>, j'ai attiré votre attention sur l'état fébrile du marché cotonnier de Liverpool. Au cours des deux dernières semaines, il a manifesté tous les symptômes de la crise des chemins de fer de 1845<sup>3</sup>. Médecins, dentistes, avocats, cuisinières, ouvriers, employés, lords, comédiens, pasteurs, soldats, marins, journalistes, institutrices, hommes et femmes, tous spéculent sur le coton. Souvent les opérations d'achat et de vente, de rachat et de revente ne portent que sur une, deux, trois ou quatre balles. Les quantités plus considérables restent dans le même hangar, mais changent parfois vingt fois de propriétaire. On peut acheter du coton à dix heures, le revendre à onze heures, et faire un bénéfice d'un demi penny par livre. Les mêmes balles passent ainsi par plusieurs mains en l'espace de douze heures.

Cependant, il s'est produit cette semaine une sorte de réaction. Il faut l'attribuer au seul fait que le shilling forme un chiffre rond, puisqu'il se compose de douze pence, et que la plupart des spéculateurs ont décidé de vendre sitôt que le prix de la balle de coton atteindrait le shilling. En conséquence, il y a eu un accroissement subit des offres de coton, et donc une réaction sur son prix. Mais, ce ne peut être qu'un phénomène passager.

Lorsque les Britanniques se seront faits à l'idée qu'une livre de coton puisse coûter quinze pence, cette limite passagère à la spéculation aura disparu, et la fièvre de spéculation redoublera de violence. *Cette évolution contient un moment favorable aux Etats-Unis et défavorable à ceux qui voudraient rompre le blocus.* Déjà les spéculateurs ont publié des protestations disant, non sans fondement, que tout acte belliqueux du Gouvernement britannique serait un acte d'injustice à l'égard des hommes d'affaires qui, ayant placé leur confiance dans le

---

<sup>1</sup> De larges extraits de ces « Notes économiques » se trouvent reproduits aux pages 167-168 du volume « Une révolution inachevée ».

<sup>2</sup> En référence à son article « Le Commerce britannique du coton » publié le 14 octobre 61 dans le *New-York Daily Tribune*.

<sup>3</sup> Pour rappel, en 1844, le Parlement avait adopté une loi sur la réglementation des chemins de fer qui plaçait les compagnies de chemin de fer sous le contrôle du gouvernement. Cette législation avait intensifié la concurrence entre les compagnies ferroviaires.

respect du principe de non-intervention proclamé et revendiqué par le Gouvernement britannique, ont fait leurs calculs sur cette base, ont spéculé à l'intérieur, abandonné leurs commandes à l'extérieur et acheté le coton d'après l'évaluation d'un prix qu'ils comptent obtenir après le déroulement de processus naturels, probables et prévisibles.

L'*Economist* d'aujourd'hui publie un article insensé dans lequel les statistiques sur la population et l'extension géographique des Etats-Unis l'amènent à la conclusion qu'on y trouve assez d'espace pour fonder au moins sept empires gigantesques et qu'en conséquence les unionistes devaient chasser de leur cœur « le rêve d'un domaine où ils régneraient sans limites ». La seule conclusion rationnelle que l'*Economist* eût pu tirer de ses propres données statistiques, à savoir que les partisans du Nord, même s'ils le voulaient, ne pourraient abandonner leurs revendications sans livrer à l'esclavagisme des Etats et des territoires gigantesques, « où l'esclavage survivrait artificiellement mais ne pourrait s'affirmer comme institution permanente », - cette conclusion, la seule rationnelle, ce journal est même incapable de l'aborder.

## 1.8. Karl Marx : *L'intervention au Mexique*

*New-York Daily Tribune*<sup>1</sup>,  
23 novembre 1861.

Le 31 octobre 1861, la France, l'Espagne et la Grande-Bretagne signent à Londres une convention en vue de l'envoi d'un corps expéditionnaire commun au Mexique. Les trois puissances débarqueront leurs troupes à Veracruz dès le 14 janvier 1862.

L'objectif principal, du moins formel, de cette expédition est d'exiger du gouvernement mexicain le remboursement d'importantes dettes d'Etat.

Le représentant du gouvernement mexicain cèdera à ces exigences par la Convention de Soledad du 19 février 62, après quoi les Anglais et les Espagnols, soucieux de ne pas s'enliser dans une situation très délicate, retireront leurs troupes du territoire le 9 avril 62, en désaccord avec les Français qui restent sur place.

Voici un bref aperçu de la situation mexicaine au cours de cette période.

Après son conflit, en 1846-1848, contre les Etats-Unis, le pays a été le théâtre d'une guerre civile qui éclate dès l'arrivée au pouvoir, en janvier 1858, du libéral<sup>2</sup> Benito Juarez et il se trouve très appauvri, accablé par de très importantes dettes d'Etat à l'égard de l'Angleterre, de l'Espagne et de la France<sup>3</sup>. En juillet 1861, Juarez décide de suspendre pendant deux ans le paiement de cette dette extérieure. Cette décision entrainera l'intervention militaire de janvier 1862.

Dans l'espoir de fonder en Amérique latine un empire latin et catholique, Napoléon III entreprendra alors la conquête du pays, une entreprise guerrière qui aboutira au bref règne de Maximilien de Habsbourg, lequel sera renversé en mai 1867 et fusillé le 19 juin.

\*

Londres, le 8 novembre 1861.

L'intervention au Mexique, préparée par l'Angleterre, la France et l'Espagne est, à mes yeux, l'une des entreprises les plus monstrueuses que connaissent les annales de l'histoire internationale. C'est une machination de type purement palmerstonien, qui étonne le non-initié par l'absurdité du projet et l'imbécillité des moyens employés, ceux-ci semblant parfaitement en opposition avec le savoir-faire bien connu de ce vieil intrigant.

Par ailleurs, il est probable qu'une campagne mexicaine représente l'un de ces innombrables expédients que Louis Bonaparte est obligé de tenir en réserve dans sa besace pour distraire le peuple français de ses soucis. Bien sûr, l'Espagne, à qui les récents succès fragiles remportés au Maroc et à Saint-Domingue<sup>4</sup> ont tourné la tête qu'elle

---

<sup>1</sup> Un article de Marx a été publié sous le même titre dans l'édition de *Die Presse* du 12 novembre 61 (Cf. MECW, vol. 19, pp. 66-70).

<sup>2</sup> Parmi ses premières réformes, on compte l'indépendance de l'Etat vis-à-vis de l'Eglise et la nationalisation des biens de celle-ci.

<sup>3</sup> Parmi ces spéculateurs et banquiers européens détenteurs de la dette, on compte le banquier suisse Jean-Baptiste Jecker qui, moyennant une commission versée au duc de Morny, le demi-frère de Napoléon III, avait fait endosser sa créance par le gouvernement français.

<sup>4</sup> En octobre 1859, l'Espagne était entrée en guerre avec le Maroc sous prétexte que des tribus arabes avaient envahi les environs de Melilla et de Ceuta. Le Maroc opposa une résistance acharnée, mais fut vaincu finalement. La paix fut signée le 26 avril 1860.

Les Espagnols furent définitivement chassés de Saint-Domingue en 1865.

avait déjà bien fragile, rêve d'une restauration au Mexique, mais il est certain que le plan français était loin d'être mûr et que la France, aussi bien que l'Espagne, rechignaient fortement devant une expédition commune au Mexique, sous la direction de l'Angleterre.

Le 24 septembre, le *Moniteur* privé de Palmerston - le *Morning Post* de Londres - annonça le premier dans tous ses détails le plan d'une intervention commune, en accord avec les termes du traité tout récemment conclu entre l'Angleterre, la France et l'Espagne. Cette déclaration avait à peine traversé la Manche que le Gouvernement français, par le truchement de la *Patrie* parisienne, affirma que c'était là un mensonge pur et simple.

Le 24 septembre, l'organe national de Palmerston - le *Times* de Londres - rompit le silence dans un éditorial contredisant la *Patrie*, sans la nommer. Le *Times* déclara même que lord Russell avait informé le Gouvernement français de la décision anglaise d'intervenir au Mexique et que M. Thouvenel avait répondu que l'empereur français en était venu à une conclusion similaire. Maintenant, c'est le tour de l'Espagne. Un journal madrilène semi-officiel, tandis qu'il confirmait l'intention de l'Espagne de s'immiscer dans les affaires mexicaines, repoussait cependant l'idée d'une intervention commune avec l'Angleterre. Mais, on n'est pas encore au bout des démentis. Le *Times* avait annoncé catégoriquement que « le président américain avait donné son plein accord à l'expédition projetée ». Depuis longtemps, tous les journaux américains qui ont cité l'article du *Times* ont réfuté cette assertion.

Ainsi, il est certain - et le *Times* l'a admis expressément - que l'intervention commune, dans sa forme actuelle, est ourdie par l'Angleterre, ou plus exactement par Palmerston. L'adhésion de l'Espagne au plan a été obtenue grâce à la pression française, et la France a été amenée à cette position par des concessions anglaises dans le domaine de la politique européenne. A ce point de vue, il y a une coïncidence significative dans le fait que le *Times* du 6 novembre - précisément dans le numéro où il annonce la décision d'une intervention conjointe au Mexique - publie un éditorial où il traite avec un mépris et un cynisme extraordinaires la protestation de la Suisse contre la récente incursion dans son territoire par la vallée des Dappes de forces armées françaises. En échange de sa participation à une expédition au Mexique, Louis Bonaparte a eu *carte blanche*<sup>1</sup> pour ses projets d'empiètements sur la Suisse, et sans doute sur d'autres régions du continent européen<sup>2</sup>. Les tractations sur ces points entre l'Angleterre et la France ont traîné de début septembre à fin octobre.

En Angleterre, personne ne souhaite une intervention au Mexique, à l'exception des créanciers de l'Etat mexicain, qui toutefois n'ont jamais pu se targuer de la moindre influence sur l'opinion de la nation. D'où la difficulté de faire admettre le plan de Palmerston à l'opinion publique. Le meilleur moyen après tout n'est-il pas de déconcerter l'éléphant britannique par des informations contradictoires qui, provenant de la même source, sont de la même eau, mais ne varient que par la dose administrée à l'animal.

Le *Morning Post*, dans son édition du 24 septembre, annonça qu'il n'y aurait pas « de guerre territoriale pour le Mexique », que le seul point litigieux, c'était les revendications financières auprès du Trésor mexicain, qu'« il est impossible de traiter le Mexique comme un gouver-

---

<sup>1</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>2</sup> Après la guerre d'Italie de 1859, Napoléon III avait convoité la Suisse romande, afin de s'assurer des positions stratégiques contre l'Allemagne, qui était en voie de faire son unité. Le 28 octobre 1861, des troupes françaises pénétrèrent dans le canton de Vaud et occupèrent le village de Cressonnières. En 1862, la Suisse céda à la France la vallée de Dappes en échange d'une autre région frontalière. Cf. Notre précédent **fascicule 34** sur l'étude d'Engels *La Savoie, Nice et le Rhin*.

Dans son article sur le même sujet à destination de *Die Presse* du 12 novembre 61, Marx insiste sur les prétentions de Napoléon III sur la Suisse et le Rhin, avec, à l'arrière-plan, la menace bonapartiste contre l'unité allemande.

nement établi et organisé » et qu'en conséquence « les principaux ports du Mexique seraient occupés provisoirement et leurs revenus douaniers confisqués. ».

Le *Times* du 27 septembre déclare, au contraire, qu' « une longue patience nous a accoutumés à la malhonnêteté, aux refus de paiement et au pillage légal et irrémédiable de nos compatriotes par suite des défaillances d'un Etat en banqueroute », et qu'en conséquence « le vol privé des créanciers d'Etat anglais » n'est pas le motif de l'intervention, contrairement à ce que pense le *Morning Post*. Néanmoins, le *Times* remarque *en passant* que le climat de « la capitale du Mexique est relativement sain, pour le cas où il faudrait pousser une pointe jusque-là ». Mais, il souhaite cependant que « la simple présence d'une escadre alliée dans le golfe et l'occupation de quelques ports suffisent à stimuler les efforts du Gouvernement mexicain pour rétablir la paix et pour convaincre les mécontents qu'ils doivent s'en tenir aux formes plus constitutionnelles que le brigandage. ».

En conséquence, si - selon le *Morning Post* - l'expédition a dû être entreprise, parce qu' « il n'existait pas de gouvernement au Mexique », elle n'aurait été projetée - selon le *Times* - que pour encourager et appuyer le Gouvernement mexicain existant. Le moyen le plus original pour renforcer un gouvernement est bien sûr de conquérir son territoire et de réquisitionner ses ressources financières !

Après que le *Times* et le *Morning Post* eurent ainsi donné la note, John Bull fut livré aux oracles ministériels mineurs, qui, quatre mois durant, le travaillèrent au corps systématiquement dans le même style contradictoire jusqu'à ce que l'opinion publique, bien qu'étant tenue exprès dans l'ignorance des buts et desseins d'une intervention, fut enfin suffisamment préparée à l'idée d'une intervention conjointe au Mexique. A la fin, les transactions avec la France aboutirent : le *Moniteur* annonça que la convention entre les trois puissances inter-ventrices avait été signée le 31 octobre.

Le *journal des Débats* - l'un de ses copropriétaires fut nommé commandant de l'un des navires de l'escadre française - communiqua au monde qu'il n'était pas prévu de conquête permanente du territoire, que Vera Cruz et quelques points de la côte devaient être occupés, que l'on s'était mis d'accord pour une avance vers la capitale, au cas où les autorités constituées n'accepteraient pas les revendications des envahisseurs, et qu'enfin on instaurerait un gouvernement fort dans la République.

Le *Times*, qui après sa première annonce du 27 septembre, semblait avoir oublié jusqu'à l'existence du Mexique, devait de nouveau faire un pas de plus. Si l'on ignorait ses liens avec Palmerston et le fait qu'il a été le premier à publier dans ses colonnes le plan de l'expédition, on pourrait penser que l'éditorial du *Times* d'aujourd'hui est la satire la plus mordante et la plus impitoyable de toute l'aventure mexicaine. L'article commence par la constatation que « l'expédition est très remarquable » (plus tard, elle sera « curieuse »). « Trois Etats s'allient pour forcer un quatrième à se bien comporter, non pas tant au moyen d'une guerre que par une intervention autoritaire pour rétablir l'ordre. ».

Intervention autoritaire pour rétablir l'ordre ! Tel est littéralement le jargon de la Sainte-Alliance<sup>1</sup>. Ce langage frappe curieusement de la part de l'Angleterre qui glorifie par principe la non-intervention ! Et pourquoi « les méthodes de la guerre, la déclaration de guerre et tous les autres recours de la loi internationale » sont-ils abandonnés

---

<sup>1</sup> Pour rappel : la Sainte-Alliance fut créée en 1815 au Congrès de Vienne, à l'initiative du tsar Alexandre 1er. Sous la tutelle de Metternich, elle avait pour but de combattre la révolution en Europe et de maintenir le statu quo contre-révolutionnaire sur tout le continent. Au fur et à mesure que les forces révolutionnaires grandirent au cours des années 1860, la Sainte-Alliance se désagrèga.

pour « une intervention autoritaire pour rétablir l'ordre » ? Parce que, dit le *Times*, il « n'existe pas de gouvernement au Mexique ».

Or quel est le but avoué de l'expédition ? « Adresser des revendications aux autorités constituées du Mexique. »

Les seuls griefs des puissances interventrices, les seules raisons qui ont donné à leur hostilité un vernis de justification sont faciles à énumérer. Ce sont les réclamations d'argent des créanciers et quelques outrages personnels subis par des sujets anglais, français et espagnols, et dont le Mexique se serait rendu coupable. Telles étaient les raisons de l'intervention, mentionnées d'abord par le *Morning Post* et confirmées officiellement par lord John Russell il y a quelque temps dans une interview accordée aux représentants des créanciers de l'Etat mexicain en Angleterre. Le *Times* d'aujourd'hui écrit : « L'Angleterre, la France et l'Espagne ont préparé une expédition pour amener le Mexique à remplir ses obligations particulières et assurer la protection des sujets des trois couronnes. ».

Mais, dans la suite de son article, le *Times* opère un tournant, et s'exclame : « Nous obtiendrons indubitablement au moins une reconnaissance de nos revendications financières : en fait, à tout moment, il eût suffi d'une seule frégate britannique pour que nous obtenions satisfaction. Aussi, voulons-nous espérer que les pires excès qui ont été commis, seront réparés rapidement et complètement. Il est clair, en effet, que si nous voulons simplement obtenir cela, il est superflu de recourir aux moyens extrêmes que l'on, nous propose actuellement. ».

Le *Times* confesse ensuite, en termes diffus, que les raisons avancées à l'origine pour justifier l'expédition n'étaient que de creux prétextes, qu'aucune des mesures appliquées en ce moment n'était nécessaire pour obtenir réparation, et qu'en fait la « reconnaissance des dettes financières et la protection des sujets européens » n'avaient absolument rien à voir avec la présente intervention commune au Mexique.

Quels en sont alors les véritables buts ?

Avant de suivre le *Times* dans ses explications, nous voulons, en passant, relever quelques « curiosités » qu'il s'est bien gardé d'aborder. Premièrement, il est vraiment « curieux » que ce soit l'Espagne - précisément l'Espagne - qui entreprenne une croisade pour les sacrosaintes dettes étrangères. Le dernier *Courrier du Dimanche* invite le Gouvernement français à profiter de l'occasion pour contraindre l'Espagne « à l'accomplissement sans cesse ajourné de ses vieilles obligations vis-à-vis des créanciers français ».

Une seconde « curiosité » plus étonnante encore, c'est que Palmerston - qui, selon la récente déclaration de lord John Russell, a préparé le plan d'invasion du Mexique pour forcer son gouvernement à payer les créanciers anglais - que ce même Palmerston ait renoncé, volontairement et sans consulter le Gouvernement mexicain, aux droits reconnus à l'Angleterre par le Traité de 1826, et notamment aux garanties de créance du Mexique en faveur des créanciers anglais.

En vertu du Traité conclu en 1826 avec l'Angleterre, le Mexique s'obligeait à ne tolérer l'instauration de l'esclavage sur aucune partie de son territoire actuel. Une autre clause de ce traité prévoyait que l'Angleterre obtenait une hypothèque sur quarante-cinq millions d'acres de domaine d'Etat au Texas pour garantir les prêts accordés par les capitalistes britanniques. Ce fut Palmerston qui, dix ou douze ans plus tard, intervint comme médiateur en faveur du Texas contre le Mexique. Dans le traité conclu par lui avec le Texas, il ne renonça pas seulement à la clause anti esclavagiste, mais encore à l'hypothèque sur les domaines d'Etat. Ce fut donc lui qui dépouilla les créanciers anglais de leur garantie.

A l'époque, le Gouvernement mexicain protesta; mais, dans l'intervalle, le ministre John C. Calhoun pouvait se permettre cette plaisanterie : annoncer au cabinet de Saint-James que son souhait « d'abolir l'esclavage au Texas serait mieux réalisé par l'annexion du Texas aux Etats-Unis ». En fait, les créanciers anglais perdirent tout droit sur le Mexique, du moment que Palmerston avait sacrifié volontairement la garantie hypothécaire prévue par le traité de 1826.

Cependant, puisque le *Times* lui-même reconnaît que la présente intervention n'a rien à voir avec les réclamations d'argent et les vexations subies par des personnes privées, quel peut bien être son but aussi bien prétendu que réel ?

« Une intervention autoritaire pour rétablir l'ordre ! ». Comme l'Angleterre, la France et l'Espagne projettent une nouvelle Sainte-Alliance et forment un aréopage militaire pour rétablir l'ordre dans le monde entier, il faut - écrit le *Times* - que le Mexique soit « sauvé de l'anarchie et retrouve un gouvernement propre et la paix ». Il faut donc que les agresseurs y « instaurent un gouvernement fort et durable »; qui plus est, ce gouvernement doit être constitué sur la base d'« un parti mexicain ».

Dans ces conditions, faut-il admettre que Palmerston et son porte-parole - le *Times* - considèrent effectivement l'intervention commune comme le moyen d'atteindre le but énoncé, à savoir : « étouffer l'anarchie et instaurer un gouvernement durable au Mexique » ? Le *Times*, loin de caresser des rêves aussi chimériques, écrit ouvertement le 27 septembre dans son premier éditorial : « Le seul point sur lequel il est possible que surgisse un différend entre nos alliés et nous, est celui du gouvernement de la République. L'Angleterre souhaite qu'il soit confié au Parti libéral, actuellement au pouvoir, or, la France et l'Espagne sont suspects de partialité pour le pouvoir ecclésiastique qui vient tout juste d'être renversé... Il serait, en fait, étrange que la France se fasse la protectrice des prêtres et des bandits, dans le vieux et le nouveau monde. ».

Dans son éditorial d'aujourd'hui, le *Times* continue sur sa lancée, et résume ses scrupules en une phrase : « Il est difficile de supposer que toutes les puissances interventrices donnent leur préférence à l'un des deux partis existants au Mexique, et de même on peut difficilement supposer qu'il soit possible de trouver un compromis viable entre des ennemis aussi décidés. ».

Palmerston et le *Times* savent donc parfaitement qu'« il existe un gouvernement au Mexique », que le « Parti libéral » qui a manifestement les préférences de l'Angleterre, est « actuellement au pouvoir », que « le pouvoir de l'Eglise est renversé », que l'intervention espagnole est le dernier espoir des prêtres et des bandits, et qu'enfin toute l'anarchie mexicaine est en voie de disparition. Ils savent donc que l'intervention commune, dont le but avoué serait de sauver le Mexique de l'anarchie, produit l'effet contraire, c'est-à-dire qu'il affaiblit le gouvernement constitutionnel, renforce le parti de l'Eglise grâce aux baïonnettes françaises et espagnoles, rallume le feu pratiquement éteint de la guerre civile, et restaure l'anarchie dans toute son ampleur.

La conclusion que le *Times* en tire lui-même, est à la fois « remarquable » et « curieuse ». Il dit en effet : « Bien que ces considérations puissent donner à réfléchir aux conséquences de l'expédition, elles ne militent pas contre l'opportunité de l'expédition elle-même. ».

Ainsi, que l'expédition contredise ses buts avoués ne milite pas contre son opportunité. De même, que les moyens employés s'opposent aux buts avoués ne milite pas contre eux.

Mais, j'ai gardé jusqu'ici par-devers moi la plus grande « curiosité » que nous réserve le *Times*. En effet, il dit : « Si le président Lincoln

devait accepter l'invitation prévue par le traité à participer aux prochaines opérations, l'affaire prendrait un caractère encore plus curieux. ».

Il serait, en effet, hautement « curieux » que les Etats-Unis, qui vivent en bonne amitié avec le Mexique, s'associent aux colporteurs européens de l'Ordre et, en participant à leur action, sanctionnent l'intervention de l'aréopage militaire européen dans les affaires intérieures des Etats d'Amérique. Le premier plan d'une telle extension de la Sainte-Alliance outre-Atlantique a été conçu par Chateaubriand au profit des Bourbons français et espagnols<sup>1</sup>. Le plan échoua grâce à l'action d'un ministre anglais, M. Cuning, et d'un président américain, M. Monroe<sup>2</sup>. La crise actuelle aux Etats-Unis représente, aux yeux de Palmerston, le moment favorable pour reprendre ce vieux projet sous une forme modifiée. Comme les Etats-Unis ne peuvent se permettre actuellement qu'une force étrangère s'immisce dans la guerre pour l'Union, ils en sont réduits à protester. Les partisans en Europe de la cause américaine souhaitent que les Etats-Unis protestent et refusent, aux yeux du monde entier, toute participation à un projet aussi infâme.

Cette expédition militaire de Palmerston, exécutée en alliance avec deux autres puissances européennes, a été commencée pendant l'intersession parlementaire, c'est-à-dire sans l'approbation, ou mieux, contre la volonté du Parlement britannique. La première guerre extraparlémentaire de Palmerston a été la guerre afghane, dont l'ampleur a été minimisée et la cause justifiée par l'exhibition de documents truqués. Une autre de ces guerres a été la guerre persane de 1857-1858. Palmerston la défendit à l'époque sous le prétexte que « le principe d'un accord préalable du Parlement n'était pas applicable aux guerres asiatiques ». Il semble que ce principe ne s'applique pas davantage aux guerres américaines. En perdant le contrôle des guerres étrangères, le Parlement renonce à tout contrôle sur le trésor national, et le gouvernement parlementaire n'est plus qu'une simple farce.

---

<sup>1</sup> Au cours de l'été 1823, Chateaubriand soumit au ministre français des Affaires extérieures un plan prévoyant une intervention armée dans les pays d'Amérique latine, afin d'y rétablir l'empire colonial espagnol et d'y agrandir le domaine colonial français. Chateaubriand proposait de transformer les colonies espagnoles en royaumes autonomes, qui devaient être dirigés par des princes de la dynastie bourbonne parmi lesquels certains étaient Français. Ce plan se heurta aussi bien à l'opposition des populations locales qu'à celle de l'Angleterre et des Etats-Unis (qui avaient eux-mêmes des visées sur ces pays).

<sup>2</sup> Ainsi, le 2 décembre 1823, le président des Etats-Unis, James Monroe, adressa au Congrès américain une proclamation, où il exposa les principes de sa doctrine : nulle puissance européenne ne devait s'immiscer dans les affaires d'Etats américains ni acquérir de terre sur ce continent. (« L'Amérique aux Américains. ») En contrepartie, il proclama que les USA ne s'immisceraient pas dans les affaires européennes.



## 1.9. Karl Marx : *La destitution de Frémont*

*Die Presse,*  
26 novembre 1861.

En août 1861, le général John Charles Frémont, alors commandant en chef de l'armée du Missouri, proclama la confiscation des biens de toute personne, qui, au Missouri, prendrait les armes contre le gouvernement de Washington ou aiderait l'ennemi de quelque façon que ce soit. Le manifeste déclarait en outre que les esclaves de ces traîtres seraient émancipés. Pour appliquer ces décisions, le général Frémont créa des bureaux pour l'abolition de l'esclavage. Lincoln ordonna officiellement à Frémont de mettre sa proclamation en accord avec la loi sur la confiscation et d'annuler les décisions relatives à l'affranchissement des esclaves (la loi adoptée le 6 août 1861 par le Congrès ne prévoyait que la libération des esclaves qui avaient été directement utilisés par les rebelles à des fins militaires). Comme Frémont refusa d'exécuter les ordres présidentiels, il fut démis de son poste de commandant en chef de l'armée du Missouri en octobre 1861.

Londres, le 19 novembre 1861.

La destitution de Frémont du poste de commandant en chef du Missouri marque un tournant historique dans le cours de la guerre civile américaine. Frémont a expié deux péchés graves. Il fut le premier candidat du Parti républicain à la dignité présidentielle (1856), et c'est le premier général du Nord, qui (le 30 août 1861) menaça les esclavagistes de l'émancipation des esclaves. Il reste donc un rival pour les futurs candidats à la présidence et un obstacle pour les actuels faiseurs de compromis.

Durant les deux dernières décennies, une singulière pratique s'est développée aux Etats-Unis : éviter de faire élire à la présidence un homme ayant occupé une place décisive dans son propre parti. Certes, on utilise le nom de ces personnalités au cours de la campagne électorale, mais sitôt qu'on aborde l'affaire elle-même, on les laisse choir pour les remplacer par des médiocrités inconnues et d'influence purement locale. C'est de cette façon que Polk<sup>1</sup>, Pierce<sup>2</sup>, Buchanan<sup>3</sup>, etc., devinrent présidents. Il en fut de même de A. Lincoln. En fait, le général Andrew Jackson<sup>4</sup> fut le dernier président des Etats-Unis à devoir sa dignité à son importance personnelle, alors que tous ses successeurs la doivent au contraire à l'insignifiance de leur personne.

Au cours de l'année électorale de 1860, les noms les plus distingués du Parti républicain étaient Frémont et Seward<sup>5</sup>. Connu pour ses aventures durant la guerre du Mexique<sup>6</sup>, son audacieuse expédition de Californie et sa candidature de 1856, Frémont était un personnage trop représentatif pour entrer en considération, sitôt qu'il s'agissait non plus d'effectuer une démonstration républicaine, mais

---

<sup>1</sup> James Knox Polk, président des USA de 1845 à 1849.

<sup>2</sup> Franklin Pierce, président des USA de 1853 à 1857.

<sup>3</sup> James Buchanan, président des USA de 1857 à 1861.

<sup>4</sup> Andrew Jackson, président des USA de 1829 à 1837.

<sup>5</sup> Gouverneur de l'Etat de New York de 1839 à 1842, William Henry Seward a été le secrétaire d'Etat de l'administration de Lincoln et de son successeur Andrew Johnson entre 1861 et 1869.

<sup>6</sup> Les Etats-Unis firent la guerre au Mexique de 1846 à 1848 conquérant près de la moitié du pays, notamment tout le Texas, la Nouvelle Californie et le Nouveau-Mexique. Les planteurs esclavagistes du Sud et la grande bourgeoisie financière furent à l'origine de cette campagne expansionniste.

de viser un succès républicain. C'est pourquoi, il ne fut pas candidat.

Il en va autrement de Seward, sénateur républicain au Congrès de Washington, gouverneur de l'Etat de New York et, depuis la naissance du Parti républicain, indiscutablement son meilleur orateur. Il fallut toute une série de défaites mortifiantes pour amener M. Seward à renoncer à sa propre candidature et à patronner de sa voix celui qui, à l'époque, était encore plus ou moins inconnu, A. Lincoln. Cependant, dès qu'il s'aperçut de l'échec de sa propre candidature, il s'imposa lui-même, en tant que Richelieu républicain, à un homme qu'il tenait lui-même pour un Louis XIII républicain. Il contribua donc à faire de Lincoln le président, à condition qu'il fit de lui le secrétaire d'Etat, dignité que l'on peut comparer dans une certaine mesure à celle d'un Premier ministre anglais. De fait, à peine Lincoln était-il élu président, que Seward fut assuré du secrétariat d'Etat. On assista aussitôt à un curieux changement d'attitude du Démosthène du Parti républicain, devenu célèbre, parce qu'il prophétisa un « conflit irrépressible » entre le système du travail libre et celui de l'esclavage. Bien sûr qu'il fût élu le 6 novembre 1860, Lincoln ne devait accéder à la fonction présidentielle que le 4 mars 1861. Dans l'intervalle, au cours de la session d'hiver du Congrès, Seward se fit le centre de toutes les tentatives de compromis. Les organes sudistes dans le Nord - par exemple le *New York Herald*, dont la bête noire avait été jusqu'ici Seward - se mirent soudain à vanter ses mérites d'homme d'Etat de la réconciliation et, effectivement, ce ne fut pas sa faute si la paix à tout prix ne fut pas conclue. Manifestement, Seward utilisait le secrétariat d'Etat comme tremplin et se préoccupait moins du présent « conflit irrépressible<sup>7</sup> » que de la future présidence. Il a prouvé une fois de plus que les virtuoses de la langue étaient des hommes d'Etat dangereux auxquels on ne peut faire confiance. Qu'on lise ses dépêches d'Etat ! C'est un mélange ignoble de grands mots et de petit esprit, de force apparente et de faiblesse réelle.

Pour Seward, Frémont était un rival dangereux qu'il fallait perdre. Cette entreprise apparut d'autant plus facile que, conformément à ses habitudes d'avocat, Lincoln a une aversion pour tout ce qui est génial, s'accroche anxieusement à la lettre de la Constitution et redoute tout pas qui pourrait décevoir les « loyaux » esclavagistes des Etats frontières. Le caractère de Frémont offrit un autre prétexte. C'est manifestement un homme de pathos, quelque peu excessif et hyperbolique, porté aux envolées mélodramatiques. Le gouvernement l'incita tout d'abord à démissionner volontairement en l'accablant de toutes sortes de chicanes. Lorsque cette méthode échoua, il lui enleva son commandement, au moment précis où l'armée qu'il avait organisée lui-même se trouvait face à face avec l'ennemi dans le sud-ouest du Missouri et qu'il fallait livrer la bataille décisive.

Frémont est l'idole des Etats du nord-ouest qui le célèbrent comme *pathfinder* (éclaireur). Ils considèrent sa destitution comme une injure personnelle. Si le gouvernement de l'Union subit encore quelques revers comme ceux de Bull Run et de Balls Bluff<sup>8</sup>, il aura donné lui-même John Frémont pour chef à l'opposition, qui se dressera alors contre lui et brisera l'actuel système diplomatique de conduite de la guerre. Nous reviendrons plus tard sur les accusations publiées par le ministère de la Guerre de Washington contre le général destitué.

---

<sup>7</sup> L'expression est de W.H. Seward dans son discours du 25 octobre 1858 à Rochester.

<sup>8</sup> Sur la rivière *Bull Run*, près de la ville de Manassas, au sud-ouest de Washington, eut lieu le 21 juillet 1861 la première bataille importante de la guerre civile américaine. L'armée du Sud triompha des troupes nordistes plus nombreuses, mais mal préparées.

Au cours de la bataille de *Balls Bluff*, au nord-ouest de Washington, les armées sudistes anéantirent le 21 octobre 1861 plusieurs régiments de l'armée du général Stone qui avaient traversé le Potomac et s'étaient retrouvés sans renforts. Ces deux batailles mirent en évidence les lacunes sérieuses au sein de l'organisation et de la direction des armées nordistes.

## 1.10. Fr. Engels : *Les leçons de la guerre américaine*

*The Volunteer journal for Lancashire and Cheshire*  
N° 66  
du 6.12.1861.

*Le Journal des volontaires du Lancashire et du Cheshire* est un hebdomadaire militaire qui a paru de 1860 à 1862 à Manchester. Engels en a été le collaborateur d'août 1860 à mars 1862. Il y publiera notamment, entre la fin octobre 1860 et la mi-janvier 1861, une série d'articles qui ont fait sensation<sup>1</sup> sur l'histoire du fusil canon rayé<sup>2</sup>.

A cette date de décembre 1861, le conflit américain en est encore à ses débuts. La bataille de Bull Run, près de la ville de Manassas, le 31 juillet 61, s'est terminée par une victoire des troupes sudistes, mais les forces en présence se livrent à des combats, comme à Wilson Creek, le 10 août 61, et à Ball's Bluff, le 21 octobre, qui n'aboutissent encore à aucun avantage véritablement stratégique.

Engels insiste dans cet article sur le caractère indécis des engagements militaires en raison de l'impréparation militaire des troupes et de leur encadrement.

Il y a quelques semaines, nous avons attiré l'attention du public sur le procès d'épuration qui s'impose dans l'armée américaine de volontaires<sup>3</sup>. Nous n'avons alors nullement épuisé les leçons précieuses que cette guerre donne aux volontaires de ce côté-ci de l'Atlantique. Nous nous permettons donc de revenir sur ce thème.

La manière dont on a conduit la guerre jusqu'ici en Amérique est effectivement sans précédent. Du Missouri à la baie de Chesapeake, on trouve face à face un million de soldats divisés presque dans la même proportion entre les deux camps adverses. Or, cette situation dure depuis plus de six mois sans qu'il y ait eu une seule action importante. Dans le Missouri, les deux armées avancent tour à tour, se retirent, livrent une bataille, avancent et reculent de nouveau, sans en venir à un résultat tangible.

Aujourd'hui encore, après sept mois de marches en avant et en arrière, à l'occasion de quoi le pays a sans doute été atrocement ravagé, les choses paraissent plus éloignées que jamais d'une décision. Après une période assez longue d'une apparente neutralité - en réalité, de préparation - la situation semble analogue au Kentucky; en Virginie occidentale, nous assistons constamment à de petits accrochages sans résultat notable; et, sur les deux rives du Potomac, le gros des deux armées est concentré à portée de vue sans que personne n'ait l'intention d'attaquer, prouvant par là que, dans l'état actuel des choses, il serait sans intérêt de remporter une victoire. De fait, cette manière stérile de conduire la guerre peut encore durer des mois, si certaines circonstances, qui n'ont rien à voir avec cette situation, ne provoquent pas de changements majeurs.

Comment expliquer cela ?

---

<sup>1</sup> Marx à F. Lassalle, le 2 octobre 1860 : « Cet article a été reproduit et commenté dans toute la presse londonienne » (C6, pp. 221-222).

<sup>2</sup> « The History of the Rifle » (MEW, t. 15, pp. 195-226).

<sup>3</sup> Engels fait allusion à son article sur les *Officiers volontaires* paru le 22 novembre 1861 dans *The Volunteer journal for Lancashire and Cheshire* (MEW, t. 15, pp. 384-388).

Des deux côtés, les Américains ne disposent pratiquement que de volontaires. Le petit noyau de l'ancienne armée régulière des États-Unis, ou bien a été dissous, ou bien est trop faible pour agir sur les masses énormes de recrues non encore formées qui sont réunies sur le théâtre de guerre. Pour faire de tous ces hommes des soldats, on ne dispose même pas d'un nombre suffisant de sergents instructeurs. C'est pourquoi, l'entraînement des troupes est fort long, et on ne saurait dire combien il faudra de temps pour que l'excellent matériel de soldats concentré sur les deux rives du Potomac soit en état d'avancer en masse, afin de livrer ou d'accepter la bataille avec des forces combinées.

Même si les soldats pouvaient être formés à l'art militaire, il n'y aurait pas assez d'officiers pour les commander. On manque notamment d'officiers de compagnie - qui évidemment ne peuvent sortir tout prêts des rangs des civils - voire d'officiers pour commander les bataillons, même si on voulait nommer à un tel poste les lieutenants ou cornettes. Il faut donc un nombre considérable de commandants du civil; mais quiconque est tant soit peu au courant de la situation de nos propres volontaires pensera aussitôt que McClellan ou Beauregard ne font pas preuve d'une prudence exagérée, lorsqu'ils refusent de faire exécuter des actions offensives ou des manœuvres stratégiques compliquées par des commandants du civil, qui ne sont à ce poste que depuis six mois.

Admettons cependant que cette difficulté soit pour l'essentiel aplanie, que les commandants du civil aient acquis, en même temps que leurs uniformes, les connaissances, l'expérience et l'assurance nécessaires à l'exécution de leur service, du moins en ce qui concerne l'infanterie. Mais, qu'en est-il de la cavalerie ? Former militairement un régiment de cavalerie exige plus de temps et d'expérience de la part des officiers instructeurs qu'il n'en faut pour former un régiment d'infanterie. Admettons que tous les hommes qui rejoignent leur corps sachent déjà monter à cheval - c'est-à-dire s'y tenir correctement, maîtriser la monture, la nourrir et la soigner - il n'en reste pas moins que cela raccourcira à peine le temps qu'il faut pour les instruire. L'équitation militaire, une maîtrise telle que le cheval se laisse conduire pour tous les mouvements exigés par les évolutions de la cavalerie, tout cela diffère entièrement de l'équitation propre aux civils. La cavalerie de Napoléon que sir William Napier (*History of the Peninsular War*) estimait presque plus que la cavalerie anglaise d'aujourd'hui, se composait - comme chacun sait - des cavaliers les plus piétres qui aient jamais orné une selle. Or, beaucoup de nos cavaliers d'occasion trouvent qu'ils ont encore un certain nombre de choses à apprendre, lorsqu'ils entrent dans un corps monté de volontaires. Il n'est donc pas étonnant de constater que les Américains n'aient qu'une cavalerie très médiocre, et que le peu dont ils disposent - quelques troupes d'irréguliers (*rangers*) à la manière cosaque ou indienne - est incapable d'une attaque en ordre compact. En ce qui concerne l'artillerie et les troupes du génie, leur situation est sans doute pire encore. Ces deux armes ont un caractère hautement scientifique et exigent une instruction longue et minutieuse des officiers ainsi que des sous-officiers, instruction plus poussée encore que dans l'infanterie. Au surplus, l'artillerie est une arme plus complexe que la cavalerie elle-même; elle exige des batteries de canons, et donc des chevaux dressés pour leur manœuvre, et deux groupes d'hommes expérimentés, les canonniers et les conducteurs. En outre, il faut de nombreux fourgons à munitions, de grands laboratoires pour la poudre, des forges et autres ateliers : tout cela doit être équipé de machines compliquées. On dit que les fédérés ont six cents batteries en campagne, mais on s' imagine comment elles sont servies, car on sait qu'en partant de zéro il est absolument impossible de mettre sur pied, en six mois, cent batteries complètes, convenablement équipées et bien servies.

Mais, admettons une fois de plus que toutes ces difficultés aient été aplanies et que les éléments combattants des deux camps ennemis soient prêts à entrer en action. Encore faudrait-il qu'ils puissent se déplacer. En outre, il faut approvisionner une armée, et dans un

pays relativement peu peuplé comme la Virginie, le Kentucky et le Missouri, une grande armée doit être approvisionnée essentiellement grâce au système des dépôts. Il faut constituer des réserves de munitions; l'armée doit être accompagnée de forgerons militaires, de selliers, de menuisiers et autres artisans, afin de tenir le matériel de guerre en bon état de fonctionnement. Or, toutes ces choses indispensables faisaient défaut en Amérique; il fallut d'abord commencer par organiser tout cela, et rien ne prouve qu'au moins l'intendance et les transports de l'une des deux armées aient dépassé aujourd'hui le stade préparatoire.

L'Amérique - le Nord aussi bien que le Sud, la Fédération aussi bien que la Confédération - ne disposait pour ainsi dire d'aucune organisation militaire. L'armée de ligne était absolument insuffisante, ne serait-ce que du point de vue quantitatif, pour faire campagne contre un adversaire sérieux. Il n'y avait guère de milice. Les guerres précédentes de l'Union n'exigèrent jamais un gros effort des forces militaires du pays. Dans les années 1812 à 1814, l'Angleterre ne disposait plus guère de soldats, et le Mexique se défendit surtout avec des bandes dépourvues de discipline. C'est un fait que l'Amérique, en raison de sa situation géographique, n'avait pas d'ennemi qui eût pu l'attaquer d'où que ce soit avec plus de trente à quarante mille soldats, et, pour cette force numérique, l'immense étendue du pays représente un obstacle bien plus terrible que toute armée que l'Amérique pourrait lui opposer. Cependant, son armée suffisait à constituer le noyau pour quelque cent mille volontaires et à leur assurer une formation militaire en un délai approprié.

Mais, dès lors que la guerre civile oppose entre eux plus d'un million d'hommes, tout le système s'effondre, et il faut tout reprendre par le début. Le fait est là. Deux corps de troupe gigantesques et patauds, chacun craignant l'autre et redoutant presque autant une victoire qu'une défaite, se font face et cherchent à grands frais à se transformer en une organisation à peu près régulière. Aussi terrible que soit le prix, il doit être payé du fait de l'absence totale d'une base organisée sur laquelle on pourrait édifier l'armée. Il ne peut en être autrement, étant donné l'ignorance et l'inexpérience qui règnent dans tous les domaines militaires ! Certes, ces dépenses énormes n'apportent qu'un avantage extrêmement faible d'efficacité et d'organisation, mais peut-il en être autrement ?

Les volontaires britanniques peuvent remercier leur bonne étoile, car ils disposent dès le commencement d'une importante armée de métier bien disciplinée et expérimentée, qui les prend sous son aile. Abstraction faite des préjugés propres à tout corps de métier, cette armée a bien accueilli et convenablement traité les volontaires. Nous voulons espérer que nul ne pense qu'une organisation de volontaires peut, d'une manière ou d'une autre, rendre superflue l'armée régulière. Si certains volontaires le pensaient, il leur suffirait de jeter un coup d'œil sur l'état des deux armées américaines de volontaires pour constater leur ignorance et leur présomption. Aucune armée nouvellement formée de civils ne peut être efficace, si elle n'est pas soutenue et aidée par les gigantesques ressources intellectuelles et matérielles qui se trouvent entre les mains d'une armée régulière relativement forte, en ce qui concerne surtout l'organisation, cette force principale des armées régulières.

Admettons que l'Angleterre soit menacée d'une invasion, et comparons ce qui s'y produirait avec ce qui se passe en Amérique. En Angleterre, tout le travail supplémentaire qu'entraîne la formation d'une année de volontaires de trois cent mille hommes serait pris en charge par le ministère de la Guerre, avec l'aide de quelques fonctionnaires qu'il serait facile de trouver parmi les experts militaires bien entraînés. Il existe assez d'officiers en demi-solde, qui pourraient sans doute prendre sous leur contrôle trois ou quatre bataillons de volontaires, et, avec un peu de peine, chaque bataillon pourrait être flanqué d'un adjudant et d'un commandant. Bien sûr, la cavalerie ne pourrait pas être organisée aussi rapidement, mais une réorganisation énergique des volontaires de l'artillerie avec des

officiers et des conducteurs de l'artillerie royale pourrait doter de nombreuses batteries de campagne d'hommes capables. Les ingénieurs du pays n'attendent qu'une occasion pour recevoir la formation de l'élément militaire de leur métier, de sorte qu'ils seraient des officiers du génie de tout premier plan. Les services de l'intendance et des transports sont déjà sur pied et peuvent facilement être améliorés pour couvrir les besoins de quatre cent mille hommes aussi bien que ceux de cent mille. Rien ne serait laissé au hasard, en désordre; partout on aiderait et on soutiendrait les volontaires, qui ne doivent pas aller à tâtons dans l'obscurité. Dès lors, si l'Angleterre se précipite dans une guerre - abstraction faite des fautes qui sont inévitables - nous ne voyons aucune raison pour que l'organisation militaire ne soit pas au point en l'espace de six semaines.

Il suffit de considérer l'Amérique pour se rendre compte de la valeur d'une armée régulière pour l'organisation d'une armée de volontaires.

## 1.11. Karl Marx : Les dernières informations et leurs effets à Londres

*New-York Daily Tribune,*  
19 décembre 1861.

Cet article de Marx à l'adresse du *New-York Daily Tribune* concerne **l'affaire du Trent**.

Le 6 novembre 1861, Charles Wilkes le capitaine du « San Jacinto », un navire de guerre nord-américain, avait arraisonné, non loin de Cuba, le *Trent*, un navire postal britannique en route vers l'Europe et avait fait arrêter les ambassadeurs de la Confédération qui s'y trouvaient, John Slidell et James Murray Mason, ainsi que leurs secrétaires.

L'événement va soulever à Londres un problème diplomatique très délicat en raison de la déclaration de neutralité que le gouvernement anglais avait proclamée à l'égard du conflit américain<sup>1</sup>. La mission des diplomates sudistes était précisément de faire reconnaître la Confédération sudiste par la Grande-Bretagne.

En réaction à cet incident le gouvernement britannique n'hésitera pas à voter des crédits pour la mise en place d'une flotte de guerre à destination du Canada et à adresser à Washington un véritable ultimatum pour la libération des deux captifs.

La décision prise par le gouvernement de l'Union, le 26 décembre 61, de libérer les prisonniers mettra un terme à l'affaire en confortant même un climat de confiance entre les nordistes et les Anglais<sup>2</sup>.

Londres, le 30 novembre 1861.

Depuis la déclaration de guerre contre la Russie en 1853, je n'ai jamais observé dans toutes les couches de la société anglaise une excitation pareille à celle qu'ont suscitée les informations relatives à l'affaire du *Trent* apportées à Southampton par le *La Plata*, le 27 courant. Vers deux heures de l'après-midi, le télégraphe électrique annonça publiquement cet « événement déplaisant » dans la salle d'information des bourses britanniques. Toutes les actions commerciales baissèrent, tandis que le prix du salpêtre monta. Le cours des titres consolidés de l'Etat anglais diminua de soixante-quinze pour cent, et chez Lloyd<sup>3</sup> on demanda un supplément de cinq guinées pour couvrir les risques découlant de la guerre pour les navires de New York. En fin d'après-midi, les rumeurs les plus pessimistes circulaient à Londres : l'ambassadeur américain aurait sur-le-champ reçu son passeport, des ordres auraient été donnés pour réquisitionner tout de suite tous les navires américains dans les ports du Royaume-Uni, etc.

Les marchands de coton de Liverpool - amis de la sécession - utilisèrent l'occasion pour convoquer en quelque dix minutes dans les locaux

<sup>1</sup> Ce qui reconnaissait implicitement la Confédération sudiste comme un belligérant à part entière.

<sup>2</sup> Engels évoque cet événement dans sa lettre à Marx du 27 novembre 61 : « Faut-il que ces Yankees soient complètement cinglés pour faire un coup pareil, celui des ambassadeurs confédérés ! Le fait qu'ici aussi, dans la Manche, un navire de guerre attendait le bateau transportant le courrier montre bien que Washington avait donné des instructions générales. S'emparer par la force de prisonniers politiques à bord du navire étranger, n'est-ce pas le *casus belli* le plus flagrant qu'on puisse imaginer. Il faut vraiment que les bougres soient fous pour se mettre sur le dos une guerre avec l'Angleterre. ». (C6, p. 374)

Marx avait déjà publié sur cette affaire un article (« The Trent Case ») paru dans l'édition de *Die Presse* du 2 décembre 61. Il y reviendra à de multiples reprises.

<sup>3</sup> Lloyd est la compagnie d'assurances londonienne bien connue. Ce nom vient d'Edward Lloyd (mort en 1726), qui tenait un café où les marchands et assureurs (maritimes) avaient l'habitude de se rencontrer.

du commerce cotonnier de la bourse un meeting de protestation sous la présidence de M. Spence, auteur d'un obscur pamphlet en faveur de la Confédération sudiste<sup>1</sup>. Le commandant Williams, agent de l'amirauté à bord du *Trent*, qui était arrivé avec le *La Plata*, fut aussitôt mandé à Londres.

Le lendemain, le 28 novembre, la presse londonienne fit montre, en gros, d'un esprit de modération, qui contrastait étrangement avec *la formidable agitation politique et affairiste de la veille*. Les journaux de Palmerston - *le Times*, *le Morning Post*, *le Daily Telegraph*, *le Morning Advertiser* et *le Sun* - avaient eu pour instruction d'être apaisants plutôt que de jeter de l'huile sur le feu. Dans ses remarques sur l'attitude du *San Jacinto*, *le Daily News* avait évidemment moins l'intention d'attaquer le gouvernement de l'Union que d'écarter de lui-même le soupçon de « préjugé yankee », tandis que *le Morning Star* - l'organe de John Bright - sans se prononcer sur l'opportunité et l'intérêt de l'« action », défendit son caractère légal. Il n'y eut que deux exceptions parmi les habituels ténors de la presse londonienne. Les plumitifs conservateurs du *Morning Herald* et du *Standard* - en réalité un seul journal sous des noms différents - donnèrent libre cours à leur satisfaction farouche, en écrivant que les « républicains » étaient tombés dans le piège, et qu'on avait trouvé un *casus belli* tout cuit. Ils ne furent soutenus que par un autre journal - *le Morning Chronicle* - qui s'efforce depuis des années de prolonger sa misérable existence, en se vendant tour à tour à l'empoisonneur Palmer<sup>2</sup> et aux Tuileries.

L'excitation de la bourse s'apaisa en grande partie, en raison du ton conciliant des journaux marquants de Londres. Ce même 28 novembre, le commandant Williams déposa devant l'Amirauté et exposa les circonstances de l'incident survenu dans le canal d'Old Bahama. Son rapport, en même temps que la déposition écrite des officiers du *Trent*, furent aussitôt soumis aux conseillers juridiques de la Couronne, dont l'opinion fut communiquée tard dans la soirée de manière officielle à Lord Palmerston, Lord Russell et autres membres du gouvernement.

Le 29 novembre, on pouvait noter un léger changement de ton dans la presse gouvernementale. On apprit que les conseillers juridiques de la Couronne, en se plaçant sur le plan technique, avaient déclaré que l'action de la frégate *San Jacinto* était illégale, et que le cabinet réuni le jour même en conseil plénier avait décidé d'envoyer, par le prochain vapeur, des instructions à Lord Lyons<sup>3</sup>, afin qu'il agisse conformément à la décision des conseillers juridiques de la Couronne. L'agitation redoubla dans tous les centres d'affaires importants, tels la Bourse, les Lloyd's, le comptoir Jérusalem, le Baltique<sup>4</sup>, etc.; elle atteignit son comble avec la nouvelle selon laquelle on avait interrompu la veille les livraisons prévues de salpêtre à l'Amérique et que le 29, les autorités douanières avaient reçu l'ordre d'interdiction générale d'exporter cet article à quel que pays que ce soit, sauf exceptions très strictes. Le cours des papiers d'Etat anglais continua de tomber de soixante-quinze pour cent, et à un moment donné ce fut la panique dans toutes les bourses, car il était devenu impossible d'effectuer la moindre transaction avec quelque sécurité, la valeur de tous les papiers subissant une sévère dépression, comme en témoignent tous les rapports. Dans l'après-midi, on assista à une légère reprise en Bourse, à la suite de diverses rumeurs, et notamment l'information selon laquelle M. Adams aurait exprimé l'avis que le cabinet de Washington désavouerait les procédés employés à bord du *San Jacinto*.

---

<sup>1</sup> Allusion à l'écrit de J. Spence, *The American Union*, publié à Londres au courant de l'année 1861.

<sup>2</sup> En référence au personnage de William Palmer, médecin de formation et célèbre empoisonneur. Il sera condamné à mort pour meurtre et pendu le 14 juin 1856 à la prison de Stafford après un procès retentissant.

<sup>3</sup> Diplomate britannique, ambassadeur à Washington de 1858 à 1865.

<sup>4</sup> Le *Baltic Mercantile and Shipping Exchange, Limited* - un marché international du fret et des marchandises, ainsi nommé d'après le Baltic Coffee-House du milieu du XVIIIe siècle, fréquenté par les marchands faisant le commerce avec les ports de la Baltique.



Le 30 novembre (aujourd'hui), tous les journaux londoniens - à la seule exception du *Morning Star* - posèrent l'alternative suivante : réparation par le cabinet de Washington, *ou guerre*.

Après cette brève relation des événements survenus depuis l'arrivée de *La Plata*, je voudrais exposer les opinions relatives à cette affaire. Il faut considérer la saisie des deux émissaires du Sud à bord d'un vapeur postal sous deux aspects, l'un juridique, l'autre politique.

Pour ce qui est de l'aspect légal de l'affaire, la première difficulté soulevée par la presse conservatrice et le *Morning Chronicle*, c'est que les Etats-Unis n'ont jamais reconnu les sécessionnistes du Sud comme puissance belligérante, de sorte qu'ils ne sauraient revendiquer des droits de la guerre.

Ces sophismes furent aussitôt réfutés par la presse gouvernementale elle-même. Le *Times* écrit : « Nous avons déjà reconnu ces Etats confédérés comme puissance belligérante, et - le moment venu - nous reconnaitrons leur gouvernement. C'est pourquoi, nous nous sommes imposé à nous-mêmes tous les devoirs et désagréments d'une puissance neutre vis-à-vis de deux belligérants. ».

Ainsi, les Etats-Unis - qu'ils aient reconnu ou non à la Confédération la qualité de belligérant - ont le droit de demander à l'Angleterre de se soumettre à tous les devoirs et désagréments d'une puissance neutre dans une guerre maritime.

En conséquence, toute la presse londonienne - à l'exception des journaux cités - reconnaît au *San Jacinto* le droit d'arraisonner et de fouiller le *Trent*, afin de s'assurer si les marchandises ou les personnes à son bord entrent dans la catégorie de la « contrebande de guerre ». Or, le *Times* insinue que la législation anglaise en la matière « a été faite dans des circonstances absolument différentes de celles d'aujourd'hui » ; qu'« à cette époque, il n'existait ni bateaux à vapeur ni navires postaux, chargés du courrier intéressant directement le monde entier » ; que « nous » (Anglais) nous luttions pour notre existence et qu'en ces jours nous avons fait ce que nous ne permettrions pas à d'autres de faire ». Tout cela n'est pas sérieux. Le Moniteur privé de Palmerston - le *Morning Post* - a déclaré le même jour que les navires postaux étaient de simples navires de commerce et n'entraient pas dans la catégorie des vaisseaux de guerre et de transport qui ne sont pas soumis au droit de recherche. En fait, le droit de recherche du *San Jacinto* a été reconnu par la presse londonienne aussi bien que par les conseillers juridiques de la Couronne. L'objection selon laquelle le *Trent* ne circulait pas d'un port belligérant à un autre port belligérant, mais au contraire d'un port neutre à un autre port neutre, a été écartée par la décision de lord Stowell, à savoir que le droit de recherche sert aussi à se rendre compte du lieu de destination d'un navire.

On a soulevé ensuite la question de savoir si le *San Jacinto*, en tirant un obus par-dessus la proue du *Trent*, puis une grenade qui explosa en mer, n'avait pas violé les usages et la courtoisie de règle dans l'exercice du droit de recherche et de visite. En général, la presse londonienne a admis que les détails de l'affaire n'étant connus jusqu'ici que par les déclarations d'une seule partie en cause, une question aussi mineure ne devait pas influencer le Gouvernement britannique dans la décision à prendre.

Dès lors que l'on a ainsi reconnu le droit de recherche exercé par le *San Jacinto*, il faut se demander ce qu'il cherchait ? Quelle est la nature de la *contrebande de guerre* que le *Trent* était soupçonné de pratiquer ? Il faut d'abord définir la contrebande de guerre. Les dépêches d'un gouvernement belligérant en font-elles partie ? Les personnes qui portent ces dépêches entrent-elles dans cette définition ? Au cas où l'on répond positivement à ces deux questions, ces dépêches et leurs porteurs sont-ils de la contrebande de guerre, s'ils sont trouvés sur un navire de commerce circulant d'un port neutre à un autre port neutre ? La presse londonienne admet que les décisions des autorités juridiques

les plus hautes des deux côtés de l'Atlantique sont si contradictoires et peuvent être soutenues avec la même apparence de justice, qu'en toute hypothèse le *San Jacinto* a créé un cas de *prima facie*<sup>1</sup>.

En accord avec cette opinion courante dans la presse anglaise, les conseillers juridiques de la Couronne ont laissé tomber la matérialité de la question juridique et n'ont posé que la question de forme. Ils affirment que le droit international n'a pas été violé dans son contenu, mais seulement dans la forme. Ils sont arrivés à la conclusion que le commandant du *San Jacinto* a commis une faute en arrêtant, de sa propre initiative, les émissaires du Sud, au lieu de conduire le *Trent* dans un port de l'Union pour soumettre son cas au tribunal de prise nord-américain, nul croiseur armé n'ayant le droit de s'ériger en juge sur mer. C'est pourquoi, les conseillers juridiques de la Couronne anglaise accusent - selon moi, à bon droit - le *San Jacinto* d'une simple faute de procédure. Il serait facile de déterrer des exemples juridiques qui montrent que l'Angleterre s'est rendue coupable de violations analogues de formalités du droit maritime, mais les violations de la loi ne doivent jamais supplanter la loi elle-même.

On peut se demander à présent si la réparation demandée par le Gouvernement anglais - à savoir la restitution des émissaires du Sud - peut être maintenue, dès lors que les Anglais eux-mêmes considèrent cette violation du droit comme une question de forme et non de substance ? Un juriste du Temple<sup>2</sup> remarque à ce sujet dans le *Times* d'aujourd'hui : « Même si l'affaire n'est pas aussi clairement en notre faveur qu'au cas où nous pourrions attaquer la décision d'une cour américaine relative à ce navire et montrer qu'elle est manifestement en contradiction avec le droit international, l'attitude erronée du capitaine américain laissant le *Trent* poursuivre sa route vers Southampton est à l'avantage des propriétaires et passagers britanniques. Mais, peut-on pour autant découvrir dans une faute de procédure qui joue en notre faveur, la base d'une querelle internationale ? ».

Cependant, si le Gouvernement américain doit concéder, me semble-t-il, que le capitaine Wilkes a violé le droit maritime de manière formelle ou matérielle, le souci de son prestige et de ses intérêts pourrait par ailleurs lui dicter de chicaner sur les conditions de réparation de la partie lésée. Quoi qu'il en soit, le gouvernement devrait savoir qu'il travaillerait pour les sudistes s'il permettait que les Etats-Unis soient impliqués dans une guerre avec l'Angleterre, et qu'une telle guerre serait un don du ciel pour Napoléon III du fait de ses difficultés actuelles, de sorte que les cercles officiels français l'appuieraient; enfin, que le Gouvernement anglais, soit avec les forces actuellement sous commandement britannique dans les garnisons d'Amérique du Nord et des Indes occidentales, soit avec les armées pour l'expédition mexicaine, disposerait d'une supériorité écrasante sur mer.

En ce qui concerne l'aspect politique de la saisie dans le canal de Bahama, la presse non seulement d'Angleterre, mais encore de tout le continent est unanime à s'étonner de la conduite étrange du Gouvernement américain, qui provoque de si dangereuses tensions internationales pour s'emparer de MM. Mason, Slidell et Co, alors que MM. Yancey<sup>3</sup> et Man<sup>4</sup> se pavanent à Londres.

Le *Times* a certainement raison, lorsqu'il écrit : « Même M. Seward devrait reconnaître que la voix des émissaires sudistes agit du fond de leur captivité, avec mille fois plus de force sur Londres et Paris que si on l'avait écouté à Saint James et aux Tuileries. ».

---

<sup>1</sup> « à première vue », au premier coup d'œil ». En anglais juridique moderne, l'expression signifie qu'au premier examen, une affirmation semble évidente à partir des faits. Dans les pays soumis à la common law, *prima facie* désigne une preuve qui, à moins d'être réfutée, suffit à prouver une proposition ou un fait précis.

<sup>2</sup> Le Temple - deux bâtiments, ou rangées de bâtiments, occupés par deux des quatre auberges de la cour de Londres (Inner Temple et Middle Temple), sur le site d'un établissement monastique des Templiers.

<sup>3</sup> William Lowndes Yancey, démocrate du Sud et commissaire de la Confédération à Londres en 1861-1862.

<sup>4</sup> Ambrose Dudley Mann, diplomate américain commissaire de la Confédération à Londres en 1861-62.

La population des Etats-Unis, qui a accepté de si grand cœur de limiter sa propre liberté afin de sauver sa patrie ne manquera pas de renverser en sa faveur le courant de l'opinion publique en Angleterre, en reconnaissant ouvertement et en réparant prudemment une gaffe internationale qui menace de réaliser les espoirs les plus insensés des rebelles du Sud.

## 1.12. Karl Marx, *Crise dans la question esclavagiste*

*Die Presse*,  
14 décembre 1861.

Londres, le 10 décembre 1861.

De toute évidence, les Etats-Unis ont atteint un point de crise dans la question qui se trouve au fond de toute la guerre civile : *celle des esclaves*. Le général Frémont a été démis de ses fonctions, parce qu'il avait déclaré que les esclaves des *rebelles* devaient être affranchis<sup>1</sup>. Peu après, le gouvernement de Washington publia une adresse au général Sherman, commandant de l'expédition en Caroline du Sud, qui allait plus loin que la proclamation de Frémont, puisqu'elle prescrivait que les esclaves en fuite, même s'ils appartenaient à des esclavagistes « loyaux », devaient recevoir le statut de salarié et, dans certaines conditions, être armés, les esclavagistes « loyaux » se consolant à l'idée de toucher ultérieurement une compensation.

Le colonel Cochrane va plus loin que Frémont et réclame l'armement général des esclaves, comme mesure de guerre<sup>2</sup>. Le secrétaire à la Guerre approuve officiellement l'« esprit » des propositions de Cochrane.

Sur ces entrefaites, le secrétaire à l'Intérieur désavoue le secrétaire à la Guerre, au nom du gouvernement. Le secrétaire à la Guerre réitère son « opinion » avec plus d'énergie encore lors d'une conférence officielle, et révèle qu'il a soulevé cette question dans une communication au Congrès. Le successeur de Frémont au Missouri, le général Halleck, de même que le général Dix<sup>3</sup> en Virginie orientale chassent les esclaves fugitifs des camps de l'armée et leur interdisent à l'avenir de réapparaître à proximité des positions occupées par leur armée. Toutefois, au même moment, le général Wool<sup>4</sup> accueille à bras ouverts la « contrebande » noire<sup>5</sup> au fort de Monroe; les vieux leaders du Parti démocrate, les sénateurs Dickinson et Crowell (ex membre de la soi-disant régence démocrate<sup>6</sup>) approuvent Cochrane et Cameron, et le colonel Jennison surpasse tous ses supérieurs hiérarchiques dans un ordre du jour à ses troupes, où il déclare entre autres :

« Pas de temporisation en ce qui concerne les rebelles et ceux qui sympathisent avec eux... J'ai déclaré au général Frémont que je n'ai pas pris les armes, que je sache, pour que l'esclavage survive à ce combat. Les esclaves appartenant aux rebelles trouveront toujours aide et protection dans ce camp, et nous les défendrons jusqu'au dernier homme et jusqu'à la dernière cartouche. *Je ne veux pas,*

<sup>1</sup> Cf. le précédent article de Marx du 26 novembre 1861 dans *Die Presse*.

<sup>2</sup> En référence au « Message aux soldats » de John Cochrane publié par le NYDT du 15 novembre 1861.

<sup>3</sup> John Adams Dix, démocrate du Nord et commandant de l'armée de l'Union dans le Maryland et en Virginie.

<sup>4</sup> John Ellis Wool, général abolitionniste américain, commandant des troupes nordistes en Virginie.

<sup>5</sup> Au cours de la guerre civile américaine, on appelait « contrebande noire » les esclaves qui s'étaient échappés de chez leurs maîtres pour chercher refuge dans les camps militaires de l'Union. Malgré les ordonnances du gouvernement de Washington, certains généraux de l'Union refusèrent, au cours des premiers mois de la guerre de Sécession, de rendre ces Noirs à leurs anciens propriétaires. Pour se justifier, ils affirmèrent que ces esclaves étaient la propriété de rebelles qui utilisaient leurs esclaves à des travaux militaires (creuser des tranchées, par ex.), de sorte qu'on pouvait considérer ces esclaves comme « contrebande de guerre » et les retenir. A l'automne 1861, il y eut un afflux massif d'esclaves fugitifs à Fort Monroe, en Louisiane. Le général Wool a utilisé les Noirs valides comme travailleurs gratuits et a retenu une partie de leurs revenus pour soutenir les Noirs handicapés et malades.

<sup>6</sup> La régence démocrate était le groupe dirigeant du Parti démocrate dans l'Etat de New York. Elle exista jusqu'en 1854 et siégeait à Albany qui était le centre administratif de l'Etat de New York.

*parmi mes troupes, des hommes qui ne soient pas abolitionnistes. Ici, il n'y a pas place pour eux, et j'espère qu'il n'y en a pas chez nous, car chacun sait que l'esclavage est le fond, le milieu et la pointe de cette guerre infernale... Si le gouvernement désapprouve ma manière d'agir, il peut reprendre mon brevet d'officier, mais, dans ce cas, j'agirai de ma propre initiative, même si, au début, je ne peux compter que sur six hommes<sup>7</sup>. ».*

Dans les Etats frontières esclavagistes - notamment au Missouri, et à un degré moindre au Kentucky - la question des esclaves est en voie de se résoudre dans la pratique. En effet, les éléments esclavagistes y sont balayés en masse. Par exemple, au Missouri, cinquante mille esclaves ont disparu, une partie s'étant enfuie, une autre ayant été déportée par les esclavagistes vers les Etats se trouvant plus au sud.

Un événement, très important et caractéristique, qui ne trouve curieusement aucun écho dans quelque journal anglais que ce soit. Le 18 novembre, a eu lieu une réunion des délégués des quarante-cinq comtés de la Caroline du Nord, sur l'île d'Hatteras : ils ont nommé un gouvernement provisoire, désavoué l'acte de sécession et proclamé le retour de la Caroline du Nord au sein de l'Union. Les comtés de la Caroline du Nord représentés à cette assemblée sont invités à élire leurs représentants au Congrès de Washington.

---

<sup>7</sup> L'adresse de C. R. Jennison a été reproduite par le NYDT du 18 novembre 1861.

### 1.13. Karl Marx, *Le cabinet de Washington et les puissances occidentales*

*Die Presse*,  
25 décembre 1861.

Cet article constitue une contribution de circonstance dans le cadre de l'affaire du *Trent*.

Marx rappelle les contraintes du droit maritime international depuis...1856 en référence à la Déclaration sur les principes du droit maritime international adoptée le 14 avril 1856 au Congrès de Paris. Elle interdisait les opérations de corsaires (c'est-à-dire la guérilla sur mer) et inaugurait donc l'ère des guerres navales entre Etats officiels. Elle garantissait la protection des navires de commerce des Etats neutres contre les empiètements des puissances belligérantes.

Londres, le 20 décembre 1861.

L'une des surprises les plus frappantes de la guerre anglo-franco-turco-russe<sup>1</sup> pourtant fertile en surprises fut incontestablement la déclaration de Paris au printemps 1856 sur le droit maritime. Lorsque la guerre contre la Russie éclata, l'Angleterre suspendit l'utilisation de l'arme la plus puissante qu'elle possédait : la confiscation des marchandises appartenant à l'ennemi sur les bateaux neutres et la guerre de course en mer. A la fin de la guerre, l'Angleterre mit ses armes en pièces et en sacrifia les morceaux sur l'autel de la paix. Bien qu'étant officiellement battue, la Russie jouit d'une concession qu'elle s'était vainement efforcée d'arracher depuis Catherine par une série de « neutralités armées<sup>2</sup> », de guerres et d'intrigues diplomatiques. Bien qu'ayant manifestement gagné la guerre, l'Angleterre renonça, au contraire, aux puissants moyens d'attaque et de défense qu'elle s'était forgés en tant que puissance maritime et qu'elle détenait depuis un siècle et demi contre un monde en armes.

Les considérations humanitaires, qui servent de prétexte à la Déclaration de 1856, s'évanouissent à l'examen le plus superficiel. La course en mer des corsaires n'est pas plus barbare que l'action des corps de volontaires ou des guérilleros dans les guerres terrestres. La course en mer, c'est la guérilla maritime. La confiscation des biens privés d'une nation belligérante se produit aussi dans la guerre terrestre. Les réquisitions militaires ne portent-elles que sur les caisses du gouvernement ennemi, et épargnent-elles la propriété des personnes privées ? La nature de la guerre sur terre protège les biens ennemis qui se trouvent sur terrain neutre, c'est-à-dire sous la souveraineté d'une puissance neutre. La nature de la guerre maritime efface ces barrières.

---

<sup>1</sup> Autrement dit la guerre de Crimée.

<sup>2</sup> Durant la guerre d'Indépendance américaine, l'Amirauté anglaise prétendait avoir le droit de visite et de saisie des navires neutres commerçant avec l'Amérique ou transportant des armes de contrebande. Catherine de Russie profita de l'occasion pour s'opposer aux prétentions anglaises d'hégémonie sur mer qui étaient fatales à la Russie. Elle fit sa déclaration sur la neutralité armée, le 11 mars 1780. Elle proposa que les navires neutres eussent le droit de s'opposer de force aux attaques des Etats belligérants; que les puissances neutres eussent le droit de commercer librement avec les belligérants, que la propriété ennemie fût inviolable dès lors qu'elle circulait sous pavillon neutre. Elle n'admit le blocus qu'au cas où l'entrée dans un port était pratiquement bloquée par des navires de guerre. De 1780 à 1783, la diplomatie russe sut faire adhérer à ce projet le Danemark, la Suède, la Prusse, l'Autriche, le Portugal et le royaume des Deux-Siciles. En 1800, Napoléon 1er tenta d'utiliser contre l'Angleterre la ligue de la « neutralité armée du Nord » (Russie, Prusse, Suède et Danemark).

res, du fait que la mer, en tant que grande voie de communication commune aux nations, ne peut tomber dans la souveraineté d'aucune puissance neutre.

En fait, cependant, la Déclaration de 1856 recèle une grande inhumanité sous la phraséologie philanthropique. Du point de vue des principes, elle transforme la guerre des peuples en guerre des gouvernements. Elle dote la propriété d'une inviolabilité qu'elle dénie aux personnes. Elle émancipe le commerce des horreurs de la guerre, et rend ainsi indifférentes aux horreurs de la guerre les classes qui exercent le commerce et l'industrie. De toute façon, les prétextes humanitaires de la Déclaration de 1856 ne s'adressaient qu'à la galerie européenne, tout comme les prétextes religieux de la Sainte-Alliance.

C'est un fait bien connu que lord Clarendon - le signataire des droits maritimes anglais au Congrès de Paris - a agi sans accord ou instruction préalable de la Couronne, comme il l'avoua lui-même à la Chambre Haute. Il tenait ses pleins pouvoirs d'une *lettre privée* de Palmerston. Jusqu'ici Palmerston n'a pas osé demander au Parlement anglais de sanctionner la Déclaration de Paris et sa signature par Clarendon. Abstraction faite des débats sur le contenu de la Déclaration, il craint les débats sur la question constitutionnelle, à savoir : un ministre anglais pouvait-il usurper le droit de biffer d'un trait de plume - indépendamment de la Couronne et du Parlement - l'antique base de la puissance maritime anglaise ? Si ce coup d'Etat ministériel n'a pas conduit à des interpellations tumultueuses, mais a été accepté en silence comme un *fait accompli*, Palmerston le doit à l'influence de l'école manchestérienne<sup>3</sup>. Pour servir les intérêts qu'elle représente - et donc la philanthropie, la civilisation et le progrès - celle-ci a découvert un moyen, grâce auquel le commerce anglais peut continuer tranquillement ses affaires avec l'ennemi sur les navires neutres, alors que marins et soldats anglais se battent pour l'honneur de la nation. Les hommes de Manchester jubilèrent parce que le ministre avait obligé l'Angleterre, par *un coup de main* inconstitutionnel, à des concessions internationales qu'il était hautement improbable d'obtenir par la voie parlementaire constitutionnelle. C'est ce qui explique l'indignation du parti manchestérien en Angleterre, lors de la révélation du livre bleu déposé par Seward<sup>4</sup> au Congrès de Washington.

Comme on le sait, les Etats-Unis étaient la seule grande puissance qui refusa d'adhérer à la Déclaration de Paris de 1856. En effet, s'ils renonçaient à la course en mer, ils étaient obligés de créer une gigantesque marine d'Etat. Or, tout affaiblissement de leurs moyens de guerre sur mer les menaçait en même temps du fardeau d'une armée de terre permanente selon les critères européens. Néanmoins, le président Buchanan se montra disposé à ratifier la Déclaration de Paris, au cas où - à l'exception de la contrebande de guerre - on assurerait la même inviolabilité à toute propriété ennemie ou neutre se trouvant sur des bateaux. Sa proposition fut rejetée. Il ressort du livre bleu de Seward qu'aussitôt après son entrée en fonctions, Lincoln offrit à l'Angleterre et à la France l'adhésion des Etats-Unis à la Déclaration de Paris, à condition que l'interdiction de la course en mer soit étendue à la faction en révolte des Etats-Unis, à savoir à la Confédération du Sud. En fait, la réponse qu'il reçut, ce fut la reconnaissance des droits de belligérance de la Confédération du Sud<sup>5</sup>.

---

<sup>3</sup> A savoir les partisans du libre-échange. L'école de Manchester, une tendance de l'économie politique reflétant les intérêts de la bourgeoisie industrielle, favorisait le libre-échange et la non-ingérence de l'Etat dans l'économie. Le fief des libre-échangistes était Manchester, où le mouvement était dirigé par les fabricants de textile Richard Cobden et John Bright. Au début des années 1860, les libre-échangistes rejoignent le Parti libéral. S'exprimant au nom de la bourgeoisie industrielle qui s'est efforcée de mettre fin au monopole du coton des Etats esclavagistes du Sud, ils se sont opposés à l'intervention de la Grande-Bretagne dans la guerre civile américaine aux côtés du Sud.

<sup>4</sup> William Henry Seward, leader de l'aile droite du parti républicain et partisan d'un compromis avec les propriétaires esclavagistes au cours de la guerre civile américaine.

<sup>5</sup> La reine Victoria répliqua au blocus des ports de la Confédération par le Nord (avril 1861) en proclamant la neutralité de l'Angleterre dans la guerre civile américaine, le 13 mai 1861. Au reste, le blocus ne serait reconnu qu'au cas où il serait efficace. L'Angleterre admit le droit des sudistes à s'emparer des navires du

« L'humanité, le progrès et la civilisation » suggérèrent aux cabinets de Saint-James et des Tuileries que l'interdiction de la course en mer réduirait considérablement les chances de la sécession, et donc de la dissolution des Etats-Unis. La Confédération fut donc reconnue en toute hâte comme partie belligérante, afin que l'on puisse répondre ensuite au cabinet de Washington que l'Angleterre et la France ne pouvaient évidemment reconnaître la proposition d'une des parties belligérantes comme loi liant l'autre partie belligérante. Depuis le début de la guerre civile, la même « noble honnêteté » inspire toutes les négociations diplomatiques de l'Angleterre et de la France avec le gouvernement de l'Union, et si le San Jacinto n'avait pas arraisonné le *Trent* sur la route de Bahama, il eût suffi de tout autre incident pour servir de prétexte au conflit que lord Palmerston appelle de ses vœux.

---

Nord en haute mer. Ainsi, la proclamation revenait à reconnaître de fait la Confédération du Sud comme puissance belligérante.



## 1.14. Karl Marx, *Sympathies croissantes en Angleterre*

*New-York Daily Tribune,*  
25 décembre 1861.

Le contexte demeure l'affaire du *Trent*.

Marx insiste dans cet article sur le soutien des capitalistes et financiers britanniques à l'égard de la Confédération du sud.

Londres, le 7 décembre 1861.

Les amis des Etats-Unis de ce côté-ci de l'Atlantique attendent avec anxiété que le gouvernement de l'Union prenne une décision de conciliation. Ce n'est pas qu'ils soient d'accord avec les hurlements sauvages de la presse britannique sur un incident de guerre, qui ne s'avère être, de l'avis même des conseillers juridiques de la Couronne ne anglaise, qu'une simple faute de procédure puisqu'on peut la résumer en un mot : le droit international a été violé du fait que le capitaine Wilkes, au lieu de s'emparer du *Trent*, de sa cargaison, ses passagers, son équipage et des émissaires<sup>1</sup>, n'a saisi que ces derniers. L'anxiété des amis de la grande République ne provient pas de ce qu'ils craignent qu'elle ne soit pas en mesure à la longue de faire face à l'Angleterre, même si la guerre civile pèse déjà sur ses épaules. A plus forte raison, n'attendent-ils pas des Etats-Unis qu'ils abandonnent - ne serait-ce qu'un instant et à l'heure sombre de l'épreuve - leur fière position dans le concert des nations. Les motifs qui les animent sont tout différents.

En premier lieu, la tâche la plus immédiate des Etats-Unis est d'écraser la rébellion et de restaurer l'Union. Le souhait qui prévaut chez les esclavagistes et leurs instruments nord-américains est d'entraîner les Etats-Unis dans une guerre avec l'Angleterre. Si cette guerre éclatait, la première démarche de l'Angleterre serait de reconnaître la Confédération du Sud, et la seconde de mettre fin au blocus. En second lieu, aucun général - à moins d'y être contraint - n'engagera une bataille, dont le lieu, le temps et les conditions sont choisis par l'adversaire.

« Une guerre avec l'Amérique, dit *l'Economist*, un journal qui jouit de la confiance profonde de Palmerston, doit toujours être l'un des événements les plus déplorables de l'histoire anglaise; cependant, s'il fallait en venir là, ce serait indubitablement en ce moment précis où elle pourrait nous être le moins dommageable. C'est le seul instant, dans nos annales communes, où elle nous procurerait une compensation inespérée et partielle. »

C'est justement parce que l'Angleterre est si avide de saisir « en ce moment précis » le moindre malheureux prétexte de guerre que les Etats-Unis devraient se garder de fournir « en ce moment précis » le moindre prétexte à l'Angleterre. On ne commence pas une guerre avec l'intention qu'elle soit « le moins dommageable » possible, ni qu'elle « nous procure une compensation inespérée et partielle ». L'avantage du moment serait entièrement d'un côté, du côté de l'adversaire anglais. Faut-il beaucoup de réflexion pour comprendre que

---

<sup>1</sup> J. Mason et J. Slidell.

lorsque la guerre civile sévit avec rage dans un Etat, le moment est le plus défavorable au déclenchement d'une guerre extérieure ?

Dans toute autre circonstance, les milieux d'affaires de Grande-Bretagne eussent considéré avec effroi une guerre contre les Etats-Unis. Mais, depuis des mois, une fraction importante et influente du monde des affaires pousse le gouvernement à briser le blocus par la force, afin d'approvisionner la branche principale de l'industrie anglaise en matières premières indispensables. La crainte d'une diminution des exportations anglaises vers les Etats-Unis a perdu de sa force, du fait que ce commerce est en fait déjà limité. Ainsi, *'Economist* affirme que les Etats du Nord « sont de mauvais clients, peu intéressants ». Le gigantesque crédit que le commerce anglais consentait d'habitude aux Etats-Unis, surtout en acceptant les traites tirées sur la Chine et l'Inde, a déjà été réduit à un cinquième de ce qu'il était en 1857. Qui plus est, la France bonapartiste, en banqueroute, paralysée à l'intérieur et harcelée de difficultés extérieures, se précipiterait sur une guerre anglo-américaine comme sur une manne céleste. N'est-elle pas toute disposée, pour acheter le soutien anglais sur le continent, à mobiliser toutes ses forces pour aider la « perfide Albion » outre-Atlantique ? Il suffit de lire les journaux français pour s'en convaincre. Le degré d'indignation auquel ils s'élèvent dans leur aimable souci de l'« honneur anglais », leurs longues tirades sur la nécessité pour l'Angleterre de venger son drapeau, leurs piètres dénigrement de tout ce qui est américain, tout cela pourrait véritablement être effrayant, si ce n'était en même temps grotesque et répugnant.

Finalement, les Etats-Unis ne perdraient pas un iota de leur dignité, s'ils cédaient dans cette affaire. L'Angleterre a ramené sa plainte à une pure *faute de procédure*, une *erreur technique*. Elle-même s'en est systématiquement rendue coupable au cours de toutes ses guerres maritimes, alors que les Etats-Unis n'ont cessé de protester contre elle et que le président Madison dans son message donnant le signal à la guerre de 1812<sup>1</sup>, la dénonça comme l'une des plus révoltantes violations du droit international<sup>2</sup>. Si l'on voulait faire remarquer, à la défense des Etats-Unis, qu'ils ont rendu à l'Angleterre la monnaie de sa pièce, on ne leur rendrait pas service. Avec raison, ils ont pris leurs distances vis-à-vis de ce qu'un capitaine américain a fait de sa propre initiative et de ce qu'ils ont eux-mêmes appelé un empiètement systématique aux dépens de la marine britannique.

En agissant de la sorte, tout l'avantage est du côté américain. D'une part, l'Angleterre reconnaîtrait le droit des Etats-Unis d'arraisonner tout navire anglais au service de la Confédération du Sud et de le conduire au tribunal de prise américain. D'autre part, aux yeux du monde entier, l'Angleterre aurait pratiquement abandonné une prétention, à laquelle n'ont pu la faire renoncer ni la paix de Gand en 1814<sup>3</sup>, ni les négociations menées en 1842 entre lord Ashburton et le

---

<sup>1</sup> J. Madison, « Au Sénat et à la Chambre des Représentants des Etats-Unis », le 1<sup>er</sup> juin 1812.

<sup>2</sup> Le 1er juin 1812, le président Madison déclara dans un message au Congrès que les croiseurs britanniques ne cessaient de violer le drapeau américain et s'emparaient de marins américains pour les incorporer de force dans leur flotte. Il assurait la Grande-Bretagne que si les Etats-Unis se fussent permis ce qu'elle faisait, l'Angleterre eût aussitôt « vengé » cette « criante énormité ». Finalement les Etats-Unis déclarèrent la guerre à l'Angleterre qui détenait encore des parties entières de l'actuel territoire des Etats-Unis et ne pouvait se résoudre à laisser l'Amérique aux Américains. Les Anglais enregistrèrent plusieurs succès militaires de 1812 à 1814, et occupèrent même Washington. A cette époque, l'Angleterre cherchait à restaurer l'ancien régime aussi bien en Europe, contre la France révolutionnaire, qu'en Amérique, mais ses troupes n'y suffisaient plus. C'est pourquoi, les Américains finirent par battre les Anglais à La Nouvelle-Orléans, et ce fut la fin des hostilités en janvier 1815.

<sup>3</sup> À la conférence de paix de Gand, en 1814, l'Angleterre se trouva en excellente position pour négocier. Napoléon étant en exil, ses troupes n'étaient plus liées en Europe et pouvaient donc intervenir plus facilement en Amérique. D'autre part, la position de l'Amérique était désespérée; la Nouvelle-Angleterre menaçant de faire sécession, le gouvernement fédéral était au bord de la guerre civile. Dans ces circonstances, la délégation britannique refusa toute concession. Dans le traité de Gand, signé le 24 décembre 1814, il n'était pas fait mention de l'enrôlement forcé des marins américains, ni des droits des neutres en haute mer. Même la question des frontières fut remise à d'autres négociations.

ministre Webster<sup>1</sup>. La question se résume en fin de compte à ceci : préférez-vous utiliser cet « incident déplaisant » en votre faveur, ou - en cédant à une colère momentanée - en faveur de vos ennemis intérieurs et extérieurs ?

Depuis mon dernier article, d'il y a huit jours, les titres consolidés de l'Etat anglais ont encore baissé de deux pour cent par rapport à vendredi dernier, le prix actuel étant de 89 3/4 à 89 7/8 pour l'argent liquide et de 90 à 90 1/8 pour le nouveau compte du 9 janvier. Cette cotation des titres consolidés anglais correspond à celle que l'on a enregistré au cours des deux premières années de la guerre de Crimée. Cette chute des cours est une réponse aux graves faits suivants : déclarations belliqueuses de journaux américains arrivés ici par le dernier courrier; irritation de la presse londonienne, dont la modération depuis deux jours n'est qu'une feinte montée par Palmerston; envoi de troupes au Canada; proclamation interdisant l'exportation d'armes et de matériel pour la fabrication de poudre, et enfin fanfaronnades quotidiennes sur les gigantesques préparatifs de guerre dans les docks et arsenaux maritimes.

On peut être assuré d'une chose : Palmerston voudrait un prétexte légal pour une guerre contre les Etats-Unis, mais il se heurte au cabinet à l'opposition la plus ferme de MM. Gladstone, Milner Gibson et, à un degré moindre, de sir Cornwall Lewis.

Le « noble vicomte » dispose du soutien de Russell - un instrument servile entre ses mains - et de toute la coterie des whigs. Si le cabinet de Washington devait fournir ce prétexte souhaité, l'actuel cabinet anglais sauterait et serait remplacé par un gouvernement de torries. Les premiers contacts en vue d'un tel changement de scène ont déjà eu lieu entre Palmerston et Disraeli. C'est ce qui explique les violents appels à la guerre du *Morning Herald* et du *Standard* - ces loups affamés, qui hurlent dans l'attente de quelques miettes tombant de la charitable caisse de l'Etat.

Les desseins de Palmerston deviennent clairs lorsqu'on les met en parallèle avec quelques événements récents. Au matin du 14 mai, après avoir été informé par le télégraphe de Liverpool de l'arrivée de M. Adams au soir du 13 mai à Londres, il tint absolument à reconnaître aux sécessionnistes la qualité de belligérants. Après une lutte sévère avec ses collègues, il envoya trois mille hommes de troupe au Canada<sup>2</sup>, armée ridicule pour occuper un front de mille cinq cents milles, mais tour de passe-passe habile, si la rébellion devait s'en trouver aiguillonnée et l'Union irritée. Il y a quelques semaines, il pressa Napoléon III de proposer une intervention armée commune « dans le combat meurtrier », puis il défendit ce projet au cabinet et, s'il échoua au moment de le faire passer, c'est uniquement à cause de la résistance de ses collègues. Palmerston et Bonaparte décidèrent alors l'intervention au Mexique comme un *pis-aller*. Cette expédition poursuivait deux buts : provoquer un juste ressentiment des Américains, et en même temps fournir le prétexte d'envoyer une escadre, prête, comme le dit le *Morning Post*, à « remplir tous ses devoirs dans les eaux de l'Atlantique Nord si l'attitude hostile du gouvernement de Washington nous y obligeait. ». Au moment où cette expédition fut déclenchée, le *Morning Post* ainsi que le *Times* et d'autres laquais plus insignifiants de la presse de Palmerston écrivirent que ce serait là une chose belle et même philanthropique parce qu'elle exposerait la Confédération esclavagiste à un double feu - celui du Nord anti-esclavagiste et celui des forces anti-esclavagistes de l'Angleterre et

---

<sup>1</sup> En 1841, lord Ashburton, propriétaire de vastes domaines dans le Maine, fut dépêché en Amérique pour y régler un certain nombre de problèmes litigieux. A la suite de négociations menées avec Webster, secrétaire d'Etat américain, ils signèrent un traité en 1842. Les Etats-Unis obtenaient les sept douzièmes du territoire en litige entre le Maine et le Canada. Des dispositions furent prises également pour l'extradition réciproque des criminels et l'« abolition » du trafic d'esclaves.

<sup>2</sup> Ainsi, les Anglais utilisèrent non seulement le Mexique, mais encore le Canada comme base d'invasion contre l'Union américaine. En outre, les Anglais détenirent longtemps de grandes parties de territoire américain au sud de l'actuel Canada.

de la France ! Et que dit le même *Morning Post* - un curieux mélange de Jenkins et de Rodomonte<sup>1</sup>, de bassesse et de fanfaronnade - dans son édition d'aujourd'hui à propos de l'adresse de Jefferson Davis ?<sup>2</sup> Qu'on écoute l'oracle de Palmerston : « Nous devons nous attendre à ce que cette intervention puisse rester inefficace pendant une période de temps considérable. Tandis que le gouvernement du Nord est trop éloigné pour permettre d'intervenir énergiquement dans cette question, la Confédération du Sud s'étend, d'autre part, sur une grande distance le long de la frontière du Mexique, si bien que son attitude amicale vis-à-vis des promoteurs de l'intervention pourra avoir des effets sensibles. Le gouvernement du Nord a toujours raillé notre position de neutralité, cependant que les gouvernants du Sud, en hommes d'Etat avisés et pondérés, ont reconnu tout ce que nous pouvions faire dans l'intérêt des deux partis. Tant en ce qui concerne notre entreprise au Mexique qu'en ce qui concerne notre attitude vis-à-vis du cabinet de Washington, l'*amicale modération* de la Confédération du Sud est un point important en notre faveur. ».

Je me permets de remarquer que le *Nord* du 3 décembre - un journal russe qui, à ce titre, est initié aux plans de Palmerston - donne à entendre que depuis le début *l'expédition du Mexique* n'a pas eu le but que l'on proclame mais *tient lieu de guerre contre les Etats-Unis*.

La lettre du général Scott<sup>3</sup> a eu un effet bienfaisant sur l'opinion publique et même sur la Bourse de Londres : les conjurés de Downing Street et des Tuileries ont dû démentir la *Patrie*, qui, ayant fait mine d'être informée de source officielle, avait déclaré que le cabinet de Washington avait lui-même fait arrêter les émissaires sudistes sur le *Trent*.

---

<sup>1</sup> Jenkins, nom populaire donné à un valet de pied en livrée. Rodomonte, roi d'Alger, dans le poème *Roland Furieux* d'Arioste, cette figure personnifie la vantardise et la fanfaronnade.

<sup>2</sup> Quelques jours après la capture des deux émissaires sudistes, J. Davis envoya au Congrès confédéré un message destiné à l'usage des Britanniques plutôt que des sudistes. En appelant aux « instincts » patriotiques des Anglais, J. Davis affirma que le Nord revendiquait une juridiction générale sur la pleine mer, et que l'arrestation des agents confédérés « dans les rues de Londres eût été tout aussi fondée que celle qu'ils avaient subie en haute mer ».

<sup>3</sup> Le général Winfield Scott, qui se trouvait à Paris au moment où la nouvelle du *Trent* parvint en Europe, exprima l'opinion que la capture des émissaires sudistes ne pouvait avoir été autorisée par le gouvernement fédéral. « Je suis convaincu, écrivit-il, que le président et le peuple américain ne seraient que trop heureux de relâcher ces hommes ... si, en agissant ainsi, ils pouvaient œuvrer à libérer le commerce mondial. ».

## 2.1. Karl Marx : *Un meeting pro-américain*

*Die Presse*,  
5 janvier 1862.

Marx relate dans cet article les propos tenus lors d'un meeting organisé le 30 décembre 1861 par le mouvement ouvrier anglais à Brighton.

Le contexte demeure celui des suites de l'affaire du *Trent*, mais cette fois, le ton change.

Londres, le 1er janvier 1862

De jour en jour, le mouvement d'opposition à la guerre gagne plus d'énergie et d'ampleur au sein du peuple anglais. Au cours des réunions publiques organisées un peu partout dans le pays, on réclame un *arbitrage* du conflit entre l'Angleterre et l'Amérique. Des mémoranda rédigés en ce sens pleuvent littéralement sur le chef du cabinet<sup>1</sup>, et la presse indépendante de province est pour ainsi dire unanime dans son opposition aux appels bellicistes de la presse londonienne.

Nous donnons ci-après un compte rendu détaillé du meeting de lundi dernier<sup>2</sup> tenu à Brighton, parce qu'il émane de la classe ouvrière et que les deux orateurs principaux - MM. Conningham<sup>3</sup> et White<sup>4</sup> - sont des membres influents du Parlement, qui siègent tous deux du côté *ministériel* de la Chambre.

M. Wood (un ouvrier) proposa la première motion affirmant « que le conflit entre l'Angleterre et l'Amérique surgit d'une mauvaise interprétation du droit international, et non d'une insulte délibérée au drapeau anglais; que la présente assemblée est donc d'avis que tout le litige devrait être porté devant une puissance neutre pour décision arbitrale; que, dans ces conditions, une guerre avec l'Amérique ne se justifierait pas, mais mériterait au contraire d'être condamnée par le peuple anglais. ».

Pour appuyer sa motion, M. Wood remarqua entre autres :

« On prétend que cette nouvelle insulte n'est que le dernier anneau d'une chaîne d'insultes que l'Amérique aurait faites à l'Angleterre. Même en supposant que ce soit vrai, qu'est-ce que cela prouverait pour ce qui concerne ceux qui hurlent à la guerre actuellement ? Rien d'autre que ceci : tant que l'Amérique était unie et puissante, nous avons accueilli sans broncher ses outrages, mais à présent à l'heure où elle est en péril - nous exploitons une position favorable pour venger l'insulte. Cette façon de procéder ne nous stigmatiserait-elle pas comme des lâches aux yeux du monde civilisé ? ».

---

<sup>1</sup> Lord Palmerston.

<sup>2</sup> Le 30 décembre 1861.

<sup>3</sup> William Conningham, libéral britannique et collectionneur d'art. Il avait été élu député de Brighton en 1857.

<sup>4</sup> James White, député du parti libéral britannique. Il a siégé comme député de Brighton de 1860 à 1874.

M. Coningham :

« En ce moment, l'Union pratique une franche politique d'émancipation (*Applaudissements*), et je formule le sérieux espoir qu'aucune intervention de la part du Gouvernement anglais ne sera permise. (*Applaudissements*.) Voulez-vous, libres Anglais, admettre qu'on vous implique dans une guerre anti-républicaine ? Or, telle est l'intention du *Times* et du parti qui est derrière lui. J'en appelle aux ouvriers d'Angleterre, qui ont le plus grand intérêt à maintenir la paix, pour qu'ils élèvent la voix et, le cas échéant, le poing pour empêcher la perpétration d'un tel crime. (*Applaudissements sonores*) Le *Times* a mis en œuvre tous les moyens pour exciter les tendances bellicistes du pays et pour susciter l'hostilité chez les Américains en aggravant les rancœurs et les discordes... Je n'appartiens pas à ce que l'on appelle le parti pacifiste<sup>1</sup>. En 1853, le *Times* favorisa la politique de la Russie et rassembla toutes ses forces pour convier notre pays à assister sans broncher à tous les empiètements militaires de la barbarie russe à l'Est. J'étais alors parmi ceux qui élevèrent leur voix contre cette fausse politique lors du débat sur *la loi de conspiration* qui avait pour but de faciliter l'extradition des réfugiés politiques. Le *Times* ne ménagea pas ses efforts pour faire passer cette loi aux Communes. J'étais l'un des quatre-vingt-dix-neuf membres de la Chambre, qui résistèrent à cet empiètement sur les libertés du peuple anglais et renversèrent le ministre<sup>2</sup>. (*Applaudissements*.) Or, ce même ministre se trouve aujourd'hui à la tête du cabinet. Je prophétise à son intention que s'il cherchait à entraîner notre pays sans motifs valables dans une guerre contre l'Amérique, son plan échouerait lamentablement. Je lui promets une nouvelle défaite humiliante, une défaite pire encore que celle que nous lui avons infligée à l'occasion de la loi de conspiration. (*Applaudissements sonores*.) Je ne connais pas la demande officielle, transmise à Washington; mais l'opinion prévaut que les conseillers juridiques de la Couronne ont recommandé au gouvernement de se cantonner strictement au terrain juridique, selon lequel les délégués sudistes ne pouvaient être saisis sans le navire qui les transportait. En conséquence, en demanderait comme condition *sine qua non* la remise de Slidell et de Mason.

Admettons que le peuple d'outre-Atlantique ne permette pas que son gouvernement nous remette ces deux personnes. Voulez-vous partir en guerre pour récupérer les corps de ces deux ambassadeurs des esclavagistes ? Il existe dans ce pays un parti belliciste anti-républicain. Souvenez-vous de la dernière guerre russe. A la suite de la publication par Petersbourg des dépêches secrètes, il ne faisait plus aucun doute que les articles publiés par le *Times* en 1855 avaient été rédigés par une personne ayant accès aux archives et documents secrets de l'Etat russe. M. Layard<sup>3</sup> en lut, à cette époque, les passages marquants aux Communes, et le *Times*, ayant été confondu, modifia aussitôt le ton; dès le lendemain, il emboucha la trompette de guerre... Le *Times* s'en est pris à diverses reprises à l'empereur Napoléon et a appuyé notre gouvernement lorsqu'il a demandé des crédits pour fortifier les côtes et installer des batteries flottantes. Après avoir agi ainsi et poussé un cri d'alarme contre la France, le *Times* veut maintenant laisser nos côtes découvertes face à l'empereur français, au moment où il implique notre pays dans une guerre outre-Atlantique... Il est à craindre que les actuels préparatifs armés, à grande échelle, ne visent pas seulement le cas du *Trent*, mais encore l'éventualité d'une reconnaissance des Etats esclavagistes par notre gouvernement. Si l'Angleterre se prête à cette manœuvre, elle se couvrira d'une honte éternelle. ».

---

<sup>1</sup> En référence aux « Free Traders » de l'école de Manchester.

<sup>2</sup> Une allusion à Palmerston qui, profitant de l'attentat du révolutionnaire italien Orsini contre Napoléon III, avait déposé au Parlement en février 1858 un projet de loi sur le complot pour faciliter l'extradition des réfugiés politiques vivant en Grande-Bretagne. Le projet de loi avait été rejeté et le cabinet Palmerston avait été contraint de démissionner.

<sup>3</sup> Sir Austen Henry Layard. Archéologue et membre libéral du Parlement anglais. En référence à son discours à la Chambre des Communes le 31 mars 1854.

Mr. White :

« Il faut reconnaître que la classe ouvrière est à l'origine de cette ré-union et que tous les frais d'organisation ont été supportés par son comité... L'actuel gouvernement n'a jamais eu le tact d'agir honnêtement et franchement avec le peuple... je n'ai jamais cru un seul instant à une quelconque possibilité de guerre à cause de l'affaire du *Trent*. J'ai dit à la face de plusieurs membres du gouvernement qu'aucun ministre ne pensait à la possibilité d'une guerre à cause de l'incident du *Trent*. Dès lors, pourquoi tous ces gigantesques préparatifs ? Je crois que l'Angleterre et la France se sont entendues pour reconnaître l'indépendance des Etats sudistes au printemps prochain. Jusque-là, la Grande-Bretagne maintiendrait dans les eaux américaines sa flotte, qui dispose d'une supériorité écrasante. On achèverait en outre le système de défense au Canada. Si les Etats du Nord sont alors décidés à faire de la reconnaissance des Etats sudistes un *casus belli*, la Grande-Bretagne sera prête... ».

L'orateur continua d'exposer les dangers d'une guerre avec les Etats-Unis, fit revivre dans les mémoires les manifestations de sympathie de l'Amérique à l'occasion de la mort du général Havelock, l'aide que les marins américains apportèrent aux navires anglais lors du malheureux engagement de Peiho<sup>1</sup>, etc. Il conclut, en remarquant que la guerre civile s'achèverait avec l'abolition de l'esclavage et qu'en conséquence l'Angleterre devait absolument être aux côtés du Nord.

La motion déposée en début de séance ayant été adoptée à l'unanimité, on présenta à l'assemblée un mémorandum destiné à Palmers-ton; après discussion, il fut également adopté.

---

<sup>1</sup> En référence à un incident pendant la guerre anglo-française chinoise (la deuxième guerre de l'opium) de 1856-60. En juin 1859, une escadre britannique, renforcée par un navire de guerre américain et deux français, tenta de s'emparer des fortifications de Dagha sur la rivière Peiho. La tentative fut repoussée, les assaillants subissant de lourdes pertes.

## 2.2. Karl Marx : *Mystifications journalistiques en France – Conséquences économiques la guerre.*

*Die Presse,*  
4 janvier 1862

Marx rend compte des effets dans la presse française de l'affaire du *Trent*.

Londres, le 31 décembre 1861.

La croyance aux miracles ne semble se retirer d'une place que pour se réfugier dans une autre. Si on la chasse de la nature, elle renaît aussitôt en politique. C'est du moins l'avis des journaux parisiens et de leurs compères des agences télégraphiques et des officines de correspondants de journaux.

Ainsi, les journaux du soir de Paris annoncent que lord Lyons aurait déclaré à Mr. Seward qu'il attendrait jusqu'au soir du 20 décembre, et qu'il retournerait à Londres si le cabinet de Washington refusait de rendre les prisonniers. Les journaux parisiens connaissaient donc *hier* déjà les démarches que lord Lyons effectuerait *après* réception des dépêches que devait lui transmettre l'*Europa*. (Cependant, la nouvelle de l'arrivée de l'*Europa* à New York n'est pas encore parvenue en Europe). Ainsi, avant d'être informés de l'arrivée de l'*Europa* en Amérique, la *Patrie* et ses compères publient en Europe des nouvelles sur des événements qui ne peuvent se produire aux Etats-Unis qu'après l'arrivée de l'*Europa*. Manifestement la *Patrie* et ses compères croient que les tours de passe-passe ne relèvent pas de la magie.

Un journal de Londres remarque, dans l'un de ses articles sur la bourse, que les inventions parisiennes tout comme les articles provocateurs de certains journaux anglais ne servent pas seulement les spéculations politiques des personnalités gouvernementales, mais encore les spéculations boursières de certaines personnes privées.

L'*Economist*, qui a été l'un des partisans les plus bruyants du parti de la guerre, publie dans son dernier numéro la lettre d'un *marchand de Liverpool* et un éditorial, dans lesquels le public anglais est prévenu qu'il aurait tort de sous-estimer les dangers d'une guerre avec les Etats-Unis. En effet, au cours de l'année 1861, l'Angleterre a importé pour 15.380.901 livres sterling de céréales, dont six millions des Etats-Unis. L'Angleterre aurait plus à souffrir de l'impossibilité d'acheter du blé américain que les Etats-Unis de l'impossibilité de le vendre.

Les Etats-Unis jouiraient de l'avantage d'une *priorité de l'information*. S'ils décidaient la guerre, des télégrammes voleraient aussitôt de Washington à San Francisco, et les navires américains commenceraient leurs opérations militaires dans le Pacifique et les eaux chinoises plusieurs semaines avant que l'Angleterre n'ait pu faire parvenir aux Indes la nouvelle de la déclaration de guerre.

Depuis le début de la guerre civile, le commerce de l'Amérique avec la Chine et l'Australie a diminué dans des proportions énormes. Mais, dans la mesure où il se poursuit, les cargaisons sont payées avec des lettres de crédit anglaises, autrement dit avec du capital anglais. À l'inverse, le commerce de l'Angleterre avec l'Inde, la Chine et l'Australie



est toujours très important; il s'est même accru depuis l'interruption du commerce avec les Etats-Unis. Les corsaires américains auraient donc un vaste champ pour la course en mer, les Anglais en revanche n'auraient qu'un champ relativement insignifiant.

Les placements de capitaux anglais aux Etats-Unis dépassent de loin le capital placé dans l'industrie cotonnière anglaise<sup>1</sup>. En revanche, les placements de capitaux américains en Angleterre sont pratiquement nuls. Certes, la marine anglaise éclipse l'américaine, mais leur rapport n'est plus - de loin - celui qu'il était au cours de la guerre 1812-1814<sup>2</sup>.

Si à l'époque déjà les corsaires américains s'avèrent supérieurs aux anglais, qu'en sera-t-il maintenant ? Un blocus effectif des ports nord-américains, notamment en hiver, est tout à fait exclu. Dans les eaux intérieures entre le Canada et les Etats-Unis - et la supériorité ici est décisive pour l'issue de la guerre sur terre - les Etats-Unis disposeraient de la supériorité absolue, lors de l'ouverture des hostilités.

Bref, le marchand de Liverpool en vient à la conclusion suivante : « Personne ne conseillera à l'Angleterre de faire la guerre simplement à cause du coton. Il reviendrait moins cher pour nous de nourrir tous les districts cotonniers pendant trois ans sur le compte de l'Etat que de mener une guerre avec les Etats-Unis à cause d'eux pendant un an. ».

Ceterum censeo<sup>3</sup> que l'incident du *Trent* ne conduira pas à la guerre.

---

<sup>1</sup> Lorsque la guerre de Sécession éclata, les capitaux anglais placés aux Etats-Unis étaient considérables notamment dans les chemins de fer de New York à d'Erie, de Baltimore et d'Ohio, de Philadelphie et de Reading et de l'Illinois Central; dans des sociétés d'assurances, telles que le *New York Time* et l'*American Life*, dans des sociétés minières, telles que la *Pennsylvania Bituminous Coal, Land and Timber*, et *Leigh Coal and Mining*; dans des entreprises telles que le *Baring Holding* dans le Maine, et le *American Land Company Holding* en Virginie occidentale. Il est évident que les capitaux anglais étaient en mauvaise posture dans le Nord, et ne pouvaient guère compter sur des bases militaires et des troupes britanniques proches pour les « défendre ». Ils étaient, dans le rapport de forces donné, des otages aux mains des Américains. C'est un exemple classique de l'effet du pouvoir politique sur l'économie.

<sup>2</sup> La guerre anglo-américaine, commencée en 1812, a été causée par le refus de la Grande-Bretagne de reconnaître la souveraineté des Etats-Unis et par ses tentatives de rétablir sa domination en Amérique du Nord. Les Etats-Unis ont été poussés à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne par les saisies illégales de navires et de marins américains par cette dernière. Les forces armées américaines avaient le soutien du peuple, qui voyait la Grande-Bretagne prête à restaurer le système colonial, et considérait cette lutte comme une autre guerre d'indépendance. Les combats terrestres de 1812-14 se sont développés défavorablement aux Américains. Leurs opérations navales ont eu un peu plus de succès. Des dommages considérables ont été causés aux Britanniques par les nombreux corsaires américains. Les Etats-Unis bénéficiaient également de l'implication de la Grande-Bretagne dans la guerre contre la France napoléonienne. Malgré la capture temporaire de Washington en août 1814, la Grande-Bretagne fut forcée, en décembre de la même année, de conclure le traité de paix de Gand fondé sur la reconnaissance de la situation d'avant-guerre. La nouvelle de la paix parvint aux troupes avec un retard considérable. Pendant ce temps, ils ont continué à se battre. Les hostilités cessèrent en janvier 1815, après que les forces américaines eurent infligé une défaite dévastatrice aux Britanniques à la Nouvelle-Orléans.

<sup>3</sup> L'expression *Ceterum censeo Carthaginem esse delendam* signifie : « Au reste, j'estime que Carthage doit être détruite. ». C'est par cette formule que Caton l'Ancien ponctuait systématiquement ses discours au Sénat romain, pour marquer sa volonté d'une guerre contre Carthage. Marx n'utilise bien sûr que les deux premiers mots, par effet de culture.

### 2.3. Karl Marx : A propos de l'escamotage de la dépêche de Seward

*Die Presse,*  
18 janvier 1862.

Londres, le 14 janvier 1862.

La défunte affaire du *Trent* vient de ressusciter, mais cette fois comme *casus belli* non pas entre l'Angleterre et les Etats-Unis, mais entre le peuple anglais et le gouvernement anglais. Ce nouveau *casus belli* sera examiné au parlement, qui se réunit le mois prochain. Il ne fait pas de doute qu'ils aient pris tous deux acte de la polémique menée par le *Daily News* et le *Star* contre la *Morning Post* à propos du détournement et de la suppression de la dépêche de paix de M. Seward<sup>1</sup> du 30 novembre, que l'ambassadeur américain a lue le 19 décembre à lord John Russell.

Qu'il me soit permis de revenir sur cette affaire. La *Morning Post* ayant assuré que la dépêche de Seward n'avait pas le moindre rapport avec l'incident du *Trent*, les effets en bourse se mirent à baisser et des propriétés s'élevant à plusieurs millions changèrent de mains, avec pertes d'un côté et profits de l'autre. On comprend que les milieux d'affaires et d'industrie soient indignés par le mensonge tout à fait injustifiable de la semi-officielle *Morning Post* et par la publication de la dépêche de Seward.

Dans l'après-midi du 9 janvier, la nouvelle de paix arriva à Londres. Le même soir, l'*Evening Star* interpella le gouvernement sur la suppression de la dépêche de Seward du 30 novembre. Le lendemain 10 janvier, la *Morning Post* répondit comme suit : « On demande pourquoi on n'a pas entendu parler plus tôt de la dépêche de Seward, que M. Adams a reçue en décembre ? L'explication en est fort simple. La dépêche reçue par M. Adams n'avait pas été communiquée à notre gouvernement. ».

Le soir du même jour, le *Star* infligea à la *Post* un démenti complet et affirma que sa « rectification » n'était qu'un misérable faux-fuyant. En fait, la dépêche n'avait pas été « communiquée » mais lue à lord Palmerston et lord Russell par M. Adams.

Le lendemain, samedi 11 janvier, le *Daily News* entra en lice et démontra à partir de l'article de la *Morning Post* du 21 décembre, que cette dernière et le gouvernement étaient parfaitement au courant, dès cette époque, de la dépêche de Seward, qu'ils falsifièrent délibérément. Le gouvernement préparait maintenant sa retraite. Au soir du 11 janvier, le semi-officiel *Globe* annonça que M. Adams avait certes communiqué la dépêche de Seward au gouvernement le 19 décembre, mais que celle-ci cependant « ne contenait pas d'offre de la part du cabinet de Washington », ni « une excuse quelconque pour l'outrage fait à notre drapeau par le capitaine Wilkes<sup>2</sup> ». Cet aveu honteux qu'on avait abusé délibérément le peuple anglais pendant trois semaines ne fit que souffler sur le feu au lieu de l'éteindre. Un cri de colère résonna dans tous

---

<sup>1</sup> William Henry Seward, secrétaire d'Etat des Etats-Unis et bras droit de Lincoln.

<sup>2</sup> Cf. *Le Globe* du 11 janvier 1862.

les journaux des districts industriels de Grande-Bretagne, et hier il trouvait enfin un écho jusque dans la presse conservatrice. Remarquons que toute la question a été soulevée non par les politiciens, mais par le public des affaires.

Le *Morning Star* d'aujourd'hui remarque à ce sujet : « Lord John Russell est indubitablement l'un des responsables de l'escamotage de la vérité; c'est lui, aussi, qui a laissé circuler les mensonges de la *Morning Post* sans les démentir, mais il est incapable d'avoir dicté l'article irresponsable, néfaste et mensonger qu'elle publia le 21 décembre... Seul, un homme tel que le ministre qui fabriqua la guerre afghane peut avoir été capable d'escamoter la dépêche de paix de Seward. La sottise indulgence des Communes lui a pardonné cette offense : le Parlement et le peuple ne vont-ils pas s'unir pour le punir de cette nouvelle faute ? ».

## 2.4. Karl Marx : *Un coup d'Etat de Lord John Russell*

*Die Presse,*  
21.01.1862.

Londres, le 17 janvier 1862.

L'attitude de Lord John Russell pendant la dernière crise était très fâcheuse, même pour un homme dont toute la carrière parlementaire démontre qu'il a rarement hésité à sacrifier une force réelle à une position officielle. Personne n'a oublié que Lord John Russell a perdu sa place de premier ministre au profit de Palmerston, mais personne ne semble se souvenir qu'il tient de Palmerston le ministère des Affaires extérieures. Le monde entier considère comme un axiome évident que Palmerston dirige le cabinet en son nom, et la politique étrangère au nom de Russell.

À l'arrivée de la première nouvelle de paix de New York, libéraux et conservateurs entonnèrent à qui mieux mieux les trompettes de la renommée pour louer la sagesse d'Etat de Palmerston, alors que le ministre de l'Extérieur, Lord John Russell, ne recevait même pas un accessit pour son rôle d'assistant. Il fut complètement ignoré. Mais à peine le scandale de l'escamotage de la dépêche américaine du 30 novembre eut-il éclaté que le nom de Russell ressuscita d'entre les morts.

L'attaque et la défense découvrirent alors que le ministre *responsable* des Affaires extérieures s'appelait Lord John Russell ! Mais, voilà que Russell perdit patience. Sans attendre l'ouverture du Parlement et contrairement à tous les usages ministériels, il publia aussitôt dans la *Gazette* officielle du 14 janvier sa propre correspondance avec Lord Lyons. Celle-ci démontre que M. Adams a lu le 19 décembre à Lord John Russell la dépêche de Seward du 30 novembre; que Russell a expressément reconnu que cette dépêche contenait des excuses pour le geste du capitaine Wilkes, et que M. Adams - d'après les révélations de Russell - était certain de l'issue pacifique du différend. Après cette révélation, *officielle*, que reste-t-il de la *Morning Post* du 21 décembre, qui avait nié l'arrivée de toute dépêche de Seward sur l'incident du Trent ? Que reste-t-il de la *Morning Post* du 10 janvier, qui accusait M. Adams d'avoir supprimé la dépêche ? Que reste-t-il de tous les bruits de guerre répandus par la presse de Palmerston, du 19 décembre 1861 au 8 janvier 1862 ?

Pis encore ! La dépêche de Lord John Russell à Lord Lyons du 19 décembre 1861 démontre que le cabinet anglais n'a jamais présenté un ultimatum de guerre aux Etats-Unis; que Lord Lyons n'a jamais eu pour instruction de quitter Washington sept jours après la remise de l'« ultimatum »; que Russell avait ordonné à l'ambassadeur d'éviter toute apparence de menace, et enfin que le cabinet anglais était déterminé à ne prendre une décision définitive qu'après réception de la réponse américaine. Toute la politique fracassante de la presse palmerstonienne, qui trouva un écho si servile sur le continent, est donc une simple chimère. Elle n'a jamais été pratiquée dans la réalité. Elle prouve simplement - comme le déclare aujourd'hui un journal londonien - que Palmerston « cherchait à contrecarrer la politique proclamée par le Conseil responsable de la Couronne et ayant donc force de loi ».

Le fait suivant démontre que le *coup de main* de Lord John Russell a frappé la presse palmerstonienne comme la foudre dans un ciel serein. Le *Times* d'hier a esquivé la difficulté en passant purement et simplement sous silence la correspondance de Russell. C'est aujourd'hui seulement qu'il reproduit dans ses colonnes l'article de la *Gazette* londonienne, introduit et commenté par un éditorial qui évite craintivement le point central, à savoir le *conflit opposant le peuple anglais au gouvernement anglais*, et ne l'effleure qu'avec cette phrase exprimant sa mauvaise humeur : « Lord John Russell s'est donné beaucoup de mal pour trouver mention d'une excuse dans la dépêche de Seward du 30 novembre. ». La colère du Jupiter tonnant de *Printing Square House*<sup>1</sup> s'évapore au contraire comme fumée dans un second éditorial où il déclare que M. Gilpin<sup>2</sup>, qui est ministre du Commerce et partisan de l'école de Manchester, est indigne de siéger au gouvernement. Pourtant cet ancien libraire, ce démagogue et apôtre du juste milieu qu'est Gilpin ne passe chez personne pour un héros. Or, mardi dernier, dans une réunion publique à Northampton, dont il est le représentant au Parlement, il a commis ce forfait : il a exhorté le peuple anglais à empêcher par des manifestations publiques une reconnaissance intempestive de la Confédération du Sud qu'il stigmatisait inconsidérément comme le fruit de l'esclavagisme. Comme si - rugit le *Times* indigné - comme si Palmerston et Russell - et le *Times* de se souvenir soudain de l'existence de Lord John Russell - n'avaient pas consacré toute leur vie à combattre l'esclavage ! C'était assurément une indiscretion soigneusement calculée de M. Gilpin que d'inviter le peuple anglais à entrer en lice contre les ardeurs pro-esclavagistes du ministère auquel il appartenait lui-même. Mais, comme nous l'avons dit, M. Gilpin n'est pas un héros. Toute sa carrière témoigne de ses faibles dispositions au rôle de martyr. Son indiscretion eut lieu le jour même où Lord John Russell procéda à son coup de main. Nous pouvons conclure de tout cela que le cabinet ne forme pas une « famille unie et heureuse » et que certains de ses membres se sont déjà faits à l'idée d'un « divorce ».

L'épilogue russe du drame du *Trent* n'est pas moins remarquable que son rebondissement ministériel anglais. Durant tout ce tapage, la Russie avait gardé le silence et était restée les bras croisés à l'arrière-plan. Or, voici qu'elle se précipite sur l'avant-scène, tape sur l'épaule de M. Seward, et déclare que le moment est enfin venu de régler définitivement la question des droits maritimes des Etats neutres. Comme on le sait, la Russie estime avoir pour mission de mettre les questions urgentes de la civilisation à l'ordre du jour de l'histoire mondiale au bon moment et au lieu adéquat. En fait, la Russie est à l'abri de toute attaque d'une puissance maritime, sitôt que celle-ci, renonçant à ses droits de belligérance vis-à-vis des Etats neutres, perd le moyen de dominer le commerce extérieur russe. La déclaration de Paris du 16 avril 1856<sup>3</sup>, qui copie littéralement certaines parties du traité de neutralité « armée » de 1780 contre l'Angleterre, n'est pas encore devenue loi en Angleterre. Quelle ironie du destin, si le différend anglo-américain s'achevait avec la ratification par le Parlement et la couronne anglaise d'une concession que deux ministres anglais ont faite, de leur propre initiative, à la Russie à la fin de la guerre anglo-russe de 1853 !

---

<sup>1</sup> Les bureaux du *Times* à Londres.

<sup>2</sup> Charles Gilpin, politicien libre-échangiste.

<sup>3</sup> Déclaration sur les principes du droit maritime international, adoptée le 16 avril 1856 au Congrès de Paris. Elle interdisait les opérations de corsaires (c'est-à-dire la guérilla sur mer), et inaugurait donc l'ère des guerres navales entre Etats officiels. Elle garantissait la protection des navires de commerce des Etats neutres contre les empiètements des puissances belligérantes. Comme Marx l'explique, la déclaration fut un succès pour la Russie, qui, en cas de guerre, eût été asphyxiée par un blocus maritime, étant donné que son industrie était encore trop arriérée pour suffire aux besoins normaux, et à plus forte raison exceptionnels d'un pays en guerre.

## 2.5. Karl Marx, *L'opinion publique anglaise.*

*New-York Daily Tribune,*  
1 février 1862.

Londres, le 11 janvier 1862.

La nouvelle du dénouement pacifique du conflit du *Trent*<sup>1</sup> a été saluée avec enthousiasme par la masse du peuple anglais, ce qui prouve indubitablement que la guerre attendue était impopulaire et que l'on redoutait ses effets. Les Etats-Unis ne doivent jamais oublier que, du début à la fin du conflit, la *classe ouvrière* d'Angleterre ne les a jamais abandonnés. C'est grâce à elle si, en dépit des provocations insidieuses, renouvelées quotidiennement par une presse vénale et irresponsable, il n'y eut pas dans tout le Royaume-Uni une seule réunion publique en faveur de la guerre durant toute la période où la paix ne tenait plus qu'à un fil. Le seul meeting en faveur de l'intervention fut organisé - lors de l'arrivée de *La Plata* - dans les locaux commerciaux de la Bourse de Liverpool par les spéculateurs du coton, qui restèrent entre eux<sup>2</sup>. Même à Manchester, on se rendit si bien compte des sentiments de la classe ouvrière qu'une tentative isolée de convoquer un meeting pour la guerre fut abandonnée à peine que l'idée en eut germé.

Partout où des réunions publiques eurent lieu en Angleterre, en Écosse ou en Irlande<sup>3</sup>, on protesta contre les violents cris de guerre de la presse et les sombres projets du gouvernement en se déclarant pour une solution amiable des questions litigieuses. A cet égard, les deux meetings les plus récents, dont l'un fut tenu à Paddington (Londres) et l'autre à Newcastle-upon-Tyne, sont tout à fait caractéristiques. Au premier, on applaudit l'exposé de M. Washington Wilkes, affirmant que l'Angleterre n'avait aucun droit de critiquer l'arrestation des émissaires du Sud<sup>4</sup>; tandis qu'au second, on adopta à la quasi-unanimité la résolution suivante : premièrement, les Américains ne se sont rendus responsables que de l'exercice légal du droit de visite et de saisie; deuxièmement, il faut punir le capitaine du *Trent* qui a violé la neutralité anglaise, proclamée par la reine<sup>5</sup>.

Dans les circonstances habituelles, on aurait pu attribuer les sentiments des ouvriers anglais à la sympathie normale qu'éprouvent les masses populaires du monde entier pour l'unique gouvernement du peuple existant au monde. Il y a plus. Dans les circonstances présentes, une grande partie de la classe ouvrière anglaise souffre directement<sup>6</sup> et sévèrement des conséquences du blocus du Sud,

---

<sup>1</sup> Le 26 décembre 1861, le gouvernement américain a décidé de libérer J. Mason et J. Slidell, les émissaires confédérés arrêtés à bord du vapeur *Trent*. Début janvier 1862, Mason, Slidell et leurs secrétaires sont amenés sur un paquebot anglais. Informé de cela, John Russell déclara que le gouvernement britannique était satisfait et a considéré que l'incident du *Trent* était clos.

<sup>2</sup> Marx a consacré un court article à cette réunion dans *Die Presse* du 3 décembre 1861 sous le titre. « Le conflit anglo-américain ».

<sup>3</sup> Par exemple en Irlande, à Dublin, cinq mille personnes se rassemblèrent pour acclamer un orateur, qui proclama ouvertement que, si l'Angleterre déclarait la guerre aux Etats-Unis, l'Irlande se battrait aux côtés de l'Amérique.

<sup>4</sup> J. Mason et J. Slidell.

<sup>5</sup> Proclamation de la reine Victoria du 13 mai 1861.

<sup>6</sup> En Angleterre, aucune classe ne souffrit davantage des conséquences de la crise cotonnière que le prolétariat : Cf. par exemple les articles de Marx: « La misère ouvrière en Angleterre » et « La misère des ouvriers du coton », publiés dans *Die Presse* le 27 septembre et le 4 octobre 1862.

tandis qu'une autre partie est indirectement touchée par les restrictions du commerce américain dues - à ce qu'on leur raconte - à l'égoïste politique protectionniste des républicains, et enfin le seul hebdomadaire démocratique qui continuait d'exister - le *Reynolds's Weekly Newspaper* - s'est vendu lui-même à MM. Yancey et Mann et, semaine après semaine, s'époumone en appels à la classe ouvrière afin que celle-ci, dans son propre intérêt, pousse le gouvernement à la guerre contre l'Union. Dans de telles conditions, la simple justice exige que l'on considère avec respect la ferme attitude de la classe ouvrière anglaise, et ce d'autant qu'on peut lui opposer le comportement hypocrite, fanfaron, lâche et bête de l'officiel et bien-pensant John Bull.

Quelle différence avec l'attitude du peuple lors du conflit russe de 1853-1856<sup>1</sup> ! A cette époque, le *Times*, la *Post* et autres organes serviles de Londres pleurnichaient après la paix, et de gigantesques meetings en faveur de la guerre leur répondirent partout. Aujourd'hui, cette presse hurle à la guerre, tandis que leur répondent des meetings pour la paix, qui dénoncent les projets fratricides officiels ainsi que les sympathies pro-esclavagistes du gouvernement. Le désappointement des augures de l'opinion publique, lorsque arriva la nouvelle du règlement pacifique de l'affaire du Trent, faisait vraiment plaisir à voir.

Tout d'abord, Il faut se féliciter de la dignité, du bon sens, de la bonne volonté et de la modération, dont les masses ont fait preuve jour après jour au long de ce mois. Elles étaient modérées dans les deux jours qui suivirent l'arrivée de *La Plata*, alors que Palmerston hésitait et cherchait s'il pouvait trouver un prétexte légal au conflit. A peine les conseillers juridiques de la Couronne<sup>2</sup> trouvèrent-ils un prétexte légal, que se déchainèrent des hurlements tels qu'on n'en avait plus entendus depuis la guerre antijacobine<sup>3</sup>. Les dépêches du Gouvernement anglais partirent de Queens-town début décembre. On ne pouvait attendre une réponse de Washington avant début janvier. Les événements survenus dans l'intervalle parlaient tous en faveur des Américains. Le ton de la presse outre-Atlantique était calme, bien que l'affaire de Nashville<sup>4</sup> ait éveillé les passions. Tous les faits avérés montrent que le capitaine Wilkes a agi de son propre mouvement.

La situation du gouvernement de Washington était délicate. S'il s'opposait aux exigences anglaises, il risquait de compliquer la guerre civile par une guerre extérieure. S'il cédait, il portait préjudice à son autorité à l'intérieur, et semblait reculer devant une pression étrangère. Et, dans cette situation, le gouvernement menait, en même temps, une guerre qui jouissait des plus chaudes sympathies de tout homme qui n'est pas un ruffian.

---

Pour les ouvriers anglais, et tout spécialement ceux qui travaillaient dans l'industrie textile, la pénurie du textile signifiait le chômage, ou, dans le meilleur des cas, le chômage partiel. En 1862, les trois cinquièmes de l'industrie textile furent arrêtés en Angleterre, et soixante-quinze pour cent des ouvriers du textile furent touchés par le chômage qui dura plus de deux ans. Par exemple, à Stockport, six mille salariés étaient sans travail, six mille autres employés partiellement, et cinq mille travaillaient à plein temps. En novembre 1862, 35,9 % de la population de Glossopp étaient assistés ou vivaient de la charité publique.

<sup>1</sup> A savoir la guerre de Crimée.

<sup>2</sup> R. Palmer et W. Atherton.

<sup>3</sup> En référence aux guerres de la France contre les différentes coalitions européennes entre 1792 et 1815, lorsque la Grande-Bretagne et la France étaient impliquées dans une lutte acharnée pour la suprématie politique et économique en Europe. En représailles au système continental de Napoléon (1806) qui interdisait aux pays européens de commercer avec la Grande-Bretagne, cette dernière imposa son contrôle sur le commerce maritime des Etats neutres. La Grande-Bretagne a également eu recours au commerce de contrebande et a pris l'habitude de saisir les navires de France et d'autres pays en haute mer.

<sup>4</sup> Le 21 novembre 1861, le navire corsaire sudiste Nashville, qui avait attaqué le navire marchand unioniste Harvey Birch en s'emparant d'un butin de trois millions de dollars et qui tentait d'échapper à la flotte fédérale, arriva au large de la côte britannique. Bien que parfaitement au courant de ce qui se passait, les autorités britanniques autorisèrent le Nashville à entrer dans le port de Southampton et à débarquer, en violation flagrante de la neutralité.

La prudence et la décence les plus élémentaires eussent dû dicter, en conséquence à la presse londonienne - du moins pendant le temps où l'on attendait la réponse américaine à la demande anglaise - que l'on s'abstienne de toute parole susceptible de contribuer à échauffer les esprits, à susciter l'animosité et à compliquer les difficultés déjà existantes. Mais non ! Cette presse « qui ne peut réprimer sa bassesse et sa servilité », selon la définition de William Cobbett - une autorité en la matière - avait rampé humblement pendant un demi-siècle devant l'arrogance croissante et les insultes des gouvernements pro-esclavagistes, parce qu'elle craignait que les Etats-Unis ne s'unissent enfin en une seule force. Et voilà qu'elle se réjouit bruyamment, à la façon des lâches, de tirer vengeance du gouvernement républicain, qui était absorbé par les lourdes tâches de la guerre civile à l'intérieur. L'histoire de l'humanité ne connaît pas d'exemple plus infâme d'aveu de sa propre bassesse.

L'un des laquais, le *Moniteur* privé de Palmerston - le *Morning Post* - révèle lui-même qu'il est accusé par des journaux américains d'un acte ignominieux : John Bull n'a jamais été informé parce que ses maîtres et oligarques lui ont soigneusement caché la nouvelle - que M. Seward, sans attendre la dépêche de Russell, a démenti toute participation du cabinet de Washington au geste du capitaine Wilkes. La dépêche de M. Seward arriva à Londres le 19 décembre. Le 20 décembre, la rumeur de ce « secret » se répandit à la Bourse. Le 21, les larbins du *Morning Post* intervinrent pour annoncer sérieusement que « la dépêche en question n'avait absolument aucun lien avec les incidents survenus sur le navire postal ».

Le lecteur pensera que nous traitons peut-être trop durement cette presse servile. Mais, dans le *Daily News*, le *Morning Star* et autres journaux londoniens, l'expérience nous a appris depuis longtemps que le lecteur n'apprendra jamais ce qui se passe chez les autres, à l'extérieur. En effet, le *Morning Post*, le *Times*, de même que la *Patrie* et le *Pays*, s'ingénient à tromper le public non seulement pour l'égarer en matière politique, mais encore pour le plumer financièrement, au profit de leurs maîtres, dans le domaine boursier.

Le cynique *Times* se rend parfaitement compte qu'au cours de toute la crise, il n'a compromis personne d'autre que lui-même; qui plus est, il a fourni lui-même la preuve de l'inanité de l'affirmation selon laquelle il exerce une influence quelconque sur le véritable peuple d'Angleterre. Il utilise aujourd'hui une astuce qui, à Londres, n'agit que sur les muscles du rire, mais qui peut cependant être mal comprise outre-Atlantique. Les « classes populaires » de Londres, le « mob » - comme les laquais de la presse les appellent - ont manifesté clairement - il en a même été question dans les journaux - qu'elles considèreraient comme une farce extraordinairement convenante de recevoir les esclavagistes Mason (qui, soit dit en passant, est un parent éloigné de Palmerston, puisque son arrière-grand-père avait épousé une fille de sir W. Temples<sup>1</sup>), Slidell & Co. de la même façon qu'elles ont reçu Haynau lors de sa visite à la brasserie de Barclay<sup>2</sup>. Déjà, le *Times* est épouvanté à l'idée d'un incident aussi choquant. Mais comment cherche-t-il à parer le coup ? Il exhorte le peuple anglais à ne pas faire une ovation à Mason, Slidell & Co. Le *Times* sait fort bien que son article d'aujourd'hui a fait rire tous les bistrotts de Londres. Mais, peu importe ! De l'autre côté de l'Atlantique, certains penseront peut-être que le magnanime *Times* a sauvé l'Amérique de l'insulte d'ovations enthousiastes à Mason, Slidell & Co., alors qu'en réalité il n'a cherché qu'à protéger ces messieurs de graves désagréments.

---

<sup>1</sup> Marx a écrit un petit article sur l'origine et la vie des émissaires confédérés dans *Die Presse*, 8 décembre 1861 : « Les acteurs principaux du drame du Trent ».

<sup>2</sup> En 1850, le baron Julius Jacob von Haynau, un général autrichien réactionnaire et connu pour ses cruelles mesures de répression en Hongrie et en Italie, avait été rossé par des ouvriers londoniens en colère lorsqu'il visita la brasserie de Barclay à Londres.



Tant que l'affaire du *Trent* n'était pas réglée, le *Times*, le *Morning Herald*, l'*Economist* et la *Saturday Review* - au fond, toute la presse convenable et vénale de Londres - ont tout tenté pour convaincre John Bull que le gouvernement de Washington, même s'il le voulait, serait incapable de sauvegarder la paix, parce que la populace yankee ne le permettrait pas et que le gouvernement fédéral lui-même est le gouvernement de la populace. Les événements ont démontré que c'était là un mensonge. Cette presse cherche-t-elle maintenant à réparer ses méchantes insultes au peuple américain ? En tire-t-elle au moins la leçon, à savoir que des laquais ne peuvent prétendre juger des actions d'un peuple libre ? Il n'en est rien. Elle est unanime à découvrir aujourd'hui que le Gouvernement américain, en ne prévenant pas la demande de l'Angleterre et en n'extradant pas les traîtres sudistes aussitôt après leur capture, a manqué le coche et a enlevé tout mérite à sa présente concession. De vrais larbins !

M. Seward a condamné le geste de Wilkes avant même de recevoir la demande d'explications anglaise et a déclaré aussitôt qu'il voulait bien s'engager dans la voie de la conciliation. Et que fait-on en de semblables occasions ? Que fit le Gouvernement anglais, lorsque, sous le prétexte d'enrôler de force des marins saisis à bord de navires américains - un prétexte qui n'a absolument rien à voir avec les règlements de la marine de guerre, mais n'est manifestement qu'un énorme empiètement sur toute notion de droit international - le *Leopard* lâcha sa bordée sur le *Chesapeake*, tuant six marins et en blessant vingt et un autres, avant de faire prisonniers à bord du *Chesapeake* de prétendus citoyens anglais ? Cette exaction se produisit le 10 juin 1807. Véritable satisfaction - remise des marins, etc. - ne fut offerte que le 8 novembre 1812, cinq ans après. Il est vrai que le Gouvernement anglais désavoua aussitôt le geste de l'amiral Berkeley, tout comme M. Seward le fit pour le capitaine Wilkes; cependant, en guise de punition, l'amiral fut promu à un grade supérieur. En proclamant les ordonnances du Conseil<sup>1</sup>, l'Angleterre reconnut ouvertement qu'elle avait violé les droits des Etats neutres en général et des Etats-Unis en particulier; que cela lui était imposé de force comme mesures de représailles, contre Napoléon, et qu'elle serait heureuse de cesser d'agir ainsi à condition que Napoléon lui aussi ne violât plus les droits des Etats neutres. En ce qui concerne les Etats-Unis, Napoléon cessa ses empiètements au printemps 1810, mais l'Angleterre persista à violer les droits maritimes de l'Amérique. Sa résistance dura de 1806 au 23 juin 1812 - après que les Etats-Unis eussent déclaré la guerre à l'Angleterre le 18 juin 1812. Dans ce cas, l'Angleterre refusa pendant six ans de cesser ses empiètements - ouvertement reconnus - bien qu'elle les réparât à chaque fois. Et voilà les gens qui se permettent de dire que le Gouvernement américain a laissé passer une brillante occasion ! Que sa plainte soit juste ou fautive, c'est une violence de la part du Gouvernement britannique que d'appuyer cette plainte relative à une simple erreur technique ou faute de procédure, par un ultimatum exigeant la remise des prisonniers. Le Gouvernement américain pouvait avoir des raisons de céder à cet ultimatum, mais ne pouvait en avoir de prendre l'initiative du règlement de ce conflit par une concession unilatérale.

En apaisant l'actuel conflit du *Trent*, on n'a nullement réglé la question qui a provoqué toute la dispute et qui resurgira probablement, à savoir les droits de guerre d'une puissance maritime vis-à-vis des Etats neutres.

---

<sup>1</sup> Les ordonnances du Conseil anglais, rédigées en 1807, prévoyaient que tous les navires qui commerçaient avec la France ou ses alliés, étaient passibles de saisie, et enjoignaient aux navires neutres de faire escale dans des ports britanniques. Comme ces mesures étaient particulièrement préjudiciables au commerce américain, les Etats-Unis s'y opposèrent en déclarant qu'elles constituaient une violation des droits de la neutralité. Ces ordonnances furent finalement suspendues le 23 juin 1812, cinq jours après la déclaration de guerre à l'Angleterre par les Etats-Unis.

Avec votre permission, j'essaierai de traiter de toute cette question dans un prochain article. Pour l'instant, vous me permettrez de dire qu'à mon avis MM. Mason et Slidell ont rendu un grand service au gouvernement fédéral. Il existait en Angleterre un très influent parti de la guerre, qui, soit pour des raisons commerciales, soit pour des raisons politiques, aspirait à un conflit avec les Etats-Unis. L'affaire du *Trent* a mis ce parti à l'épreuve, et il a échoué. La rage de guerre a été calmée par une affaire mineure, qui a servi de soupape : l'enthousiasme délirant de l'oligarchie a porté ombrage à la démocratie anglaise, a heurté les divers intérêts britanniques liés aux Etats-Unis et a donné conscience aux ouvriers de la nature véritable de la guerre civile. Enfin, tout cela va mettre un terme à la dangereuse période où Palmerston régnait en autocrate, sans être gêné par le Parlement. C'était le seul moment où il était possible de hasarder une guerre de l'Angleterre aux côtés des esclavagistes. Or, ce temps est maintenant passé.

## 2.6. Karl Marx, *Un meeting ouvrier à Londres*

*Die Presse*,  
2 février 1862.

Londres, le 28 janvier 1862.

Comme on le sait, la classe ouvrière n'est pas représentée au Parlement, bien qu'elle représente une partie constitutive de la société si prépondérante qu'aucune paysannerie ne conserve la mémoire d'avoir occupé une telle position. Bien qu'absente du Parlement, elle n'est pas sans influence politique. Il n'est pas d'innovation importante, de mesure décisive qui ait jamais pu être introduite en Angleterre sans cette pression de l'extérieur, soit que l'opposition en ait eu besoin contre le gouvernement, soit que le gouvernement en ait eu besoin contre l'opposition. Par pression de l'extérieur, l'Anglais entend les grandes manifestations populaires extra-parlementaires, qui naturellement ne peuvent être organisées sans l'active participation de la classe ouvrière.

Dans sa guerre anti-jacobine<sup>1</sup>, Pitt<sup>2</sup> sut utiliser les masses contre les whigs. L'émancipation catholique<sup>3</sup>, le Bill de réforme<sup>4</sup>, l'abolition des lois céréalières<sup>5</sup>, le Bill des dix heures<sup>6</sup>, la guerre contre la Russie, le rejet de la loi sur la conspiration de Palmerston<sup>7</sup>, chacune de ces mesures a été le fruit de violentes manifestations extra-parlementaires où la classe ouvrière a tantôt été artificiellement aiguillonnée, tantôt a agi spontanément, parfois a été l'acteur conscient du drame, parfois n'en était que le chœur; ici, elle a joué le rôle principal, là, les seconds rôles, suivant les circonstances. Ceci étant, l'attitude de la classe ouvrière anglaise, en ce qui concerne la guerre civile américaine, est d'autant plus frappante.

---

<sup>1</sup> En référence aux guerres de la France contre les différentes coalitions européennes entre 1792 et 1815, lorsque la Grande-Bretagne et la France étaient impliquées dans une lutte acharnée pour la suprématie politique et économique en Europe. En représailles au système continental de Napoléon (1806) qui interdisait aux pays européens de commercer avec la Grande-Bretagne, cette dernière imposa son contrôle sur le commerce maritime des Etats neutres. La Grande-Bretagne a également eu recours au commerce de contrebande et a pris l'habitude de saisir les navires de France et d'autres pays en haute mer.

<sup>2</sup> William Pitt, Premier ministre tory de 1783 à 1801 et de 1804 à 1806.

<sup>3</sup> Émancipation catholique : en 1829, le Parlement britannique, sous la pression d'un mouvement de masse en Irlande, a levé certaines des restrictions limitant les droits politiques de la population catholique. Les catholiques ont obtenu le droit d'être élus au Parlement et d'occuper certains postes gouvernementaux. Simultanément, la qualification de propriété pour les électeurs a été multipliée par cinq. Les classes dirigeantes britanniques espéraient que cette manœuvre amènerait à leurs côtés l'élite de la bourgeoisie irlandaise et catholique, des propriétaires terriens, et provoque une scission dans le mouvement national irlandais.

<sup>4</sup> Le *Reform Act* adopté par le Parlement britannique en juin 1832 était dirigé contre le monopole politique de l'aristocratie terrienne et financière et permettait à la bourgeoisie industrielle d'être dûment représentée au Parlement. Le prolétariat et la petite bourgeoisie, forces principales dans la lutte pour réforme, sont restés privés de leurs droits. Le second *Reform Act* sera voté en 1867, émancipant cette fois une partie de la classe ouvrière urbaine d'Angleterre et du Pays de Galles.

<sup>5</sup> Le projet de loi abrogeant les *Corn Laws* a été adopté en juin 1846. Les lois sur le maïs imposaient des droits d'importation élevés sur les produits agricoles afin de maintenir des prix élevés sur le marché intérieur au profit des propriétaires terriens. Leur abrogation a marqué une victoire pour la bourgeoisie industrielle, favorable au libre-échange. Dans le même temps, cela a eu un effet négatif sur les exportations de céréales irlandaises, aggravant la situation économique de l'Irlande.

<sup>6</sup> Le *Ten Hour's Bill*, limitant le travail des femmes et des enfants à 10 heures par jour, est passé au parlement britannique le 8 juin 1847.

<sup>7</sup> Le 8 février 1858, à la demande du Gouvernement français qui reprochait à l'Angleterre d'accorder le droit d'asile à des « criminels politiques », Palmerston déposa à la Chambre un projet de loi sur les conspirateurs étrangers. Le 12 février, ce projet de loi fut repoussé par les Communes.

La misère, produite par l'arrêt des fabriques ou la diminution des heures de travail motivée par le blocus des Etats esclavagistes est affreuse et augmente de jour en jour parmi les ouvriers des régions manufacturières du nord de l'Angleterre. Les autres fractions de la classe ouvrière ne souffrent pas au même point, mais elles souffrent néanmoins beaucoup de la réaction de la crise de l'industrie cotonnière sur les autres branches d'industrie, soit parce que les exportations de leurs produits en direction du nord de l'Amérique ont diminué par suite du tarif Morrill<sup>1</sup>, soit parce que les exportations vers le Sud sont ruinées par le blocus. La question de l'intervention anglaise en Amérique est donc devenue en ce moment une question de pain quotidien<sup>2</sup> pour les ouvriers. Cette pression est encore renforcée du fait que leurs « supérieurs naturels » ne dédaignent aucun moyen pour exciter leur colère contre les Etats-Unis. Le seul journal ouvrier encore existant et largement diffusé - le *Reynolds's Weekly Newspaper* - a été acheté, il y a six mois, par les bourgeois, afin de renouveler chaque semaine, en de violentes diatribes, le *ceterum censeo*<sup>3</sup> de l'intervention anglaise aux Etats-Unis.

La classe ouvrière se rend donc parfaitement compte que le gouvernement ne guette qu'un cri du bas, la moindre pression de l'extérieur en faveur de l'intervention pour mettre fin au blocus américain et à la misère anglaise. Dans ces conditions, il faut admirer l'obstination avec laquelle la classe ouvrière se tait, ou rompt le silence pour élever sa voix contre l'intervention et pour les Etats-Unis. C'est là une preuve, nouvelle et brillante de l'indestructible valeur des masses ouvrières anglaises, valeur qui représente le secret de la grandeur de l'Angleterre et qui - pour parler le langage hyperbolique de Mazzini - a fait apparaître le simple soldat anglais comme un demi-dieu pendant la guerre de Crimée et en d'autres occasions.

Pour illustrer la « politique » de la classe ouvrière, voici un compte rendu d'un grand meeting ouvrier, qui s'est tenu hier à Marylebone, l'un des districts les plus populaires de Londres :

Mr. Steadman, le président, ouvrit la réunion en faisant remarquer qu'il convenait de prendre une décision sur l'accueil que le peuple anglais devait réserver à MM. Mason et Slidell : « Il s'agit de considérer si ces messieurs ont fait le voyage en Angleterre pour libérer les esclaves de leurs chaînes ou pour y forger un anneau de plus. ».

Mr. Yates : « En cette occasion, la classe ouvrière ne doit pas garder le silence. Les deux personnages qui traversent l'océan Atlantique pour venir ici, sont les agents d'Etats esclavagistes et tyranniques. Ils se trouvent en rébellion ouverte contre la Constitution légale de leur pays et arrivent ici pour décider notre gouvernement à reconnaître l'indépendance des Etats esclavagistes. Il est du devoir de la classe ouvrière d'élever à présent la voix, car le gouvernement ne doit pas croire que nous suivons sa politique extérieure avec indifférence. Nous devons montrer que l'argent dépensé par le peuple anglais pour l'émancipation des esclaves ne doit pas être gaspillé inutilement. Si notre gouvernement avait agi honnêtement, il aurait appuyé de tout cœur les Etats du Nord dans leur lutte pour écraser cette terrible rébellion. »

---

<sup>1</sup> Il s'agit du tarif protectionniste déposé au Congrès par le républicain Justin Smith Morrill et adopté par le Sénat le 2 mars 1861. Il augmentait considérablement les droits de douane.

<sup>2</sup> « a knife-and-fork question », écrit Marx. La question « du couteau et de la fourchette » était une pièce maîtresse du programme social du chartisme. Il a été présenté pour la première fois comme slogan par J.R. Stephens dans son discours lors d'une réunion chartiste à Kersall Moor, près de Manchester, le 24 septembre 1838.

<sup>3</sup> L'expression *Ceterum censeo Carthaginem esse delendam* signifie : « Au reste, j'estime que Carthage doit être détruite. » C'est par cette formule que Caton l'Ancien ponctuait systématiquement ses discours au Sénat romain pour marquer sa volonté d'une guerre contre Carthage.

Après avoir défendu longuement les Etats du Nord et fait observer que « la violente tirade de Mr. Lovejoy<sup>1</sup> contre l'Angleterre avait été provoquée par les calomnies de la presse anglaise », l'orateur proposa la motion suivante :

« Cette assemblée décide que les agents des rebelles - Mason et Slidell - qui viennent de quitter l'Amérique pour rejoindre l'Angleterre, sont absolument indignes des sympathies morales de la classe ouvrière anglaise, étant donné que ce sont des propriétaires d'esclaves, ainsi que les agents déclarés d'une faction despotique, qui, en ce moment même, est en rébellion contre la République américaine et est l'ennemie jurée des droits sociaux et politiques de la classe ouvrière de tous les pays. ».

Mr. Whyne soutint cette motion, mais, dit-il, il allait de soi qu'au cours de leur visite à Londres, il convenait d'éviter toute insulte personnelle à l'égard de MM. Mason et Slidell.

Mr. Nichols - un habitant « de l'extrême nord des Etats-Unis », comme il se présenta lui-même, en fait délégué comme *avocat du diable* à ce meeting par MM. Yancey et Mann - s'opposa, lui aussi, à la motion : « Je suis ici, parce qu'il y règne la liberté de parole. Dans notre pays, le gouvernement ne permet plus à quiconque depuis trois mois d'ouvrir la bouche. La liberté n'est pas étouffée seulement au Sud, mais encore au Nord. La guerre a de nombreux adversaires au Nord, mais ils n'osent ouvrir la bouche. Rien moins que deux cents journaux sont interdits ou ont été détruits par la populace. Les Etats du Sud ont le même droit de faire sécession d'avec le Nord, que les Etats-Unis de se séparer jadis de l'Angleterre. »

Malgré la loquacité de Mr. Nichols, la première motion fut adoptée à l'unanimité. Mais il reprit la parole : « Si vous reprochez à MM. Mason et Slidell d'être des esclavagistes, la même chose vaut pour Washington, Jefferson, etc. ».

Mr. Beales<sup>2</sup> réfuta Nichols en détail et déposa ensuite une seconde motion. « Étant donné les efforts mal déguisés du *Times* et, d'autres journaux qui induisent en erreur l'opinion publique anglaise sur les affaires américaines, veulent nous entraîner sous divers prétextes dans une guerre avec des millions de nos frères, par le sang, et exploitent les actuelles difficultés de la République pour calomnier les institutions démocratiques, la présente assemblée considère qu'il est du devoir particulier des ouvriers qui ne sont pas représentés au sénat de la nation, d'exprimer leurs sympathies pour les Etats-Unis dans leur lutte gigantesque pour le maintien de l'Union; de dénoncer la scandaleuse malhonnêteté des avocats de l'esclavagisme que sont le *Times* et autres journaux aristocratiques apparentés; de formuler de la manière la plus nette son opposition à la politique d'intervention dans les affaires des Etats-Unis, et son appui à un règlement d'éventuels litiges par des commissaires ou tribunaux d'arbitrage choisis par les deux parties; de condamner la politique de guerre de la presse des escrocs de la bourse, et de manifester notre plus chaude sympathie pour les efforts des abolitionnistes en vue de régler définitivement la question des esclaves. ».

Cette motion fut adoptée à l'unanimité ainsi que la proposition finale, à savoir : « de faire parvenir, par l'intermédiaire de Mr. Adams, au Gouvernement américain une copie des résolutions adoptées, qui expriment les sentiments et l'opinion de la classe ouvrière d'Angleterre ».

---

<sup>1</sup> Owen Lovejoy, prêtre américain et politicien abolitionniste. Dans son discours du 14 janvier 1862 au Congrès, Lovejoy avait appelé le gouvernement à déclarer la guerre à l'Angleterre après la suppression de la rébellion sudiste.

<sup>2</sup> Edmond Beales a été le président de la *Reform League* qui a fait campagne pour la représentation de la classe ouvrière au parlement et dont les efforts ont abouti au second *Reform Act* de 1867.

## 2.7. Karl Marx, A propos de la crise du coton

*Die Presse,*  
8 février 1862.

L'assemblée annuelle de la Chambre de commerce s'est tenue à Manchester il y a quelques jours<sup>1</sup>. Elle représente le Lancashire, le plus important district industriel du Royaume-Uni et le centre principal de la manufacture de coton britannique. Le président de l'assemblée - M. E. Potter - et les principaux orateurs - MM. Bazley<sup>2</sup> et Turner<sup>3</sup> - représentent Manchester et une partie du Lancashire aux Communes. Des délibérations de cette assemblée nous apprennent *officiellement* quelle sera l'attitude du grand centre de l'industrie cotonnière anglaise au « sénat de la nation » en ce qui concerne la crise américaine.

Lors de l'assemblée, tenue l'année précédente par la Chambre de commerce, M. Ashworth<sup>4</sup>, l'un des plus importants barons du coton d'Angleterre, avait célébré en termes dithyrambiques l'expansion inouïe de l'industrie cotonnière anglaise au cours de la dernière décennie. Il souligna notamment que les crises commerciales de 1847 et 1857 n'avaient provoqué aucune chute des exportations anglaises de fils et de tissus de coton. Il expliqua ce phénomène par les vertus merveilleuses du système de libre-échange introduit en 1846. A cette époque déjà, ce langage sonnait creux : comment un système incapable d'épargner à l'Angleterre les crises de 1847 et 1857 pouvait-il soustraire une branche d'industrie anglaise particulière - celle du coton - à l'influence de la crise générale ?

Mais, qu'entendons-nous aujourd'hui ? Tous les orateurs, y compris M. Ashworth, reconnaissent que, depuis 1858, il y a eu un engorgement sans précédent des marchés asiatiques et qu'à la suite d'une surproduction massive et continûment soutenue, il fallait s'attendre à l'actuelle saturation, même s'il n'y avait pas eu de guerre civile américaine, de tarif Morrill<sup>5</sup> et de blocus. Certes, la question reste ouverte de savoir si la chute des exportations de l'année dernière eût atteint six millions de livres sterling sans ces circonstances aggravantes; quoi qu'il en soit, il faut admettre que les principaux marchés d'Asie et d'Australie ont une provision d'articles cotonniers anglais suffisante pour douze mois.

L'actuelle crise de l'industrie du coton anglais ne résulte donc pas simplement du blocus américain, mais de la surproduction anglaise, comme l'avoue maintenant l'autorité compétente en la matière, la Chambre de commerce de Manchester. Mais, quelles seraient les conséquences de la poursuite de la guerre civile américaine ? A cette question, nous obtenons de nouveau une réponse unanime : *souffrances infinies des classes laborieuses et ruine des petits fabricants.*

---

<sup>1</sup> Le 30 janvier 1862.

<sup>2</sup> Sir Thomas Bazley, manufacturier anglais libre-échangiste. Il a été l'un des fondateurs de l'*Anti Corn Law League* de Manchester.

<sup>3</sup> James Aspinall Turner, fabricant de coton de Manchester et membre de la Chambre des Communes.

<sup>4</sup> Henry Ashworth, l'un des fondateurs de l'*Anti Corn League*.

<sup>5</sup> Pour rappel : Le tarif Morrill est un droit douanier de caractère protectionniste présenté au Congrès des Etats-Unis par le républicain Justin Smith Morrill et adopté le 2 mars 1861. Les taxes douanières augmentèrent sensiblement à la suite de ce tarif.

M. Cheatham<sup>1</sup> note : « On prétend à Londres que nous avons encore suffisamment de coton pour continuer à fournir du travail. Mais, il ne s'agit pas seulement de coton. Il s'agit avant tout de prix. Avec les prix actuels, les fabricants mangeraient leur capital. ».

Dans ces conditions, la Chambre de commerce se déclara nettement opposée à toute intervention quelle qu'elle soit aux Etats-Unis, encore que la plupart de ses membres fussent assez influencés par le *Times* pour tenir la dissolution de l'Union pour inévitable.

M. Potter<sup>2</sup> affirme : « La dernière chose que nous puissions conseiller serait l'intervention. Le dernier endroit d'où partirait une telle proposition serait Manchester. Rien ne nous déterminera à conseiller quelque chose de moralement mauvais. ».

M. Bazley<sup>3</sup> : « Le différend américain doit rester soumis au principe le plus strict de non-intervention. Le peuple de chaque pays doit ordonner ses propres affaires sans trouble extérieur. ».

M. Cheatham : « Dans ce district, l'opinion dominante se rebelle avec force contre toute intervention dans le litige américain. Il faut l'exprimer clairement, parce qu'en cas de doute une pression extraordinaire pourrait être exercée sur le gouvernement par l'autre partie. ».

Que conseille donc la Chambre de commerce ? Le Gouvernement anglais doit éliminer tous les obstacles qui continuent à freiner, de par la faute de l'administration, la culture du coton en Inde. Il doit notamment abolir la taxe de dix pour cent sur les importations qui grèvent en Inde les fils et tissus anglais. A peine le régime de la compagnie des Indes orientales était-il éliminé<sup>4</sup> à peine les Indes orientales étaient elles incorporées à l'Empire britannique, que Palmerston, par le truchement de M. Wilson, introduisit en Inde cette taxe d'importation sur les produits manufacturés anglais, et cela au moment même où il vendait la Savoie et le comté de Nice en échange de l'accord commercial anglo-français<sup>5</sup>. Tandis que le marché français était d'une certaine manière ouvert à l'industrie anglaise, le marché des Indes orientales lui était en grande partie fermé.

A ce propos, M. Bazley nota que de grandes quantités de machines avaient été exportées vers Bombay et Calcutta depuis l'introduction de cette taxe et qu'on avait édifié sur place des fabriques de style anglais. Celles-ci s'apprêtent à leur chiper les meilleurs cotons indiens. Si l'on ajoute aux dix pour cent de taxe d'importation les quinze pour cent de frais de transport, les rivaux artificiellement suscités par l'initiative du Gouvernement anglais jouissent d'un tarif protecteur de vingt-cinq pour cent.

---

<sup>1</sup> John Cheatham, manufacturier britannique de tendance libérale.

<sup>2</sup> Edmund Potter, manufacturier britannique libre-échangiste. Il a été, au début des années 1860, président de la Chambre de Commerce de Manchester.

<sup>3</sup> Le baron Thomas Bazley, manufacturier britannique libre-échangiste. Un des fondateurs de l'Anti Corn Law League.

<sup>4</sup> Pour rappel : la *Compagnie britannique des Indes orientales*, fondée en 1600, a longtemps joui du monopole du commerce avec l'Inde, la Chine et d'autres pays asiatiques. En Inde, elle a également maintenu une armée et rempli des fonctions administratives. Elle fut l'un des principaux initiateurs de l'expansion et de l'oppression coloniale. Après l'insurrection populaire de 1857-1859 en Inde, le gouvernement britannique modifia la forme de l'administration coloniale. En 1858, la Compagnie des Indes orientales a été liquidée et l'administration de l'Inde a été transférée à la Couronne.

<sup>5</sup> Pour rappel : En 1858, la France et la Sardaigne conclurent un accord secret : Victor-Emmanuel accepta de céder le comté de Nice et la Savoie à Napoléon III, en échange de l'aide de la France contre l'Autriche. La guerre éclata en 1859. Bien que Napoléon III eût conclu en toute hâte la paix avec l'Autriche en abandonnant pratiquement son allié, il revendiqua Nice et la Savoie que la Sardaigne finit par céder (mars 1860). Le gouvernement de Palmerston protesta mais ne prit aucune mesure, de crainte que Napoléon III n'abrogeât le récent traité commercial signé entre la France et l'Angleterre en vue de diminuer les droits sur les articles manufacturés anglais.

En général, l'assemblée des hauts dignitaires de l'industrie anglaise exprima son amer ressentiment face aux tendances protectionnistes, qui se développent de plus en plus dans les colonies, notamment en Australie. Ces messieurs oublient que, durant plus d'un siècle et demi, ces colonies ont vainement protesté contre le « système colonial » de la métropole. A l'époque, les colonies réclamaient le libre-échange, tandis que l'Angleterre s'en tenait à la prohibition. Aujourd'hui, l'Angleterre prêche le libre-échange, et les colonies trouvent que le protectionnisme vis-à-vis de l'Angleterre est plus conforme à leurs intérêts.



## 2.8. Karl Marx, Le débat parlementaire sur l'Adresse

*Die Presse,*  
12 février 1862.

Marx commente dans cet article le débat parlementaire londonien à l'occasion du Discours du Trône de la reine Victoria lors de l'ouverture du Parlement<sup>1</sup>.

L'ouverture du Parlement a été une cérémonie sans éclat. L'absence de la Reine et la lecture du Discours du Trône ont écarté tout effet théâtral, un bref discours, écrit-il, qui récapitule les *faits accomplis* de la politique étrangère<sup>2</sup>.

*Londres, le 7 février 1862.*

(...)

La partie « technique » des débats tourna autour des *Etats-Unis*, du *Mexique* et du *Maroc*.

En ce qui concerne les Etats-Unis *ceux du dehors* (qui ne font pas partie du ministère) firent l'éloge de *ceux du dedans* (qui sont les *heureux possédants*<sup>3</sup>). Derby, le chef conservateur de la Chambre des Lords, et Disraeli, le chef conservateur de la Chambre des Communes, ne se dressèrent pas contre le gouvernement, mais bien plutôt l'un contre l'autre.

Tout d'abord, Derby<sup>4</sup> dit son amertume sur l'absence d'une « pression extérieure » du peuple. Certes, il « admirait » le stoïcisme et la dignité des ouvriers des fabriques, mais en ce qui concerne les maîtres de fabrique, il était obligé de les exclure de ses louanges. Le trouble américain arrivait fort opportunément pour eux, puisque la surproduction et l'engorgement de tous les marchés leur eussent, de toute façon, imposé des restrictions commerciales.

Derby poursuivit, en attaquant violemment le gouvernement de l'Union, qui « s'est exposé lui-même ainsi que son peuple aux humiliations les plus indignes » : il n'a pas agi en « gentleman », parce qu'il n'a pas pris l'initiative de rendre volontairement Mason, Slidell et compagnie et de faire amende honorable.

Son second aux Communes, M. Disraeli, comprit tout de suite combien la charge de Derby était dommageable aux espoirs ministériels des conservateurs. Il prit donc le contre-pied et déclara : « Si je considère les graves difficultés que les hommes d'Etat américains ont à affronter, j'irais même jusqu'à dire qu'ils leur ont fait face de manière virile et courageuse. ».

---

<sup>1</sup> En référence à l'édition du 7 février 1862 du *Times*.

<sup>2</sup> Notamment la convention conclue à Londres, le 31 octobre 1861, entre l'Espagne, la France et la Grande-Bretagne pour combiner une action contre le Mexique.

<sup>3</sup> « The beati possidentes », écrit Marx.

<sup>4</sup> Le comte de Derby, leader Tory, qui a été premier Ministre en 1852, 1858-1859, et le redeviendra en 1866-1868.

D'autre part - avec son esprit de conséquence habituel - Derby protesta contre les « nouvelles doctrines » en matière de droit maritime. De tout temps, l'Angleterre avait défendu les droits des belligérants contre les prétentions des Etats neutres. Certes, Lord Clarendon avait fait une « dangereuse » concession à Paris en 1856<sup>1</sup>. Par bonheur, elle n'était pas encore ratifiée par la Couronne, si bien qu'« elle ne modifiait pas l'état du droit international ». M. Disraeli, manifestement en accord avec le ministère, évita pour sa part d'aborder ce problème.

Derby approuva la politique de non-intervention du ministère. Le moment de reconnaître la Confédération du Sud n'étant pas encore venu, il demanda des documents authentiques afin de juger « dans quelle mesure le blocus était de bonne foi et effectif, et s'il était tel qu'il devait être reconnu et respecté par la loi des nations ? ».

Lord John Russell déclara, en revanche, que le gouvernement de l'Union avait utilisé un nombre suffisant de navires pour le blocus, mais ne l'avait pas fait respecter partout de manière conséquente. M. Disraeli ne voulut se permettre aucun jugement sur la nature du blocus, mais demanda au ministère des Informations pour l'éclairer sur ce sujet. Avec emphase, il mit en garde contre une reconnaissance intempestive de la Confédération, et ce, d'autant que l'Angleterre était en train de se compromettre en menaçant un Etat américain - le Mexique - dont elle avait précédemment reconnu l'indépendance.

Après les Etats-Unis, ce fut le tour du Mexique. Nul membre du Parlement ne condamna cette guerre entreprise sans déclaration de guerre<sup>2</sup>, mais l'immixtion dans les affaires intérieures d'un pays en application du principe de non-intervention ainsi que la coalition avec la France et l'Espagne afin d'intimider un pays à moitié sans défense. Ceux qui sont en dehors indiquèrent à ce propos qu'ils se réservaient simplement le Mexique comme prétexte à leurs manœuvres de parti. Derby réclama des documents, aussi bien sur la convention entre les trois puissances, que sur la manière dont elle fut exécutée. Il approuva la convention, parce que - à son avis - le juste chemin pour chacune des parties contractantes était que les revendications de chacune d'elles restassent indépendantes. Cependant, des rumeurs publiques lui faisaient craindre qu'une des puissances au moins - l'Espagne - poursuivit des opérations outrepassant le cadre du traité : comme si Derby pensait vraiment que la grande puissance qu'est l'Espagne était capable d'agir contre la volonté de la France et de l'Espagne ! Lord John Russell répondit : les trois puissances poursuivent le même but et évitent anxieusement de gêner les Mexicains dans le règlement de leurs propres affaires d'Etat.

Aux Communes, M. Disraeli s'abstint de tout jugement jusqu'à ce qu'il ait pris connaissance des documents. Cependant, il trouva « l'annonce du gouvernement *suspecte* ». L'Angleterre avait été la première à reconnaître l'indépendance du Mexique. Or, cette reconnaissance évoque une politique mémorable : la politique anti Sainte-Alliance, ainsi qu'une personnalité mémorable, celle de Canning. Quelle singulière occasion poussa donc l'Angleterre à porter le premier coup à cette indépendance ? Sans compter que l'intervention a changé bientôt de prétexte. Au début, il s'agissait d'obtenir réparation pour des injustices subies par des sujets anglais. Or voilà qu'on murmure qu'il faut instaurer de nouveaux principes de gouvernement, ainsi qu'une nouvelle dynastie.

---

<sup>1</sup> Marx se réfère à la Déclaration réglant divers points de droit maritime, signée à Paris, le 14 avril 1856; elle protégeait la marine marchande des Etats neutres contre les attaques des belligérants.

<sup>2</sup> Le 31 octobre 1861, les trois puissances concluent une convention d'action commune contre le Mexique pour renverser le progressiste Juarez et transformer la république mexicaine en une colonie de puissances européennes. Le prétexte de cette décision était une loi du Congrès mexicain du 17 juillet 1861 suspendant pour deux ans le paiement des intérêts sur la dette extérieure du pays. Le gouvernement Palmerston entreprit d'organiser une expédition punitive.

Lord Palmerston renvoya tout le monde aux documents soumis au Parlement, à la convention interdisant aux alliés d' « assujettir » le Mexique et de lui imposer une forme de gouvernement n'ayant pas l'agrément du peuple. Mais, en même temps il a découvert une cachette diplomatique : il aurait entendu dire qu'un parti mexicain souhaitait la transformation de la république en monarchie, mais il ne connaissait pas la force de ce parti. Tout ce qu' « il souhaitait quant à lui c'est qu'on instaurât au Mexique un gouvernement quel qu'il soit mais susceptible de négocier avec les Etats étrangers ». Il souhaite donc la formation d'un nouveau gouvernement. Il déclara en effet que l'actuel gouvernement n'existait pas.

En conséquence, il assumait la responsabilité de l'alliance de l'Angleterre avec la France et l'Espagne, ainsi que le privilège de la Sainte-Alliance de décider de l'existence ou de la non-existence des gouvernements étrangers. Et d'ajouter modestement : « C'est tout ce que le gouvernement de la Grande-Bretagne cherche à atteindre. ». Rien de plus !

(...)<sup>1</sup>

---

<sup>1</sup> Les derniers paragraphes de l'article de Marx concernent la situation au Maroc.

## 2.9. Karl Marx, Affaires américaines

*Die Presse,*  
26 février 1862.

L'intérêt de cet article réside dans l'évocation de la personnalité du général George **McClellan** qui s'est vu licencier par le président Lincoln en raison de ses conceptions stratégiques, suspectes car trop souvent timorées..

Londres, le 3 mars 1862.

Le président Lincoln n'ose pas faire un pas en avant tant que le cours des événements et l'état général de l'opinion publique permettent de temporiser. Mais, une fois qu'« Old Abe » s'est convaincu lui-même qu'un tel tournant s'est produit, il surprend autant ses amis que ses ennemis par la soudaineté d'une opération menée avec le moins de bruit possible. Ainsi, de la manière la moins voyante, il vient d'exécuter un coup, qui, six mois auparavant, eût pu lui coûter le siège de président et qui, il y a peu de mois encore eût suscité une tempête de protestations. Nous parlons de l'élimination de McClellan de son poste de commandant en chef de toutes les armées de l'Union.

Pour commencer, Lincoln avait remplacé le ministre de la Guerre Cameron<sup>1</sup> par un juriste énergique et implacable, Mr Edwin Stanton<sup>2</sup>. Celui-ci lança aussitôt un ordre du jour aux généraux Buell<sup>3</sup>, Halleck, Sherman et autres commandants de services entiers ou de chefs d'expéditions, leur enjoignant d'attendre à l'avenir que leur parviennent directement tous les ordres, publics et secrets, du ministère de la Guerre, et, de même, de répondre directement à ce ministère. Enfin, Lincoln donna quelques ordres qu'il signa lui-même en tant que « commandant en chef de l'Armée et de la Marine », titre qui lui revenait de par la Constitution. De cette manière « tranquille », le « jeune Napoléon<sup>4</sup> » fut dépouillé du commandement suprême qu'il exerçait jusque-là sur toutes les armées et fut réduit à la seule direction de l'armée du Potomac, bien qu'il gardât le titre de « commandant en chef<sup>5</sup> ». Les succès remportés au Kentucky, au Tennessee et sur la côte Atlantique ont inauguré favorablement la prise en main du commandement suprême par le président Lincoln.

---

<sup>1</sup> Simon Cameron, sénateur républicain, Secrétaire de la Guerre dans le cabinet de Lincoln de 1861 à janvier 1862.

<sup>2</sup> Edwin McMasters Stanton, démocrate fermement anti-esclavagiste. Secrétaire du ministère de la Guerre de janvier 1862 à 1868.

<sup>3</sup> Don Carlos Buell, général américain nordiste, commandant de l'armée dans le Tennessee et le Kentucky en 1862.

<sup>4</sup> Nom donné à George McClellan par ses partisans démocrates parce qu'il avait été nommé commandant en chef des troupes de l'Union dès l'âge de trente-quatre ans.

<sup>5</sup> En mars 1862, Lincoln lança à l'armée l'« ordre du jour général n° 3 » dans lequel il enjoignait à McClellan de prendre « la tête de l'armée du Potomac jusqu'à nouvel ordre » et l'informait qu'il était « relevé du commandement des autres départements militaires ».

Le poste de commandant en chef, occupé jusque-là par McClellan, a été légué aux Etats-Unis par l'Angleterre et correspond à peu près à la dignité de grand connétable dans l'armée française de l'Ancien Régime. Pendant la guerre de Crimée, l'Angleterre elle-même découvrit que cette vieille institution était désormais inadéquate. Elle réalisa donc un compromis grâce auquel une partie des attributs du commandant en chef fut transmise au ministère de la Guerre.

Pour juger de la tactique fabienne<sup>1</sup> de McClellan, nous manquons encore du matériel voulu. Mais, il ne fait pas de doute que son action entravait la conduite des opérations militaires en général. On peut dire de McClellan ce que Macaulay<sup>2</sup> disait d'Essex<sup>3</sup> : « Les fautes militaires d'Essex découlent essentiellement de ses sentiments politiques timorés. Certes, il est honnête, mais il n'est nullement attaché à la cause du Parlement : en dehors d'une grande défaite, il ne craint rien davantage qu'une grande victoire. ».

Comme la plupart des officiers formés à West Point et appartenant à l'armée régulière, McClellan est plus ou moins lié par *l'esprit de corps*<sup>4</sup> à ses anciens camarades qui se trouvent dans le camp ennemi. Il jalouse, lui aussi, les *parvenus* que sont à ses yeux les « soldats du civil ». Pour lui, la guerre doit être menée de manière purement technique, comme une affaire, en ayant toujours en vue de restaurer l'Union sur sa base ancienne, et c'est pourquoi il convient avant tout de se tenir en dehors de toute tendance et principe révolutionnaires. En vérité, c'est là une bien curieuse conception d'une guerre qui est essentiellement une guerre de principes ! Les premiers généraux du Parlement anglais partageaient la même erreur. « Mais, dit Cromwell dans son adresse au parlement crouppion du 4 juillet 1653, comme tout cela a changé lorsque la direction a été assumée par des hommes pénétrés de l'esprit de religiosité et de foi ! ».

Le *Star*<sup>5</sup> de Washington, l'organe particulier de McClellan, déclare encore dans son dernier numéro : « Le but de toutes les combinaisons militaires du général McClellan est le rétablissement de l'Union sous la forme exacte où elle existait avant que n'éclatât la rébellion. ».

Rien d'étonnant donc si, sur le Potomac, l'armée était employée sous les yeux du commandant en chef à la chasse aux esclaves ! Tout récemment encore, McClellan fit expulser du camp par ordre exprès la famille des musiciens Kutchninson, qui y chantait des chansons...antiesclavagistes !

A part de telles manifestations « contre les tendances », McClellan prenait sous sa haute protection les traîtres de l'armée unioniste. Par exemple, il promut Maynard à un grade supérieur, bien que ce fût un agent des sécessionnistes, comme le prouvent les documents officiels du comité d'enquête de la Chambre des Représentants. Du général Patterson<sup>6</sup>, dont la trahison provoqua la défaite de Manassas<sup>7</sup>, jusqu'au général Stone<sup>1</sup>, qui organisa la défaite de Balls Bluff<sup>2</sup>

---

<sup>1</sup> Le général romain Quintus Fabius Maximus Verrucosus surnommé *Cunctator* (le temporisateur), s'efforça au cours de la seconde guerre punique (218-201 av. J.-C.) d'utiliser les immenses avantages et réserves d'ordre militaire dont il disposait pour s'attirer les bonnes grâces de l'armée. Son plan consistait à éviter toute bataille décisive et à se défendre dans des camps retranchés. Chaque erreur de l'adversaire était utilisée pour remonter le moral de l'armée romaine par de *petites victoires* et effacer l'effet déprimant des défaites précédentes.

<sup>2</sup> Tomas Babington, baron de Macaulay : historien et politicien whig anglais.

<sup>3</sup> Robert Devereux comte d'Essex : général britannique commandant en chef de l'armée pendant la révolution anglaise de 1642-1645.

<sup>4</sup> En français dans le texte de Marx.

<sup>5</sup> *L'Evening Star*.

<sup>6</sup> Robert Patterson, général de l'armée du Nord au début de la guerre de sécession. Il est démis de ses fonctions après la bataille de Bull Run en juillet 1861.

<sup>7</sup> Le 21 juillet 1861, l'armée de l'Union est vaincue par les forces confédérées sur la rivière Bull Run près de Manassas, en Virginie, lors de la première grande bataille de la guerre civile américaine. Le 10 août 1851,

en connivence directe avec l'ennemi. McClellan savait soustraire tout traître militaire à la cour martiale, voire le plus souvent l'empêcher d'être renvoyé de son poste. A ce sujet, le comité d'enquête du Congrès a révélé les faits les plus surprenants. Lincoln résolut de démontrer par une mesure énergique, que lorsqu'il assumait le commandement suprême, l'heure des traîtres à épauettes avait sonné, et qu'un tournant s'était produit dans la politique de guerre. Sur son ordre, le général Stone fut arrêté dans son lit le 10 février à deux heures du matin et conduit au fort Lafayette. Quelques heures plus tard, parvint l'ordre de son arrestation, signé de Stanton et contenant l'accusation de haute trahison passible de la cour martiale. L'arrestation de Stone et sa mise en accusation ont eu lieu sans que le général McClellan en fût informé au préalable.

Tant qu'il restait inactif et portait les lauriers tressés à l'avance, McClellan était manifestement résolu à ne pas permettre qu'un autre général le devançât. Les généraux Halleck et Pope avaient préparé un mouvement combiné pour contraindre à une bataille décisive le général Price<sup>3</sup>, qui avait déjà échappé une fois à Frémont par suite d'une intervention de Washington. Un télégramme de McClellan leur interdit de mener à bien leur entreprise. Un télégramme semblable, adressé au général Halleck, « annula l'ordre » d'enlever le fort Columbus, à un moment où ce fort se trouvait à moitié sous l'eau. McClellan avait expressément défendu aux généraux de l'Ouest de correspondre entre eux. Chacun devait commencer par s'adresser à Washington, s'il voulait combiner un mouvement. Le président Lincoln vient de leur rendre leur indispensable liberté d'action.

Il suffit de lire le panégyrique que le *New York Herald* dresse sans arrêt au général McClellan pour juger de la qualité de sa politique militaire. C'est le héros, selon le cœur du *Herald*. Le fameux Bennett, propriétaire et rédacteur en chef du *Herald*, régnait dans le temps sur les administrations de Pierce et de Buchanan par l'entremise de ses « représentants spéciaux », alias correspondants à Washington. Sous l'administration Lincoln, il essaya de reconquérir ce même pouvoir par un détour grâce à son « représentant spécial », le Dr Ives<sup>4</sup>, sudiste notoire et frère d'un officier ayant déserté pour la Confédération et qui avait réussi à gagner la faveur de McClellan. Sous le patronage de McClellan, il semble que cet Ives ait joui de grandes privautés, notamment à l'époque où Cameron fut à la tête du ministère de la Guerre. Il attendait manifestement que Stanton lui accordât les mêmes privilèges et, en conséquence, il se présenta le 8 février au bureau militaire, où le ministre de la Guerre, son secrétaire en chef et quelques membres du Congrès délibéraient sur des mesures militaires à prendre. On le mit à la porte, mais il se dressa sur ses ergots et, en battant en retraite, il menaça de faire ouvrir le feu par le *Herald* sur l'actuel ministère de la Guerre, s'il lui retirait son « privilège particulier », à savoir être dans la confiance des délibérations de cabinet, des télégrammes, informations générales et nouvelles de guerre. Le lendemain 9 février, le Dr Ives avait réuni tout l'état-major de McClellan pour un dîner au champagne. Mais la malchance vient vite. Un sous-officier, suivi de six hommes, s'empara du puissant Ives et l'emmena au fort McHenry, où - comme l'ordre du ministre de la Guerre le dit expressément - il est tenu sous surveillance étroite en tant *qu'espion*.

---

l'armée de l'Union, vaincue à Wilson's Creek, est forcée d'abandonner la ville de Springfield, dans le Missouri.

<sup>1</sup> Charles Pomeroy Stone : commandant des troupes nordistes en Virginie en 1861, il est arrêté après la défaite de Ball's Bluff en octobre 1861 sous suspicion de haute trahison.

<sup>2</sup> La bataille de Ball's Bluff (au nord-ouest de Washington) s'est déroulée en octobre 1861. Les forces du Sud ont vaincu plusieurs régiments commandés par le général Stone qui avaient traversé la rive droite du Potomac et se sont retrouvés sans renforts. Les deux batailles ont révélé de graves lacunes dans l'organisation et la tactique de l'armée du Nord.

<sup>3</sup> Sterling Price, gouverneur du Missouri de 1853 à 1857 ; il a choisi la camp des sudistes.

<sup>4</sup> Malcolm Ives, journaliste américain démocrate.

## 2.10. Friedrich Engels et Karl Marx : *La guerre civile américaine*

*Die Presse,*  
26 et 27 mars 1862.

Cet article a d'abord été rédigé par Engels<sup>1</sup> pour le *Volunteer Journal* qui le publia le 14 mars 1862 sous le titre « La guerre en Amérique ». Il devait paraître également dans le *New-York Daily Tribune* **qui le refusa**<sup>2</sup>. Il sera alors traduit et légèrement remanié par Marx à destination de *Die Presse*.

I

Sous quelque angle qu'on la considère, la guerre civile américaine présente un spectacle sans parallèle dans les annales de l'histoire militaire. L'immense étendue du territoire disputé, l'ampleur des lignes d'opération et du front, la puissance numérique des armées ennemies, dont la création n'a pu pratiquement s'appuyer sur aucune base d'organisation antérieure, le coût fabuleux de ces armées, leur mode de direction et les principes généraux de tactique et de stratégie régissant cette guerre, tout cela est nouveau pour l'observateur européen.

La conspiration sécessionniste, organisée, patronnée et soutenue bien avant qu'elle n'éclatât par l'administration de Buchanan, a donné au Sud un avantage initial, grâce auquel seule elle pouvait espérer atteindre ses buts. Menacé par sa population d'esclaves<sup>3</sup> et par de forts éléments unionistes parmi les Blancs, disposant d'un nombre d'hommes libres trois fois moins élevé que le Nord, mais plus prompt à l'attaque grâce à ses innombrables oisifs, assoiffés d'aventures, tout dépendait pour le Sud d'une offensive rapide, audacieuse, voire téméraire. Si les sudistes parvenaient à s'emparer de Saint-Louis, de Cincinnati, de Washington, de Baltimore et peut-être de Philadelphie, ils pouvaient soulever un mouvement de panique, cependant que la diplomatie et la corruption eussent assuré à tous les Etats esclavagistes la reconnaissance de leur indépendance. En revanche, si cette première offensive échouait - du moins sur ses points décisifs - leur situation devait empirer de jour en jour, parallèlement au développement des forces du Nord. C'est ce que comprirent parfaitement les hommes qui, dans un esprit véritablement bonapartiste, organisèrent la conspiration sécessionniste, puis ouvrirent la campagne. Leurs bandes d'aventuriers submergèrent le Missouri et le Tennessee, tandis que les troupes plus régulièrement organisées envahirent la Virginie orientale et préparèrent un *coup de main*<sup>4</sup> en direction de Washington. Ce coup ayant échoué, la campagne sudiste était perdue *du point de vue militaire*.

---

<sup>1</sup> A la demande de Marx qui lui écrit, le 3 mars 61 : « J'aimerais que tu me fasses parvenir cette semaine un article en anglais sur la guerre d'Amérique. Tu peux t'exprimer *sans retenue*. Le *Tribune* le sortira en tant que lettre d'un officier étranger. » (C7, p. 9). Engels annonce l'envoi de la deuxième partie de l'article dans sa lettre à Marx du 8 mars 62 (C7, p. 18).

<sup>2</sup> L'influence, au sein du journal, des partisans d'un compromis avec les Etats esclavagistes met ainsi fin à la collaboration de Marx avec le *New-York Daily Tribune*.

<sup>3</sup> En 1860, l'Alabama, la Géorgie, la Louisiane, le Mississippi, la Floride, la Caroline du Sud et le Texas avaient au total 4.969.141 habitants, dont 46,5 %, soit 2.312.350, étaient des esclaves. Dans deux de ces Etats - la Caroline du Sud et le Mississippi - les esclaves étaient plus nombreux que l'ensemble des Blancs et Noirs libres. La Virginie, le Tennessee, la Caroline du Nord et l'Arkansas comptaient 4.134.191 habitants en 1860, dont 29,2 % d'esclaves soit 1.208.758. Ne serait-ce que du point de vue militaire, une politique radicalement abolitionniste eût cassé les reins aux sudistes.

<sup>4</sup> En français dans le texte.

Le Nord entra en guerre à contrecœur dans un demi-sommeil, comme il fallait s'y attendre étant donné le développement plus élevé de son industrie et de son commerce. Le mécanisme social était infiniment plus complexe ici qu'au Sud, et il fallut bien plus de temps pour imprimer à son appareil une direction aussi inhabituelle. L'enrôlement des volontaires pour trois mois s'avéra être une grave erreur, encore qu'elle fût sans doute inévitable<sup>1</sup>.

La politique du Nord devait consister d'abord à se tenir sur la défensive sur tous les points décisifs, afin d'organiser ses forces, les exercer et les préparer à des batailles décisives par des opérations de faible envergure et peu risquées; puis - dès que l'organisation se trouvait quelque peu renforcée et que les éléments félons étaient plus ou moins écartés de son armée - à passer à une offensive énergique et ininterrompue, en vue de reconquérir avant tout le Kentucky, le Tennessee, la Virginie et la Caroline du Nord<sup>2</sup>. La transformation des civils en soldats devait coûter plus de temps au Nord qu'au Sud. Mais, une fois cela achevé, on pouvait se fier à la supériorité individuelle du nordiste.

En gros, si nous faisons abstraction des erreurs qui ont une source plus politique que militaire, le Nord a agi conformément à ces principes : la petite guerre au Missouri et en Virginie occidentale, tandis qu'elle protégeait les populations unionistes, accoutumait les troupes au service de campagne et au feu, sans les exposer à des défaites décisives. La grave humiliation de Bull Run<sup>3</sup> était, d'une certaine manière, la conséquence d'une erreur antérieure : l'enrôlement des volontaires pour trois mois. Il est absurde de demander à de nouvelles recrues d'attaquer de front une puissante position, située sur un terrain difficile et occupée par un adversaire à peine inférieur en nombre. La panique qui s'empara au moment décisif de l'armée unioniste, et dont la cause n'a toujours pas été clarifiée, ne pouvait surprendre quiconque est tant soit peu familiarisé avec l'histoire des guerres populaires. De tels incidents se produisirent fréquemment chez les troupes françaises de 1792-1795<sup>4</sup>, mais n'empêchèrent aucunement ces mêmes soldats de gagner les batailles de Jemappes et de Fleurus, de Montenotte, Castiglione et Rivoli. Les railleries de la presse européenne sur la panique de Bull Run n'ont qu'une seule excuse à leur sottise : les fanfaronnades d'une partie de la presse nord-américaine avant le déclenchement de la bataille.

Le répit de six mois consécutif à la défaite de Manassas fut exploité plus efficacement par le Nord que par le Sud. Non seulement les rangs nordistes grossirent bien plus que les rangs sudistes, mais leurs officiers reçurent une meilleure instruction; la discipline et l'entraînement des troupes ne se heurtèrent pas aux mêmes obstacles qu'au Sud. Les traîtres et les incapables furent en grande partie écartés : le temps de la panique de Bull Run appartient au passé. Certes, il ne faut pas juger les deux armées selon les critères propres aux principales armées européennes, voire à l'ancienne armée régulière des Etats-Unis. En fait, Napoléon réussit à parfaire en un mois, dans ses casernes, l'entraînement des bataillons de nouvelles recrues, puis à les entraîner à la marche dans le second, et les

---

<sup>1</sup> En réponse aux actes de guerre de la Confédération du Sud, le gouvernement de Lincoln avait appelé, le 15 avril 1861, 75.000 volontaires au service armé, croyant pouvoir régler le conflit en trois mois. En fait, la guerre de Sécession durera jusqu'en 1865.

<sup>2</sup> Lesdits Etats frontaliers.

<sup>3</sup> Sur la rivière *Bull Run*, près de la ville de Manassas, au sud-ouest de Washington, eut lieu le 21 juillet 1861 la première bataille importante de la guerre civile américaine. L'armée du Sud triompha des troupes nordistes plus nombreuses, mais mal préparées.

<sup>4</sup> Dans sa lettre à Marx du 26.9.1851, Engels explique que la première phase d'une révolution implique toujours la spontanéité et l'anarchie, qui affectent et dissolvent l'ancien régime : « Il est évident que la désorganisation des armées et le relâchement absolu de la discipline furent aussi bien la condition que le résultat de toute révolution qui ait triomphé jusqu'ici. La France dut attendre 1792 pour réorganiser une petite armée de soixante à quatre-vingt mille hommes, celle de Dumouriez, qui cependant se décomposa bientôt. On peut donc dire qu'il n'y eut pratiquement aucune armée organisée en France jusqu'à la fin 1793 ». (C2, pp. 337-339). Et de montrer que la discipline dépend des buts politiques poursuivis, et non de la dictature militaire, du moins en périodes révolutionnaires.



conduire à l'ennemi le troisième. Mais, alors, chaque bataillon recevait un complément suffisant d'officiers et de sous-officiers éprouvés; et, enfin, on attribuait à chaque compagnie de vieux soldats, pour qu'au jour de la bataille les jeunes troupes fussent entourées, ou mieux encadrées par les vétérans. Or, toutes ces conditions font défaut à l'Amérique. Sans la masse considérable de l'expérience militaire de ceux qui ont émigré en Amérique, à la suite des convulsions révolutionnaires de 1848-1849, l'organisation des armées de l'Union eût exigé un temps plus long encore<sup>1</sup>. Le nombre très réduit des morts et des blessés par rapport au nombre total des troupes engagées (habituellement de un sur vingt) démontre que la plupart des engagements, même les plus récents, au Kentucky et au Tennessee, ont été effectués principalement en utilisant des armes à feu à longue distance, et que les rares charges à la baïonnette s'arrêtaient bientôt devant le feu de l'ennemi, ou bien mettaient l'adversaire en fuite avant même qu'on en vînt au corps à corps. Dans l'intervalle, la nouvelle campagne s'est ouverte sous des auspices plus favorables, avec l'avance de Buell et de Halleck à travers le Kentucky en direction du Tennessee.

Après avoir reconquis le Missouri et la Virginie occidentale, l'Union ouvrit la campagne en avançant en direction du Kentucky<sup>2</sup>. Les sécessionnistes tenaient là trois fortes positions ou camps retranchés : Columbus sur le Mississippi à leur gauche; Bowling Green au centre; Mill Springs sur la rivière de Cumberland à leur droite. Leur ligne s'étendait d'ouest en est, sur plus de trois cents milles. L'ampleur de cette ligne enlevait aux trois corps engagés toute possibilité de se soutenir mutuellement, et offrait aux troupes de l'Union la chance de pouvoir attaquer chacun d'eux isolément et avec des forces supérieures. La grande erreur des sécessionnistes fut, dans la disposition de leurs forces, de vouloir tenir tout le terrain occupé. Le Kentucky eût été défendu avec bien plus d'efficacité au moyen d'un seul camp puissamment fortifié, au centre du pays, préparé comme champ de bataille pour un engagement décisif et tenu par le gros de l'armée : ou bien il aurait attiré le gros des forces unionistes, ou bien il les aurait mises dans une position périlleuse, dès lors qu'elles eussent tenté d'attaquer une concentration de troupes aussi forte.

Dans les conditions données, les unionistes résolurent d'attaquer les trois camps l'un après l'autre, en cherchant à en faire sortir l'ennemi par une série de manœuvres en vue de l'obliger à accepter le combat en rase campagne. Ce plan correspondant à toutes les règles de l'art militaire fut exécuté avec décision et rapidité. Vers la

---

<sup>1</sup> Comme durant la première révolution américaine, des forces progressives de plusieurs nations européennes aidèrent les Américains dans leur lutte au cours de la guerre anti-esclavagiste. Parmi les révolutionnaires allemands de 1848 qui avaient émigré aux Etats-Unis, il y avait des bourgeois libéraux tels que Schurz et Kapp, et des amis communistes de Marx et d'Engels tels que Joseph Weydemeyer et Friedrich Anneke. On estime à deux cent mille le nombre des Allemands qui se portèrent volontaires pour aider le Nord à combattre les esclavagistes. Ils firent profiter de leur expérience les armées nordistes peu aguerries et mal organisées au début des hostilités. Certains révolutionnaires de 1848 organisèrent leurs propres détachements, par exemple le 8<sup>e</sup> régiment de volontaires allemands.

<sup>2</sup> Du point de vue militaire et politique, la campagne du Kentucky de 1862 fut d'une importance décisive. La ligne de défense des confédérés, de Columbus à Bowling Green, avait deux centres vitaux au Tennessee, Fort Henry et Fort Donelson. Ces places fortes défendaient deux importants passages au cœur du Sud, les rivières Cumberland et Tennessee. Leur prise ne permit pas seulement aux nordistes d'ouvrir une brèche profonde dans la Confédération sudiste, mais encore de rendre intenable la position des sudistes au Kentucky. C'est pourquoi, ces deux forts furent l'objectif immédiat de la campagne de l'Union, et Grant les occupa les 6 et 15.2.1862. La prise de Fort Donelson entraîna l'évacuation des positions de Bowling Green, de Columbus et de Nashville (au Tennessee).

Ces victoires de l'Union eurent de grandes conséquences militaires. Par le fleuve du Tennessee, les nordistes purent pénétrer jusqu'au nord de l'Alabama et même en Géorgie. Ce fut la première amorce pour enfoncer un coin jusqu'au golfe du Mexique et couper la Confédération sudiste en deux parties isolées l'une de l'autre. En outre, ces succès permirent d'occuper le Kentucky, Etat frontière vital, et de récupérer une partie du Tennessee. Les nordistes avancèrent en tout de deux cents milles. Par ailleurs, ces victoires eurent un grand retentissement politique. Elles montrèrent à l'Europe - et notamment à l'Angleterre - que le Sud n'était pas invincible sur les champs de bataille. Enfin, elles enlevèrent les derniers doutes qui pouvaient subsister sur le rôle du Kentucky dans le conflit, et permirent d'entreprendre une guerre plus révolutionnaire contre les esclavagistes.

mi-janvier, un corps d'environ quinze mille unionistes marcha sur Mill Springs, tenu par vingt mille sécessionnistes. Les unionistes manœuvrèrent si bien qu'ils firent croire à leurs adversaires qu'ils n'avaient affaire qu'à un faible détachement. Le général Zollicoffer<sup>1</sup> tomba aussitôt dans le piège : il sortit de son camp retranché et attaqua les unionistes. Trop tard, il se rendit compte qu'il avait en face de lui une force supérieure. Il fut tué, et ses troupes subirent une défaite aussi complète que les unionistes à Bull Run. Mais, cette fois-ci, la victoire fut tout autrement exploitée. L'armée vaincue fut étroitement talonnée jusqu'à ce que, épuisée, démoralisée, ayant perdu son artillerie de campagne et ses trains d'équipage, elle parvint à son camp de Mill Springs. Ce camp ayant été édifié sur le côté nord de la rivière de Cumberland, en cas d'une nouvelle défaite, la garnison avait la retraite coupée, hormis par le fleuve, au moyen de quelques navires à vapeur ou de barques de rivière. Nous avons noté qu'en général les camps sécessionnistes sont édifiés sur la rive *ennemie* des fleuves. Il n'est pas seulement de règle, mais encore pratique de s'aligner de la sorte, mais à condition d'avoir un pont à dos. Dans ce cas, le camp sert de tête de pont et donne à ceux qui le tiennent le privilège de jeter leurs forces à volonté sur l'une ou l'autre rive du fleuve, c'est-à-dire de dominer complètement le cours d'eau. En revanche, un camp sur le côté ennemi du fleuve, sans pont à dos, coupe toute voie de retraite après un engagement malheureux, et force les troupes à capituler ou les expose au massacre et à la noyade, comme ce fut le cas pour les unionistes près de Ball's Bluff sur la rive ennemie du Potomac où la trahison du général Stone les avait envoyés.

Lorsque les sécessionnistes vaincus eurent atteint leur camp de Mill Springs, ils comprirent aussitôt qu'il leur fallait ou bien repousser l'attaque de l'ennemi contre leurs retranchements, ou bien capituler sous peu. Or après l'expérience du matin, ils avaient perdu confiance en leur capacité de résistance. En conséquence, lorsque les unionistes avancèrent le lendemain pour attaquer le camp, ils s'aperçurent que l'ennemi avait mis la nuit à profit pour traverser le fleuve, en leur abandonnant le camp, les trains d'équipage, l'artillerie et l'approvisionnement. De cette manière, l'extrémité droite de la ligne sécessionniste était repoussée vers le Tennessee, et le Kentucky oriental, où la masse de la population est hostile au parti esclavagiste, fut reconquis par l'Union.

Au même moment - vers la mi-janvier - les unionistes commencèrent les préparatifs pour déloger les sécessionnistes de Columbus et de Bowling Green. Une puissante flotte de vaisseaux à mortiers et de canonniers blindés était tenue prête, et la nouvelle fut lancée aux quatre vents qu'elle servirait à convoier une nombreuse armée le long du Mississippi, de Cairo à Memphis et à La Nouvelle-Orléans. En fait, toutes les démonstrations sur le Mississippi n'étaient que de simples manœuvres de diversion. Au moment décisif, les canonniers furent acheminés sur l'Ohio, puis de là sur le Tennessee qu'elles remontèrent jusqu'à Fort Henry. Avec Fort Donelson sur la rivière de Cumberland, cette place forte constituait la seconde ligne de défense des sécessionnistes au Tennessee. La position avait été bien choisie, car, en cas de retraite derrière le Cumberland, ce cours d'eau couvrirait leur front tout comme le Tennessee protégeait leur flanc gauche, l'étroite bande de terre entre les deux fleuves étant suffisamment couverte par les deux forts ci-dessus mentionnés. Cependant, grâce à une action rapide, les unionistes enfoncèrent même la seconde ligne, avant qu'ils aient attaqué l'aile gauche et le centre de la première.

Dans la première semaine de février, les canonniers unionistes firent leur apparition devant Fort Henry, qui fut enlevé après un court bombardement. La garnison put s'échapper et rejoindre Fort Donelson, car les forces terrestres, dont disposait l'expédition n'étaient pas assez nombreuses pour encercler la place. Les canonniers redescendirent donc le Tennessee jusqu'à l'Ohio et, de là par le Cum-

---

<sup>1</sup> Felix Kirk Zollicoffer, commandant des troupes sudistes dans le Tennessee et le Kentucky.

berland, remontèrent jusqu'à Fort Donelson. Une canonnière isolée remonta hardiment le Tennessee, en plein cœur de l'Etat du même nom, en frôlant l'Etat du Missouri; elle progressa jusqu'à Florence dans le nord de l'Alabama, où une série de marais et de bancs (connus sous le nom de Muscle Shoals) interdit toute poursuite de la navigation. Le fait qu'une seule canonnière ait pu accomplir cette longue croisière d'au moins cent cinquante milles et revenir ensuite sans avoir subi la moindre attaque prouve que les sentiments unionistes prévalent le long du fleuve et seront fort utiles le jour où les troupes de l'Union avanceront jusque-là.

Cette expédition fluviale sur le Cumberland combinait cependant ses mouvements avec ceux des forces terrestres, sous le général Halleck et le général Grant. Les sécessionnistes stationnés à Bowling Green furent induits en erreur par la démonstration des unionistes. Ils restèrent tranquillement dans leur camp pendant la semaine qui suivit la chute de Fort Henry, tandis que Fort Donelson était encerclé côté terre par quarante mille unionistes et que le côté fleuve était menacé par une puissante flotte de canonnières. Comme le camp de Mill Springs et Fort Henry, Fort Donelson a le cours d'eau à dos, sans disposer d'un pont pour la retraite. C'est la place la plus forte que les unionistes aient attaquée jusqu'ici. Les travaux de fortification avaient été effectués avec le plus grand soin; en outre, la place était assez vaste pour contenir et loger vingt mille hommes. Au premier jour de l'attaque, les canonnières réduisirent au silence les batteries, dont le feu était dirigé sur le côté du fleuve, et bombardèrent l'intérieur du périmètre fortifié, tandis que les troupes terrestres repoussaient les avant-postes ennemis et forçaient le gros des sécessionnistes à chercher protection juste sous les canons de leurs propres travaux fortifiés. Le second jour, il semble que les canonnières, qui avaient été très éprouvées la veille, n'aient pas réalisé grand-chose. En revanche, les troupes terrestres eurent à mener une bataille longue et chaude par endroits avec les colonnes de la garnison, qui tentaient de percer l'aile droite de l'ennemi pour s'assurer une ligne de retraite en direction de Nashville. Cependant, une attaque énergique de l'aile droite des unionistes sur l'aile gauche des sécessionnistes et d'importants renforts au profit de l'aile gauche unioniste décidèrent de la victoire des assaillants. Différents postes fortifiés extérieurs furent pris d'assaut. Coincée dans sa ligne de défense intérieure, sans aucune voie de retraite et manifestement hors d'état de résister à un nouvel assaut, la garnison se rendit sans condition le lendemain.

## II

Avec Fort Donelson, l'artillerie, le train d'équipage et le matériel de guerre de la garnison tombèrent entre les mains des unionistes; trente mille sécessionnistes se rendirent le jour de la capitulation<sup>1</sup>; mille autres le lendemain, et sitôt que l'avant-garde des vainqueurs parut devant Clarksville, cette ville située sur le cours supérieur du Cumberland ouvrit ses portes. Les sécessionnistes y avaient également stocké d'importantes réserves de vivres.

La prise de Fort Donelson cache cependant un petit mystère : la fuite du général Floyd avec cinq mille hommes, le second jour du bombardement. Ces fuyards étaient trop nombreux pour disparaître comme par enchantement durant la nuit, sur les bateaux à vapeur. Quelques mesures de précaution de la part des assaillants eussent pu prévenir leur fuite.

---

<sup>1</sup> Le 16 février 1862.

Sept jours après la reddition de Fort Donelson, les fédérés occupèrent Nashville. La distance entre ces deux localités est d'environ cent milles anglais. Il leur a donc fallu faire quinze milles par jour, sur des routes défoncées et durant la saison la plus mauvaise de l'année : cela fait honneur aux troupes unionistes. A la nouvelle de la chute de Fort Donelson, les sécessionnistes évacuèrent Bowling Green; une semaine plus tard, ils abandonnèrent Columbus et se retirèrent sur une île du Mississippi, quarante-cinq milles plus au sud.

L'Union avait ainsi entièrement reconquis le Kentucky. Il se trouve que les sécessionnistes ne pourront tenir le Tennessee que s'ils livrent et gagnent une grande bataille. Il semble qu'ils aient concentré plus de soixante-cinq mille hommes dans ce but. Cependant, rien n'empêche les unionistes de leur opposer une force encore bien supérieure.

La conduite des opérations dans la campagne du Kentucky mérite les plus vifs éloges. La reconquête d'un territoire aussi vaste, l'avance en direction de l'Ohio jusqu'au Cumberland en un seul mois, tout cela révèle une énergie, une décision et une rapidité d'exécution que les armées régulières d'Europe ont rarement égales. Que l'on compare, par exemple, la lente progression des Alliés de Magenta à Solferino en 1859, sans poursuite de l'ennemi en retraite, sans tentative d'isoler les traînants ou de déborder et d'encercler des corps de troupe entiers.

Halleck et Grant en particulier donnent de bons exemples de conduite militaire énergique. En laissant complètement de côté Columbus et Bowling Green, ils concentrèrent leurs forces aux points décisifs - Fort Henry et Fort Donelson - qu'ils attaquèrent rapidement et avec énergie, rendant ainsi Columbus et Bowling Green intenable. Ensuite, ils se mirent aussitôt en marche vers Clarksville et Nashville, sans laisser le temps aux sécessionnistes en retraite d'occuper de nouvelles positions, dans le nord du Tennessee. Durant cette rapide poursuite, le corps d'armée sécessionniste de Columbus resta complètement coupé du centre et de l'aile droite de son armée. Des journaux anglais ont injustement critiqué cette opération. Même si l'attaque de Fort Donelson eût échoué, les sécessionnistes pouvaient être retenus près de Bowling Green par le général Buell : ils n'eussent donc pu détacher une troupe suffisante pour permettre à la garnison de poursuivre les unionistes en rase campagne et menacer leur retraite. Par ailleurs, Columbus est si éloigné qu'ils ne pouvaient en aucun cas intervenir dans les opérations conduites par Grant. De fait, lorsque les unionistes eurent nettoyé le Missouri des sécessionnistes, Columbus n'était plus pour ces derniers qu'un poste dépourvu de tout intérêt. Les troupes de sa garnison durent se retirer en toute hâte sur Memphis ou même l'Arkansas, afin de ne pas être obligés de rendre leurs armes sans gloire.

A la suite du nettoyage du Missouri et de la reconquête du Kentucky, le théâtre de guerre s'est rétréci au point que les différentes armées peuvent coopérer dans une certaine mesure sur toute la ligne d'opération et s'entraider pour atteindre certains résultats. En d'autres termes, c'est maintenant seulement que la guerre prend un caractère *stratégique* et que la configuration géographique du pays revêt un intérêt nouveau. C'est à présent aux généraux nordistes de découvrir le talon d'Achille des Etats cotonniers.

Jusqu'à la prise de Nashville, il ne pouvait y avoir d'opération stratégique commune aux armées du Kentucky et à celles du Potomac, séparées par de trop longues distances. Certes, elles se trouvaient sur la même ligne de front, mais leurs lignes d'opération étaient complètement différentes. C'est seulement avec l'avance victorieuse dans le Tennessee que les mouvements des armées du Kentucky prennent de l'importance pour le théâtre d'opérations tout entier.

Les journaux américains influencés par McClellan ont fait grand bruit de la théorie « anaconda » d'enveloppement, qui préconise qu'une immense ligne d'armées encercle la rébellion, resserre progressivement ses membres et étrangle finalement l'ennemi. C'est pur enfantillage. C'est un réchauffé du soi-disant *système de cordon*<sup>1</sup> inventé en Autriche vers 1770, utilisé contre les Français de 1792 à 1797 avec tant d'obstination et marqué par les échecs incessants que l'on sait. A Jemappes, Fleurus et, tout particulièrement à Montenotte, Millesimo, Dego<sup>2</sup>, Castiglione et Rivoli, le système de l'étranglement a fait long feu. Les Français coupaient en deux l'« anaconda », en concentrant leur attaque sur un point avec des forces supérieures, puis ils mettaient en pièces, l'un après l'autre, les morceaux de l'« anaconda ».

Dans les Etats plus ou moins peuplés et centralisés, il existe toujours un centre, dont l'occupation par l'ennemi brise le plus souvent la résistance nationale. Paris en est un exemple frappant. Cependant, les Etats esclavagistes ne possèdent pas un tel centre. Ils sont peu peuplés et ne possèdent guère de grandes villes, sauf çà et là sur la côte. Cependant, il faut se demander s'il existe au moins un centre de gravité militaire, dont la capture briserait les reins de la résistance, ou bien - comme ce fut le cas de la Russie jusqu'en 1812 - faut-il, pour remporter la victoire, occuper chaque village et chaque localité, en un mot : occuper toute la périphérie ?

Jetons donc un coup d'œil sur la configuration géographique de *Secessia*, avec sa longue bande côtière sur l'Atlantique et sur le golfe du Mexique. Aussi longtemps que les confédérés tenaient le Kentucky et le Tennessee, son territoire formait un ensemble bien compact. La perte de ces deux Etats a enfoncé dans leur territoire un gigantesque coin qui sépare les Etats situés sur la côte nord de l'océan Atlantique des Etats situés sur le golfe du Mexique. La route directe de la Virginie et des deux Carolines au Texas à la Louisiane, au Mississippi et même, en partie, à l'Alabama, passe par le Tennessee que les unionistes viennent d'occuper. La *seule* route qui, après la conquête totale du Tennessee par l'Union, relie les deux sections des Etats esclavagistes, passe par la *Géorgie*. *Cela démontre que la Géorgie est la clé de Secessia.*

En perdant la Géorgie, la Confédération a été coupée en deux sections qui ne disposent plus d'aucune communication entre elles. Or, il est impensable que les sécessionnistes puissent reconquérir la Géorgie, car les forces militaires unionistes y seraient concentrées en une position centrale, tandis que leurs adversaires, divisés en deux camps, auraient à peine suffisamment de forces pour mener une attaque conjointe.

Faudrait-il conquérir toute la Géorgie, y compris la côte sud de Floride, pour mener à bien une telle opération ? Nullement. Dans un pays où les communications, notamment entre deux points éloignés, dépendent bien plus du chemin de fer que des routes terrestres, il suffit d'enlever la voie ferrée. La ligne de chemin de fer la plus méridionale entre les Etats du golfe du Mexique et ceux de la côte nord de l'Atlantique passe par Macon et Gordon, près de Milledgeville.

L'occupation de ces deux points couperait donc *Secessia* en deux et permettrait aux unionistes de battre une partie après l'autre. Il ressort de ce que nous venons de dire qu'aucune république sudiste n'est viable sans la possession du Tennessee. En effet, sans le Tennessee, le point vital de la Géorgie ne se trouve qu'à huit ou dix jours de marche de la frontière. Le Nord tient donc sans cesse le

---

<sup>1</sup> Le système de cordon conçu par le maréchal autrichien F. Lassy et largement appliqué en Europe au 18<sup>e</sup> siècle prévoyait une répartition égale des forces le long de la ligne des hostilités.

<sup>2</sup> Aux batailles de Millesimo et de Dego (en Italie du Nord), du 13 au 15 avril 1796, l'armée de Bonaparte bat un contingent autrichien attaché aux troupes piémontaises, et une force autrichienne envoyée à sa relève. Suite à cela, les Français infligent une série de défaites à l'armée piémontaise, obligeant le roi du Piémont à conclure une paix séparée

Sud à la gorge : à la moindre pression de son poing, le Sud doit céder ou reprendre la lutte pour survivre, dans des conditions où une seule défaite lui enlève toute perspective de victoire.

Il découle de ces considérations que :

Le Potomac *n'est pas* la position la plus importante du théâtre de guerre. La prise de Richmond et l'avance de l'armée du Potomac vers le sud - difficiles à cause des nombreux cours d'eau qui coupent la ligne de marche - pourraient avoir un terrible effet psychologique, mais du point de vue purement militaire, elles ne décideraient *rien du tout*.

La décision de la campagne repose sur l'armée du Kentucky, qui occupe actuellement le Tennessee, territoire sans lequel la sécession ne peut vivre. Il faudrait donc renforcer cette armée, aux dépens des autres et en sacrifiant toutes les opérations mineures. Ses prochains points d'attaque seraient Chattanooga et Dalton sur le Tennessee supérieur, ces villes étant les nœuds ferroviaires les plus importants de tout le Sud. Après leur occupation, les Etats de l'est et de l'ouest de Secessia ne seraient plus reliés que par les lignes de communication de Géorgie. Il ne resterait plus qu'à couper la ligne de chemin de fer suivante de l'Atlanta en Géorgie, et enfin de détruire la dernière liaison entre les deux sections, en occupant Macon et Gordon.

En revanche, si le plan « anaconda » était poursuivi, en dépit de tous les succès remportés localement et même sur le Potomac, la guerre pourrait se prolonger à l'infini, cependant que les difficultés financières et les complications diplomatiques pourraient créer une nouvelle marge de manœuvre pour le Sud.

## 2.11. Karl Marx, *La presse anglaise et la chute de La Nouvelle-Orléans.*

*Die Presse,*  
20 mai 1862.

La bataille de La Nouvelle-Orléans, la plus grande des villes confédérées, a été l'un des conflits majeurs de la guerre de Sécession. Elle s'est déroulée entre le 25 avril et le 1<sup>er</sup> mai 1862. Située à l'embouchure du Mississippi, la ville occupait une position stratégique très importante et figurait à ce titre parmi les cibles principales du plan « anaconda » des nordistes. Dès janvier 1862, l'amiral David G. Farragut entreprit avec sa flotte la conquête de la ville qui devra se rendre le 29 avril, après la chute des forts protégeant ses abords et sera occupée le 1<sup>er</sup> mai par le major général Benjamin Butler et ses troupes

Cet article de Marx est à la mesure de plusieurs de ses contributions : un bref commentaire des comptes rendus de la presse anglaise sur l'événement.

Londres, le 16 mai 1862

Lorsque coururent les premières rumeurs sur la chute de La Nouvelle-Orléans, le *Times*, le *Herald*, le *Standard*, le *Morning Post*, le *Daily Telegraph* et d'autres journaux anglais, sympathisant avec les écorcheurs d'esclaves du Sud démontrèrent par des arguments d'ordre stratégique, tactique, philologique, exégétique, politique et moral lourdement assenés que ce bruit n'était que l'un des nombreux *canards* que Reuter, Havas, Wolff<sup>1</sup> et leurs officines secondaires ont coutume de lâcher périodiquement. Ils affirmèrent que les moyens naturels de défense de La Nouvelle-Orléans venaient d'être renforcés non seulement par de nouvelles fortifications, mais encore par toutes sortes d'inférieurs engins sous-marins et de canonnières blindées. En passant, ils soulignèrent l'esprit spartiate de la population de La Nouvelle-Orléans et sa haine farouche des mercenaires à la solde de Lincoln. Enfin, l'Angleterre n'avait-elle pas subi devant La Nouvelle-Orléans la défaite qui mit une fin lamentable à sa deuxième guerre contre les Etats-Unis en 1812-1814 ? Rien ne laissait donc prévoir que La Nouvelle-Orléans ne renouvellerait pas dans l'histoire l'épopée de Saragosse ou de Moscou<sup>2</sup>. En outre, elle renfermait quinze mille balles de coton, grâce auxquelles il serait facile d'allumer un inextinguible feu autodestructeur, abstraction faite de ce qu'en 1814 les balles de coton dûment humectées se sont révélées plus résistantes au feu de l'artillerie que les travaux fortifiés de Sébastopol. Bref, la prise de La Nouvelle-Orléans est un bel exemple de fanfaronnade yankee !

Lorsque les premiers bruits furent confirmés par les vapeurs arrivés deux jours plus tard à New York, le gros de la presse pro-esclavagiste anglaise continua d'être sceptique. L'*Evening Standard*, notamment, était si sûr de ce qu'il avançait que, dans le même numéro, il publiait un premier éditorial où il démontrait noir sur blanc que La Nouvelle-

---

<sup>1</sup> Reuter, Havas, Wolff sont des agences de presse en Grande-Bretagne, en France et en Allemagne.

<sup>2</sup> Marx fait allusion aux luttes de libération du peuple espagnol contre les armées napoléoniennes : Saragosse fut assiégée deux fois (en juin août et en décembre 1808) par des forces françaises numériquement supérieures; la ville ne capitula qu'en février 1809. En ce qui concerne Moscou, Marx fait allusion à l'incendie de la capitale russe en septembre 1812.

Orléans était imprenable, tandis qu'il annonçait en gros titres la chute de l'imprenable cité en demi-lune<sup>1</sup>.

Pour sa part, le *Times* qui tient la discrétion pour la meilleure partie du courage, effectua un tournant. Il doutait encore de la nouvelle, mais se disait prêt à toute éventualité, étant donné que la cité de la demi-lune était une ville de voyous plutôt que de héros. Cette fois, le *Times* avait raison. La Nouvelle-Orléans est le dépôt de la lie de la *bohème* française; au sens propre du terme : c'est une colonie pénitentiaire française, et jamais, dans le cours du temps, elle n'a renié ses origines. C'est le *Times* qui a mis un certain temps à s'apercevoir de ce fait assez généralement connu.

Enfin, le *fait accompli* s'imposa au Thomas le plus buté. Que faire ? La presse pro-esclavagiste anglaise démontre à présent que la chute de La Nouvelle-Orléans est un avantage pour les confédérés du Sud et une défaite pour les fédérés.

La chute de La Nouvelle-Orléans a permis au général Lovell et à ses troupes de renforcer l'armée de Beauregard, qui avait d'autant plus besoin de ce renfort qu'il avait en face de lui une concentration forte de cent soixante mille hommes (on exagère un peu !) sous le commandement de Halleck et que, par ailleurs, le général Mitchel<sup>2</sup> avait coupé les liaisons de Beauregard avec l'est, en interrompant les communications ferroviaires de Memphis à Chattanooga, c'est-à-dire la ligne en direction de Richmond, Charleston et Savannah<sup>3</sup>. Après cette coupure des communications (dont nous avons fait état, bien avant la bataille de Corinth comme mouvement stratégique prévisible), Beauregard ne disposait plus d'aucune communication ferroviaire avec Corinth, en dehors de celle qui mène à Mobile et La Nouvelle-Orléans.

Après la chute de La Nouvelle-Orléans, il ne disposait plus que de la ligne de Mobile, si bien qu'il ne pouvait plus approvisionner convenablement ses troupes. Il dut donc se replier sur Memphis : selon la presse pro-esclavagiste anglaise, sa capacité d'approvisionnement se trouve améliorée du fait de sa jonction avec les troupes de Lovell<sup>4</sup> !

D'autre part, ces oracles remarquent que la fièvre jaune chassera les fédérés de La Nouvelle-Orléans, et, enfin, que si la ville n'est pas Moscou, son maire<sup>5</sup> pourrait bien être Brutus. Il suffit de lire (cf. le *New York Herald*) son épître mélodramatiquement courageuse au commandant Farragut. « De nobles paroles, monsieur, de belles paroles<sup>6</sup> ! ». Mais, les mots, si durs soient-ils, ne brisent pas d'os !

Cependant, la presse des esclavagistes du Sud n'est pas aussi optimiste que leurs consolateurs anglais, en ce qui concerne la chute de La Nouvelle-Orléans.

Ainsi le *Richmond Dispatch*<sup>7</sup> écrit : « Que sont devenus nos canonnières blindées, le Mississippi et la Louisiane, dont nous attendions le salut de la cité en demi-lune ? C'est comme s'ils avaient été faits de verre, pour ce qui est de leur effet sur l'adversaire. Il est vain de nier que la prise de La Nouvelle-Orléans est pour nous un coup très dur. De ce fait, le gouvernement confédéré est coupé de la Louisiane occidentale, du Texas, du Missouri et de l'Arkansas. ».

Le *Norfolk Day Book*<sup>8</sup> remarque : « C'est la défaite la plus sérieuse depuis le début de la guerre. Elle laisse augurer des privations et des res-

<sup>1</sup> « The Crescent City » - La Nouvelle-Orléans, était ainsi appelée parce que la partie la plus ancienne de la ville a été construite dans un coude du Mississippi.

<sup>2</sup> Ormsby MacKintosh Mitchel.

<sup>3</sup> Début avril, le général Mitchell occupa Huntsville, située à mi-chemin entre Chattanooga et Corinth.

<sup>4</sup> Mansfield Lovell, général sudiste.

<sup>5</sup> John F. Monroe.

<sup>6</sup> Une citation de Shakespeare extraite de *Le Roi Henry IV*, I, Acte III, scène 3.

<sup>7</sup> Le *Daily Dispatch*, hebdomadaire sudiste publié à Richmond en Virginie.

<sup>8</sup> Le journal *Day Book* soutenait les vues esclavagistes des confédérés. Il était publié à Norfolk en Virginie.



trictions pour toutes les classes de la société, pis encore : elle menace l'approvisionnement de notre armée. ».

L'*Atlantic Intelligencer*<sup>1</sup> se lamente : « Nous nous attendions à un autre résultat. L'avance ennemie n'était pas une attaque surprise; elle était prévue depuis longtemps. On nous avait promis que si l'adversaire passait devant Fort Jackson, une artillerie redoutable le contraindrait à la retraite ou assurerait sa destruction. Dans tout cela, nous nous sommes trompés, comme toutes les fois que des fortifications devaient garantir la sécurité d'une place ou d'une ville. Il semble que les inventions modernes aient ruiné la capacité défensive des fortifications. Les canonniers blindés les détruisent ou passent sans plus de façons devant elles. Nous craignons que Memphis ne partage le sort de La Nouvelle-Orléans. Ne serait-il pas insensé de nous bercer d'illusions ? ».

Enfin, le *Petersburg Express*<sup>2</sup> écrit : « La prise de La Nouvelle-Orléans par les fédérés est l'événement le plus extraordinaire et le plus fatal de toute la guerre. ».

---

<sup>1</sup> *The Daily Intelligencer*, journal américain favorable aux esclavagistes publié à Atlanta en Géorgie.

<sup>2</sup> *The Daily Express*, journal américain publié à Petersburg, en Virginie, un organe lui aussi favorable aux esclavagistes.

## 2.12. Karl Marx, *Un traité contre le commerce des esclaves*

*Die Presse,*  
22 mai 1862.

Marx fait référence au traité signé à Washington le 7 avril 1862 entre les Etats-Unis, la Grande Bretagne et l'Irlande pour la suppression de la traite des noirs<sup>1</sup>.

Londres, le 18 mai 1862.

Le traité pour la suppression du commerce des esclaves, conclu entre les Etats-Unis et l'Angleterre, le 7 avril de cette année, à Washington, vient d'être communiqué à la presse et publié *in extenso* par les journaux américains.

Les points essentiels de cet important document sont les suivants : le droit de recherche est réciproque, mais ne peut être exercé des deux côtés que par des navires de guerre ayant obtenu à cet effet les pleins pouvoirs spéciaux de l'une des deux puissances contractantes. Périodiquement, les puissances contractantes se communiquent la liste complète des bâtiments de leur marine qui sont affectés à la surveillance de la traite des Noirs. Le droit de recherche ne peut être exercé contre des navires marchands qu'à une distance de deux cents milles de la côte africaine, au sud du trente deuxième degré de latitude nord et à trente milles marins de la côte de Cuba. Les croiseurs américains n'ont pas de droit de recherche sur les navires anglais, pas plus que les croiseurs anglais n'en ont sur des navires américains dans les eaux territoriales anglaises ou américaines (donc à trois milles marins de la côte) et devant les ports ou localités habités de puissances étrangères.

Des Cours mixtes, formées pour moitié d'Anglais et pour moitié d'Américains, et siégeant à Sierra Leone, au Cap et à New York, sont compétentes pour juger les navires capturés. En cas de condamnation d'un navire et dans la mesure où cela n'occasionne pas de frais exorbitants, l'équipage sera livré à la juridiction de la nation sous le pavillon de laquelle le bâtiment naviguait. Non seulement l'équipage (y compris le capitaine, le pilote, etc.), mais encore les propriétaires du bâtiment, encourront le cas échéant les pénalités prévues par les lois de cette nation. Des dédommagements pour les navires marchands ayant été acquittés par les tribunaux mixtes doivent être payés dans le délai d'un an par la puissance sous le pavillon de laquelle le bâtiment de guerre corsaire naviguait. Le droit légal de course en mer ne porte pas seulement sur les navires ayant à leur bord des Noirs captifs, mais encore sur les dispositifs d'armement caractérisant les navires servant à la traite des Noirs : menottes, chaînes et autres instruments servant à tenir sous bonne garde les Noirs, enfin les aliments de bouche, si la quantité en est sans rapport avec les besoins de l'équipage. Un navire sur lequel sont trouvés de tels articles suspects est tenu à faire la preuve de son innocence; même en cas d'acquiescement, il ne peut prétendre à un dédommagement.

Les commandants de croiseurs outrepassant les pouvoirs qui leur sont conférés sont punissables par leur propre gouvernement. Si le commandant d'un croiseur de l'une des puissances contractantes

---

<sup>1</sup> Le texte de ce traité est disponible aux pages 9-13 du recueil « Archives diplomatiques, Recueil de diplomatie et d'histoire », tome troisième, 2<sup>e</sup> année, juillet, août, septembre 1862 » publié à Paris par l'éditeur Amyot. Les signataires du traité sont, pour les USA, le Secrétaire d'Etat William H. Seward et, pour la Grande Bretagne, Lord Lyons, pair d'Angleterre. Ce recueil est accessible en ligne sur le site de Google.

souçonnait un navire marchand, escorte d'un ou de plusieurs bâtiments de guerre de l'autre puissance contractante, d'avoir à son bord des Noirs ou d'être engagé dans la traite d'esclaves africains ou équipé à cette fin, il devrait faire part de ses doutes au commandant de l'escorte et visiter de concert avec lui le navire suspect, qui serait conduit au siège de l'une des cours mixtes, s'il entrait dans la catégorie des bateaux, prévues par le traité.

Les Noirs se trouvant à bord de navires condamnés seront mis à la disposition du gouvernement sous le pavillon duquel la prise a été faite. Ils devront être immédiatement libérés, et resteront en liberté sous la garantie du gouvernement sur le territoire duquel ils se trouvent. Le traité ne peut être abrogé avant dix ans. Il reste en vigueur une année pleine après la date de révocation par l'une des parties contractantes.

Ce traité anglo-américain - fruit de la guerre civile américaine - a porté un coup mortel à la traite des Noirs. L'effet en sera complété par une loi récemment déposée au Congrès par le sénateur Sumner, qui abroge la loi de 1808 sur le commerce des Noirs sur les côtes des Etats-Unis et punit comme crime le transport d'esclaves d'un port des Etats-Unis à un autre. Cette loi entravera considérablement le commerce des Etats frontières esclavagistes pratiquant l'élevage des Noirs avec les Etats qui en font la consommation, c'est-à-dire les Etats esclavagistes proprement dits.

La loi interdisant l'importation d'esclaves dans tout port ou lieu relevant de la juridiction des Etats-Unis était entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1808. Elle n'a toutefois pas empêché la traite des esclaves sur le territoire lui-même du pays. L'interdiction d'importer des esclaves d'Afrique eut en effet pour conséquence une augmentation de la traite des Noirs à l'intérieur des Etats-Unis. Des Etats tels que le Maryland, la Virginie et la Caroline du Nord se mirent à « élever » des Noirs pour les vendre aux Etats exploitant le travail des esclaves.

L'annulation de ces points de la loi de 1808 fera l'objet du projet de loi soumis au Sénat par Charles Sumner<sup>1</sup> le 2 mai 1862 en vue d'interdire le transport d'esclaves d'un Etat à l'autre.

---

<sup>1</sup> Lequel, sénateur du Massachusetts, avait été, en mai 1856, roué à coups de cannes et gravement blessé au Sénat par un de ses collègues de Caroline du Sud après un discours contre les pro-esclavagistes du Kansas. Il était devenu par la suite l'un des principaux leaders de la tendance radicale du parti républicain.

## 2.13. Friedrich Engels et Karl Marx : *La situation sur le théâtre de guerre américain*

*Die Presse,*  
30 mai 1862.

Engels et Marx insistent dans cette contribution sur l'importance stratégique décisive de la récente prise de La Nouvelle-Orléans par les troupes de l'Union le 1<sup>er</sup> mai 1862.

Cet article reprend pour l'essentiel, littéralement même parfois, l'analyse que fournit Engels dans sa lettre à Marx du 23 mai 1862<sup>1</sup>.

On retiendra leur critique très vive du commandement de George McClellan.

La prise de La Nouvelle-Orléans, telle qu'elle est relatée par les bulletins qui nous sont parvenus jusqu'ici, se signale comme un acte de bravoure pratiquement sans parallèle dans l'histoire de la flotte. La flotte des unionistes n'est composée que de navires en bois : environ six bateaux de guerre, dont chacun est armé de quatorze à vingt-cinq canons, appuyés par une nombreuse flottille de canonnières et de navires à mortiers. Cette flotte avait affaire à deux forts barrant le passage du Mississippi<sup>2</sup>. A portée de feu des cent canons de ces forts, le fleuve était barré par une forte chaîne derrière laquelle, on avait amoncelé un grand nombre de mines, de brûlots et autres engins de destruction. Il fallait donc passer ces premiers obstacles avant de se glisser entre les forts. Cependant, de l'autre côté des forts, il y avait une seconde et puissante ligne de défense constituée par des canonnières blindées, parmi lesquelles le *Manassas*, un cuirassé blindé, et la *Louisiana*, une puissante batterie flottante.

Après que les unionistes eurent bombardé pendant six jours sans aucun résultat les deux forts qui commandent le fleuve, ils décidèrent de braver leur feu, de forcer par trois colonnes la barrière d'acier, de remonter le fleuve et d'attaquer les fortifications. Cette entreprise téméraire réussit. Sitôt que la flottille débarqua à La Nouvelle-Orléans, la victoire était acquise.

Désormais, Beauregard n'a plus rien à défendre à Corinth. Sa position n'y avait de sens qu'aussi longtemps qu'elle couvrait le Mississippi et la Louisiane, et particulièrement La Nouvelle-Orléans. Du point de vue stratégique, sa situation est telle que s'il perd la moindre bataille, il ne lui reste plus d'autre choix que de disperser son armée en guérilla. En effet, il ne peut très longtemps tenir ensemble une grande masse de soldats s'il n'a plus une grande ville où se concentrent, à l'arrière de son armée, les chemins de fer et les approvisionnements.

De manière irréfutable, McClellan s'est révélé être une nullité sur le plan militaire. En effet, parvenu à la suite de circonstances heureuses à une position de commandement et de responsabilité, il ne conduisit pas la guerre pour vaincre l'ennemi, mais au contraire pour ne pas être battu, ce qui lui ferait perdre son prestige usurpé. Il se comporte comme ces vieux généraux dits « manœuvriers », qui, fuyant craintivement toute décision tactique, se justifient en contraignant l'ennemi à abandonner ses positions grâce à un enveloppement stratégique. Les confé-

---

<sup>1</sup> C7, pp. 35-38.

<sup>2</sup> Il s'agit des forts de Saint-Jackson et de Saint-Philippe qui défendaient l'accès de la ville par le Mississippi.

dérés lui échappent à chaque fois, parce qu'au moment décisif il n'ose jamais foncer sur eux. Ainsi, bien que le plan de retraite des confédérés fût déjà annoncé dix jours auparavant par les journaux new-yorkais (par exemple par la *Tribune*), il les laissa se retirer tranquillement, de Manassas à Richmond. Ensuite, il divisa son armée et flanqua les confédérés stratégiquement, en s'installant devant Yorktown avec un corps de troupe : une guerre de forteresse fournit toujours le prétexte de perdre du temps et d'éviter la bataille. Dès qu'il eut concentré une troupe supérieure aux confédérés, il les laissa se retirer de Yorktown vers Williamsburg, et au-delà, sans les contraindre à se battre. Jamais guerre ne fut menée si lamentablement. Si l'accrochage d'éléments en retraite près de Williamsburg, au lieu de finir par un second Bull Run, s'est achevé par une défaite de l'arrière-garde confédérée, c'est que McClellan est tout à fait étranger à ce résultat.

La bataille de Williamsburg ici évoquée, connue aussi comme la bataille de Fort Magruder, eut lieu le 5 mai 1862. Une bataille peu décisive comme tant d'autres. Elle se termine par le retrait de l'armée confédérée vers Richmond.

Après une marche d'environ douze milles (anglais), sous une pluie diluvienne de vingt-quatre heures, par des chemins transformés en véritables bourbiers, les huit mille unionistes sous les ordres du général Heintzelman<sup>1</sup> (de descendance allemande, mais natif de Pennsylvanie) arrivèrent aux environs de Williamsburg et se heurtèrent à un faible piquet ennemi. Mais, celui-ci, se rendant compte aussitôt de sa faiblesse numérique, réclama des renforts à Williamsburg, d'où on lui dépêcha des troupes d'élite qui s'élevèrent bientôt à vingt-cinq mille hommes.

Vers neuf heures du matin, la bataille devenait sérieuse; vers une heure et demie, le général Heintzelman s'aperçut que la bataille tournait à l'avantage de l'adversaire. Il envoya messenger sur messenger au général Kearny<sup>2</sup>, qui se trouvait à huit milles à l'arrière, mais qui, en raison des routes entièrement « défaites » par la pluie ne pouvait qu'avancer très lentement. Une heure entière, Heintzelman demeura sans renforts, et les 7e et 8e régiments de Jersey qui avaient épuisé leurs munitions commençaient à fuir dans les bois qui bordent les deux côtés de la route. Heintzelman ordonna au colonel Menill et à un escadron de cavalerie pennsylvanien de prendre position des deux côtés du bois, afin de tirer éventuellement sur les fuyards. C'est ce qui les arrêta.

En outre, l'ordre fut de nouveau rétabli grâce à l'exemple d'un régiment du Massachusetts, qui, ayant épuisé ses munitions, fixa la baïonnette au fusil et attendit l'ennemi de pied ferme. Enfin, l'avant-garde de Kearny sous le général de brigade Berry<sup>3</sup> (de l'Etat du Maine) arriva en vue. L'armée de Heintzelman accueillit les sauveurs en poussant de furieux hurrahs, il fit jouer la marche du régiment, le *Yankee Doodle*<sup>4</sup>, et aligner devant ses troupes épuisées les renforts de Berry, sur un front d'environ un demi-mille. Après un bref tir d'armes à feu, la brigade de Berry chargea à la baïonnette et chassa du champ de bataille l'ennemi qui se réfugia dans ses abris souterrains, dont le plus grand fut occupé par les troupes de l'Union après plusieurs attaques et contre-attaques. Ainsi, l'équilibre de la bataille se trouva-t-il rétabli. L'arrivée de Berry avait sauvé les unionistes. Vers quatre heures, l'arrivée des brigades de Jameson<sup>5</sup> et de Birney<sup>6</sup> leur assura la victoire. Vers neuf heures du soir, les confédérés commencèrent à évacuer Williamsburg et se replièrent le lendemain sur Richmond, tandis que la cavalerie de Heintzelman les talonnait durement. Aussitôt après la bataille, entre six et sept heu-

---

<sup>1</sup> Samuel Peter Heintzelman.

<sup>2</sup> Philip Kearny.

<sup>3</sup> Hiram Gregory Berry.

<sup>4</sup> *Yankee Doodle* est une ancienne chanson anglaise. D'abord chantée par les troupes britanniques pour se moquer des colons américains (*doodle* signifiant idiot et bouffon), elle a été ensuite utilisée comme chant patriotique par les Américains. C'est aujourd'hui l'hymne national du Connecticut.

<sup>5</sup> Charles Davis Jameson.

<sup>6</sup> David Bell Birney.

res du matin, Heintzelman fit occuper Williamsburg par le général Jameson. L'arrière-garde de l'ennemi en fuite venait tout juste de quitter l'autre bout de la ville une demi-heure plus tôt.

La bataille menée par Heintzelman était une bataille d'infanterie au véritable sens du mot. C'est à peine si l'artillerie intervint. Le feu des mousquetons et l'attaque à la baïonnette furent décisifs. Si le Congrès de Washington voulait exprimer un vote de reconnaissance, il revient au général Heintzelman, qui sauva les Yankees d'un second Bull Run, et non à McClellan, qui, comme à l'accoutumée, évita toute « décision tactique » et laissa s'échapper pour la troisième fois un ennemi inférieur en nombre.

L'armée confédérée de Virginie eut plus de chance que l'armée de Beauregard, parce qu'elle faisait face à McClellan et non à Halleck<sup>1</sup>, et ensuite parce que, sur sa ligne de retraite, les fleuves coulent en biais, de la montagne à la mer. Cependant, pour éviter que les troupes confédérées ne se dissolvent en bandes sans même se battre, leurs généraux seront forcés d'accepter tôt ou tard une bataille décisive, tout comme les Russes durent se battre à Smolensk et à Borodino<sup>2</sup> contre la volonté de leurs généraux, qui avaient une juste vision de la situation. La lamentable direction militaire de McClellan, les continuels replis suivis de l'abandon de l'artillerie, des munitions et des approvisionnements militaires, ainsi que les petits accrochages malheureux d'arrière-garde ont gravement démoralisé les confédérés, comme cela apparaîtra à l'évidence le jour d'une bataille décisive.

La situation est néanmoins la suivante :

Il suffit à Beauregard ou à Jefferson Davis de perdre une bataille décisive pour que leurs armées se dissolvent en bandes. Si l'un d'eux gagne une bataille décisive - ce qui est hautement improbable - la débâcle de leurs armées est remise à plus tard, dans le meilleur des cas. Ils ne sont plus en état de tirer le moindre avantage durable, même s'ils remportent une victoire. Les armées sudistes ne peuvent pas avancer de vingt milles anglais, sans s'enliser et subir une nouvelle offensive de l'adversaire.

Il nous reste encore à examiner les chances d'une guerre de guérilla. A vrai dire, il saute aux yeux que la population ne participe guère, ou mieux, pas du tout, à la guerre des esclavagistes. En 1813, les liaisons des Français furent constamment interrompues et harcelées par Colomb<sup>3</sup>, Lützow<sup>4</sup>, Tchernychiou<sup>5</sup>, et vingt autres chefs de francs tireurs et de cosaques. En 1812, la population disparut complètement en Russie sur la ligne de marche française; en 1814, les paysans français prirent les armes et tuèrent les patrouilles et les traînards des armées alliées. Mais, on n'assiste à rien de semblable ici. On se résigne au sort des grandes batailles, et on se console en disant : *Victrix causa diis placuit, sed victa Catoni*<sup>6</sup>.

Les vantardises de guerre sur mer se dissipent en fumée. Mais, on ne saurait douter, en vérité, que le *white trash* (la « racaille blanche » comme les planteurs eux-mêmes appellent les « pauvres Blancs » du Sud) ne tente une guerre de guérilla ou de brigandage. Mais cette tentative ne fera que transformer rapidement en unionistes les possédants que sont les planteurs. Ils appelleront eux-mêmes à leur aide les troupes yankees. Les prétendus incendies de coton, etc., sur le Mississippi reposent exclusivement sur le témoignage de deux Kentuckiens, qui ont affirmé qu'ils étaient venus de Louisville, mais certes sans emprun-

---

<sup>1</sup> Henry Wager Halleck.

<sup>2</sup> En référence aux batailles de Smolensk, les 16 et 18 août 1812, et de Borodino, le 7 septembre 1812 lors de la campagne de Russie de Napoléon 1<sup>er</sup>.

<sup>3</sup> Ferdinand August Peter von Colomb, officier prussien.

<sup>4</sup> Le baron von Lützow, officier prussien.

<sup>5</sup> Alexandre Ivanovitch prince de Tchernychiou, général russe.

<sup>6</sup> La cause du vainqueur plut aux dieux, mais celle du vaincu à Caton. (Une citation de Lucain, *La Pharsale*, V.7)

ter le Mississippi. L'incendie de La Nouvelle-Orléans était facile à préparer. Le fanatisme des commerçants de cette ville s'explique du fait qu'ils ont dû accepter pour de l'argent comptant une grande quantité de bons du Trésor confédéré<sup>1</sup>. L'incendie de La Nouvelle-Orléans se renouvellera dans d'autres villes; assurément, on allumera aussi des feux ailleurs, mais des coups aussi théâtraux ne peuvent qu'alimenter et exacerber les discordes entre planteurs et le « white trash », et donc ruiner la *Secessia*<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Engels complète ce propos dans sa lettre à Marx du 23 mai 1862 en ajoutant : « Rien de tel qu'un bon emprunt forcé pour enchaîner les bourgeois à la révolution et pour obtenir que leurs intérêts personnels immédiats leur fassent perdre de vue leurs intérêts de classe. ». (C7, p. 38)

<sup>2</sup> « *finis secessiae* », écrit Marx, désignant par cette expression la fin de la sécession.

## 2.14. Karl Marx, *L'humanitarisme britannique et l'Amérique*

*Die Presse*,  
20 juin 1862.

La proclamation du général Benjamin Butler du 15 mai 1862 interdisant toute manifestation publique lors de la prise de La Nouvelle-Orléans a soulevé maintes protestations de la part de la droite parlementaire londonienne.

Marx fustige dans cet article l'hypocrisie de ces propos, rappelant la violence et le cynisme dont a souvent fait preuve l'impérialisme britannique, notamment en Inde et en Irlande.

Londres, le 14 juin 1862.

Comme la liberté en France, l'humanitarisme est devenu maintenant en Angleterre un article d'exportation pour les affairistes de la politique. Nous nous souvenons du temps où le tsar Nicolas fit fouetter des dames polonaises par ses soldats<sup>1</sup> et où lord Palmerston trouva « non politique » l'indignation exprimée par certains parlementaires. Nous nous souvenons d'une révolte aux îles Ioniennes<sup>2</sup> il y a une dizaine d'années, qui fournit l'occasion au gouvernement local anglais de faire fouetter un nombre assez considérable de femmes grecques. « Nous approuvons cette mesure<sup>3</sup> », dirent Palmerston et ses collègues whigs, alors au gouvernement. Il y a quelques années à peine, il fut prouvé au Parlement que les collecteurs d'impôts usaient contre les femmes des paysans indiens de moyens de contrainte si infâmes qu'on ne peut en donner les détails. Certes, Palmerston et ses collègues n'eurent pas le front de justifier ces atrocités, mais quels cris eussent-ils poussés, si un gouvernement étranger se fût permis de proclamer publiquement son indignation devant les infamies anglaises et eût manifesté clairement sa volonté d'intervenir au cas où Palmerston et ses collègues ne désavoueraient pas immédiatement les fonctionnaires du fisc indien. Or, Caton le Censeur lui-même n'eût pu veiller plus anxieusement sur les mœurs des Romains que les aristocrates anglais et leurs ministres sur l'« humanitarisme » des belligérants yankees.

Les dames de La Nouvelle-Orléans, beautés jaunâtres, couvertes de bijoux du plus mauvais goût, assez comparables aux bonnes femmes des vieux Mexicains, hormis qu'elles ne mangent pas leurs esclaves en chair et en os<sup>4</sup>, sont cette fois - auparavant c'était les dames du port de Charleston - l'occasion pour les aristocrates britanniques d'arborer leur humanitarisme. Les femmes anglaises (il ne s'agit pas de ladies, puisqu'elles ne possèdent pas d'esclaves) qui souffrent de la faim au Lancashire n'ont jusqu'ici pas délié la langue au moindre parlementai-

---

<sup>1</sup> Marx fait allusion à la répression sauvage des Russes lors de l'insurrection polonaise de 1831.

<sup>2</sup> L'Angleterre avait instauré son protectorat sur les îles Ioniennes en 1815. Fin 1858 et début 1859, la population entra en lutte ouverte pour éliminer le pouvoir absolu du haut-commissaire britannique et exiger l'incorporation à la Grèce. Cette lutte, brutalement écrasée par les Britanniques, aboutira en 1864 au rattachement des îles à la Grèce.

<sup>3</sup> « *Probatum est* », écrit Marx.

<sup>4</sup> *in natura*, écrit Marx.



re; le cri de détresse des femmes irlandaises qui, à la suite de l'éviction progressive des petits fermiers de l'Eire verdoyante sont jetées à demi nues sur les routes et chassées de leur maison comme si les Tartares y avaient fait une descente, leur cri n'a rencontré jusqu'ici qu'un seul écho chez les Lords, aux Communes ou au gouvernement de Sa Majesté : l'homélie sur les droits absolus de la propriété foncière<sup>1</sup>.

Mais, les dames de La Nouvelle-Orléans ! C'est évidemment tout autre chose. Elles ont l'esprit trop éclairé pour participer au tumulte de la guerre, telles les déesses de l'Olympe, ou pour se précipiter dans les flammes, telles les femmes de Sagonte<sup>2</sup>. Elles ont inventé un nouveau mode d'héroïsme qui escamote tout danger, un mode que seules pouvaient inventer des esclavagistes, ou mieux des esclavagistes d'un pays où la partie libre de la population, quand elle n'a pas d'esclaves comme les citoyens du monde antique, est faite de boutiquiers de profession, de négociants en coton, en sucre ou en tabac. Leurs hommes s'étant enfuis de La Nouvelle-Orléans ou terrés dans leurs greniers, ces dames se précipitèrent dans les rues pour cracher au visage des troupes victorieuses de l'Union, ou pour leur tirer la langue, ou enfin, comme Méphistophélès, pour leur faire des « gestes obscènes<sup>3</sup> » et leur crier des insultes. Ces mégères croyaient pouvoir être « impunément » mal élevées.

C'était leur héroïsme à elles. Le général Butler lança une proclamation<sup>4</sup> leur notifiant que si elles continuaient à jouer les filles de rue, elles seraient traitées comme telles. Bien qu'avocat de métier, le général Butler ne semble pas avoir étudié sérieusement le droit écrit anglais, sans quoi, il leur aurait purement et simplement interdit l'accès de la rue, en imitant les lois imposées à l'Irlande sous Castlereagh<sup>5</sup>. L'avertissement de Butler aux « dames » de La Nouvelle-Orléans a suscité une telle indignation morale chez le comte Carnarvon, sir J. Walsh (qui joua un rôle si grotesque, et odieux en Irlande) et M. Gregory (qui avait demandé il y a quelques années déjà la reconnaissance de la Confédération), que le comte, le seigneur et l'homme « sans titre devant son nom » interpellèrent aux Communes le ministère afin de savoir quelles démarches il comptait entreprendre au nom de l'« humanité » outragée.

Russell et Palmerston fustigèrent tous deux Butler et voulurent que le gouvernement de Washington le désavouât. Palmerston, au cœur si tendre, avait reconnu jadis, à l'insu de la reine et sans information préalable de ses collègues, le *coup d'Etat* de décembre 1851<sup>6</sup> (à l'occasion duquel plusieurs « dames » furent tuées et d'autres violées par les zouaves), sans doute par simple « admiration humaine ». Or, ce même vicomte au cœur tendre déclarait maintenant que l'avertissement de Butler était une « infamie<sup>7</sup> ». Eh quoi, on voudrait interdire à des dames, et, qui plus est, à des dames qui ont le privilège de posséder des esclaves, d'exhaler leur rage et leur malveillance contre les simples

---

<sup>1</sup> C'est manifestement une allusion aux lois sur les propriétaires terriens et les fermiers de novembre 1852. Marx a consacré plusieurs articles à ces mesures qui frappèrent durement l'Irlande.

<sup>2</sup> Ville d'Espagne : en l'an 219 av. J.-C., elle s'allia à Rome et fut prise par Hannibal, après un dur siège de huit mois. Les femmes luttèrent aux côtés des hommes, et certaines d'entre elles préférèrent se jeter dans les flammes plutôt que de se rendre.

<sup>3</sup> En référence au *Faust* de Goethe.

<sup>4</sup> Marx se réfère à l'édition du *Times* du 14 juin 1862 qui reproduit la proclamation de B.F. Butler du 15 mai 1862.

<sup>5</sup> À la suite du soulèvement irlandais de libération nationale de 1798, le Parlement britannique, à l'initiative de Castlereagh, a adopté une série de lois en 1801 plaçant l'Irlande en état de siège et suspendant la loi d'Habeas Corpus, en vertu de laquelle les personnes arrêtées devaient être amenées devant un tribunal et présentées avec des accusations formelles.

<sup>6</sup> Peu de temps après le coup d'Etat du 2 décembre 1851 en France, Palmerston, alors ministre britannique des Affaires étrangères, approuve l'usurpation du pouvoir par Louis Bonaparte lors d'une conversation avec l'ambassadeur de France à Londres. Il l'a fait sans en avertir au préalable le Cabinet, ce qui a conduit à sa démission en décembre 1851, bien qu'en principe le gouvernement britannique ait adopté une position identique à celle de Palmerston et ait été le premier en Europe à reconnaître le régime bonapartiste.

<sup>7</sup> En référence, d'une part, au discours de H. Carnarvon et J. Russell à la Chambre des Lords et, d'autre part, des discours de J. Walsh, W. Gregory et H. Palmerston à la Chambre des Communes le 13 juin 1862.

soldats de l'armée unioniste, faite de paysans, d'artisans et autres matrus ! C'est proprement « infâme » !

Personne ici n'est dupe de cette farce humanitaire. Il s'agit, soit de susciter, soit de renforcer l'esprit d'intervention, notamment chez les Français. Aussi, après les premiers éclats mélodramatiques, les chevaliers de l'humanité à la chambre haute et basse - comme sur un ordre - rejetèrent-ils le masque de l'émotion. Leurs déclamations servaient de prologue à la question suivante : l'empereur des Français a pris contact avec le Gouvernement anglais pour une médiation, et il faut espérer qu'il y sera répondu favorablement. Russell et Palmerston déclarèrent tous deux qu'ils n'étaient pas au courant d'une telle offre. Russell déclara que le moment présent était extrêmement défavorable à toute médiation. Palmerston, plus prudent et réservé, se contenta de dire que le Gouvernement anglais ne recherchait pas de médiation en ce moment.

Le plan, c'est que, durant l'intersession parlementaire anglaise, la France joue son rôle de médiation, et qu'en automne - lorsqu'on se sera assuré du Mexique - on commencera d'intervenir aux Etats-Unis. La pause actuelle sur le théâtre de guerre américain a tiré de leur torpeur ceux qui spéculent sur l'intervention à Saint-James et aux Tuileries. Cette pause elle-même est due à une faute stratégique des nordistes dans la conduite de la guerre. Si après ses victoires au Tennessee, l'armée du Kentucky, au lieu de se laisser attirer sur une voie de garage au sud du Mississippi, avait avancé rapidement vers les nœuds ferroviaires de Géorgie, les Reuter et Co. en seraient pour leurs frais dans l'affaire des rumeurs d' « intervention » et de « médiation ». Quoi qu'il en soit, l'Europe ne doit rien souhaiter avec plus de ferveur qu'un *coup d'État*<sup>1</sup>, en vue de « restaurer l'ordre aux Etats-Unis » et d'y sauver, là aussi, la civilisation.

---

<sup>1</sup> Une allusion à Napoléon III.

## 2.15. Fr. Engels, *La guerre civile américaine et les navires cuirassés et blindés.*

Les 8 et 9 mars 1862, s'est déroulé, dans la baie de Hampton Roads<sup>1</sup>, un premier combat naval entre le cuirassé sudiste *Merrimac* et des bateaux de bois de la flottille nordiste. Les frégates nordistes *Cumberland* et *Congress* furent détruites et les autres gravement endommagées. Le lendemain, le cuirassé nordiste *Monitor* entra en action contre le *Merrimac*. À la différence de celle du *Merrimac*, l'artillerie du *Monitor* était concentrée dans une tourelle blindée au centre du navire, conformément au modèle de l'ingénieur Ericsson. La lutte entre les deux vaisseaux se terminera sans vainqueur clair, chaque camp étant persuadé d'avoir fait fuir son adversaire. Ce combat marque toutefois un tournant en mettant en évidence l'impuissance des navires de bois face aux nouveaux cuirassés. Il va entraîner le renouvellement des flottes de guerre.

Engels commande dans cet article l'importance de cette flotte militaire cuirassée qui décidera de la suprématie nordiste dans sa stratégie de blocus maritime : elle a joué un rôle décisif dans la prise de La Nouvelle-Orléans le 1er mai 1862.

*Die Presse,*  
3 juillet 1862.

Il y a quelque trois mois et demi - le 8 mars 1862 - la bataille navale entre le *Merrimac* et les frégates *Cumberland* et *Congress* dans les Hampton Roads clôtura la longue ère des navires de guerre en bois. Le 9 mars 1862, la bataille navale entre le *Merrimac* et le *Monitor* dans les mêmes eaux avait inauguré l'ère de la guerre entre navires cuirassés.

Depuis un certain temps, le Congrès de Washington consacre d'importantes sommes à la construction de différents navires cuirassés et à l'achèvement des grandes canonnières blindées de M. Stevens<sup>2</sup> (de Hoboken, près de New York). En outre, M. Ericsson<sup>3</sup> est en train d'achever la construction de six navires, conçus d'après le plan du *Monitor*, mais bien plus vastes et pourvus de deux tourelles mobiles, dont chacune est flanquée de deux grands canons. Le *Galena*, un second navire cuirassé, est construit dans un autre arsenal selon un modèle nouveau. Il vient d'être achevé et escortera le *Monitor*, d'abord pour surveiller le *Merrimac*, puis pour nettoyer la rive du fleuve James des forts rebelles; cette tâche est déjà réalisée jusqu'à une distance de sept à huit milles de Richmond. Le troisième navire cuirassé en mission sur le fleuve James est le *Bengaluche*, appelé d'abord *Stevens* d'après son inventeur et son propriétaire précédent.

Un quatrième navire cuirassé - le *New Ironsides* - est en construction à Philadelphie et doit prendre la mer d'ici quelques semaines. Le *Vanderbilt* et un autre grand vapeur sont transformés en navires blindés; de nombreux autres navires de guerre en bois, tel le *Roanoke*, vont ressusciter avec un blindage. Le gouvernement de l'Union a en outre fait construire sur l'Ohio quatre ou cinq canonnières pourvues de rails, qui rendirent de grands services près de Fort Henry, Fort Donelson et Pittsburg Landing. Enfin, le colonel Ellet<sup>4</sup> et quelques-uns de ses amis se

<sup>1</sup> Le bras de mer de Hampton Roads se trouve sur la côte est de l'Amérique du Nord. Il se divise en plusieurs branches et permet de remonter aussi bien à Washington qu'à Richmond. La profondeur de l'eau est plutôt faible, en général inférieure à 3 mètres.

<sup>2</sup> Edwin Augustus Stevens, homme d'affaires américain et ingénieur spécialisé dans l'armement des navires.

<sup>3</sup> John Ericsson, ingénieur et innovateur dans le domaine de l'équipement militaire

<sup>4</sup> Charles Ellet, ingénieur militaire au service des forces nordistes, chargé par le Secrétaire à la Guerre E. Stanton de développer une flotte de navires béliers. Il sera le seul blessé nordiste de la bataille de Memphis. Affaibli, il contractera la rougeole à l'hôpital et mourra le 21 juin 1862.

spécialisent dans la pose de blindages. A Cincinnati, et en différents points de l'Ohio, ils ont aplani d'anciens vapeurs et en ont revêtu la proue de blindage. Ils ne sont pas armés de canons, mais garnis de tireurs d'élite, si nombreux dans l'Ouest. Nous reviendrons plus loin sur le premier fait d'armes de ces navires blindés improvisés.

De leur côté, les confédérés ne sont pas restés inactifs. Ils ont commencé à Norfolk la construction de nouveaux navires en métal et le radoubage de vieux bateaux. Mais, avant même qu'ils n'aient achevé leur ouvrage, Norfolk tomba aux mains des troupes de l'Union, et tous ces navires furent détruits<sup>1</sup>. Les confédérés construisent, en outre, trois navires blindés d'acier, de tonnage moyen, à La Nouvelle-Orléans; un troisième navire cuirassé d'un tonnage énorme et supérieurement armé était en voie d'achèvement, lorsque La Nouvelle-Orléans fut prise. A en croire les officiers de marine de l'Union, s'il avait été terminé et engagé dans la guerre, ce dernier navire eût exposé toute la marine de l'Union au plus grand danger, car le gouvernement de Washington n'avait rien d'égal à opposer à ce monstre. Ses frais de construction ont atteint deux millions de dollars. Comme on sait, les rebelles ont eux-mêmes détruit ce navire.

A Memphis, les confédérés n'avaient pas construit moins de huit navires blindés, dont chacun était doté de quatre ou six canons de fort calibre. C'est à Memphis aussi que se déroula la première « bataille des blindés<sup>2</sup> » sur le Mississippi, le 6 juin. Bien que la flottille de l'Union, qui descendait le Mississippi, ne comptât que cinq canonnières blindées, ce furent néanmoins les deux blindés du colonel Ellet - la *Queen* et le *Monarch* - qui décidèrent de l'issue du combat. Sur les huit blindés ennemis, quatre furent détruits, trois capturés et un seul parvint à prendre la fuite. Après que les canonnières de la flottille de l'Union eurent ouvert un feu violent sur les navires rebelles ainsi tenus en haleine, la *Queen* et le *Monarch* se glissèrent jusqu'au milieu de l'escadre ennemie. Le feu des canonnières s'arrêta bientôt, étant donné que les blindés du colonel Ellet avaient formé avec l'adversaire un tel échecaveau que l'artillerie ne pouvait plus distinguer l'ami de l'ennemi.

Comme nous l'avons remarqué ci-dessous, les bateaux construits par Ellet ne disposaient pas de canons, mais d'un grand nombre de tireurs d'élite. Les navires à vapeur étaient simplement protégés par un assemblage de bois et de fer. De puissantes machines à vapeur et une proue armée d'une pointe acérée de chêne et de fer constituaient tout l'équipement de ces blindés. Hommes, femmes et enfants accoururent par milliers de Memphis pour suivre anxieusement du haut des rives abruptes du Mississippi la « bataille des blindés »; parfois la foule n'était qu'à une demi-lieue anglaise du théâtre de guerre. La bataille dura à peine une heure. Tandis que les rebelles perdaient sept navires et cent hommes, dont quarante par noyade, un seul navire de l'Union fut sérieusement endommagé; il n'y eut qu'un blessé, et aucun tué du côté nordiste.

A part le navire blindé qui réussit à s'échapper dans la bataille navale de Memphis, les confédérés ne possèdent plus guère qu'une paire de navires cuirassés ou blindés à Mobile. A part cela et les quelques canonnières de Vicksburg qui menacent à la fois quiconque remonte le fleuve depuis Farragut et quiconque le descend depuis Davis<sup>3</sup>, leur flotte a déjà cessé de mener son existence bénie.

---

<sup>1</sup> En mai 1862, les troupes de l'Union menacent Norfolk et son arsenal. Les sudistes décident de détruire le Merrimac.

<sup>2</sup> La première bataille de Memphis s'est déroulée le 6 juin 1862. La flotte de l'Union descend la Mississippi et menace Memphis. Les sudistes ne disposent que d'une flotte hétéroclite et sont défaits après un bref combat très inégal. Memphis fournira aux nordistes une base logistique précieuse.

<sup>3</sup> Comprendons : depuis le commandement de David Farragut et celui de Charles Davis au sud et au nord du Mississippi.

## 2.16. Fr. Engels et K. Marx, *Critique des affaires américaines*

*Die Presse,*  
9 août 1862.

Cet article résulte d'un débat entre Marx et Engels dans leur correspondance du 30 juillet et du 7 août 1862.

Un débat<sup>1</sup> ? Oui.

Après une sévère critique de la stratégie du Ministre la Guerre de l'Union, Edwin Stanton, Engels écrit, ce 30 juillet 1862 :

« Tout cela ne serait rien, et pourrait même être utile, si la guerre était enfin menée de façon révolutionnaire. Mais ce n'est pas le cas. Loin de les aiguillonner, les défaites ramollissent les Yankees. Quand pour trouver simplement des recrues, on en est déjà à se dire prêt à ne les enrôler que *pour 9 moins*, cela revient à dire : nous l'avons dans le cul et nous ne voulons plus qu'un semblant d'armée comme moyen de pression durant les pourparlers de paix. (...) Cette veulerie, ce dégonflage, pareil à celui d'une vessie que l'on crève, sous le poids de défaites qui ont anéanti la plus forte et la meilleure des armées (...) - tout cela me prouve que tout est fini. (...) Et cela avec une absence totale de talents. Des généraux plus stupides les uns que les autres. (...) Le Sud en revanche - cela ne sert à rien de fermer les yeux là-dessus - prend la chose terriblement au sérieux. (...) Les guérillas dans les Etats frontaliers en sont une preuve. Mais, qu'après avoir été coupé du monde, un peuple d'agriculteurs puisse faire face à une telle guerre et qu'après de sérieux revers et d'importantes pertes matérielles, humaines et territoriales, il puisse néanmoins faire à nouveau figure de vainqueur et menacer le Nord de porter l'offensive jusque chez lui, voilà qui est à mon sens décisif. (...). S'ils mettent la main sur le Missouri, ils auront ainsi les territoires<sup>2</sup> et alors le Nord pourra plier bagage. Comme je l'ai dit, si le Nord ne prend pas tout de suite une orientation révolutionnaire, il va recevoir une raclée sans précédent, et il ne l'aura pas volée - et ça m'a tout l'air d'en prendre le chemin<sup>3</sup>. ».

Marx lui répond dans sa lettre du 7 août 1862 :

« Je ne partage pas entièrement tes vues sur la guerre civile américaine. Je ne crois pas que tout cela est fini. Les Nordistes ont été dominés dès le début par les représentants des Etats frontaliers, qui ont aussi propulsé McClellan, ce vieux partisan de Breckinridge<sup>4</sup>, à la tête de l'armée. Le Sud, en revanche, a fait bloc dès le début. C'est le Nord lui-même qui a fait de l'esclavage une force militaire du Sud au lieu de le retourner contre celui-ci. Le Sud, en laissant aux esclaves le travail productif, a pu sans encombre jeter toutes ses forces dans la guerre. Il a eu un commandement unifié; le Nord pas. (...) A mon avis, tout cela va prendre une autre tour. Le Nord va se décider à faire sérieusement la guerre, va recourir à des moyens révolutionnaires et secouer la tutelle des politiciens des Etats frontaliers esclavagistes. Il suffira d'un seul régiment de négros pour faire un drôle d'effet sur les nerfs des Sudistes. (...) La moralité de cette histoire, c'est, me semble-t-il, que des guerres de ce genre doivent se mener de manière révolutionnaire, alors que, jusqu'ici, les Yankees ont essayé de la mener selon des méthodes constitutionnelles<sup>5</sup>. ».

Le présent article fournit le résultat de ces échanges.

---

<sup>1</sup> Cela explique que l'article se trouve signé des deux noms dans l'anthologie de Roger Dangeville qui est notre référence. La version des MECW (vol. 19, p. 226) ne l'attribue qu'au seul K. Marx.

<sup>2</sup> Les colonies qui ne formaient pas encore des Etats autonomes.

<sup>3</sup> C7, pp. 57-58.

<sup>4</sup> John C. Breckinridge, militant du parti démocrate : il a été l'un des candidats à l'élection présidentielle des USA de 1860 contre Lincoln.

<sup>5</sup> C7, pp. 70-72.

Londres, le 4 août 1862.

La crise qui domine actuellement la situation des Etats-Unis a une double cause : militaire et politique.

Si la dernière campagne avait été exécutée conformément à un plan stratégique unique, le gros de l'armée nordiste aurait dû - comme nous l'avons déjà expliqué dans ces colonnes<sup>1</sup> voilà un certain temps - exploiter les succès remportés au Kentucky et au Tennessee pour pénétrer par le nord de l'Alabama en Géorgie, afin de s'emparer des nœuds ferroviaires de Decatur, Milledgeville, etc. Ainsi, la liaison entre les armées de l'est et de l'ouest des sécessionnistes eût été coupée, de sorte qu'il leur fût devenu impossible de se soutenir mutuellement. Au lieu de cela, l'armée du Kentucky descendit le long du Mississippi vers le sud, en direction de La Nouvelle-Orléans, et sa victoire de Memphis a eu pour seul résultat que Beauregard expédia la plus grande partie des troupes confédérées vers Richmond, de sorte qu'elles se trouvèrent subitement face à face avec McClellan, qui n'avait pas exploité la défaite de l'adversaire à Yorktown et Williamsburg, et, en outre, avait éparpillé ses forces, alors qu'il disposait d'une armée supérieure dans une position supérieure. Comme nous l'avons expliqué<sup>2</sup> par ailleurs, la façon de McClellan d'assumer le commandement eût suffi, à elle seule, à ruiner l'armée la plus forte et la plus disciplinée. Enfin, le ministre de la Guerre Stanton commit une faute impardonnable. Pour en imposer à l'étranger, il suspendit le recrutement après la conquête du Tennessee, condamnant l'armée à s'affaiblir progressivement, au moment même où elle avait le plus besoin de renforts en vue d'une offensive rapide et décisive. En dépit des impairs stratégiques et du commandement de McClellan, la guerre se serait acheminée rapidement vers une issue victorieuse, là où la décision n'était pas encore intervenue, si l'armée avait bénéficié d'un apport constant de recrues. La mesure prise par Stanton était d'autant plus néfaste que le Sud était justement en train d'enrôler tous les hommes de dix-huit à trente-cinq ans, c'est-à-dire jouait tout sur cette carte. Or, ce sont là aujourd'hui des soldats entraînés, qui assurent presque partout aux confédérés l'avantage et l'initiative. Ils réussirent à immobiliser Halleck, à déloger Curtis de l'Arkansas, à battre McClellan et, sous Stonewall Jackson, donnèrent le signal à des raids de guérilla qui atteignent d'ores et déjà l'Ohio.

*Les causes militaires de la crise sont en grande partie liées à des causes politiques.* C'est l'influence du Parti démocrate qui a élevé un incapable comme McClellan au commandement en chef de toutes les forces armées du Nord, parce que c'était un vieux Partisan de Breckinridge. C'est en ménageant anxieusement les vœux, privilèges et intérêts des porte-parole *des Etats frontières esclavagistes*, que l'on a émoussé jusqu'ici la pointe d'hostilité aux principes de la guerre civile et qu'on l'a privée pour ainsi dire de son âme. Les « loyaux » propriétaires d'esclaves de ces Etats frontières firent que les lois sur les esclaves en fuite<sup>3</sup>, édictées par le Sud furent maintenues, que les sympathies des Noirs pour le Nord furent réprimées par la force, qu'aucun général n'osa mettre sur pied une compagnie de Noirs et l'envoyer en campagne, et qu'enfin l'esclavage, ce talon d'Achille du Sud, fut

<sup>1</sup> En référence à l'article « La guerre civile américaine » des 26 et 27 mars 1862.

<sup>2</sup> En référence aux articles « Affaires américaines » du 3 mars 62 et « La situation sur le théâtre américain de la guerre » du 30 mai 1862.

<sup>3</sup> La loi sur les esclaves en fuite, adoptée par le Congrès de 1850, complétait la loi de 1793 sur l'extradition des esclaves en fuite. La loi de 1850 prévoyait, en effet, que tous les Etats disposeraient de fonctionnaires chargés de livrer les esclaves fugitifs. Le gouvernement fédéral devait employer tous les moyens dont il disposait pour reprendre possession des esclaves fugitifs, et il déniait aux esclaves le droit d'être jugés par un jury ou de témoigner pour leur défense. Pour chaque Noir capturé et renvoyé à l'esclavage, la récompense se montait à dix dollars. La loi prévoyait une peine de mille dollars et six mois de prison pour quiconque s'opposait à son application. Les masses populaires furent exaspérées par cette loi, et le mouvement abolitionniste s'en trouva renforcé. La loi devint pratiquement inapplicable au début de la guerre civile, et fut abolie définitivement en 1864.

transformé en peau dure comme la corne et invulnérable aux coups. Grâce aux esclaves qui accomplissent tout le travail productif, le Sud peut envoyer en campagne tous les hommes capables de tenir un fusil !

Au moment où les actions de la sécession montent, les porte-parole des Etats frontières accroissent leurs prétentions. Cependant, comme le montre l'appel de Lincoln<sup>1</sup>, qui les menace d'un raz de marée abolitionniste, la situation peut prendre un tour révolutionnaire. Lincoln sait ce que l'Europe ignore : ce n'est nullement l'apathie ni le recul sous la pression de la défaite qui firent que sa demande de trois cent mille recrues nouvelles<sup>2</sup> ne rencontra qu'un faible écho. La Nouvelle-Angleterre et le Nord-Ouest, qui fournissent le gros de l'armée, sont décidés à imposer au gouvernement une stratégie révolutionnaire, et à inscrire sur la bannière étoilée le mot d'ordre de l' « abolition de l'esclavage ». Lincoln ne fait que reculer et tergiverser craintivement devant cette pression qui lui est extérieure, mais il sait fort bien qu'il ne peut lui résister longtemps. C'est ce qui explique son appel suppliant les Etats frontières de renoncer volontairement à l'institution de l'esclavage à des conditions favorables fixées par contrat. Il sait que c'est uniquement parce que l'esclavage persiste dans les Etats frontières qu'il demeure intact dans le Sud et interdit au Nord d'utiliser son remède le plus efficace et le plus radical. Il se trompe s'il s'imaginerait que les « loyaux » propriétaires d'esclaves peuvent être touchés par des discours sentimentaux ou par des appels à la raison. Ils ne céderont qu'à la force.

Nous n'avons assisté jusqu'ici qu'au premier acte de la guerre civile : la conduite constitutionnelle de la guerre. Le second acte, révolutionnaire, est imminent.

Dans l'intervalle, le Congrès a voté, durant sa première session, une série d'importantes mesures, que nous voulons résumer brièvement ici.

Abstraction faite d'une législation financière, il a voté le *Homestead Bill* que les masses populaires du Nord désiraient en vain depuis longtemps<sup>3</sup>; il prévoit qu'une partie des terres de l'Etat sera attribuée gratuitement afin d'être cultivée par des colons, d'origine américaine ou émigrés. Il a aboli l'esclavage en Colombie et dans la capitale nationale, en indemnisant les anciens propriétaires d'esclaves<sup>4</sup>. Dans tous les territoires des Etats-Unis, l'esclavage a été déclaré « impossible pour toujours<sup>5</sup> ». L'Acte par lequel le nouvel Etat de la Virginie occidentale est accueilli dans l'Union prescrit l'abolition progressive de l'esclavage et proclame que tous les enfants nés de Noirs après le 4 juillet 1863 seront des enfants libres. Les conditions de l'émancipation progressive sont en gros empruntées à la loi édictée à cet effet en Pennsylvanie, il y a soixante-dix ans<sup>6</sup>. Une quatrième loi émancipe

---

<sup>1</sup> Lincoln proposa, le 12 juillet 1862, aux représentants des Etats frontières du Congrès américain de libérer progressivement les esclaves noirs, après indemnisation des esclavagistes, afin d'en finir plus vite avec la guerre.

<sup>2</sup> Une ordonnance de Lincoln prise le 1<sup>er</sup> juillet 1862.

<sup>3</sup> Le *homestead bill* fut adopté le 20 mai 1862. C'est l'une des principales mesures du gouvernement Lincoln. Cette loi prévoyait que tout citoyen des Etats-Unis, ou toute personne souhaitant le devenir, pouvait obtenir cent soixante acres (65 ha.) de terre gratuitement, après avoir payé une redevance de dix dollars. La terre devenait pleine propriété du fermier s'il payait un dollar vingt-cinq par acre et s'il travaillait la terre pendant cinq ans. Cette mesure contribua à donner une tournure révolutionnaire à la guerre civile, en assurant la colonisation des terres nouvelles par l'agriculture libre.

<sup>4</sup> Washington faisait partie du district de Columbia et l'abolition de l'esclavage dans la capitale américaine avait déjà été l'une des principales revendications des éléments antiesclavagistes de la guerre d'Indépendance de 1775-1783. La loi du 16 avril 1862, assortie de conditions de dédommagement, libéra environ trois mille Noirs. Le gouvernement versa trois cents dollars par esclave affranchi, ce qui représenta à peu près la somme d'un million de dollars.

<sup>5</sup> En juin 1862, Lincoln déclara qu' « il n'y aurait plus d'esclavage ni de servitude involontaire dans un quelconque territoire des Etats-Unis existant actuellement, se formant à l'avenir, ou acquis... »

<sup>6</sup> En mars 1780, une loi fut votée en Pennsylvanie pour émanciper graduellement les esclaves. Elle prévoyait qu'aucun enfant né dans un Etat esclavagiste ne devait être esclave. Des enfants d'esclaves pourraient

tous les esclaves des rebelles, sitôt qu'ils tombent entre les mains de l'armée républicaine. Une autre loi, appliquée aujourd'hui *pour la première fois*, prévoit que ces Noirs émancipés seront organisés militairement et pourront être envoyés en campagne contre le Sud. L'indépendance des républiques noires de Liberia et de Haïti<sup>1</sup> est reconnue, enfin un traité pour l'abolition du commerce des esclaves vient d'être conclu avec l'Angleterre.

Ainsi, de quelque manière que tomberont les dés de la fortune des armes, on peut d'ores et déjà être assuré que l'esclavage des Noirs ne survivra pas longtemps à la guerre civile.

---

cependant « servir » jusqu'à l'âge de vingt et un ans, après quoi, on ne pourrait plus exiger d'eux ce « service ».

<sup>1</sup> Le *Liberia* fut fondé en 1847 par la Société américaine de colonisation afin de pouvoir faire émigrer vers ce pays les Noirs libres des USA (au moment où le gouvernement faisait tous ses efforts pour accueillir en Amérique les Blancs européens !).

Haïti était un Etat formellement indépendant. La République y fut instaurée en 1859.

Les Etats-Unis (après d'autres puissances seulement) nouèrent des relations diplomatiques avec les républiques noires de ces deux pays en juin 1862. Ce geste avait pour but, entre autres, d'expédier des Noirs américains vers ces pays. Les représentants de l'aile révolutionnaire des abolitionnistes protestèrent énergiquement contre la création à l'extérieur des Etats-Unis de colonies pour les Noirs libres.



## 2.17. Karl Marx, *Manifestations abolitionnistes en Amérique*

*Die Presse*,  
30 août 1862.

Marx cite dans cet article un long extrait du discours prononcé le 1<sup>er</sup> août 1862, à Abington, par le militant abolitionniste américain **Wendell Phillips**.

Né à Boston, en 1811, d'une famille patricienne, Wendell Phillips obtient en 1833 son diplôme d'avocat. Il ne tardera pas, en compagnie de son épouse Ann Terry Greene, à rejoindre les rangs du mouvement abolitionniste dont il va devenir une figure marquante. Son discours du 8 décembre 1837 dans le Faneuil Hall de Boston après l'assassinat d'un journaliste abolitionniste assied durablement sa réputation. Il sera président de l'*American Anti-Slavery Society* de 1865 à 1870<sup>1</sup>. Il également été l'un des premiers défenseurs du droit des femmes et des Amérindiens. Après la guerre civile, il s'est battu pour le renforcement du mouvement ouvrier et rejoindra l'*Association Internationale des Travailleurs*.

Londres, le 22 août 1862.

Il y a quelque temps déjà nous avons noté dans ces colonnes<sup>2</sup> que le président Lincoln, de par ses scrupules juridiques, son esprit médiateur et constitutionnaliste, ses origines et ses liens avec le Kentucky, cet Etat frontière esclavagiste, avait le plus grand mal à se dégager de l'emprise des esclavagistes « loyaux ». Cependant, en cherchant à éviter toute rupture ouverte avec eux, il suscite un conflit avec ceux des partis du Nord qui sont les plus conséquents dans le domaine des principes et sont poussés de plus en plus sur l'avant-scène par les événements eux-mêmes. On peut considérer comme un prologue à ce conflit le discours tenu par Wendell Phillips à Abington, au Massachusetts, à l'occasion de l'anniversaire de l'émancipation des esclaves aux Indes occidentales britanniques<sup>3</sup>.

Avec Garrison<sup>4</sup> et G. Smith<sup>5</sup>, Wendell Phillips est le chef des abolitionnistes de la Nouvelle Angleterre. Durant trente ans, il a, sans défaillance et au risque de sa vie, lancé le cri de bataille de l'émancipation des esclaves, sans se soucier du persiflage de la presse, des cris de rage des voyous stipendiés, ni des amis enclins à la conciliation. Ses adversaires eux-mêmes reconnaissent en lui l'un des plus grands orateurs du Nord : il allie une nature de fer à une énergie indomptable et une probité entière. Aujourd'hui le *Times* de Londres - et qu'est-ce qui pourrait mieux caractériser ce journal au grand cœur ? - dénonce au gouverne-

<sup>1</sup> Après la démission de William Garrison qui, à la fin de la guerre civile, avait proposé de dissoudre l'association, estimant que, pour sa part, elle avait rempli son objectif.

<sup>2</sup> En référence à ses articles du 3 mars 1862 (« Affaires américaines ») et du 9 août 1862 (« Une critique des affaires américaines »).

<sup>3</sup> On trouvera le discours intégral de ce dernier dans *W. Phillips, Speeches, Lectures and Letters, Series I*, Boston 1864, pp. 448-463, sous le titre « The Cabinet », en ligne sur le site de l'université du Michigan à l'adresse [quod.lib.umich.edu](http://quod.lib.umich.edu). Une autre source est fournie par le site internet du *New-York Times* à l'adresse [www.nytimes.com/1862/08/16/archives/the-war-and-our-leaders-speech-of-wendell-phillips-at-the.html](http://www.nytimes.com/1862/08/16/archives/the-war-and-our-leaders-speech-of-wendell-phillips-at-the.html), sous le titre « De la norme anti-esclavagiste ». Une troisième source est fournie par le site de *archive.org*. L'ouvrage est enfin disponible sur le site de Google Livres. Marx ne mentionne pas l'origine de sa citation, qui, observons-le, diffère sensiblement des précédentes références.

<sup>4</sup> William Lloyd Garrison : militant anti-esclavagiste en vue de l'abolition immédiate de l'esclave, il a été l'un des fondateurs, en décembre 1833, de l'*American Anti-Slavery Society* dont sera le président de 1842 à 1865. Il dirigera à Boston, de 1831 à 1865, le journal abolitionniste le *Liberator*. En octobre 1835, il avait été menacé d'être lynché par une foule d'esclavagistes en colère contre ses propos, une scène à laquelle Wendell Phillips avait assisté.

<sup>5</sup> Gerrit Smith : abolitionniste et philanthrope américain. Il sera candidat à trois reprises au poste de président des Etats-Unis en 1848, 1852 et 1856. Il est connu pour avoir financé le raid entrepris en octobre 1859 par John Brown contre l'arsenal de Harpers Ferry en Virginie.

ment de Washington le discours de Wendell Phillips à Abington, car il aurait « abusé » de la liberté d'expression : « Il est difficile d'imaginer quelque chose de plus violemment démesuré. Jamais en temps de guerre civile, dans quelque pays que ce soit, un homme sain d'esprit et appréciant la valeur de sa vie et de sa liberté n'a prononcé de paroles d'une audace aussi folle. En lisant ce discours, on ne peut s'empêcher de conclure que le but de l'orateur est de forcer le gouvernement à le persécuter. ».

Et le *Times* - en dépit, ou peut-être à cause de sa haine pour le gouvernement de l'Union - semble tout disposé à jouer le rôle d'accusateur public.

Dans la situation actuelle, le discours de Wendell Phillips à Abington est plus important qu'un bulletin de bataille. C'est pourquoi, nous voulons en rapporter ici les passages les plus frappants :

« Le gouvernement lutte pour le maintien de l'esclavage, et c'est pourquoi son combat est stérile. Lincoln mène la guerre en homme politique. Aujourd'hui encore, il craint davantage le Kentucky que le Nord tout entier. Il fait confiance au Sud. Si l'on demande aux Noirs des champs de bataille du Sud s'ils sont effrayés par le déluge de feu et de fer qui s'abat sur la terre et met les arbres en pièces, ils répondent : « Non, massa (monsieur), nous savons bien que cela ne nous concerne pas ! ». Les rebelles pourraient dire la même chose des bombes de McClellan. Ils savent qu'elles n'ont pas pour but de leur faire du mal. Je ne dis pas que McClellan soit un traître, mais je dis que s'il était un traître, il n'agirait pas autrement. Ne tremblez pas pour Richmond : McClellan ne s'en emparera pas.

» Si nous continuons de conduire ainsi la guerre sans principe directeur, nous ne ferons que gaspiller en vain le sang et l'or. Mieux vaudrait accorder immédiatement l'indépendance au Sud que de mettre en péril une seule vie humaine, pour une guerre fondée sur l'exécration politique actuelle. Il faut cent vingt-cinq mille hommes par an et un million de dollars par jour pour mener la guerre dans les conditions actuelles. Or, vous ne pouvez arriver à battre le Sud.

» Comme Jefferson le disait : « Les Etats du Sud tiennent le loup par les oreilles, mais ils ne peuvent ni le retenir ni le lâcher. ». De même, nous tenons le Sud par les oreilles, sans pouvoir nous en emparer, ni nous en débarrasser. Si vous le reconnaissez demain, vous n'aurez pas la paix pour autant. Pendant quatre-vingts ans, il a vécu avec nous, nous craignant constamment, nous haïssant la moitié du temps, mais toujours mal à l'aise et méfiant. Rendu présomptueux par l'aveu de ses actuelles revendications, il ne tiendrait pas un an à l'intérieur d'une ligne frontière tracée artificiellement. Non ! à l'instant même où nous parlerions de conditions de paix, il crierait victoire ! Tant que l'esclavage ne sera pas éliminé, il n'y aura pas de paix ! Tant que vous garderez les actuelles tortues à la tête de notre gouvernement, vous creuserez un trou d'une main, et vous le refermerez de l'autre. Laissez donc toute la nation s'associer aux décisions de la Chambre de commerce new-yorkaise<sup>1</sup> : l'armée aura alors les raisons pour lesquelles il vaut de se battre. Même si Jefferson Davis en avait le pouvoir, il ne s'emparerait pas de Washington. Il sait fort bien que la bombe qui s'abattra sur cette Sodome réveillerait toute la nation, et que le Nord tout entier lancerait d'une voix de tonnerre : « A bas l'esclavage ! A bas tout ce qui fait obstacle au salut de la république ! »

« Mais, Jefferson Davis est tout à fait satisfait des résultats qu'il a obtenus. Ils dépassent tout ce qu'il pouvait espérer. S'il peut continuer ainsi jusqu'au 4 mars 1863, l'Angleterre - et cela est dans l'ordre des choses - reconnaîtra la Confédération du Sud...

---

<sup>1</sup> Le texte fait allusion à la résolution suivante de la Chambre de commerce de New York : « Mieux vaut que meurent tous les rebelles qu'un seul de nos soldats. ».

« Le président n'a pas mis en application la loi sur les confiscations. Il est peut-être honnête, mais son honnêteté n'a rien à voir là-dedans. Son esprit n'est ni pénétrant, ni prévoyant ! Lors de mon séjour à Washington, j'ai pu me rendre compte qu'il y a trois mois déjà Lincoln avait rédigé une proclamation générale d'émancipation des esclaves. McClellan a fait ajourner cette décision en l'intimidant, tandis que les représentants du Kentucky lui imposaient McClellan, en qui il n'a pourtant aucune confiance. *Il faudra des années pour que Lincoln apprenne à combiner ses scrupules légalistes d'avocat avec les nécessités inhérentes à la guerre civile.* Telle est la terrible, condition d'un gouvernement démocratique, et son plus grand mal.

« En France, cent hommes convaincus de leur bon droit ont entraîné avec eux la nation tout entière. Mais, pour que notre gouvernement fasse un pas, il faut qu'au préalable dix-neuf millions d'hommes se soient mis en mouvement. Or, pendant des années, on a prêché à ces millions d'êtres humains que l'esclavage était d'instauration divine ! Avec ces préjugés, qui vous lient les mains et le cœur, vous demandez à votre président de vous sauver des nègres. Si cette théorie était juste, seul le despotisme esclavagiste pourrait assurer la paix pour un temps...

« Je connais Lincoln. J'ai pris sa mesure à Washington : c'est une médiocrité de premier plan (a first-rate second-rate man<sup>1</sup>). Comme un balai, il attend honnêtement que la nation le prenne en main, afin de balayer l'esclavage... L'année dernière, non loin de la tribune d'où je parle aujourd'hui, des coups de mortier tirés par des conservateurs ont tenté d'étouffer ma voix. Quel en fut le résultat ?

« Les fils de ces conservateurs creusent maintenant leurs propres tombes dans les marais du Chickahominy<sup>2</sup>. Dissolvez cette Union au nom du Seigneur et remplacez-la par une nouvelle sur le frontispice de laquelle vous écrirez : « Liberté politique pour tous les hommes de la terre. ». Durant mon séjour à Chicago, j'ai demandé à des juristes de l'Illinois qui avaient connu Lincoln de me dire quelle sorte d'homme il était. Savait-il dire non ? La réponse était : « Il manque de colonne vertébrale. Les Américains eussent-ils voulu un homme absolument incapable de gouverner et de prendre des initiatives, ils eussent élu Abraham Lincoln. Jamais personne ne lui a entendu dire non. Je demandai : « McClellan est-il homme à dire non ? ». Le directeur du chemin de fer central de Chicago qui employait McClellan, me répondit : « Il est incapable de prendre une décision. Posez-lui une question, et il lui faut une heure pour réfléchir à la réponse. Tant qu'il a eu affaire à l'administration du chemin de fer central, il n'a jamais eu à décider d'une seule grave question litigieuse. »

« Voilà les deux hommes qui, plus que tous les autres, tiennent entre leurs mains le sort de la République du Nord ! Des hommes qui sont bien au courant de l'état de l'armée, assurent que Richmond eût pu être prise cinq fois, si le vaurien qui se trouve à la tête de l'armée l'eût permis; mais, il préférerait faire creuser des tranchées dans les marais de Chickahominy, pour abandonner ensuite la place avec toutes ses escarpes boueuses. Parce qu'il craint lâchement les Etats frontières esclavagistes, Lincoln maintient cet homme à son rang actuel, mais le jour viendra où Lincoln devra reconnaître qu'il n'a jamais eu confiance en McClellan...

« Nous voulons espérer que la guerre durera assez longtemps pour nous transformer en hommes, et alors nous vaincrons rapidement. Dieu a mis entre nos mains la foudre et le tonnerre de l'émancipation pour réduire cette rébellion en poussière. ».

---

<sup>1</sup> Un homme de premier plan et médiocre.

<sup>2</sup> La bataille de Richmond au bord des rives marécageuses du Chickahominy dura sept jours (du 25 juin au 1er juillet 1862). Elle s'acheva par la retraite de l'armée nordiste, sous le commandement de McClellan.

## 2.18. Fr. Engels et K. Marx, *Les événements d'Amérique du Nord*

*Die Presse*<sup>1</sup>,  
12 octobre 1862.

L'actualité politique et militaire aux USA, en ces mois de septembre et octobre 1862, est marquée par la défaite des troupes confédérées du général Lee lors de la campagne du Maryland. Le 17 septembre 62 s'est déroulée la bataille meurtrière d'Antietam au terme de laquelle McClellan a contraint Lee de se replier en Virginie. Le 3 octobre prochain, les Confédérés subiront une nouvelle défaite lors de la bataille de Corinth.

Le 22 septembre 1862, Lincoln a pris la décision de proclamer l'émancipation des esclaves noirs dans les Etats insurgés du Sud à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1863<sup>2</sup>.

Marx commente les événements dans sa lettre à Engels du 29 octobre 1862<sup>3</sup>, dont voici quelques extraits significatifs :

« En ce qui concerne l'Amérique, écrit Marx, je crois que la campagne du Maryland a été décisive, dans la mesure où elle montre que, même dans cette partie des Etats frontaliers favorables aux Sudistes s'il en est, les Confédérés ont très peu de partisans. Mais toute la lutte a les *border states* pour enjeu. Celui qui les tient est maître de l'Union. Le fait que Lincoln ait promulgué l'Acte d'émancipation avec prise d'effet ultérieure, au moment où les *Confederates* pénétraient dans le Kentucky, montre en même temps que l'on a cessé de prendre le moindre égard vis-à-vis des propriétaires d'esclaves loyalistes des *border states*. Un nombre énorme de propriétaire d'esclaves du Missouri, du Kentucky et du Tennessee, avec leurs biens meubles<sup>4</sup> noirs, ont déjà émigré vers le Sud, et pour peu que les combats se prolongent, ce qui ne fait pas de doute, le Sud aura perdu tout point d'appui dans cette zone-là.

(...)

La déconfiture de la campagne de Maryland a été, à coup sûr, d'une extrême importance pour le moral.

(...)

La fureur avec laquelle les Sudistes accueillent les actes de Lincoln<sup>5</sup> en prouve l'importance. Les actes de Lincoln ont tous un aspect chicanier et mesquin, comme les manœuvres procédurières auxquelles un avocat recourt vis-à-vis de l'avocat de la partie adverse. Mais cela n'enlève rien à leur contenu historique. (...) Je vois bien sûr, comme d'autres, ce qu'il y a de répugnant dans la forme que prend le mouvement chez les Yankees; mais je trouve que cela s'explique par la nature même d'une démocratie « bourgeoise ». Il n'en reste pas moins que les événements qui se passent là-bas sont un bouleversement d'une portée mondiale et qu'il n'y a rien de plus dégoûtant dans toute cette histoire que l'attitude anglaise. ».

\*

Londres, le 7 octobre 1862.

La brève incursion des sudistes au Maryland a décidé du sort de la guerre civile en Amérique, même si la fortune des armes balançait encore pour un temps plus ou moins long entre les deux belligérants.

<sup>1</sup> L'anthologie de Roger Dangeville qui est notre référence mentionne les deux noms de Marx et d'Engels comme les rédacteurs de cet article qui n'est toutefois signé que du seul nom de Marx dans l'édition des MECW (Vol 19, p. 248) et des MEW (vol. 15, p. 551).

<sup>2</sup> Ceux des Etats frontaliers restés loyaux le seront également, mais leurs propriétaires seront indemnisés.

<sup>3</sup> C7, pp. 92-95.

<sup>4</sup> « biens meubles » : c'est ainsi qu'étaient considérés les esclaves dans les Etats sudistes.

<sup>5</sup> Parmi lesquels il faut aussi compter le *Homestead Act* du 20.05.62 : cette loi prévoyait que tout citoyen des Etats-Unis, ou toute personne souhaitant le devenir, pouvait obtenir 65 hectares de terre gratuitement. La terre devenait pleine propriété du fermier s'il payait un dollar vingt-cinq par acre et s'il avait travaillé cette terre pendant au moins cinq ans. Cette mesure contribua à donner une tournure révolutionnaire à la guerre civile, en assurant la colonisation des terres nouvelles par l'agriculture libre.

Comme nous l'avons déjà exposé dans ces colonnes, la lutte pour la possession des Etats frontières esclavagistes est aussi celle pour la domination de l'Union. Or, la Confédération du Sud a été vaincue dans cette lutte qu'elle a engagée dans les conditions les plus favorables possibles.

On a considéré avec raison le Maryland comme la tête, et le Kentucky comme le bras du parti esclavagiste dans les Etats frontières. Si la capitale du Maryland - Baltimore - est restée « loyale » jusqu'ici, c'est grâce à l'état de siège. C'était un dogme - non seulement au Sud, mais encore au Nord - que l'apparition des confédérés au Maryland serait le signal d'un soulèvement populaire massif contre les « satellites de Lincoln ». Il ne s'agissait donc pas seulement d'obtenir un succès militaire, mais de faire une démonstration morale, qui devait électriser les éléments sudistes de tous les Etats frontières et les attirer avec une force irrésistible dans le tourbillon sudiste. L'occupation du Maryland signifiait la chute de Washington, une menace pour Philadelphie et l'insécurité pour New York.

L'invasion simultanée du Kentucky<sup>1</sup> - le plus important des Etats frontières de par sa population, sa position géographique et ses ressources économiques - apparaît comme une simple diversion, si on la considère isolément. En conjonction avec un succès décisif au Maryland, elle eût conduit à l'étouffement du parti unioniste au Tennessee, au débordement de l'Etat du Missouri, à la domination de l'Arkansas et du Texas, à une menace pour La Nouvelle-Orléans et, surtout, au transfert de la guerre dans l'Ohio - l'Etat nordiste central, dont la possession assure la domination du Nord, comme la possession de la Géorgie assure celle du Sud. Une armée confédérée dans l'Ohio eût isolé les Etats nordistes de l'ouest de ceux de l'est, et eût permis de les attaquer tour à tour à partir d'un seul centre. Après l'échec de l'attaque du gros de l'armée rebelle au Maryland, l'invasion du Kentucky, effectuée sans l'énergie voulue et privée de l'appui populaire escompté, se réduit à une opération insignifiante de guérilla. Même la prise de Louisville ne ferait qu'agglomérer les « géants de l'ouest<sup>2</sup> » - les volontaires de l'Iowa, de l'Illinois, de l'Indiana et de l'Ohio - en une avalanche semblable à celle qui dévala sur le Sud lors de la première et glorieuse campagne du Kentucky.

Ainsi, l'invasion du Maryland a prouvé que les vagues d'assaut de la sécession n'avaient pas une force suffisante pour outrepasser le Potomac et atteindre l'Ohio. Le Sud est acculé à la défensive : or, il ne pouvait triompher que s'il attaquait. Privé des Etats frontières, coincé entre le Mississippi à l'ouest et l'océan Atlantique à l'est, il n'a rien conquis, excepte sa tombe.

Pas un instant il ne faut oublier que les sudistes possédaient les Etats frontières et les dominaient politiquement, au moment où ils hissèrent la bannière de la rébellion. Or, ils ont perdu aussi bien les territoires que les Etats frontières.

Et pourtant l'invasion du Maryland s'était effectuée sous les auspices les plus favorables pour le Sud : une série de défaites lamentables des nordistes, la démoralisation des armées fédérées, le prestige du héros du jour, Stonewall Jackson, la politique puérile de Lincoln et de son gouvernement, le récent renforcement du Parti démocrate et la perspective d'une présidence « Jefferson Davis », la reconnaissance du gouvernement esclavagiste par la France et l'Angleterre, toutes disposées à proclamer la légitimité intérieure de l'Etat du Sud! *E pur si muove*<sup>3</sup> \*. La raison triomphe tout de même dans l'histoire universelle.

---

<sup>1</sup> Les troupes confédérées qui avaient envahi le Kentucky le 12 septembre 1862 furent battues le 8 octobre près de Perryville.

<sup>2</sup> Les fermiers des Etats occidentaux des USA se qualifiaient eux-mêmes au XIXe siècle de « géants de l'Ouest ». Ils jouèrent un rôle décisif dans la lutte contre l'esclavage au cours de la guerre de Sécession.

<sup>3</sup> « Et pourtant, elle tourne ! », en référence à la formule de Galilée forcé, en 1633, devant l'inquisition d'abjurer sa théorie que c'est la terre qui tourne autour du soleil, une doctrine qui était considérée comme hérétique par l'Eglise.

La proclamation de Lincoln<sup>1</sup> est encore plus importante que la campagne du Maryland. La figure de Lincoln est originale dans les annales de l'histoire. Nulle initiative, nulle force de persuasion idéaliste, nulle attitude ni pose historiques. Il donne toujours à ses actes les plus importants la forme la plus anodine. Alors que tout autre, s'il se bat pour un pouce de terre, proclame qu'il « lutte pour une idée », Lincoln, qui se bat pour une idée, en parle comme d' « un pouce de terrain ».

Avec hésitation et réticence, il chante, bon gré mal gré, l'air de brave de son rôle, comme s'il demandait pardon d'être contraint de par les circonstances à « faire le lion ». Les décrets les plus formidables et les plus historiques qu'il lance à la face de l'adversaire ressemblent et s'efforcent de ressembler à des charges de routine qu'un avocat oppose au tribunal, à des chicanes juridiques, à des plaintes mesquines et dûment motivées par tel article du code. Tout cela caractérise exactement sa dernière proclamation, qui est le document le plus important de l'histoire américaine depuis la fondation de l'Union puisqu'il met en pièces la vieille Constitution américaine : son manifeste sur l'abolition de l'esclavage.

Rien n'est plus facile que de relever, dans les actions d'Etat de Lincoln, des traits inesthétiques, des insuffisances logiques, des côtés burlesques et des contradictions politiques : les Pindares anglais de l'esclavage tels que le *Times*, la *Saturday Review* et *tutti quanti* ne se font pas faute de les monter en épingle. Néanmoins, Lincoln prendra place immédiatement aux côtés de Washington dans l'histoire des Etats-Unis et de l'humanité. De fait, aujourd'hui que l'événement le plus insignifiant assume en Europe un air mélodramatique, n'est-il pas significatif que dans le Nouveau Monde les faits importants se drapent dans le voile du quotidien ?

Lincoln n'est pas le produit de la révolution populaire : le jeu banal du suffrage universel, qui ignore tout des grandes tâches historiques à résoudre, l'a hissé au sommet, lui, le plébéien qui a bien fait son chemin, de casseur de pierres qu'il était<sup>2</sup> au sénateur de l'Illinois qu'il est devenu, lui qui est dépourvu de brillant intellectuel, est sans grandeur de caractère notable et n'a aucune valeur exceptionnelle, car c'est un homme moyen de bonne volonté. La plus grande victoire que le Nouveau Monde ait jamais remportée, c'est d'avoir démontré qu'étant donné le niveau avancé de son organisation politique et sociale, il est possible que des gens de l'ordinaire, animés de bonne volonté, réalisent des tâches pour lesquelles le vieux monde avait besoin de héros.

Hegel a remarqué en son temps qu'en réalité la comédie est au-dessus de la tragédie, tout comme l'humour ou l'ironie de la raison est au-dessus de son pathos<sup>3</sup>. Si Lincoln ne possède pas le don du pathétique dans l'action historique, il possède, en tant que personnage populaire moyen, son humour. A quel moment Lincoln promulgua-t-il sa proclamation sur l'abolition de l'esclavage, à partir du 1er janvier 1863, dans les territoires de la Confédération ? Au moment même où la Confédération décide au Congrès de Richmond<sup>4</sup> de négocier la paix à titre d'Etat indépendant, au moment même où les esclavagistes des Etats frontaliers croient que l'invasion des sudistes au Kentucky leur assure aussi bien leur « institution particulière » que la domination sur leur concitoyen de Washington<sup>5</sup>, le président Abraham Lincoln.

---

<sup>1</sup> La proclamation du 22 septembre 1862.

<sup>2</sup> L'une des occupations de Lincoln en tant que jeune homme était de fendre les rails de clôture, ce qui lui avait valu le surnom de *Rail Splitter* parmi ses partisans républicains pendant la campagne présidentielle de 1860.

<sup>3</sup> En référence aux écrits de Hegel sur *l'Esthétique*, livre III, section A : « Le principe de la tragédie, de la comédie et du drame » (Flammarion, « Collection Champs », 1979, vol. IV, p. 262 et suivantes).

<sup>4</sup> Le 19 septembre 1862.

<sup>5</sup> Lincoln est né dans le Kentucky, l'un des Etats frontaliers.

## 2.19. Fr. Engels et K. Marx, *La situation en Amérique du Nord*

*Die Presse*,  
10 novembre 1862.

Dans sa réponse à la lettre de Marx du 29 octobre<sup>1</sup>, Engels lui écrit, le 5 novembre 1862<sup>2</sup> :

« *Quant à l'Amérique*, je suis d'accord pour dire que le moral des Confédérés a reçu au Maryland un coup inattendu d'une importance considérable. Je suis totalement convaincu que c'est la possession définitive des Etats frontaliers qui décidera de l'issue de la guerre. Mais je ne suis pas du tout sûr que tout se déroulera de façon aussi classique que tu sembles le croire. Malgré tous les braillements des Yankees, il n'y a encore rien qui indique que les gens considèrent ce micmac comme une question de vie ou de mort pour la nation. Au contraire, ces victoires électorales des démocrates démontrent plutôt que c'est le parti las de la guerre qui gagne du terrain<sup>3</sup>. S'il y avait seulement une preuve, un indice, qui montre que les masses du Nord commencent à entrer dans l'arène, comme en 1792 et 1793 en France, tout serait parfait. Mais la seule révolution à laquelle on puisse s'attendre semble plutôt être une contre-révolution démocrate et une paix pourrie, aboutissant aussi au partage des *border states*. Que cela ne règle rien, loin de là, c'est entendu. Mais, provisoirement, si. Je dois te dire que j'ai du mal à m'enthousiasmer pour un peuple, qui sur une question aussi colossale, se laisse en permanence damer le pion par ce qui ne représente que ¼ de sa propre population et qui, au bout de 18 mois de guerre, n'est arrivé qu'à une chose : découvrir que tous ses généraux sont des ânes et ses fonctionnaires civils des filous et des traîtres. Il faut que les choses tournent autrement, même dans une république bourgeoise, si elle ne veut pas complètement s'enliser. Quant à ce que tu dis de la bassesse des Anglais dans leur façon de considérer l'affaire, c'est bien mon avis. ».

Le présent article insiste sur l'importance des comportements des esclavagistes dans les Etats frontaliers où les propriétaires d'esclaves entreprennent d'émigrer vers le Sud.

Londres, le 4 novembre 1862.

Le général Bragg, commandant de l'armée sudiste au Kentucky - les autres forces armées du Sud qui y sévissent ne sont que des bandes de guérilla - lança, au moment d'envahir cet Etat frontière, une proclamation<sup>4</sup>, qui jette une vive lumière sur l'échec des dernières opérations menées par la Confédération. En s'adressant aux Etats du Nord-Ouest, Bragg annonce son succès au Kentucky comme un fait évident et spéculé manifestement sur l'éventualité d'une avance victorieuse en Ohio, l'Etat central du Nord.

En premier lieu, il déclare que la Confédération est prête à garantir la liberté de navigation sur le Mississippi et l'Ohio. Cette garantie n'a de sens que si les esclavagistes se trouvent en possession des Etats frontières. Ainsi, on suppose à Richmond que les incursions simultanées de Lee au Maryland et de Bragg au Kentucky leur assureront d'un seul coup la possession des Etats frontières.

Bragg se met ensuite en devoir de justifier le Sud qui ne lutterait que pour son indépendance, mais pour le reste désirerait la paix. En fait, la pointe significative de sa proclamation est l'offre d'une paix séparée avec les Etats du Nord-Ouest, l'invitation à quitter l'Union et à rejoindre la Confédération, les intérêts économiques du Nord-Ouest et du Sud étant aussi concordants, selon lui, que ceux du Nord-Ouest et du Nord-Est seraient antagoniques. On le voit; à peine le Sud se croit-il assuré de posséder les Etats frontières, qu'il divulgue très officiellement son

---

<sup>1</sup> Cf. l'article précédent.

<sup>2</sup> C7, pp. 96-97. Cette correspondance explique que l'article se trouve attribué aux deux noms par Roger Dangeville.

<sup>3</sup> Cette évolution politique fera bientôt l'objet d'un prochain article.

<sup>4</sup> Braxton Bragg, « Address to the People of the Northwest », du 26 septembre 1862.

intention de reconstruire l'Union, en excluant les Etats de la Nouvelle-Angleterre.

Cependant, comme l'invasion du Maryland, celle du Kentucky a déjà échoué : la première, avec la bataille de Antietam Creek<sup>1</sup>, et la seconde, avec celle de Perryville<sup>2</sup>, près de Louisville. Comme là-bas, les Confédérés se trouvaient ici en position offensive, après avoir attaqué l'avant-garde de l'armée de Buell. On doit la victoire des fédéralistes au commandant de l'avant-garde, le général McCook, qui résista aux forces ennemies très largement supérieures jusqu'à ce que Buell ait trouvé le temps de mettre le gros de la troupe en campagne. Il ne fait pas le moindre doute que la défaite de Perryville entraînera l'évacuation du Kentucky. La bande de guérilla la plus importante, formée des partisans les plus fanatiques du système esclavagiste au Kentucky et commandée par le général Morgan, a été anéantie au même moment près de Frankfort (entre Louisville et Lexington)<sup>3</sup>. Enfin, il y a la victoire décisive de Rosecrans à Corinth, qui oblige l'armée d'invasion battue du général Bragg à une retraite précipitée<sup>4</sup>.

C'est donc l'échec complet de la campagne des confédérés en vue de reconquérir les Etats frontières esclavagistes perdus. Et pourtant, l'opération avait été effectuée à une vaste échelle, avec beaucoup de savoir-faire militaire et sous les auspices les plus favorables. Abstraction faite des résultats militaires immédiats, ces combats contribuent d'une autre manière à déblayer l'obstacle principal. Les Etats esclavagistes proprement dits s'appuient bien entendu sur les éléments esclavagistes existant dans les Etats frontières, c'est-à-dire les éléments mêmes qui imposent au gouvernement de l'Union des égards diplomatiques et constitutionnels dans sa lutte contre l'esclavage. Dans les Etats frontières - principal théâtre d'opérations de la guerre civile - ces éléments sont pratiquement réduits à rien de par la guerre civile elle-même. Une large fraction des maîtres d'esclaves émigre sans cesse avec son *black chattel* (bétail noir) vers le Sud, afin d'y mettre sa propriété en sécurité. A chaque défaite des confédérés, la migration reprend à une échelle plus large.

L'un de mes amis<sup>5</sup>, un officier allemand, qui, sous la bannière étoilée, a lutté tour à tour du Missouri à l'Arkansas et du Kentucky au Tennessee, m'écrit que cette migration évoque tout à fait l'exode d'Irlande au cours des années 1847 et 1848<sup>6</sup>. Au demeurant, la fraction active et énergique des esclavagistes - la jeunesse d'une part, et les chefs politiques et militaires de l'autre - se détachent eux-mêmes du gros de leur classe, soit pour constituer des bandes de guérilla dans leurs propres Etats où ils sont anéantis purement et simplement, soit pour abandonner leur patrie et se trouver enrôlés dans l'armée ou l'administration de la Confédération. D'où ce résultat : d'une part, une énorme diminution de l'élément esclavagiste dans les Etats frontières où il était en lutte avec les « encroachments » (empiètements) du travail libre, son rival; d'autre part, l'élimination de la fraction active de l'esclavagisme et de

---

<sup>1</sup> Pour rappel : l'offensive des confédérés dans le Maryland, lancée le 4 septembre 62, s'est soldée par leur défaite à Antietam Creek près de Sharpsburg, le 17 septembre 62.

<sup>2</sup> Pour rappel, les forces confédérées qui ont envahi le Kentucky le 12 septembre 62 ont été vaincues par les troupes nordistes à Perryville le 8 octobre 62.

<sup>3</sup> Ce passage est basé sur des rapports inexacts publiés, par ex. dans le *New-York Daily Tribune* du 20 octobre 1862. En fait, c'est en juillet 1863 que le détachement de John Hunt Morgan est battu et Morgan fait prisonnier.

<sup>4</sup> A la bataille de Corinth (Mississippi), livrée les 3 et 4 octobre 1862, les forces unionistes du général William Starke Rosecrans battent les confédérés commandés par les généraux Earl Van Dorn, Sterling Price et Mansfield Lovell.

<sup>5</sup> Joseph Weydemeyer.

<sup>6</sup> En 1845-47, la famine sévit en Irlande à cause de la ruine des fermes et de la paupérisation des paysans. Bien que la brûlure ait causé une grande pénurie de pommes de terre, le principal régime alimentaire des paysans irlandais, les propriétaires anglais ont continué à exporter de la nourriture du pays, condamnant les couches les plus pauvres de la population à la famine. Environ un million de personnes sont mortes de faim et la nouvelle vague d'émigration provoquée par la famine en a emporté un autre million. En conséquence, de vastes régions d'Irlande ont été dépeuplées et les terres désertes ont été transformées en pâturages par les propriétaires irlandais et anglais.



sa suite blanche. Il ne subsiste plus qu'un dépôt d'esclavagistes « modérés », qui saisiront bientôt avidement la pile d'or offerte par Washington pour le rachat de leur *black chattel*, dont la valeur fond de toute façon avec la fermeture du marché des acheteurs du Sud.

Ainsi, la guerre donne-t-elle elle-même la solution, en révolutionnant pratiquement la forme de production sociale dans les Etats frontières.

Pour le Sud, la saison la plus favorable à la conduite de la guerre est passée. Pour le Nord, elle commence depuis que les cours d'eau du pays sont devenus navigables et qu'il peut combiner les opérations militaires sur terre et sur eau, ce qu'il a fait jusqu'ici avec beaucoup de succès. Le Nord a travaillé fiévreusement dans l'intervalle. Des « vaisseaux cuirassés » au nombre de dix, pour les cours d'eau de l'Ouest, sont en voie d'achèvement; il faut y ajouter une vingtaine de vaisseaux semi-cuirassés pour eaux dormantes. Dans l'est, de nombreux vaisseaux cuirassés ont déjà quitté les arsenaux, tandis que d'autres sont en construction. Ils seront tous prêts le 1er janvier 1863. Ericsson, l'inventeur et le constructeur du *Monitor*, dirige la construction de neuf nouveaux vaisseaux du même type. Quatre d'entre eux sont déjà « à flot ».

Sur le Potomac, au Tennessee et en Virginie, aussi bien qu'en différents points du Sud - Norfolk, New Bern, Port Royal, Pensacola et La Nouvelle-Orléans - l'armée reçoit tous les jours de nouveaux renforts. La première levée de trois cent mille hommes de troupe, annoncée par Lincoln en juillet, est entièrement faite et une partie en est déjà sur le théâtre de guerre. La seconde levée de trois cent mille hommes pour neuf mois est en voie de regroupement. Dans certains Etats, on a substitué la conscription à l'enrôlement volontaire, mais nulle part elle ne se heurte à des difficultés sérieuses. L'ignorance et la haine ont décrié la conscription en la présentant comme un fait inouï dans l'histoire des Etats-Unis. Or rien n'est plus faux. Durant la guerre d'Indépendance<sup>1</sup> et la seconde guerre contre l'Angleterre (1812-1815)<sup>2</sup>, de gros contingents ont été levés par conscription : ce fut le cas même dans différentes petites guerres menées contre les Indiens : jamais ce système ne s'est heurté à une opposition digne d'être mentionnée.

Un fait remarquable c'est qu'au cours de cette année l'Europe a fourni aux Etats-Unis un contingent d'émigrants d'environ cent mille âmes, dont la moitié provient d'Irlande et de Grande-Bretagne. Au récent Congrès de l'« Association for the Advancement of Science » à Cambridge, l'économiste Merivale<sup>3</sup> dut rappeler à ses compatriotes un fait que le *Times*, la *Saturday Review*, le *Morning Post* et le *Morning Herald*, sans parler des *dii minorum gentium*<sup>4</sup>, ont complètement oublié - ou que l'Angleterre veut faire oublier - à savoir que la plus grande partie de l'excédent de la population anglaise trouve une nouvelle patrie aux Etats-Unis.

---

<sup>1</sup> La Guerre d'Indépendance (1775-1783) : la guerre de libération révolutionnaire contre la Grande-Bretagne de ses treize colonies nord-américaines qui a abouti à la création des Etats-Unis d'Amérique indépendants.

<sup>2</sup> La guerre anglo-américaine, commencée en 1812, a été causée par le refus de la Grande-Bretagne de reconnaître la souveraineté des Etats-Unis et par ses tentatives de rétablir sa domination en Amérique du Nord. Les Etats-Unis ont été poussés à déclarer la guerre à la Grande-Bretagne par les saisies illégales de navires et de marins américains par cette dernière. Les forces armées américaines avaient le soutien du peuple, qui voyait la Grande-Bretagne prête à restaurer le système colonial, et considérait cette lutte comme une autre guerre d'indépendance. Les combats terrestres de 1812-14 se sont développés défavorablement aux Américains. Leurs opérations navales ont eu un peu plus de succès. Des dommages considérables ont été causés aux Britanniques par les nombreux corsaires américains. Les Etats-Unis bénéficiaient également de l'implication de la Grande-Bretagne dans la guerre contre la France napoléonienne. Malgré la capture temporaire de Washington en août 1814, la Grande-Bretagne fut forcée, en décembre de la même année, de conclure le traité de paix de Gand fondé sur la reconnaissance de la situation d'avant-guerre. La nouvelle de la paix parvint aux troupes avec un retard considérable. Pendant ce temps, ils ont continué à se battre. Les hostilités cessèrent en janvier 1815, après que les forces américaines eurent infligé une défaite dévastatrice aux Britanniques à la Nouvelle-Orléans.

<sup>3</sup> Herman Merivale, économiste et politicien libéral britannique. Il a été sous-secrétaire d'Etat pour les colonies de 1849 à 1859 et sous-secrétaire pour l'Inde de 1859 à 1874.

<sup>4</sup> Littéralement *les dieux d'humble lignage*, pour désigner les journaux de moindre importance.

## 2.20. K. Marx, *Symptômes de dissolution de la Confédération du Sud*

*Die Presse*,  
14 novembre 1862.

Marx observe dans cet article que le principe même de la souveraineté des Etats, revendiqué en son temps par la Confédération sudiste à l'adresse de l'Union, est en voie de se retourner contre elle de la part de certains de ses propres Etats, comme la Géorgie, la Virginie et le Texas.

Londres, le 7 novembre 1862.

La presse anglaise est plus sudiste que le Sud lui-même, car elle voit tout en noir au Nord, et dépeint tout en blanc au pays des « nègres ». Mais il se trouve que les Etats esclavagistes ne participent en rien à l'« euphorie de victoire » qui emporte le *Times*.

La presse sudiste élève unanimement une plainte sur la défaite de Corinth, et accuse les généraux Price et Van Dorn « d'incapacité et de présomption<sup>1</sup> ». Le *Mobile Advertiser* cite le 42e régiment de l'Alabama, qui, le vendredi avant la bataille, comptait cinq cent trente hommes, et le samedi soir n'en avait plus que dix. Entre-temps, le reste avait été tué, fait prisonnier, blessé ou avait disparu. Les journaux de Virginie tiennent le même langage.

Le *Richmond Whig* écrit : « Il est clair que le but immédiat de notre campagne du Mississippi est manqué. ». Le *Richmond Enquirer* poursuit : « Il est à craindre que l'effet de cette bataille n'ait des conséquences néfastes sur notre campagne à l'Ouest. ».

Ce pronostic s'est réalisé, comme le montre l'évacuation du Kentucky par Bragg et la défaite des Confédérés, près de Nashville (Tennessee)<sup>2</sup>.

La même source sudiste - les journaux de Virginie, de Géorgie et de l'Alabama - nous donne d'intéressants éclaircissements sur le conflit entre le gouvernement central de Richmond et les gouvernements des Etats esclavagistes particuliers. L'occasion en fut la dernière loi sur la conscription, grâce à laquelle le Congrès prolongea le temps de service bien au-delà de l'âge normal. En Géorgie, un certain Levingood fut enrôlé en vertu de cette loi; mais refusant de rejoindre son corps, il fut arrêté par un agent de la Confédération, J.P. Bruce. Levingood en appela au tribunal suprême de Elbert County (Géorgie), qui ordonna sa libération immédiate. Dans leur long exposé des motifs, les juges déclarent entre autres :

« Dans le paragraphe du préambule de la Constitution de la Confédération, il est soigneusement et expressément souligné que les différents Etats sont indépendants et souverains. En quel sens est-il encore possible de le dire en ce qui concerne la Géorgie, si chaque milicien peut

---

<sup>1</sup> Le 3 octobre 1862, les troupes sudistes sous le commandement des généraux Price, Lovell et Van Dorn attaquèrent les positions nordistes près de Corinth dans le Mississippi. La bataille dura deux jours et s'acheva par la défaite et la retraite des confédérés.

<sup>2</sup> Il s'agit de la tentative avortée des Confédérés, le 20 octobre 1862, de reprendre Nashville, qui avait capitulé fin février.

être soustrait de force au contrôle du commandant suprême de cet Etat ? Si le Congrès de Richmond fait une loi admettant des exceptions à la conscription, qu'est-ce qui l'empêche de faire des lois qui n'en admettent pas de sorte qu'il engage la responsabilité du gouverneur, de l'assemblée législative et du personnel judiciaire, en mettant fin à l'autonomie de tous les organes gouvernementaux de l'Etat particulier ?... Pour ces raisons entre autres, nous jugeons et ordonnons par la présente sentence que la loi de conscription du Congrès est nulle et non avenue, et n'a aucune valeur légale... ».

Ainsi, l'Etat de Géorgie a interdit la conscription à l'intérieur de ses frontières, et le gouvernement de la Confédération n'a pas osé s'y opposer.

On trouve en Virginie les mêmes frictions entre l' « Etat particulier » et la « Confédération particulière d'Etats ». La raison du conflit est que le gouvernement de l'Etat dénie aux agents de M. Jefferson Davis le droit de recruter les miliciens de Virginie et de les incorporer à l'armée confédérée. A cette occasion, une vive polémique s'est ouverte entre le ministre de la guerre et le sinistre général J. B. Floyd qui, sous la présidence de Buchanan et à titre de ministre de la Guerre de l'Union, prépara la sécession et, par-dessus le marché, fit faire « sécession » dans son coffre privé à une partie appréciable du trésor public. Ce fameux chef sécessionniste appelé dans le Nord « Floyd the thief » (Floyd le voleur) pose maintenant au champion des droits de la Virginie contre la Confédération. A propos de la correspondance entre Floyd et le ministre de la Guerre, le *Richmond Examiner* note entre autres :

« Toute cette correspondance illustre bien la résistance et l'animosité dont notre Etat (Virginie) et son armée souffrent de la part de ceux qui abusent du pouvoir de la Confédération à Richmond. La Virginie est écrasée de charges intolérables. Mais, toute chose a ses limites; si patient soit-il, l'Etat ne supportera pas davantage la répétition d'abus législatifs... La Virginie a pratiquement fourni toutes les armes, munitions et fournitures militaires qui permirent de remporter les batailles de Bethel et de Manassas. Pour les mettre au service des Confédérés, elle tira de ses propres arsenaux et dépôts soixante-treize mille fusils et mousquetons, deux cent trente-trois pièces d'artillerie et un magnifique armement. Elle a mis au service de la Confédération jusqu'au dernier homme en état de combattre; or, elle a été obligée de chasser l'ennemi de sa frontière occidentale par ses propres moyens : n'est-il pas révoltant de constater que les créatures du gouvernement de la Confédération osent aujourd'hui se jouer d'elle ? ».

Au Texas aussi, l'envoi répété vers l'Est de sa population mâle a éveillé l'opposition à la Confédération. Le 30 septembre, M. Oldham, le représentant du Texas, a protesté au Congrès de Richmond :

« Lors de l'expédition de Sibley, trois mille cinq cents soldats d'élite du Texas ont été envoyés à la mort dans les plaines arides du Nouveau-Mexique. Le résultat en fut d'attirer l'ennemi à nos frontières, qu'il passera cet hiver. Vous avez expédié les meilleures troupes du Texas à l'Est du Mississippi, vous les avez traînées en Virginie, vous les avez utilisées aux points les plus dangereux, où elles ont été décimées. Les trois quarts de chaque régiment texan dorment dans la tombe, ou ont dû être renvoyés dans leurs foyers pour cause de maladie. Si ce gouvernement continue de puiser dans les disponibilités combattantes du Texas pour tenir chaque régiment à son effectif normal, le Texas sera ruiné, irrémédiablement ruiné. C'est injuste et peu politique. Ces hommes ont à défendre leur famille, leur propriété et leur patrie. En leur nom, je proteste contre le fait que l'on expédie ces hommes de l'ouest du Mississippi vers l'Est, et que l'on dégarnisse leur propre pays alors que le nord, l'est, l'ouest et le sud de notre Etat sont menacés par l'ennemi. ».

Des données fournies par les journalistes sudistes eux-mêmes, il ressort deux conclusions. Les efforts exigés par le gouvernement confédé-

ré pour combler les vides de l'armée dépassent la limite du tolérable. Les ressources militaires s'épuisent. Mais, deuxièmement, et ce point est décisif, la doctrine des « state rights » (de la souveraineté des Etats particuliers<sup>1</sup>) grâce à laquelle les usurpateurs ont donné à la sécession un vernis constitutionnel, menace à présent de se retourner contre eux. M. Jefferson Davis n'a pas réussi à « faire du Sud une nation » contrairement à ce que proclame son admirateur anglais Gladstone<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> En tant que principe politique ou constitutionnel, les droits des Etats peuvent être trouvés dans le dixième amendement à la Constitution adopté en 1791 : « Les pouvoirs non délégués aux Etats-Unis par la Constitution, ni interdits par elle aux Etats, sont réservés aux Etats respectivement ou au peuple. ».

<sup>2</sup> Allusion à un discours de Gladstone, le 7 octobre 1862 à Newcastle. Le premier ministre anglais y déclara que la Confédération du Sud n'avait pas seulement créé une armée et une flotte, mais encore - ce qui était bien plus important - une nation.

## 2.21. Karl Marx, *Les résultats électoraux dans les Etats du Nord*

*Die Presse*,  
23 novembre 1862.

Lors des élections à la Chambre des représentants du Congrès, le 4 novembre 1862, dans les Etats du Nord, les républicains obtinrent la majorité dans la plupart des Etats nordistes, mais perdirent, par rapport aux élections précédentes, un nombre considérable de voix à New York et dans les Etats du Nord-Ouest qui votèrent pour les démocrates. Le poste de gouverneur de New York est allé au démocrate Horatio Seymour.

Engels commente ces élections dans sa lettre à Marx du 15 novembre 1862. Il lui écrit :

« J'attends avec impatience le *steamer* qui apportera les nouvelles des élections new-yorkaises. Si les Démocrates l'emportent dans l'Etat de New York, je ne saurai plus que penser des Yankees. Qu'un peuple placé devant un grand dilemme historique, où il y a va en même temps de sa propre existence, puisse, après 18 mois de lutte, devenir réactionnaire dans sa masse et voter pour qu'on y mette les pouces, voilà qui me dépasse quand même un peu. Si, d'un côté, il est bon que la république bourgeoise se discrédite complètement en Amérique aussi, de sorte qu'à l'avenir on ne puisse plus jamais la prôner en raison de ses mérites intrinsèques, mais seulement comme moyen et forme de transition vers la révolution sociale, on est tout de même irrité de voir une misérable oligarchie, comptant deux fois moins d'habitants, se monter capable de tenir tête à cette grande république empotée et impotente. Si, d'ailleurs les Démocrates l'emportent, ce seront alors le brave McClellan et les gars de West Point<sup>1</sup> qui tiendront le haut du pavé, et alors, adieu monts et merveilles. Ces types sont capables de conclure la paix, si le Sud réintègre l'Union à condition que le président soit toujours un Sudiste et que le Congrès comprenne toujours un nombre égal de sudistes et de nordistes. Ils sont même capables de proclamer aussitôt Jefferson Davis président des United States et d'aller jusqu'à abandonner tous les Etats frontaliers, s'il n'y a de paix qu'à ce prix. Et alors adieu l'Amérique. Quant à l'émancipation de Lincoln, on n'en voit encore aucun effet, sinon que le Nord-Ouest, de peur d'être submergé par les Noirs, a voté démocrate<sup>2</sup>. ».

Marx lui répond, le 17 novembre 62 :

« Il me semble que, dans les convulsions américaines, tu ne vois trop qu'un aspect des choses. Au café américain, j'ai feuilleté un tas de journaux sudistes et j'en ai retiré l'impression que la Confédération était terriblement coincée. Les journaux anglais ont passé sous silence la bataille de Corinth. Les journaux du Sud en parlent comme de la pire calamité qui leur soit advenue depuis qu'ils ont pris les armes. (...) Je considère les victoires des démocrates dans le Nord comme une réaction de l'élément conservateur et traître à qui la mauvaise direction de la guerre et les gaffes financières du gouvernement fédéral ont facilité la tâche. (...) D'autre part, avant le 4 décembre 1864, les élections n'ont aucune incidence sur la composition du Congrès; elles ne servent donc que d'aiguillon au gouvernement républicain qui sent l'épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête. (...) Quant à McClellan, il a au sein de sa propre armée Hooker et d'autres républicains qui peuvent l'arrêter du jour au lendemain sur ordre du gouvernement. A cela s'ajoute la tentative d'intervention française<sup>3</sup> qui va déclencher une réaction contre la réaction<sup>4</sup>. ».

\*

---

<sup>1</sup> L'académie militaire de West Point était la seule école militaire supérieure des Etats-Unis. Complètement coupée du monde extérieur, et surtout fréquentée par les fils des familles esclavagistes, elle diffusait un esprit de caste. Le général McClellan y enseignait.

<sup>2</sup> C7, pp. 101-102.

<sup>3</sup> Dans une lettre du 30 octobre 62 aux ambassadeurs anglais et russe, le gouvernement français avait proposé une intervention commune en vue de lever le blocus et d'ouvrir les portes du sud des Etats-Unis au commerce européen. La proposition de Napoléon III fut repoussée le 8 novembre 62 par la Russie et par l'Angleterre.

<sup>4</sup> C7, pp. 103-104.

Londres, le 18 novembre 1862.

Les élections constituent, en fait, une défaite pour le gouvernement de Washington. Les vieux chefs du Parti démocrate ont habilement exploité la mauvaise humeur due aux maladresses financières et aux impérities militaires, et il ne fait pas de doute que l'Etat de New York<sup>1</sup>, pris en main par les Seymour, Wood et Bennett, puisse devenir le centre de dangereuses intrigues. Il ne faut cependant pas s'exagérer l'importance pratique de cette réaction. L'actuelle Chambre des représentants républicaine continue de siéger, et les parlementaires qui viennent d'être élus n'entreront en fonction qu'en décembre 1863.

Pour autant qu'elles concernent le Congrès de Washington, les élections ne sont pour l'heure qu'une simple démonstration. Dans aucun Etat, hormis celui de New York, il n'y a eu d'élections de gouverneurs. Le Parti républicain reste donc, avant comme après, à la tête des différents Etats. Les victoires électorales des républicains au Massachusetts, dans l'Iowa, le Michigan et l'Illinois contrebalancent d'une certaine manière ses pertes à New York, en Pennsylvanie, dans l'Ohio et l'Indiana.

Une analyse quelque peu détaillée des gains « démocrates » conduit à un résultat tout autre que celui qui est proclamé par les journaux anglais. La ville de New York, fortement dissolue par la populace irlandaise, a pris ces derniers temps une part active à la traite des esclaves et constitue le siège du marché financier américain, en même temps qu'elle représente le créancier hypothécaire de toutes les plantations du Sud. De tout temps, elle fut nettement « démocrate », tout comme Liverpool est aujourd'hui encore conservatrice. Comme depuis 1856, les districts ruraux de l'Etat de New York ont voté cette fois encore pour les républicains, quoique avec moins de zèle qu'en 1860. Au reste, une grande partie des hommes en âge de voter se trouve en campagne. Si l'on additionne les districts urbains et ruraux, la majorité démocrate n'est que de huit à dix mille voix dans l'Etat de New York.

En Pennsylvanie, qui balança d'abord entre les whigs<sup>2</sup> et les démocrates, puis entre les démocrates et les républicains, la majorité démocrate ne s'élève qu'à trois mille cinq cents voix; en Indiana elle est plus faible encore, et dans l'Ohio, où elle est de huit mille voix, les leaders démocrates marqués par leurs sympathies pour le Sud - tel l'odieux Vallandigham<sup>3</sup> - ont cependant perdu leur siège au Congrès.

*L'Irlandais voit dans le Noir un dangereux concurrent.* Les paysans laborieux de l'Indiana et de l'Ohio haïssent le Noir en second après l'esclavage. Il est, pour eux, le symbole de l'esclavage et de l'avisement des classes laborieuses, et la presse démocrate agite tous les jours la menace que leurs territoires soient submergés par les « nègres ». Au surplus, c'est dans les Etats qui ont fourni les plus forts contingents de volontaires, que l'on est le plus mécontent de la misérable façon de conduire la guerre en Virginie.

---

<sup>1</sup> New York est au centre du compromis final entre le Sud et le Nord pour deux raisons : c'est le siège de la traite des esclaves, du marché de la monnaie, des capitaux et des créances hypothécaires des plantations du Sud, et ensuite l'intermédiaire de l'Angleterre. C'est donc, tout naturellement, la place forte des démocrates liés au Sud.

<sup>2</sup> Le parti Whig aux Etats-Unis (1834-1854) parlait au nom de la bourgeoisie du Nord et des planteurs du Sud qui lui étaient économiquement liés. Il s'opposait au renforcement du pouvoir fédéral et favorisait les tarifs protecteurs et le développement industriel au Sud comme au Nord. Les candidats whigs ont gagné deux fois aux élections présidentielles, en 1840 (William H. Harrison) et 1848 (Zachary Taylor). Composé d'éléments hétéroclites, le parti se désagrègera au début des années 1850, les Northern Whigs affluant vers le nouveau parti républicain en 1854, et les « Cotton whigs » rejoignant le parti démocrate pro-esclavagiste.

<sup>3</sup> Clement Laird Vallandigham, leader des démocrates dans le Nord et soutien des propriétaires d'esclaves.

Mais ce n'est cependant pas l'essentiel. Au moment où Lincoln a été élu (1860), la guerre civile n'avait pas encore éclaté, et la question de l'émancipation des Noirs n'était pas encore à l'ordre du jour. Étant encore entièrement séparé du Parti abolitionniste, le Parti républicain voulait simplement en 1860 protester contre l'extension de l'esclavage aux territoires et proclamait en même temps qu'il n'entendait pas se mêler de cette institution dans les États où elle existait déjà légalement. S'il avait lancé le cri de guerre de l'émancipation des esclaves, Lincoln eût été sûrement battu aux élections d'alors, car la majorité n'en voulait pas.

Il en va tout autrement des élections qui viennent de s'achever. Les républicains firent cause commune avec les abolitionnistes. Avec emphase, ils se déclarèrent pour l'émancipation immédiate, ou bien comme fin en soi, ou bien comme moyen de mettre un terme à la rébellion. Si l'on tient compte de cette donnée, la majorité gouvernementale au Michigan, dans l'Illinois, le Massachusetts, l'Iowa et le Delaware, et la minorité très forte dans les États de New York, de l'Ohio et de Pennsylvanie, apparaissent aussi surprenantes l'une que l'autre. Un tel résultat était inconcevable avant la guerre, même au Massachusetts. Il a suffi que le gouvernement et le Congrès (convoqué pour le mois prochain) fassent preuve de quelque énergie pour que les abolitionnistes, qui s'identifient désormais aux républicains, prennent partout l'avantage moral et numérique. Les velléités d'intervention de Louis Bonaparte leur procurent un soutien « extérieur ». Le seul danger consiste dans le maintien de généraux tels que McClellan, qui, abstraction faite de leur incapacité, sont des partisans déclarés de l'esclavagisme.

## 2.22. Karl Marx, *La destitution de McClellan*

*Die Presse,*  
29 novembre 1862.

Comme il le rappelle dans cet article, Marx a maintes fois critiqué le personnage du général McClellan sous l'angle de sa stratégie militaire, très souvent attentiste, et de ses sympathies pour les démocrates<sup>1</sup>. Il sera du reste candidat des démocrates contre Lincoln lors des prochaines élections de 1864.

Londres, le 24 novembre 1862.

« McClellan est destitué<sup>2</sup> », telle est la réponse de Lincoln à la victoire électorale des démocrates.

Les journaux démocrates avaient proclamé avec la plus grande assurance que l'élection de Seymour au poste de gouverneur de l'Etat de New York entraînerait la révocation immédiate de la proclamation de Lincoln sur l'abolition de l'esclavage en *Secessia* à partir du 1er janvier 1863<sup>3</sup>. Les journaux qui publiaient cette prophétie étaient à peine sortis des presses que leur général favori - favori, parce qu'il redoutait autant une grande défaite qu'une victoire décisive - fut privé de son commandement et renvoyé dans ses foyers.

On se souvient qu'en réponse à la proclamation de Lincoln, McClellan avait lancé une contre-proclamation, un ordre du jour à son armée. Il y interdisait certes toute manifestation contre la mesure présidentielle, mais y glissait aussi les mots funestes que voici : « Il est du devoir des citoyens de rectifier les erreurs politiques, s'il y en a, par la voie des urnes<sup>4</sup>. ». McClellan, à la tête de la principale armée des Etats-Unis, en appelait donc au président avant les élections toutes proches. Il jetait dans la balance le poids de son autorité. Hormis un *pronunciamiento* à la manière espagnole, il ne pouvait exprimer plus nettement son hostilité à la politique du président. Après la victoire électorale des démocrates, il ne restait donc à Lincoln d'autre choix : il devait ou bien s'abaisser jusqu'à devenir l'instrument du parti du compromis pro-esclavagiste, ou bien priver ce parti de l'appui dont il bénéficiait dans l'armée en la personne de McClellan.

C'est pourquoi, la destitution de McClellan en ce moment précis est une démonstration politique. Mais, de toute façon, elle était devenue

---

<sup>1</sup> Il avait soutenu le candidat démocrate Stephen A. Douglas à la présidentielle 1860.

<sup>2</sup> Il est destitué comme commandant en chef des armées. Il conservera néanmoins le commandement de l'armée du Potomac.

<sup>3</sup> Le 22 septembre 1862, Lincoln proclama que les Noirs en esclavage dans les Etats rebelles à l'Union seraient émancipés à partir du 1er janvier 1863. En même temps, tous les Noirs eurent le droit formel sinon réel de servir dans la flotte et dans l'armée. Cependant, Lincoln se garda de distribuer les terres des esclavagistes aux anciens esclaves. Or, l'exploitation éhontée des Noirs ne pouvait cesser tant que les sudistes continuaient de posséder les grands domaines et plantations en toute propriété.

Dans sa lettre du 15.7.1865 à Marx (C8, p. 111), Engels espérait encore que le Nord finirait par accorder aux esclaves noirs le droit de devenir de petits colons libres comme en Jamaïque. Mais il est évident que le respect bourgeois de la propriété s'arrêta devant les grands domaines et plantations du Sud.

<sup>4</sup> Une déclaration du 7 octobre 1862. McClellan proclamait dans cet ordre du jour à ses armées qu'il n'avait aucune intention de se mêler des questions de propriété (esclaves compris) dans les territoires où il combattait.



inéluçtable. Dans un rapport au ministre de la Guerre<sup>1</sup>, le commandant en chef, Halleck<sup>2</sup>, avait accusé McClellan d'insubordination pure et simple<sup>3</sup>. Peu après la défaite des Confédérés au Maryland le 6 octobre, Halleck avait donné l'ordre de traverser le Potomac, profitant de ce que le faible niveau d'eau du fleuve et de ses affluents favorisait alors les opérations militaires. Défiant cet ordre, McClellan ne bougea pas d'un pouce, sous prétexte que son armée était incapable de marcher, l'approvisionnement faisant défaut. Dans son rapport, Halleck démontra que c'était là un simple subterfuge, que l'armée de l'Est jouissait de grands privilèges, par rapport à l'armée de l'Ouest, en ce qui concerne l'intendance. Quoi qu'il en soit, l'approvisionnement nécessaire pouvait être réceptionné aussi bien au sud qu'au nord du Potomac. Un second rapport complète celui de Halleck. Le comité chargé d'enquêter sur la reddition de Harper's Ferry<sup>4</sup> aux confédérés accuse McClellan d'avoir concentré les troupes de l'Union, stationnées près de cet arsenal, avec une lenteur incompréhensible - il ne les fit avancer que de six milles anglais (environ un mille et demi allemand) par jour - pour les relayer. Ces rapports de Halleck et du Comité étaient entre les mains du président *avant la victoire* électorale des démocrates.

Nous avons assez souvent dépeint dans ces colonnes<sup>5</sup> l'art avec lequel McClellan a exercé son haut commandement pour qu'il suffise de rappeler ici qu'il cherchait à substituer l'enveloppement stratégique à la décision tactique, qu'il était toujours en quête d'arguments propres à cette sagesse d'état-major qui interdit d'exploiter les victoires ou de prévenir les défaites. La brève campagne du Maryland lui avait tressé une fausse auréole. En effet, il convient de remarquer qu'il reçut tous ses principaux ordres de marche du général Halleck, qui avait en outre conçu le plan de la première campagne du Kentucky, et que la victoire sur le champ de bataille était due exclusivement à la bravoure de ses subordonnés, en particulier du général Reno<sup>6</sup> tombé sur le champ de bataille, et de Hooker<sup>7</sup>, qui, à ce jour, n'est pas encore entièrement rétabli de ses blessures.

Napoléon écrivait naguère à son frère Joseph que le danger était égal sur tous les points d'un champ de bataille et qu'en cherchant à lui échapper on ne faisait que s'y précipiter plus sûrement. McClellan semble avoir compris cet axiome, mais sans la recette que Napoléon suggérait à son frère. De toute sa carrière militaire, McClellan n'a jamais mis les pieds sur un champ de bataille, ni reçu le baptême du feu. Le général Kearny<sup>8</sup> souligne fortement cette originalité dans une lettre publiée par son frère, après que Kearny fut tué, dans l'une des batailles livrées par Pope<sup>9</sup> devant Washington.

McClellan s'entendait à cacher sa médiocrité sous le masque d'une condescendance hautaine, d'un laconisme discret et d'une réserve pleine de dignité. Ses défauts lui assuraient la confiance inébranlable du Parti démocrate du Nord et la « reconnaissance loyale » des sécessionnistes. Parmi les officiers supérieurs de son armée, il sut recruter des partisans, en créant un état-major d'une ampleur inconnue à ce jour dans les annales de l'histoire militaire. Un certain nombre des vieux officiers, qui avaient appartenu à l'ancienne armée de l'Union et avaient été formés à l'Académie de West Point, trouvèrent

---

<sup>1</sup> Edwin McMasters Stanton, ministre de la Guerre de 1862 à 1868.

<sup>2</sup> Henry Wager Halleck, commandant en chef de l'armée du Nord de juillet 1862 à mars 1864.

<sup>3</sup> Un rapport qui date du 28 octobre 62.

<sup>4</sup> Harper's Ferry, un important centre militaire sur le Potomac. Les sudistes s'en emparèrent le 15 septembre 1862, sous le commandement du général T.J. Jackson, lorsqu'ils envahirent le Maryland. Tout l'arsenal tomba aux mains des confédérés.

<sup>5</sup> En particulier dans ses articles du 3 mars 62 (« Affaires américaines »), du 30 mai 62 (« La situation sur le théâtre de la guerre »), du 9 août 62 (« Une critique des affaires américaines ») et du 30 août 62 (« Manifestations abolitionnistes en Amérique »).

<sup>6</sup> Jesse Lee Reno.

<sup>7</sup> Le général Joseph Hooker.

<sup>8</sup> Philip Kearny.

<sup>9</sup> John Pope.

en lui un point d'appui dans leurs rivalités avec les « généraux du civil » de formation récente, et dans leurs sympathies secrètes avec les « collègues » du camp adverse. Le soldat, enfin, ne connaissait ses qualités militaires que par ouï-dire; il lui attribuait, pour le reste, tous les mérites d'une intendance remarquable et déduisait toutes sortes d'anecdotes glorieuses de son laconisme condescendant. Le seul don propre au commandant suprême qu'eut jamais McClellan, c'était de savoir assurer sa popularité dans son armée.

Le successeur de McClellan, Burnside<sup>1</sup>, est trop peu connu pour que nous puissions le juger. Il appartient au Parti républicain. Hooker, en revanche, qui assume le commandement du corps d'armée servant directement sous McClellan, est sans aucun doute le plus bagarreur des officiers de l'Union : c'est « Fighting Joe », comme ses troupes l'appellent, qui a le plus contribué aux succès du Maryland. Il est abolitionniste.

Les journaux américains qui nous apportent la nouvelle de la destitution de McClellan, nous informent que Lincoln aurait déclaré qu'il ne retrancherait pas un iota de sa proclamation.

« Lincoln, observe le *Morning Star* avec raison, a démontré au monde, par ses successives manifestations de fermeté, qu'il était un homme peut-être lent, mais solide, qui avançait avec d'infinies précautions, mais ne reculait pas. Chaque pas de sa carrière administrative suit avec énergie la bonne direction qu'il s'est fixée. Étant parti de la décision de bannir l'esclavage des territoires, le voici enfin parvenu au but final de tout le « mouvement antiesclavagiste » : extirper ce fléau du sol de toute l'Union. Il a déjà atteint la glorieuse position qui consiste à décliner toute responsabilité de l'Union dans le maintien de l'esclavage. »

---

<sup>1</sup> Ambrose Everett Burnside. Il sera lui-même relevé de son commandement après sa défaite à Fredericksburg, le 13.12.62, devant les troupes sudistes de Robert Lee.

### 3.1. K. Marx, À Abraham Lincoln, Président des Etats-Unis d'Amérique

C'est le 22 novembre 1864 que, sur proposition de deux de ses membres, Alexander Dick et George Howell, le Conseil central de l'*Association Internationale des Travailleurs* a pris la décision d'adresser au président Lincoln ses félicitations pour sa réélection à la présidence des Etats-Unis.

Marx rédigea l'adresse entre le 21 et le 29 novembre<sup>1</sup> et le texte, adopté à l'unanimité par le Conseil central du 29 novembre, fut transmis à Lincoln par l'intermédiaire de l'ambassadeur américain à Londres, Charles Francis Adams.

*Der Social-Demokrat*<sup>2</sup>,  
30 décembre 1864.

Monsieur,

Nous complimentons le peuple américain à l'occasion de votre réélection, à une forte majorité.

Si la résistance au pouvoir des esclavagistes a été le mot d'ordre modéré de votre première élection, le cri de guerre triomphal de votre réélection est : « Mort à l'esclavage ! ».

Depuis le début de la lutte titanesque que mène l'Amérique, les ouvriers d'Europe sentent instinctivement que le sort de leur classe dépend de la bannière étoilée. La lutte pour les territoires qui inaugura la terrible *épopée* ne devait-elle pas décider si la terre vierge de zones immenses devait être fécondée par le travail de l'émigrant, ou souillée par le fouet du gardien d'esclaves ?

Lorsque l'oligarchie des trois cent mille esclavagistes osa, pour la première fois dans les annales du monde, inscrire le mot « esclavage » sur le drapeau de la rébellion armée; lorsque à l'endroit même où, un siècle plus tôt, l'idée d'une grande république démocratique naquit en même temps que la première déclaration des droits de l'homme<sup>3</sup> qui ensemble donnèrent la première impulsion à la révolution européenne du XVIIIe siècle - lorsque à cet endroit la contre-révolution se glorifia, avec une violence systématique, de renverser « les idées dominantes de l'époque de formation de la vieille Constitution » et présenta « l'esclavage comme une institution bénéfique, voire comme la seule solution au grand problème des rapports, entre travail et capital », en proclamant cyniquement que le droit de propriété sur l'homme représentait la pierre angulaire de l'édifice nouveau<sup>4</sup> - alors les classes ou-

---

<sup>1</sup> Il en évoque la rédaction dans sa lettre à Engels du 2 décembre 1864 : « (...) il s'agissait d'écrire une nouvelle adresse à Lincoln et c'est de nouveau moi qui ai dû me taper la mise en forme (ce qui est bien plus difficile qu'un travail de fond) afin que la phraséologie, à quoi se ramènent les paperasses de ce genre, se distingue au moins de la vulgaire phraséologie démocrate. » (C7, p. 315).

<sup>2</sup> Le texte a d'abord paru le 23 décembre 1864 dans *The Daily News*.

<sup>3</sup> Le 4 juillet 1776, les délégués des treize colonies anglaises d'Amérique du Nord proclamèrent l'indépendance, au Congrès de Philadelphie. Ils créèrent une république indépendante, après avoir fait sécession de l'Angleterre. Même si la proclamation des droits de l'homme et du citoyen correspond à un grand pas en avant de l'histoire - par rapport au régime antérieur à la révolution bourgeoise - elle n'est pas une conquête définitive, ni même une libération véritable. On le voit au simple fait que cette proclamation excluait le peuple de la vie politique et laissait subsister l'esclavage d'une fraction considérable de la population.

<sup>4</sup> En référence au discours de A. Stephens, un leader des esclavagistes, fait à Savannah, le 21 mars 1861. Marx cite le *New-York Daily Tribune* du 27 mars 61.

vières d'Europe comprirent aussitôt, et avant même que l'adhésion fanatique des classes supérieures à la cause des confédérés ne les en eût prévenues, que la rébellion des esclavagistes sonnait le tocsin pour une croisade générale de la propriété contre le travail et que, pour les hommes du travail, le combat de géant livré outre-Atlantique ne mettait pas seulement en jeu leurs espérances en l'avenir, mais encore leurs conquêtes passées. C'est pourquoi, ils supportèrent toujours avec patience les souffrances que leur imposa la crise du coton<sup>1</sup> et s'opposèrent avec vigueur à l'intervention en faveur de l'esclavagisme que préparaient les classes supérieures et « cultivées », et un peu partout en Europe contribuèrent de leur sang à la bonne cause.

Tant que les travailleurs, le véritable pouvoir politique du Nord, permirent à l'esclavage de souiller leur propre République; tant qu'ils se glorifièrent de jouir - par rapport aux Noirs qui avaient un maître et étaient vendus sans être consultés - du privilège d'être libres comme travailleurs de peau blanche<sup>2</sup> de se vendre eux-mêmes et de choisir leur patron, ils furent incapables de combattre pour la véritable émancipation du travail ou d'appuyer la lutte émancipatrice de leurs frères européens. Mais cet obstacle au progrès a été balayé par la mer Rouge de la guerre civile.

Les ouvriers d'Europe sont persuadés que si la guerre d'Indépendance américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes bourgeoises, la guerre antiesclavagiste américaine a inauguré l'époque nouvelle de l'essor des classes ouvrières. Elles considèrent comme l'annonce de l'ère nouvelle que le sort ait désigné Abraham Lincoln, l'énergique et courageux fils de la classe travailleuse, pour conduire son pays dans la lutte sans égale pour l'affranchissement d'une race enchaînée et pour la reconstruction d'un monde social.

Signé au nom de l'Association internationale des travailleurs par le Conseil central<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> En Angleterre, aucune classe ne souffrit davantage des conséquences de la crise cotonnière que le prolétariat : Cf. par exemple l'article de Marx: « La misère ouvrière en Angleterre » paru dans *Die Presse*, le 27 septembre 1862. Pour les ouvriers anglais, et tout spécialement ceux qui travaillaient dans l'industrie textile, la pénurie du textile signifiait le chômage, ou, dans le meilleur des cas, le chômage partiel. En 1862, les trois cinquièmes de l'industrie textile furent arrêtés en Angleterre, et soixante-quinze pour cent des ouvriers du textile furent touchés par le chômage qui dura plus de deux ans. Par exemple, à Stockport, six mille salariés étaient sans travail, six mille autres employés partiellement, et cinq mille travaillaient à plein temps. En novembre 1862, 35,9 % de la population de Glossopp étaient assistés ou vivaient de la charité publique.

<sup>2</sup> Cette précision du texte anglais (« The white-skinner labourer », Cf. MECW, vol. 20, p. 20) est absente de la traduction de Roger Dangeville.

<sup>3</sup> Suit la liste des signataires du Conseil central de l'A.I.T : Le Lubez (France), F. Rybcinsky (Pologne), Emile Holtorp (Pologne), J.B. Bocquet, H. F. Jung (Suisse), Morisot, Georgy W. Wheeler, J. Denoual, P. Bordage, Leroux, Talandier, Jourdain, Dupont, R. Gray, D. Lama, Setacci, F. Solustri, R. Aldovrandi, D.G. Bagnagatti, G.P. Fontana (Italie), G. Lake, J. Buckley, G. Howell, J. Osborne, J.D. Stainsby, J. Grossmith, G. Eccarius, Friedrich Lessner, L. Wolf, K. Kaub, Henry Bolleter, Ludwig Otto, N.P. Hansen (Danemark) , Karl Pfänder, Georg Lochner, Peter Petersen, Karl Marx (Allemagne) A. Dick, J. Wolff, J. Whitlock, J. Carter, W. Morgan, William Dell, John Weston, Peter Fox, Robert Shaw, John H. Longmaid, Robert Henry Side, William C. Worley, Blackmoor W, R. Hartwell, W. Pidgeon, B. Lucraft, J. Nieass. La signature finale est celle de G. Odger, Président du Conseil.

## 3.2. Réponse de l'ambassadeur américain à l'adresse de l'Association Internationale des Travailleurs.

La réponse du président Lincoln à l'adresse de l'AIT fut remise au Conseil central le 28 janvier 1865 par l'ambassadeur américain à Londres Charles Francis Adams. Lecture en fut donnée lors de la réunion du 28 janvier 1865<sup>1</sup>.

*Times*,  
6 février 1865

Au Directeur du *Times*

Monsieur,

Il y a quelques semaines, le Conseil central de l'Association nommée ci-dessus a envoyé à M. Lincoln une adresse de félicitation. Cette adresse fut transmise par le canal de la légation des Etats-Unis, et vous trouverez ci-dessous la réponse qui lui parvint. Vous m'obligerez en la publiant.

Avec mes respects,

W.R. Cremer.

Légation des Etats-Unis,

Londres,  
le 31 janvier.

Monsieur,

On me demande de vous informer que le président des Etats-Unis a bien reçu l'adresse du Conseil central de votre association, transmise par notre légation.

Dans la mesure où les sentiments qui y sont exprimés ont un caractère personnel, il les accepte, en souhaitant sincèrement et de tout cœur pouvoir se montrer digne de la confiance que ses concitoyens et tant d'amis de l'humanité et du progrès de par le monde entier lui ont récemment accordée.

Le gouvernement des Etats-Unis se rend parfaitement compte que sa politique n'est pas, ou ne pourrait pas être, réactionnaire, mais en même temps il s'en tient à la ligne qu'il a adoptée au début, c'est-à-dire qu'il s'abstient partout d'une politique expansionniste et d'interventions illégales. Il s'efforce de rendre une égale et exacte justice à tous les Etats et à tous les hommes, et compte sur les résultats bénéfiques de cet effort pour être soutenu à l'intérieur et jouir du respect et de la bonne volonté du monde.

Les nations n'existent pas pour elles-mêmes, mais pour promouvoir le bien-être et le bonheur de l'humanité, en entretenant des relations

---

<sup>1</sup> Mars se félicitera de cette réponse dans sa lettre à Wilhelm Liebknecht du 9 mai 1865 : « Les journaux bourgeois, *lui écrit-il*, enragent encore que des réponses d'A. Lincoln aux différents messages de félicitation à l'occasion de sa réélection, seule la réponse à notre adresse ait été plus qu'un accusé de réception de pure forme. » (C8, p. 127).

exemplaires de bonne volonté. C'est dans ce cadre que les Etats-Unis considèrent que, dans le conflit actuel contre les rebelles esclavagistes, leur cause est celle-là même de la nature humaine, et ils tirent un nouvel encouragement à persévérer du témoignage que leur donnent les ouvriers d'Europe, que cette attitude nationale jouit de leur approbation éclairée et de leurs sympathies véritables.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur, votre humble serviteur.

Charles Francis Adam.

Mr. W. R. Cremer, secrétaire général honoraire de l'Association internationale des travailleurs. 18, Greek Street, W.

### 3.3. Karl Marx, Adresse de l'Association Internationale des Travailleurs au président Johnson

Le 14 avril 1865, le président américain Abraham Lincoln est assassiné par l'acteur John Wilkes Booth, un agent des planteurs du Sud et des banquiers new-yorkais. Andrew Johnson est devenu président.

Le Conseil central de l'AIT prendra la décision, le 2 mai 1865, de publier à cette occasion une adresse au peuple américain que Marx, chargé la rédaction, présentera lors de la réunion du Conseil du 9 mai. Elle sera transmise au président Andrew Johnson par l'intermédiaire de Charles Francis Adams, ambassadeur américain à Londres.

\*

Marx saluera d'abord avec optimisme la présidence de A. Johnson. Le 1er mai 65, il écrit à Engels : « La chevalerie sudiste a une digne fin. L'assassinat de Lincoln a été à cet égard la plus grande bêtise qu'ils pouvaient commettre. Johnson est dur, intransigeant rancunier, et, ancien *poor white*, il voue à l'oligarchie une haine implacable. Il prendra moins de gants avec ces gars-là, et le meurtre lui fournit au Nord le climat propice à ces desseins<sup>1</sup>. ».

Il reviendra toutefois bien vite sur cet avis favorable. Le 24 juin, il écrit à Engels : « La politique de Johnson me déplaît. Affectation ridicule de fermeté envers les individus; extrêmement vacillant jusqu'à présent, et faible au fond. La réaction a déjà commencé en Amérique, et elle sera bientôt très forte si le laisser-aller qui a eu cours jusqu'à présent ne prend pas bientôt fin<sup>2</sup>. ».

Un avis que partage Engels dans sa lettre du 15 juillet 65 : « La politique de Mr Johnson me déplaît aussi de plus en plus. Sa négrophobie se manifeste de plus en plus violemment et il abdique toute autorité en faveur des vieux lords du Sud. Si cela continue, dans six mois, toutes ces canailles d'anciens sécessionnistes siègeront au Congrès à Washington. Sans droit de vote pour les gens de couleur, on ne pourra rien y faire, et Johnson s'en remet pour décider sur ce point aux vaincus, aux anciens propriétaires d'esclaves. C'est insensé !<sup>3</sup> ».

A vrai dire, Andrew Johnson défendra une politique de réintégration des Etats du Sud sans garantie pour les droits civiques des esclavages affranchis. Il fera du reste l'objet, en mars 1868, d'un procès en destitution intenté par les républicains radicaux<sup>4</sup>, une procédure qui n'échouera que d'une seule voix.

\*

*The Bee-Hive Newspaper,*  
20 mai 1865.

A Andrew Johnson,

Président des Etats-Unis.

Monsieur,

Le démon de l'« institution particulariste<sup>5</sup> » pour le règne de laquelle le Sud a pris les armes, ne pouvait permettre à ses adeptes d'être battus honorablement en champ ouvert. Ce qui a commencé dans la trahison ne pouvait finir que dans l'ignominie. De même que la guerre

---

<sup>1</sup> C8, p. 121.

<sup>2</sup> C8, p. 136.

<sup>3</sup> C8, p. 140.

<sup>4</sup> A. Johnson était membre du parti démocrate lorsqu'il a été choisi comme colistier par A. Lincoln lors des élections de 1864.

<sup>5</sup> En référence au propos tenu par le leader sudiste Alexander Hamilton Stephens qui nommait ainsi la propriété esclavagiste lors de son discours à Savannah le 21 mars 1861.

de Philippe II pour l'Inquisition a suscité un Gérard<sup>1</sup>, la rébellion pro-esclavagiste de Jefferson Davis a produit un Booth<sup>2</sup>.

Ce n'est pas notre propos de chercher des mots de deuil et d'horreur, alors que le cœur de deux mondes est soulevé d'émotion. Même les sycophantes qui, année après année, jour après jour, ont effectué un véritable travail de Sisyphe pour assassiner moralement Abraham Lincoln et la grande République qu'il gouvernait, sont à présent éfrayés par cet élan universel des sentiments populaires et rivalisent entre eux pour parsemer sa tombe ouverte de fleurs de rhétorique. Ils se sont enfin rendu compte qu'il était un homme que l'adversité ne pouvait abattre, que le succès ne pouvait griser, qui poursuivait inflexiblement son but élevé, sans jamais compromettre par une hâte aveugle sa progression lente et ininterrompue, sans jamais se laisser emporter par le flot de la faveur du public ni décourager par un ralentissement du pouls populaire, tempérant ses actes de rigueur par un cœur chaleureux, éclairant les noires scènes de la passion du sourire de son humour et accomplissant son œuvre de géant, avec autant de simplicité et de modestie que les souverains de droit divin aiment à faire les petites choses avec une pompe et un éclat grandiloquents; en un mot, c'était l'un des rares humains qui ait réussi à devenir grand sans cesser d'être bon. De fait, ce grand et brave homme était si modeste que le monde ne découvrit son héroïsme qu'après qu'il fût tombé en martyr.

M. Seward fut digne de l'honneur, à côté d'un tel chef, d'être la seconde victime des démons infernaux de l'esclavagisme. N'était-ce pas lui qui, à l'époque d'hésitation générale, fut assez sage et courageux pour prédire que le conflit était inéluctable ?<sup>3</sup> Ne prouva-t-il pas qu'aux heures les plus sombres de ce conflit, il avait un sens romain du devoir : en ne désespérant jamais de la République et de son étoile ? Nous souhaitons de tout cœur que son fils et lui soient rétablis dans leur santé, leur activité publique et leurs honneurs bien mérités, avant le délai de « quatre-vingt-dix jours<sup>4</sup>. ».

Après cette terrible guerre civile, qui, de par ses vastes dimensions et son théâtre d'opérations gigantesque, ne semble avoir duré plus de quatre-vingt-dix jours par rapport aux guerres de Cent Ans, de Trente Ans et de vingt-trois ans<sup>5</sup> du vieux monde, c'est à vous, Monsieur, que revient la tâche d'éliminer par la loi ce qui fut décidé par l'épée et d'entreprendre la dure œuvre de reconstruction politique et de régénération sociale.

Un sens profond de votre redoutable mission vous sauvera de tout compromis dans les durs devoirs qu'il vous reste à accomplir. Vous n'oublierez jamais qu'au début d'une ère nouvelle d'émancipation du travail, le peuple américain a donné la responsabilité de la direction à deux hommes du travail : l'un est Abraham Lincoln, l'autre Andrew Johnson.

Signé à Londres le 13 mai 1865 par le Conseil central, au nom de l'Association internationale des travailleurs<sup>6</sup>

---

<sup>1</sup> En référence à Balthazar Gérard, un fanatique catholique qui, le 10 juillet 1584, assassina le Prince Guillaume d'Orange, leader de la révolte des Pays-Bas espagnols contre le roi d'Espagne Philippe II. Il sera exécuté dans d'atroces souffrances.

<sup>2</sup> John Wilkes Booth, l'assassin de Lincoln.

<sup>3</sup> William Seward avait prédit qu'un « conflit irrépressible », se préparait entre le Nord et le Sud, lors de son discours de Rochester, le 25 octobre 1858. Le jour de l'assassinat de Lincoln, Seward et son fils furent également grièvement blessés.

<sup>4</sup> En réponse aux actes de guerre de la Confédération du Sud, le gouvernement de Lincoln avait appelé, le 15 avril 1861, soixante-quinze mille volontaires au service armé, croyant pouvoir régler le conflit en trois mois. En fait, la guerre de Sécession traîna jusqu'en 1865.

<sup>5</sup> Par guerre de 23 ans, Marx entend les guerres de coalition européennes contre la République française et la France napoléonienne qui ont duré de 1792 à 1815.

<sup>6</sup> Suit la liste des signataires, responsables de l'A.I.T.



## 4. La guerre de Sécession<sup>1</sup> aux États-Unis

### Données chronologiques. Dates remarquables

#### Etudes consultées :

- Farid Aneur, *La guerre de Sécession*, PUF, coll. Que sais-je ? Paris 2004<sup>2</sup>.
- Kevin B. Anderson, *Marx aux antipodes*<sup>3</sup>, Editions Syllepse, 2015.
- Henri Bernard, *La guerre de sécession des Etats-Unis 1861-1865*, Pierre de Méyère Editeur, Bruxelles 1973.
- Vincent Bernard, *La Guerre de Sécession. La Grande Guerre américaine 1861-1865*, Passés/composés/Humensis, Paris 2022.
- Duncan Andrew Campbell, « La guerre de sécession », *Revue d'Histoire du XIXe siècle*, 35, 2007. En ligne sur le site d'OpenEditions.
- André Kaspil, *La guerre de Sécession. Les Etats désunis*, Découvertes Gallimard, Histoire, Paris 1992.
- John Keegan, *La guerre de Sécession*, Perrin, collection Tempus, Paris 2011.
- Jean-Michel Lacroix, *Histoire des Etats-Unis*, Quadrige Manuels, PUF, Paris 2018.
- Karl Marx/Abraham Lincoln, *Une révolution inachevée. Sécession, guerre civile, esclavage et émancipation aux Etats-Unis*, avec une introduction de Robin Blackburn, Editions Syllepse, Paris 2012.
- Karl Marx & Friedrich Engels, *La guerre civile aux Etats-Unis (1861-1865)*, traduction et notes par Roger Dangeville, en ligne sur le site des *Classiques des sciences sociales*.
- James M. McPherson, *La guerre de sécession*, Robert Laffont, Coll. Bouquins, Paris 1991.
- Notices de l'encyclopédie *Universalis*.
- Notices de *Wikipédia*.
- Andrew Zimmerman, *The Civil War of the United States, Karl Marx & Friedrich Engels*, International Publishers, New-York, 2019.

\*

### 1. De la déclaration d'indépendance à l'élection d'Abraham Lincoln.

04.07.1776 Réunies en Congrès le 4 juillet 1776, les 13 colonies<sup>4</sup> britanniques d'Amérique du Nord signent leur **déclaration d'indépendance** vis-à-vis de l'Empire britannique.

L'égalité proclamée par la déclaration se limite aux hommes blancs adultes à l'exclusion des femmes, des Amérindiens et des personnes réduites à l'esclavage.

On assiste à la formation de **deux camps antagonistes** : au Nord, les partisans d'un gouvernement central fort et d'un système protectionniste destiné à protéger l'industrie naissante; au Sud, les partisans de la souveraineté des Etats et, outre de l'esclavage, d'un libre-échange favorable aux exportations de coton.

L'Union va vivre de **compromis instables** entre ces deux tendances.

1780 L'Etat du Massachusetts adopte une première loi anti-esclavagiste.

---

<sup>1</sup> Le conflit est désigné aux Etats-Unis comme la "guerre civile".

<sup>2</sup> A nos yeux, la synthèse la plus éclairante.

<sup>3</sup> Tout particulièrement le chapitre 3 « Race, classe et esclavage : la guerre civile comme seconde révolution américaine », pp. 133-184.

<sup>4</sup> Ce sont, du nord au sud, le Massachusetts, le New Hampshire, le Rhode Island, le Connecticut, New York, le New Jersey, la Pennsylvanie, le Delaware, le Maryland, la Virginie, la Caroline du Nord, la Caroline du Sud et la Géorgie.

1783	Signature, le 3 septembre 1783, du traité de Versailles. Il reconnaît officiellement l'indépendance des Etats-Unis.	
1787	Réunion d'une Convention constituante à Philadelphie : elle élabore et adopte la Constitution des Etats-Unis.	
17.09.1787	La Constitution américaine légalise l'esclavage dans les Etats où il existe déjà et permet l'achat de noirs dans d'autres Etats.	C'est en mars 1807 seulement que le Congrès interdira d'importer des esclaves d'Afrique ou d'autres Etats, par une loi qui entrera en vigueur le 1er janvier 1808 prévoyant certaines mesures contre la traite des noirs, et notamment la confiscation des navires et chargements transportant les esclaves. Cette loi fut continuellement contournée. En vérité, cette loi laissait à chaque Etat la liberté de décider de l'esclavage sur son territoire, l'espoir des pères fondateurs étant de voir cette pratique s'éteindre avec le temps à mesure des progrès. En 1860, le nombre de noirs atteindra les 4,5 millions d'habitants, soit 14 % de la population totale. Le développement de la culture du coton fera de l'esclavage cette « institution particulière » indispensable au développement du Sud.
21.06.1788	Entrée en vigueur de la <b>Constitution des Etats-Unis</b> .  Trois instances :  - l'Exécutif, régi par un président élu tous les 4 ans, - le Législatif, régi par un congrès bicaméral formé du Sénat (deux délégués par Etat, élus pour six ans) et de la Chambre des représentants (élus pour deux ans), - le Judiciaire.  A l'échelon local, l'Etat fédéré est organisé selon même structure.	La Constitution reste toutefois sujette à interprétation sur les relations entre le pouvoir de l'Union et les Etats fédérés. S'agit-il d'une Union souveraine d'Etats fédérés ou d'une Fédération d'Etats souverains ?
30.04.1789	George Washington est élu premier président des USA.	
1792	Création du parti républicain-démocrate à l'initiative de Thomas Jefferson, un des auteurs de la déclaration d'Indépendance. Il se définit comme « anti-fédéraliste » en faveur des citoyens ordinaires contre l'élite urbaine.	Jefferson possède une plantation en Virginie avec de nombreux esclaves.
1800	Découverte et répression d'une conspiration de 1.000 esclaves préparant un soulèvement général à Richmond, en Virginie. Gabriel Prosser (1775-1800), leur meneur, et 25 de ses partisans sont exécutés.	
04.03.1801	Thomas Jefferson devient le 3 <sup>e</sup> président des Etats-Unis	
30.04.1803	Achat de la <b>Louisiane</b> à la France.	Un <b>très vaste territoire</b> en partie inexploré : il s'étend de la Nouvelle-Orléans à la frontière canadienne. Il double la superficie des Etats-Unis et ouvre la voie de l'expansion vers l'Ouest.
1819	L'Espagne cède la <b>Floride</b> aux USA.	

02.03.1820 **Compromis du Missouri**

En 1820, le Sud esclavagiste se trouvait dans une situation délicate. Le Nord avait pris en main le contrôle de la Chambre des représentants. Le Sud ne pouvait plus s'opposer à l'élaboration de lois favorables au Nord, ou de mesures dirigées contre lui, à moins de dominer le Sénat. Or, la majorité dans cette assemblée dépendait de l'entrée du Missouri en tant qu'Etat esclavagiste. Pour empêcher le Sud d'avoir la majorité dans la Chambre Haute, le Nord demanda l'admission du Maine, ainsi séparé du Massachussets. Au prix de longs débats, les deux Etats furent admis, maintenant ainsi l'équilibre des forces au Sénat.

Le Maine est détaché du Massachussets et est admis comme Etat libre pour contrebalancer l'admission du Missouri comme Etat esclavagiste.

Il est aussi convenu que les futurs Etats qui seront créés seront esclavagistes ou abolitionnistes selon qu'ils se situeront au sud ou au nord du 36° 30' parallèle de latitude<sup>1</sup> (à l'exception du Missouri).

Ce compromis qui reconnaît l'existence de deux blocs antagonistes sera pratiquement annulé par l'adoption du Kansas-Nebraska bill en 1854.

1827 Sojourner Truth (1797-1883), née esclave dans l'Etat de New York, parvient à s'échapper. Elle deviendra l'une des grandes figures de la cause abolitionniste.

1828 **Création du parti démocrate**, né de la scission d'un parti plus ancien, le parti républicain-démocrate qui date de 1792 à l'initiative de Thomas Jefferson.

Il rassemble les planteurs, certains groupes de la bourgeoisie ainsi qu'une partie importante de fermiers et de petits-bourgeois des villes. Dans les années 1830 et 1840, il représentera de plus en plus les intérêts des planteurs et de la grande bourgeoisie financière du Nord favorable à l'esclavage.

Lorsque, après l'adoption du *Kansas-Nebraska bill* en 1854, l'esclavage menacera de submerger toute l'Union, il y aura une scission au sein du Parti démocrate qui permettra la victoire, en 1860, du républicain Abraham Lincoln.

1831 Création à Boston de l'hebdomadaire abolitionniste *The Liberator* dirigé par William Lloyd Garrison.

1832 Le 12 novembre 1832, la Caroline du Sud récusé le tarif douanier voté par le Congrès. Cette décision marque le début de la crise dite de **nullification**, au sens où un Etat estime qu'une loi fédérale est institutionnelle selon ses propres intérêts. Vive riposte du président Andrew Jackson qui impose une solution par compromis.

Une claire manifestation de l'opposition entre le nord protectionniste et le sud libre-échangiste.

1831 Une rébellion dirigée par l'esclave et prédicateur Nat Turner (1800-1831) secoue le comté de Southampton en Virginie. Capturé, Nat Turner est pendu avec 11 de ses partisans.

Le parti Whig était un parti politique américain de la droite libérale, créé durant l'hiver 1833-1834 pour s'opposer à la politique du président Andrew Jackson. Il comprend des membres du parti national-républicain comme Henry Clay et John Quincy Adams et des partisans du droit des Etats face au pouvoir fédéral. Le parti a été dissous dans les années

---

<sup>1</sup> La ligne dite Mason-Dixon, du nom des deux géomètres britanniques qui l'ont tracée.

1850, tiraillé entre les pro et anti-esclavagistes. Le parti Whig n'avait jamais pris clairement position contre l'esclavage.

- 1834 Adoption de la « Black Law » au Connecticut : elle interdit l'enseignement aux Noirs, mais surtout, elle stipule qu'un esclave qui a réussi à fuir le Sud pour venir vivre dans le Nord des Etats-Unis doit être remis à ses maîtres s'il est capturé. Toute personne qui accueille un esclave enfui est passible de prison.
- 1845 Annexion du **Texas** comme Etat esclavagiste.
- 1846 La Grande-Bretagne cède aux USA le territoire de l'**Oregon**.
- 1846-48 Mai 1846 : Guerre mexico-américaine. Le 13 septembre 1847, l'armée américaine entre dans Mexico. Le traité de Guadalupe Hidalgo du 2 février 1848 procède à l'annexion du Texas, de la Californie et du Nouveau-Mexique. De vastes territoires.
- 1848 Fondation du parti abolitionniste des *free soilers* qui revendique l'attribution gratuite de parcelles de terre libres dans l'Ouest considéré comme domaine d'Etat.
- 1849 Ruée vers l'or en Californie.
- 1850 **Compromis de 1850**
- Il est signé pour maintenir l'équilibre entre les Etats esclavagistes et non esclavagistes dans le cadre d'une extension des territoires. **La Californie est admise au titre d'Etat sans esclavage.** Cette admission est compensée par deux nouveaux territoires, l'Utah et le Nouveau-Mexique sur les terres acquises pendant la guerre contre le Mexique et où le principe de souveraineté populaire prévaut en faveur ou non de l'esclavage.
- Le **Fugitive Slave Act** de 1850, qui faisait partie du Compromis de 1850, ordonnait au gouvernement fédéral d'arrêter les esclaves fugitifs qui s'étaient enfuis dans des Etats ou des territoires libres.
- Cette mesure a attisé les tensions entre le Nord et le Sud, car de nombreux Nordistes y voyaient une violation de leurs droits et une atteinte à la souveraineté de leurs Etats.
- 1852 Election à la présidence du démocrate Franklin Pierce, allié aux sudistes.
- Publication de *La case de L'oncle Tom* de Harriet Beecher-Stowe. Un grand succès de librairie
- 30.05.1854 Proposé par le sénateur Stephen A. Douglas, **le Kansas-Nebraska bill** est adopté en mai 1854 par le Congrès américain. Il acte la scission du territoire en deux Etats : au Nord, le Nebraska comme Etat libre et, au sud, le Kansas qui, voisin du Missouri, réclame et obtient le droit à l'esclavage.
- Cette loi accomplit **l'annulation du compromis du Missouri de 1820**. Le texte dispose, en effet, que les pionniers pourront décider eux-mêmes, au nom de la souveraineté populaire, d'introduire ou non l'esclavage dans les nouveaux territoires.

Cette bataille politique va donner lieu à la création du parti républicain.

Cette loi va mener tout droit à la guerre civile du Kansas (la période connue sous le nom de *Bleeding Kansas*), un conflit qui servira lui-même de prologue à la guerre civile de 1861-1865.

28.03.54 Formation, dans ce contexte, du **parti républicain**, qui adopte un programme anti-esclavagiste et de priorité à l'unité du pays

Une étape clé sur le chemin qui conduit à la guerre de Sécession.

Il est fondé par des dissidents nordistes du parti Whig et du Parti démocrate opposés à la loi du Kansas-Nebraska. La première convention du nouveau parti se tient à Ripon le 20 mars 1854.

Porteur d'une idéologie libérale centrée sur la liberté individuelle et la loi du marché, il représente les intérêts de la bourgeoisie industrielle et commerciale du nord. Partisan de la libre colonisation des territoires de l'Ouest, il préconise toutefois des tarifs protectionnistes qui heurtaient les colons du Sud.

Le 6 juillet 1854, à Jackson, dans le Michigan, il déclare son opposition à l'extension de l'esclavage dans les nouveaux Territoires de l'Ouest.

08.10.1854 Manifeste d'Ostende.

Au titre d'ambassadeur des USA à Londres, James Buchanan (le futur président démocrate des Etats-Unis en 1856) participe à la rédaction du *manifeste d'Ostende* avec les représentants diplomatiques de la France et de l'Espagne. Ce manifeste conseillait au gouvernement des USA d'acquiescer d'une manière ou d'une autre, fût-ce par la force, l'île de Cuba qui appartenait à l'Espagne pour en faire une colonie esclavagiste. Le document sera finalement signé à Aix-la-Chapelle le 18 octobre 54.

Octobre 54 Après le vote, en mai 54, du *Kansas-Nebraska* bill, les esclavagistes organisent des bandes d'hommes de main recrutés dans la pègre du Missouri occidental.

S'installent des pratiques de véritable **guerre civile**.

Ces bandes envahissent le Kansas en octobre 1854, imposent par la terreur l'«*élection*» d'un délégué pro-esclavagiste au Congrès. Dans les mêmes conditions, on élira, en mars 1855, des magistrats favorables aux esclavagistes, mais les partisans de la terre libre (les *free soilers*) refusèrent de les reconnaître, rédigèrent une Constitution et demandèrent à être admis dans l'Union. Entretemps, Shannon, valet des intérêts esclavagistes, fut nommé gouverneur du territoire.

En mai 1856, on assiste à des pillages et des incendies de la ville de **Lawrence**, au Kansas, par des esclavagistes venus de l'Etat du Missouri ainsi qu'à l'agression du sénateur nordiste abolitionniste, Charles Sumner qui est frappé à coups de canne en pleine séance du Congrès par un représentant de la Caroline du

		sud, Preston Brooks.
04.11.1856	<b>Election présidentielle du démocrate James Buchanan</b> , partisan du droit des Etats en matière d'esclavage. Son mandat durera du 4 mars 1857 au 4 mars 1861.	Il bat John C. Frémont, le premier candidat républicain à l'élection présidentielle <sup>1</sup> .
	C'est lui qui demande au Congrès d'admettre dans l'Union le Kansas comme Etat esclavagiste.	
1857	Mars 1857 : débats sur l'affaire <b>Dred Scott</b> .	L'affaire fut portée devant la Cour suprême qui était non seulement majoritairement composée de sudistes, mais encore présidée par un sudiste, le juge Roger B. Taney.
	Dred Scott, esclave du Missouri, avait suivi son maître dans l'Illinois où l'esclavage était interdit et avait demandé son émancipation.	En rédigeant l'arrêt, ce dernier soutint que la Cour du Missouri n'avait pas pouvoir de juridiction dans cette affaire, puisque les Scott n'étaient pas et ne pouvaient être des citoyens au sens où l'entendait la Constitution. Le juge sauta sur l'occasion pour donner un arrêt qui accordait aux esclavagistes ce qu'ils souhaitaient le plus : le droit de transférer leurs <i>biens meubles</i> - esclaves y compris - dans n'importe quel territoire des Etats-Unis, et d'y garder les esclaves même si la législation de l'Etat local s'y opposait.
1858	Lors de son débat avec Stephen A. Douglas dans le cadre des élections sénatoriales de l'Illinois, Lincoln prononce, le 16 juin 1858, une phrase restée célèbre : « Une maison divisée contre elle-même ne peut pas rester debout indéfiniment. Je pense que ce gouvernement ne peut pas durer moitié libre moitié esclavagiste. Il doit devenir ou tout l'un ou tout l'autre. », un propos que le Sud ressent comme une menace.	
16.10.59	L'équipée de <b>John Brown</b>	John Brown, à la tête d'une troupe d'abolitionnistes tente de s'emparer de l'arsenal fédéral et de l'armurerie de Harper's Ferry en Virginie, afin de provoquer un soulèvement d'esclaves. Arrêtés par colonel Robert E. Lee, futur chef militaire des forces sudistes, ils seront jugés et condamnés pour trahison. Brown sera pendu le 2 décembre 1859.

## 2. Sécession des Etats confédérés.

6.11.1860	<b>Élection du candidat républicain Abraham Lincoln</b> qui devient le 16 <sup>e</sup> président des Etats-Unis.	S'il obtient la majorité des grands électeurs, il ne recueille toutefois que 39,8 % des suffrages.
		Le parti démocrate s'est en effet divisé sur la question de l'esclavage et a présenté deux candidats rivaux, le sudiste radical John Cabell

<sup>1</sup> John Frémont avait recueilli 33 % des suffrages populaires, soit près de 42 % des voix provenant des six Etats du Nord-Ouest.

Breckinridge (partisan de la légalisation constitutionnelle de l'esclavage sur l'ensemble du territoire américain) et le sénateur modéré de l'Illinois Stephen A. Douglas (l'auteur de la loi du Kansas-Nebraska de 1854)<sup>1</sup>.

- 15.12.60 Proposition par le sénateur du Kentucky Crittenden d'un compromis destiné à régler pacifiquement le conflit Nord-Sud. Il recommandait un retour au compromis du Missouri de 1820, dont la légalisation de l'esclavage au sud de la latitude 36°30' dans les Etats du Sud. Le projet sera rejeté le 22 décembre 1860.
- 20.12.60 **La Caroline du Sud prend la décision de se retirer de l'Union avant même l'entrée en fonction de Lincoln.** Votée à l'unanimité, l'ordonnance de sécession estime que la Caroline du Sud est menacée dans ses intérêts vitaux en tant qu'Etat souverain. L'idée d'une guerre est toutefois écartée<sup>2</sup>.
- Janvier 1861 Elle est aussitôt suivie par 6 Etats : le Mississippi (le 9 janvier), la Floride (le 10 janvier), l'Alabama (le 11 janvier), la Géorgie (le 19 janvier), la Louisiane (le 26 janvier) et le Texas (le 1<sup>er</sup> février).
- 04.02.61 Création à Montgomery, dans l'Alabama, de la **confédération des Etats Confédérés d'Amérique**, composée, à cette date, de **7 Etats**, avec pour président **Jefferson Davis** (sénateur du Mississippi) et Alexander H. Stephens, de Géorgie, comme vice-président. La capitale Richmond se trouve à 120 km au sud de Washington. Dès le 3 mars, une armée confédérée est constituée sous le commandement du général Beauregard<sup>3</sup>. La Constitution sera promulguée le **11 mars 1861**. Chaque Etat est clairement reconnu comme souverain et indépendant. Les Etats confédérés seront bientôt au nombre de 11 sur les 26 que compte alors l'Union, avec 9 millions d'habitants, dont 3,5 millions d'esclaves. En 1861, 4 autres Etats feront en effet aussi sécession : la Virginie (le 17 avril), l'Arkansas (le 6 mai), le Tennessee (le 7 mai) et la Caroline du Nord (le 20 mai).
- 02.03.61 Adoption par le Congrès américain du **tarif Morrill** : un loi protectionniste en faveur du Nord proposée par le député du Vermont Justin Smith Morrill. Elle pénalisait les Etats du Sud plus dépendants des marchandises importées d'Europe. Les Etats du Sud étaient fermement opposés au nouveau tarif qui était également particulièrement impopulaire en Angleterre.

<sup>1</sup> Il y avait en fait 4 candidats : A. Lincoln, Stephen A. Douglas, John C. Breckinridge et John Bell (désigné par une « Union constitutionnelle » plutôt disparate). Dans 10 Etats du Sud, le nom de Lincoln n'apparaissait même pas sur les bulletins de vote.

<sup>2</sup> Horace Greeley, directeur du *New-York Daily Tribune*, semble lui-même s'accommoder de cette perspective sécessionniste.

<sup>3</sup> Pierre-Gustave Toutant de Beauregard.

04.03.61 **Lincoln prête serment et prononce son discours d'investiture.** Il est à la tête d'une Amérique divisée. Le Sud ne reconnaît pas son autorité.

S'agissant de l'esclavage, sa position est plutôt modérée.

Rappelant ainsi un de ses anciens discours, il déclare : « Je ne ferai que citer l'un d'entre eux où je déclarais ne pas m'être intentionnellement ou indirectement opposé à l'institution de l'esclavage dans les Etats où celle-ci existe<sup>1</sup>. Je suis persuadé n'avoir aucun droit légal pour le faire et je n'ai aucune intention de le faire. Ceux qui m'ont nommé et élu l'ont fait en pleine connaissance des déclarations similaires que j'ai faites et du fait que je ne sois jamais rétracté. ».

Il se montre, par contre, beaucoup plus ferme sur la question de l'Union. Constatant que « La rupture de l'Union fédérale, qui était jusqu'ici seulement une menace, est désormais redoutablement entreprise », « J'affirme », *proclame-t-il*, « qu'au regard de la loi universelle et de la Constitution, l'union de ces Etats est éternelle. (...) Il résulte de cela qu'aucun Etat ne peut, par sa simple volonté propre, sortir légalement de l'Union; que les résolutions et les ordonnances allant dans ce sens sont dénuées de tout fondement légal; que les actes de violence au sein de tout Etat ou des Etats contre l'autorité des Etats-Unis sont, selon les circonstances, insurrectionnels ou révolutionnaires. ».

Il termine par un propos qui se veut conciliant : « C'est dans vos mains, mes compatriotes mécontents, que se trouve la question capitale de la guerre civile. Le gouvernement ne vous attaquera pas. Il n'y aura pas de conflit si vous n'êtes pas vous-mêmes les agresseurs. Vous n'avez prêté aucun serment au ciel de détruire le gouvernement, alors que j'ai, moi, prêté le serment le plus solennel de tous : « préserver, protéger et défendre le Gouvernement<sup>2</sup> » ».

### 3. La guerre est déclarée. Elle va durer quatre longues années.

12.04.61 L'armée sudiste, commandée par le générale Pierre G. Beauregard, ouvre le feu sur l'installation militaire du **fort Sumter** en Caroline du Sud, un îlot rocheux à l'entrée de la baie de Charleston. La garnison fédérale est contrainte de se rendre<sup>3</sup>.

#### **Cette canonnade est l'événement déclencheur de la guerre civile.**

Entre le 17 avril et le 21 mai 61, 4 nouveaux Etats rejoignent la Confédération : la Virginie (le 17 avril), l'Arkansas (le 6 mai), le Tennessee et la Caroline du Nord (le 20 mai). **Ils seront ainsi 11 Etats à avoir fait sécession.**

15.04.61 Lincoln déclare la guerre ouverte et lance un appel à la mobilisation de volontaires. Il mobilise 75.000 volontaires, espérant pouvoir régler le conflit en trois mois.

Ces troupes sont toutefois inexpérimentées et très composites. On ne peut parler d'une armée régulière.

29.04.61 Réunion à Alabama du Congrès fédéré. Le 6 mai, il déclare la guerre à l'Union.

<sup>1</sup> Lincoln et les républicains étaient par contre opposés à l'extension de l'esclavage dans ledits "territoires", c'est-à-dire ces vastes espaces de l'Amérique du Nord qui n'étaient pas encore constitués comme Etats de l'Union. Le Sud estimait, par contre, qu'il ne pouvait survivre que si l'on instituait l'esclavage dans ces territoires. Ce sera bientôt l'affaire du Kansas. Or le statut d'Etat décidait du nombre de sénateurs et donc de l'équilibre politique au sein de l'Union.

<sup>2</sup> Nous citons à partir de « Une révolution inachevée » (op.cit., p. 107 et p. 110).

<sup>3</sup> Le commandant du fort, Robert Anderson, et ses hommes sont toutefois autorisés de rejoindre le Nord comme si le pouvoir sudiste ne souhaitait pas officialiser son entrée en guerre.



10.06.61

Le gouvernement français déclare sa neutralité dans la guerre de Sécession. Il est suivi par le gouvernement anglais.

Quatre Etats esclavagistes restent toutefois dans l'Union (formant les « *border states* ») : le Delaware, le Kentucky, le Maryland et le Missouri. L'importance du Maryland tenait à la proximité de Washington et à la position de Baltimore, nœud ferroviaire vital vers le Midwest. Le Kentucky et le Missouri jouaient aussi un rôle important dans la stratégie militaire du Nord car ils contrôlaient l'accès aux vallées du Mississippi, du Tennessee et du Cumberland, par lesquelles les forces de l'Union pouvaient passer pour se rendre au cœur de la Confédération.

Pour s'assurer la loyauté du Maryland, les troupes de l'Union occupèrent Baltimore et imposèrent la loi martiale. Le Kentucky cherchait à garder sa neutralité, mais, en septembre 1861, lorsque les troupes confédérées traversèrent l'Etat, les habitants soutinrent massivement la cause de l'Union.

Au Missouri, les troupes de l'Union aidèrent à protéger l'Etat en poussant vers l'exil le gouverneur qui défendait les Confédérés. Enfin, en Virginie, les comtés occidentaux renièrent l'ordonnance de sécession, formèrent un gouvernement provisoire et, en 1863, furent admis dans l'Union comme le nouvel Etat de Virginie-Occidentale.

La guerre va se dérouler, de juillet 1861 à avril 1865, sur trois fronts : le long du littoral atlantique, à l'est, entre Richmond et Washington et à l'ouest, le long du Mississippi.

21.07.61

Bataille de la rivière **Bull Run**, près de la ville de **Manassas**, au sud-ouest de Washington. On se trouve à quelque 40 kilomètres de la capitale nordiste<sup>1</sup>. **C'est la première bataille importante de la guerre.** L'armée du Sud sous le commandement du général Pierre Beauregard triomphe des troupes nordistes commandées par le général Irvin McDowell, des troupes plus nombreuses, mais inexpérimentées et mal préparées.

Cette victoire surprenante se termine par une véritable débandade des troupes nordistes. Les sudistes victorieux ne profitent toutefois pas de la situation pour s'avancer en territoire ennemi. Cette victoire ne les convainc pas moins de leur supériorité.

Les sudistes connaissaient toutefois un grand handicap : leur marine est trop inférieure à celle des forces du Nord qui vont entreprendre dès l'été 1861 un **blocus des côtes sudistes**<sup>2</sup> en interdisant tout approvisionnement en matériel de guerre et toute exportation des produits commerciaux, le coton en particulier.

Les forces en présence vont se livrer pendant deux ans à de nombreux combats plus meurtriers que décisifs.

Dans le nord, le commandement de l'armée est confié au général George MacCellan qui, malgré la supériorité numérique de ses troupes, fera souvent preuve de beaucoup d'indécision dans sa stratégie.

06.08.61

Vote par le congrès du premier **Confisca-** Elle autorise les militaires à confisquer tout

<sup>1</sup> Les historiens soulignent le caractère spectaculaire de cette bataille à laquelle sont venus assister nombre de civils.

<sup>2</sup> Le plan dit "**Anaconda**" pour exprimer, par cette métaphore du serpent, l'encerclement par les côtes atlantiques et la maîtrise du Mississippi. Le 19 avril 61, le président Lincoln a émis une proclamation de blocus contre les ports du Sud. Le débarquement effectué le 17.08.61 près de la Nouvelle-Orléans marque le début de l'encerclement des armées sudistes.

**tion Act.**

bien utile à l'effort de guerre et parmi ces biens, comme tels, donc, les esclaves qui demeurent toutefois asservis, « saisis » par l'armée fédérale et « propriétés » du gouvernement.

Les fugitifs (« les contrebandes » comme on les appelait) seront principalement employés dans l'armée dans des rôles secondaires.

Pour rappel, quatre Etats esclavagistes – le Delaware, le Maryland, le Kentucky et le Missouri sont restés dans l'Union et Lincoln craint qu'ils ne basculent dans le camp sudiste.

10.08.61 Bataille de **Wilson's Creek**, une petite rivière du Missouri. Un combat brouillon qui ressemble à la bataille de Bull Run et qui se termine, comme elle, par une victoire des Sudistes.

L'armée de l'union est forcée d'abandonner la ville de Springfield dans le Missouri.

30.08.61 En août 1861, le général John Charles **Frémont** proclame la confiscation des biens de toute personne, qui, au Missouri, prendrait les armes contre le gouvernement de Washington ou aiderait l'ennemi de quelque façon que ce soit. Le manifeste déclare en outre que les esclaves de ces traîtres seraient émancipés. Pour appliquer ces décisions, le général Frémont crée des bureaux pour l'abolition de l'esclavage.

Lincoln ordonnera officiellement à Frémont de mettre sa proclamation en accord avec la récente loi sur la confiscation et d'annuler les décisions relatives à l'affranchissement des esclaves (la loi adoptée le 6 août 1861 par le Congrès ne prévoyait que la libération des esclaves qui avaient été directement utilisés par les rebelles à des fins militaires). Frémont refusant d'exécuter les ordres présidentiels, il sera démis de son poste de commandant en chef de l'armée du Missouri en octobre 1861<sup>1</sup>.

21.10.61 Au cours de la bataille de **Ball's Bluff**, en Virginie, les armées sudistes anéantissent plusieurs régiments de l'armée du général Charles Pomeroy Stone qui avaient traversé le Potomac sans renforts. Cette bataille met en évidence les lacunes sérieuses au sein de l'organisation et de la direction des armées nordistes.

Stones sera soupçonné de connivence avec les sudistes et incarcéré au fort Lafayette dans le cadre d'une enquête qui n'aboutira pas.

01.11.61 Le président Lincoln nomme le général McClellan commandant de l'armée de l'Union.

08.11.61 **Affaire du Trent.**

Le navire de guerre US « San Jacinto » arraisonne le *Trent* un navire marchand britannique pour arrêter deux diplomates confédérés, J. Slidell et JM. Mason et leurs secrétaires, qui se rendent à Londres.

L'Angleterre de Palmerston adopte un attentisme prudent. Quant à la France, elle est empêtrée dans la guerre du Mexique.

19.01.62 Défaite sudiste de Mill Springs dans le Kentucky.

08.02.62 En Caroline du nord, le général de l'Union Ambrose Burnside s'empare de « Roanoke Island » qu'il transforme en base de départ pour envahir la Caroline du Nord.

---

<sup>1</sup> Cf l'article de Marx du 26 novembre 61 "La destitution de Frémont".

- 12.02.62 Les 12 et 16 février 1862 le général Ulysses S. Grant s'empare de **Fort Henry** (dans le Tennessee) et de **Fort Donelson** (sur le Cumberland), ce qui permet à l'Union de prendre le contrôle de la navigation sur les deux fleuves.
- 07.03.62 Les 7 et 8 mars 1862 se déroule la bataille de **Pea Ridge** en Arkansas, une victoire de l'Union qui lui permit de contrôler le Missouri pendant les deux années suivantes.
- 08.03.62 Les 8 et 9 mars 1862, dans la baie de **Hampton Roads**, se déroule un premier combat naval entre le cuirassé sudiste *Merrimack* et des bateaux de bois de la flottille nordiste. Les frégates nordistes furent détruites. Le cuirassé nordiste *Monitor* entrera bientôt en action et mettra en fuite le *Merrimack*. Les sudistes feront sauter le *Merrimack* le 11 mai 62 lorsqu'ils abandonneront la base maritime de Norfolk en Virginie, un événement crucial qui ruine les espoirs sudistes de briser le blocus maritime.
- 13.03.62 Nouvelle loi : *l'Act Prohibiting the Return of Slaves*. Elle interdit cette fois de renvoyer les esclaves fugitifs d'où ils viennent mais ces « contrebandes » demeurent toujours des êtres serviles.
- 06.04.62 Les 6 et 7 avril 1862 se déroule la sanglante bataille de **Shiloh** dans le Tennessee. Après une première journée de victoire militaire des Confédérés, qui ont attaqué par surprise, le combat se termine le lendemain par la retraite des troupes sudistes de Beauregard contraintes de se replier à **Corinth**<sup>1</sup>. L'union s'assure ainsi le contrôle du haut Mississippi. Grant est nommé commandant de l'armée du Tennessee.
- 16.04.62 Mobilisation générale, dans le Sud, des hommes de 18 à 35 ans et, cette fois, pour toute la durée de la guerre. Notons que les propriétaires de 20 esclaves peuvent se faire dispenser.
- 01.05.62 **Occupation de La Nouvelle-Orléans par les Nordistes.** Après la chute des forts de Saint-Jackson et de Saint-Philippe qui défendaient l'accès par le Mississippi, le port de la Nouvelle-Orléans est occupé par les troupes nordistes, sous le commandement de l'amiral David Farragut. Or La Nouvelle-Orléans, l'un des plus grands centres politiques et militaires de la Confédération, constitue un lieu stratégique sur l'axe de navigation du Mississippi.
- 20.05.62 Le **homestead Act** est adopté le 20 mai 1862. C'est l'une des principales mesures du gouvernement Lincoln. Cette loi prévoyait que tout citoyen des Etats-Unis, ou toute personne souhaitant le devenir, pouvait obtenir 65 hectares de terre gratuitement. La terre devenait pleine propriété du fermier s'il payait un dollar vingt-cinq par acre et s'il avait travaillé cette terre pendant au moins cinq ans. Cette mesure contribua à donner une tournure révolutionnaire à la guerre civile, en assurant la colonisation des terres nouvelles par l'agriculture libre.
- 06.06.62 Les nordistes sont maîtres de Memphis.

<sup>1</sup> Cf. l'analyse stratégique d'Engels dans sa lettre à Marx du 5 mai 1862 (C7, pp. 27-29). Cf aussi les articles "La presse anglaise et la chute de la Nouvelle-Orléans" et "La situation sur le théâtre de guerre américain" parus dans *Die Presse* les 20 et 30 mai 1862.

- 19.06.62 Lincoln signe une loi mettant hors-la-loi l'esclavage dans les territoires.
- 25.06.62 Début de la bataille dite « **des sept jours** ».
- 17.07.62 Vote d'une seconde publication du **Confiscation Act** qui renforce les dispositions du premier.
- 09.08.62 Bataille de Cedar Mountain en Virginie. Elle se termine par une victoire des Confédérés.
- 30.08.62 Du 28 au 30 août 1862 : **deuxième bataille de Bull Run** : les armées confédérées de Lee, de Jackson et de James Longstreet infligent de sévères pertes aux troupes de l'Union commandées par le général John Pope et refoulées vers Washington.
- 17.09.62 Bataille meurtrière de l'**Antietam Creek** près de Sharpsburg.
- 22.09.62 Au lendemain de la victoire nordiste d'Antietam, le président **Lincoln proclame l'émancipation des esclaves noirs dans les Etats insurgés du Sud**<sup>1</sup>. Cette mesure est destinée à prendre effet le 1er janvier 1863.
- 03.10.62 Le 3 octobre 1862, les troupes sudistes sous le commandement des généraux Price et Van Dorn attaquent les positions nordistes près de **Corinth**. La bataille dure deux jours et s'achève par la défaite et la retraite des confédérés.

Commandée par le général G.B. **McClellan**, l'armée nordiste se rapproche de Richmond, capitale des Etats confédérés.

Avec à leur tête le général Robert E. Lee, les forces sudistes ne tardent pas à intervenir. Les batailles vont se succéder durant sept jours, Lee parvenant à contraindre la retraite de McClellan vers Washington.

Les pertes humaines sont considérables.

**La guerre est relancée pour trois ans.**

Les esclaves fugitifs sont cette fois affranchis.

Volé le même jour, Le **Militia Act** autorise le pouvoir nordiste à constituer des unités militaires incluant des noirs.

Profitant de sa victoire lors de la bataille des sept jours, le général Lee, soutenu par les généraux Jackson et Longstreet, avance vers le Nord. L'armée confédérée entre dans le Maryland et se heurte rapidement aux troupes nordistes plus nombreuses du général McClellan.

À la fin de la journée, Lee est contraint de se replier vers la Virginie. McClellan se montre toutefois de nouveau irrésolu et ne profite pas de sa victoire pour anéantir les troupes sudistes.

Il se garde bien toutefois de distribuer les terres des esclavagistes aux anciens esclaves. Le régime de la propriété n'est pas modifié.

<sup>1</sup> Ceux des Etats restés loyaux le seront également, mais leurs propriétaires seront indemnisés.

08.10.62	Défaite sudiste à <b>Perryville</b> .	Les troupes confédérées avaient envahi le Kentucky le 12 septembre 1862.
30.10.62		Dans une lettre du 30 octobre 62 aux ambassadeurs anglais et russe, le gouvernement français avait proposé une intervention commune en vue de lever le blocus et d'ouvrir les portes du sud des Etats-Unis au commerce européen. La proposition de Napoléon III fut repoussée le 8 novembre 62 par la Russie et par l'Angleterre.
07.11.62	<b>Licenciement du général McClellan</b> pour n'avoir pas poursuivi les troupes de Lee après la bataille d'Antietam.	Le général <b>Ambrose Burnside</b> se voit confier le commandement de l'armée du Potomac.
13.12.62	Robert Lee affronte le général nordiste Ambrose Burnside à <b>Fredericksburg</b> , dans le nord-est de la Virginie.	Contraint de se replier en Virginie lors de la bataille d'Antietam, le général Robert Lee est rattrapé par l'armée du Potomac du général Ambrose Burnside, lequel envisage d'atteindre Richmond à la tête d'une armée de 120.000 hommes.  Après des heures d'affrontements, les nordistes perdent des milliers d'hommes et sont contraints de s'avouer vaincus.  Burnside est relevé de son commandement.
27.12.62	Grant entreprend d'attaquer la ville fortifiée de <b>Vicksburg</b> , dernier bastion confédéré perché sur des falaises surplombant le Mississippi. La forteresse résiste aux attaques de l'Union.	

#### 4. L'année 1863 sera décisive après deux ans de conflits incertains.

01.01.63	<b>Proclamation d'émancipation des esclaves dans les Etats révoltés.</b>	Le texte déclare que toutes les personnes détenues comme esclaves dans les zones rebelles sont et doivent dorénavant être libres.  Plus de 200.000 Noirs vont désormais pouvoir servir dans l'armée de l'Union.
Avril 63	Grant reprend son offensive contre la forteresse de <b>Vicksburg</b> qui finira par tomber le 4 juillet après un long siège et plusieurs assauts meurtriers.	
02.05.63	Nouvelle offensive nordiste à <b>Chancellorsville</b> , en Virginie. <b>Nouvelle défaite.</b>	En vue de s'emparer de Richmond, l'armée du Potomac, sous les ordres, cette fois, du général Joseph Hooker, qui a succédé à Burnside après la défaite de Fredericksburg, cherche une nouvelle fois à traverser la rivière de Rappahannock. Supérieures en nombre, les troupes nordistes sont convaincues de leur victoire <sup>1</sup> . Toutefois, Lee inflige une nouvelle défaite

<sup>1</sup> 130.000 soldats de l'Union s'opposent à 60.000 confédérés.

à l'Union.

Une bataille sanglante pour les deux camps.

01.07.63 **Bataille de Gettysburg.**

Après les deux offensives nordistes lancées en Virginie, le général sudiste Robert Lee prend l'initiative d'envahir la Pennsylvanie et de marcher vers Washington. Arrivé non loin de Gettysburg, il rencontre une division de l'armée du Potomac commandée par le général George Gordon Meade.

Durant les deux premiers jours de la bataille, les troupes de Lee et de ses généraux Longstreet, Ewell et Hill ont l'avantage.

Au bout du troisième jour, la situation s'inverse<sup>1</sup> et les troupes nordistes contraignent les sudistes à se retirer de Virginie.

**Cette bataille décisive, la plus grande de la guerre, et la plus meurtrière, marque un des tournants de la guerre<sup>2</sup>.**

04.07.63 Au lendemain de la bataille de Gettysburg, la place forte de **Vicksburg** tombe aux mains de l'Union après un siège de 44 jours dirigé par le général Grant

**Cette victoire permet à l'armée de l'Union de contrôler la vallée du Mississippi et de couper en deux les troupes de l'armée sudiste.**

12.07.63 Des émeutes éclatent à New York. Les habitants de New-York se révoltent quand Lincoln appelle à la conscription (inscription de jeunes recrues pour le service militaire). Très violente, la révolte prend le nom de « Drafts Riots ».

21.08.63 Massacre de **Lawrence**, une petite ville du Kansas. Il est l'œuvre de forces irrégulières pro-esclavagistes dirigées par William Quantrill qui se livrent à un massacre de 180 civils.

25.11.63 Les armées de l'Union s'emparent de **Chattanooga**, un nœud ferroviaire vital dans le Tennessee. Cette victoire ouvre la voie au général William T. Sherman, qui entame sa « Marche vers la Mer » en Géorgie. En 24 jours, il parcourt 500 kilomètres avec 65.000 hommes, pratiquant **une stratégie de la terre brûlée** et dévastant la quasi-totalité des villes, des plantations et des infrastructures sur son passage.

## 5. La fin de la guerre

1864 **L'année 1864 marque la déroute des Sudistes, qui reculent en masse devant le général Ulysses Grant, devenu, le 9 mars 1864, lieutenant général de toutes les forces de l'Union.**

---

<sup>1</sup> Les pertes s'élèvent à 51.000 hommes sur un total de 150.000 engagés. C'est au cours de cette bataille que Lee exige de ses 14.000 fantassins qu'ils traversent à découvert au pas de course un terrain de plus d'un kilomètre : l'assaut se termine par un carnage.

<sup>2</sup> Le 19 novembre 1863, Lincoln se rendra au cimetière militaire de Gettysburg et y prononcera un discours resté célèbre.

- 09.03.64 Lincoln nomme le général Ulysses S. Grant commandant en chef de toutes les forces de l'Union.
- A la tête de 120.000 hommes, Grant marche contre l'armée de Virginie du Nord, sous le commandement du général Lee, qui en compte moitié moins. Il entend bien profiter de la supériorité ses moyens, fût-ce au prix de combats meurtriers.
- En mai et juin, la campagne du désert (« wilderness Campaign ») cause des pertes énormes dans les deux camps sans apporter d'issue décisive.
- C'est en Géorgie que le général Sherman assène aux Confédérés un double coup fatal : d'abord lors du siège d'Atlanta, qui sera prise en septembre, mise à sac et incendiée ; puis lors de la prise du port de Savannah, qui marque le terme de sa « Marche à la mer » à travers la Géorgie.
- 8/19.05.64 Grant continue sa poussée vers Richmond. Les deux armées se heurtent une nouvelle fois à **Spotsylvania Court House**, du 8 au 19 mai, en Virginie, **un combat qui marque le début de la chute de la Confédération.**
- 07.06.64 Lors de la Convention républicaine de Baltimore, A. Lincoln est réélu candidat aux élections présidentielles.
- 21.07.64 Du 21.07 au 02.09 siège d'**Atlanta** en Géorgie par les troupes du général Sherman.
- 05.08.64 Les Confédérés perdent dans la baie de Mobile, en Alabama, leur dernier port dans le golfe du Mexique. Une entrave grave à l'accès de produits manufacturés pour poursuivre la lutte.
- 02.09.64 **Prise d'Atlanta par les nordistes.**
- Le général Sherman parvient à s'emparer d'Atlanta. Avant de poursuivre sa route vers la mer, il en incendie les principaux bâtiments.
- Après la destruction des entrepôts et des équipements de chemin de fer d'Atlanta, du 14 novembre au 2 décembre 1864 le général W. T. Sherman, avec 62.000 hommes, commence une marche vers l'Atlantique. Vivant des ressources du pays au fur et à mesure de leur progression, les troupes de l'Union détruisirent systématiquement tout ce qui pouvait aider à soutenir l'effort de guerre confédéré.
- 19.10.64 Victoire nordiste à **Cedar Creek**.
- 08.11.64 **Réélection de Lincoln** à la présidence des Etats-Unis (face à son adversaire démocrate, le général George McClellan).

- 16.12.64 A la bataille de **Nashville**, un corps de l'Union remporta une victoire décisive sur le général sudiste Hood, brisant ainsi la résistance confédérée dans l'Ouest.
- 21.12.64 les Fédéraux occupent le port de **Savannah** en Géorgie. L'armée de Sherman continue d'avancer vers le nord, en direction des Carolines, sans rencontrer d'opposition. **Stratégie de la terre brûlée** : les nordistes de Sherman dévastent les villes et les infrastructures ennemies.
- 30.12.64 Déclaration de *l'Association internationale des Travailleurs* à l'adresse d'Abraham Lincoln.
- 31.01.65 **Abolition de l'esclavage aux Etats-Unis.**  
Le 13<sup>ème</sup> amendement de la Constitution est adopté par le Congrès.  
Comme le stipule l'article Ier : « Il n'existera dans les Etats-Unis, et dans toute localité soumise à leur juridiction, ni esclavage, ni servitude involontaire, si ce n'est à titre de peine d'un crime dont l'individu aurait été dûment déclaré coupable ».
- 02.04.65 Refusant de se rendre, les Confédérés bombardent eux-mêmes leur capitale Richmond pour couvrir leur retraite.
- 09.04.65 **Reddition du général Lee à Appomattox en Virginie.**  
Le général Robert Lee est contraint à capituler à Appomattox, en Virginie, devant le général Grant. **Le 9 avril 1865 La Guerre Civile est officiellement terminée.** Le général Lee, signe la capitulation de l'armée Confédérée devant le général Ulysses S. Grant à « Appomattox Court House », en Virginie.  
Quelques semaines plus tard, la guerre civile américaine est de facto terminée, même si la dernière bataille, celle de Palmito Ranch a lieu le 12 et 13 mai, 1865, où le général confédéré Kirby Smith se rend avec ses forces le 2 juin.
- On retient parmi les généraux deux noms :
- le général Ulysses S. Grant, pour le nord.
  - le général Robert E. Lee, pour le sud.
- Mais il y a un troisième nom, que des générations de sudistes ont maudit, le général William T. Sherman, un dévastateur. Afin de ne pas immobiliser ses troupes pour une occupation de terrain, il brûlait tout sur son passage et chassait les populations. « Je suis barbare et cruel disait-il, mais la guerre c'est l'enfer. Si en face ils veulent la paix, qu'ils arrêtent la guerre ». Après quatre années de combat, les terres du Sud seront dans un véritable état de ruines.
- Cette guerre aura causé la mort de plus de 700.000 soldats, davantage que lors des deux guerres mondiales, y compris la guerre de Corée et celle du Vietnam.
- 14 avril 65 **Assassinat de Lincoln.** Atteint d'une balle dans la tête par un exalté sudiste lors d'une représentation théâtrale, il décède le lendemain.
- 10.05.65 Le président des Etats confédérés Jefferson Davis est fait prisonnier en Géorgie. Reddition de la dernière armée confédérée le 26 mai 1865.
- 18.12.65 Approbation officielle du **13<sup>e</sup> amendement de la Constitution** qui abolit l'esclavage aux Etats-Unis. Les Noirs ne seront reconnus comme citoyens des Etats-Unis que par le 14<sup>e</sup> amendement de 1868.



# Karl Marx et Friedrich Engels : tranches de vie

## 11. Les années 1862-1864

### Détresse financière – Héritages – Rupture avec Lassalle – Fondation de l'Association Internationale des Travailleurs.

Ces années sont marquées par deux événements importants : la guerre de Sécession américaine et l'arrivée au pouvoir de Bismarck en Prusse.

D'août 1863 à 1865, Marx rédige un nouveau manuscrit qui constitue la première version des trois livres du Capital.

11.01.62 F. Lassalle est de retour à Berlin. Il se désole de n'avoir pas reçu de réponse de Marx et lui lance cette mise en demeure : « J'ai décidé de suspendre toute correspondance avec toi jusqu'à ce que j'obtienne une réponse suffisamment détaillée à mes diverses lettres<sup>1</sup>. ».

15.01.62 Une brève note à Josef Valentin Weber nous permet d'apprendre que Marx dispense des cours dans les locaux de l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands<sup>2</sup>.

02.02.62 Parution dans *Die Presse* de l'article « Un meeting ouvrier à Londres » dans lequel Marx insiste sur la solidarité des ouvriers anglais opposés à une intervention de la Grande-Bretagne contre les Nordistes américains.

25.02.62<sup>3</sup> Marx décrit à l'adresse d'Engels l'accumulation de ses ennuis financiers. « Mon long silence ne vient pas de mon « for intérieur », lui écrit-il, « mais des emmerdements que je connais et avec lesquels je ne voulais ni t'importuner ni te tourmenter. ». « Tout bien considéré, poursuit-il, cela ne vaut effectivement pas la peine de mener pareille vie de chien<sup>4</sup>. ».

Il ajoute : « La petite Jenny est sous surveillance médicale depuis deux mois. La petite a dépéri à vue d'œil. Jenny est déjà assez grande maintenant, en âge de sentir dans quelle poisse nous nous débattons et c'est là, je crois, la raison principale de son mal physique. ».

26.02.62 Marx s'excuse auprès de Johann Philipp Becker de ne pouvoir lui venir en aide pour la souscription de son ouvrage sur l'opposition allemande : « Vous devez savoir que ces Allemands, jeunes et vieux, ne sont que des individus suffisants, terre à terre, à l'intelligence pratique, et qui prennent les gens comme vous et moi pour des têtes folles, des esprits immatures, toujours pas guéris de leurs chimères révolutionnaires. Et la racaille

<sup>1</sup> *Correspondance Marx Lassalle*, PUF 1977, op.cit., p. 417.

<sup>2</sup> C7, p. 3.

<sup>3</sup> Un tel espace de temps, près d'un mois, dans la correspondance entre les deux amis : la chose mérite d'être soulignée.

<sup>4</sup> C7, pp. 3-5.

indigène est aussi navrante que celle qui vit ici à l'étranger. Lors de mon séjour à Berlin, etc., j'ai pu me convaincre que toute tentative d'agir par des publications sur cette canaille est vouée à l'échec. L'imbécillité satisfaite de ces types, pour laquelle la presse, cette presse à faire pleurer, constitue un extraordinaire élixir de vie, dépasse tout ce qu'on peut imaginer<sup>1</sup>. »

28.02.62 Engels réagira dès le 28 février en envoyant une caisse de bouteilles de vin et de sherry.

Pour le reste, il est lui-même en situation financière plutôt difficile : « Je dépense cette année plus que je ne gagne », confie-t-il, ajoutant : « Nous sommes très affectés par la crise<sup>2</sup>, nous n'avons strictement aucune commande et à partir de la semaine prochaine, nous travaillerons à mi-temps. ».

Sur le plan privé, il vit chez Mary Burns « pour dépenser le moins d'argent possible<sup>3</sup> ».

03.03.62 Marx sollicite Engels pour qu'il lui envoie un article sur la guerre d'Amérique destiné au *New-York Daily Tribune*<sup>4</sup>.

« J'aimerais que tu me fasses parvenir cette semaine un article *en anglais* sur la guerre en Amérique. Tu peux t'exprimer sans retenue. Le *Tribune* le sortira en tant que lettre d'un officier étranger. ».

Il précise : « Le *Tribune* hait McClellan qui est l'allié du parti démocrate<sup>5</sup> et qui, en tant que commandant en chef de toutes les armées, a empêché toute action en intervenant directement, non seulement sur le Potomac (où c'était peut-être justifié) mais sur tous les autres théâtres d'opération, notamment à l'ouest. (Il est aussi l'âme de l'intrigue abjecte fomentée contre Frémont<sup>6</sup>.) En outre, par *esprit de corps* et par haine des civils, ce Mac a protégé tous les traîtres dans l'armée, par exemple le colonel Maynard<sup>7</sup> et le général Stones<sup>8</sup>. ».

05.03.62 Engels lui confirme ses propres difficultés financières : « Je suis moi-même au sec ». Il précise : « Si les choses se terminent en Amérique par la paix ou autrement, il se peut que mon revenu total du 1er juillet 1861 à 1862 se réduise à 100 Livres sterling et que je me trouve donc endetté. Nous avons un stock considérable de marchandises sans pouvoir rien vendre et si nous restons avec ce stock sur les bras jusqu'à ce que les choses s'arrangent en Amérique, il est possible que nous perdions tout le bénéfice réalisé jusqu'à fin

Il lui annonce : « Tu auras ton article. Les fanfarons du Sud dégustent sérieusement en ce moment<sup>2</sup>. ».

<sup>1</sup> C7, p. 6.

<sup>2</sup> La crise des importations de coton en raison du blocus des Etats du Sud des Etats-Unis par la flotte du Nord pendant la guerre de Sécession.

<sup>3</sup> C7, pp. 7-8.

<sup>4</sup> C7, p. 9.

<sup>5</sup> Le général McClellan sera en effet désigné par le parti démocrate comme l'adversaire d'Abraham Lincoln lors de la réélection de ce dernier le 8 novembre 1864.

<sup>6</sup> En référence à l'article de Marx « La destitution de Frémont » paru dans *Die Presse* du 26 novembre 1861.

<sup>7</sup> Un officier américain, agent des sudistes.

<sup>8</sup> Charles Stones, arrêté en octobre 1861 pour trahison. Il sera libéré à la fin de l'année 1862.

décembre. Je pense cependant qu'ils vont continuer à se bagarrer, je ne vois pas comment ils pourraient faire la paix<sup>1</sup>. ».

06.03.62 Marx sollicite Engels en vue de ses travaux théoriques en cours<sup>3</sup> : « Peux-tu m'envoyer par écrit, concernant votre fabrique, à titre d'exemple, un relevé de toutes les catégories de travailleurs (sans exception, sauf l'entrepôt) qui y sont employés et quelle est la proportion de ces catégories les unes par rapport aux autres ? J'ai besoin, en effet, d'un exemple pour mon livre, afin de montrer que, dans les ateliers mécanisés, *la division du travail*, constituant l'infrastructure d'une manufacture, telle qu'elle est décrite par A. Smith, n'existe pas<sup>4</sup>. ».

Ses rapports, par ailleurs, avec les éditeurs de *Die Presse* ne sont pas des plus clairs : « Peu m'importe qu'ils n'impriment pas mes meilleurs articles (...) Mais financièrement parlant, il est inacceptable que sur 4 ou 5 articles, il n'en impriment qu'un et n'en paient qu'un<sup>5</sup>. ».

08.03.62 Engels n'a pas tardé pas à lui adresser l'article sollicité sur la guerre civile américaine. Destiné au *New-York Daily Tribune* qui le refusera, il paraîtra, à l'initiative de Marx, dans *Die Presse* les 26 et 27 mars 1862 sous le titre « La guerre civile américaine<sup>6</sup> ».

10.03.62 Le *New-York Daily Tribune* publie le dernier article de Marx « The Mexican imbroglio ».

15.03.62 Marx à Engels : « Mon livre n'arrive pas à progresser vraiment car mon travail est souvent, durant des semaines entières, entravé, interrompu, par des ennuis domestiques. La petite Jenny n'a pas encore retrouvé son état normal, tant s'en faut<sup>7</sup>. ».

Par ailleurs, ses relations avec le *New-York Daily Tribune* sont à l'arrêt : « Je suis persuadé qu'il est en passe de m'éjecter à nouveau avec tous les autres correspondants européens. Il a réduit son format. Sur 3 articles, il en publie peut-être un ou zéro. Ce sont là les habituels signes avant-coureurs de la procédure. ».

Marx séjourne à Manchester du 30 mars au 25 avril 1862.

12.04.62 Ferdinand Lassalle prend la parole devant les ouvriers berlinois. Il insiste sur l'importance du suffrage universel. Le discours paraîtra en juin sous le titre de « Programme ouvrier<sup>8</sup> ».

28.04.62 Dès son retour à Londres, Marx sollicite Engels pour qu'il fournisse de la copie sur la guerre civile américaine en particulier sur la bataille de Corinth : « J'aimerais que tu me fasses dorénavant quelque chose à chaque fois qu'il se produit un tournant militaire. ».

Il se trouve contraint d'accepter les conditions peu favorables de *Die Presse* : au mieux, un article par semaine, rétribué à hauteur d'une Livre Sterling. « Je suis naturellement contraint d'accepter, et j'ai déjà accepté, car c'est mieux que rien<sup>9</sup>. ».

Il s'adresse le même jour à Ferdinand Lassalle après un long silence dont il S'agissant du livre de Lassalle qu'il a lu cette fois en entier « et certains chapitres deux

<sup>1</sup> C7, p. 11.

<sup>2</sup> En référence à l'article « La guerre civile américaine » paru dans *Die Presse* les 26 et 27 mars 1862.

<sup>3</sup> Pour rappel, Marx a entrepris, en août 1861, de rédiger l'important manuscrit qui traite des théories sur la plus-value.

<sup>4</sup> C7, pp. 16-17.

<sup>5</sup> C7, p. 18.

<sup>6</sup> L'article paraîtra également le 14 mars 62 dans le *Volunteer Journal* à l'initiative d'Engels sous le titre « La Guerre en Amérique ».

<sup>7</sup> C7, p. 19.

<sup>8</sup> Le texte se trouve reproduit aux pages 141-193 du volume « *Ferdinand Lassalle, Discours et Pamphlets* » paru en 1903 à Paris, chez V. Giard & E. Brière, Libraires-éditeurs, dans une traduction de Victor Dave et Léon Remy (disponible sur le site de Gallica).

<sup>9</sup> C7, p. 20.

s'excuse en invoquant ses difficultés personnelles<sup>22</sup> : « Je nage complètement dans le vide (...) c'est un miracle que je n'aie pas perdu la boule. Je n'évoque tous ces emmerdements que pour n'avoir pas, en plus de ma poisse, à souffrir d'une incompréhension de ta part. ».

« En ce qui concerne mon livre, *lui écrit-il*, il ne sera pas terminé avant deux mois. Pour ne pas mourir de faim, j'ai dû, au cours de l'année, faire les boulots les plus vils et il m'est souvent arrivé de ne pouvoir, pendant des mois, écrire la moindre ligne pour la « chose ». A cela s'ajoute chez moi ce trait de caractère qui veut que lorsqu'au bout de quatre semaines j'ai fini de rédiger quelque chose et que je le relis, je ne trouve pas ça satisfaisant et je le remanie de fond en comble<sup>23</sup>. ».

fois » : « Dans la situation qui est la mienne en ce moment ( et ce depuis près d'un an), ce n'est que peu à peu que je trouverai le temps de faire la critique de ton livre. ».

Le *New-York Daily Tribune* a supprimé tous ses correspondants étrangers : les seules recettes de Marx proviennent désormais de *Die Presse*. De toute façon, Marx mettra lui-même un terme à sa collaboration avec le *Tribune* en raison de la ligne politique du journal favorable à un compromis avec les Etats du Sud. La perte de ces revenus le plongera, sa famille et lui, dans le plus grand besoin. Les appels au secours à Engels vont se multiplier.

- 
- |          |   |  |
|----------|---|--|
| 05.05.62 | Engels commente le changement de direction du <i>New-York Daily Tribune</i> après le départ de Charles Dana <sup>24</sup> et recommande à Marx de solliciter quelque explication de la part du journal : « Si ces types –là veulent la rupture, force-les au moins à le dire. ».  | L'essentiel de son propos concerne les événements militaires aux Etats-Unis, en particulier la bataille de Corinth des 6 et 7 avril 1862 qu'il commente longuement <sup>25</sup> . |
| 06.05.62 | Marx a reçu des éditions Petsch 330 exemplaires non vendus de son <i>Herr Vogt</i> ...  |  |
| 12.05.62 | Engels ne trouve dans le peuple américain « pas la moindre trace d'esprit révolutionnaire » : « Ils se laissent rosser et sont très fiers des coups qu'ils reçoivent. Y a-t-il dans tout le Nord, ne serait qu'un seul indice que ces gens prennent quelque chose au sérieux ? Je n'ai jamais encore vu ça, même en Allemagne dans les pires moments <sup>26</sup> . ». |  |

---

<sup>22</sup> Pour rappel, la guerre de Sécession américaine l'a privé d'une part importante de ses revenus. Son épouse Jenny est en proie à une grave dépression nerveuse.

<sup>23</sup> C7, p. 24.

<sup>24</sup> Charles Dana était en désaccord avec le fondateur du journal Horace Greeley sur la ligne politique du quotidien.

<sup>25</sup> C7, pp. 27-29. En référence aux articles « La presse anglaise et la chute de la Nouvelle-Orléans » et « La situation sur le théâtre de guerre Américain » parus dans *Die Presse* les 20 et 30 mai 1862.

<sup>26</sup> C7, p. 33.

- 23.05.62 Engels commente les événements de la guerre civile aux USA<sup>27</sup>. Il souligne en particulier la stratégie douteuse du général nordiste McClellan dont l'attentisme en situation stratégique favorable laisse supposer quelque complaisance à l'égard des forces ennemies.
- L'événement majeur à cette date est l'occupation de la Nouvelle-Orléans par les troupes nordistes.
- Il note : « Le fanatisme des négociants de la Nouvelle-Orléans en faveur des Confédérés s'explique tout simplement par le fait que ces gens ont dû souscrire contre argent comptant une masse de bons émis par la Confédération. (...) Rien de tel qu'un bon emprunt forcé pour enchaîner les bourgeois à la révolution et pour obtenir que leurs intérêts personnels immédiats leur fassent perdre de vue leurs intérêts de classe<sup>28</sup>. ».
- 27.05.62 Marx à Engels, avec un nouvel appel à l'aide pour payer la note de gaz : « Comme je suis *sans sou*, je suis obligé, dans mon pétrin, de faire appel à toi. ».
- Il termine par cette note : « Actuellement, je chiade – ne serait-ce que par désespoir – et je me bats les flancs avec mon bouquin sur l'économie<sup>29</sup>. »
- 
- 04.06.62 Engels se confie à Carl Siebel, son parent éloigné : « Ici c'est le train-train habituel qui continue. Je remarque cependant peu à peu que cette paisible vie bourgeoise m'abat moralement, on perd toute énergie et on s'avachit complètement, j'ai même relu un roman ces jours-ci<sup>30</sup>. ».
- 09.06.62 F. Lassalle s'irrite du retard que Marx met à répondre à ses lettres : « Dès mon retour à Berlin, à la mi-janvier, je t'ai informé de la suspension de la correspondance, jusqu'à ce que je reçoive une réponse, ce qui te montrait que j'étais blessé, et à bon droit. Et, malgré tout, pas de réponse de toi jusqu'au 28 avril ? Une pause de huit mois (depuis septembre). Tes excuses ne servent à rien. Manquer absolument de temps pour écrire, cela n'existe pas<sup>31</sup>. ».
- Il ajoute : « Et puis, après l'arrivée de ta lettre du 28 avril, ma colère s'apaisa, et ce n'est qu'en manière de douces représailles que je décidai d'attendre un moment de loisir confortable pour te répondre. Ainsi, au lieu de huit mois, je ne t'ai fait attendre que cinq semaines. ».
- 16.06.62 Marx adresse à F. Lassalle ses commentaires sur l'ouvrage de ce dernier « Herr Julian Schmidt », ce Schmidt, note Marx, « en qui je vois la quintessence de ce snobisme bourgeois, aussi puant en littérature qu'ailleurs ».
- Parlant de « nous » : « nous sommes effectivement un petit nombre – c'est ce qui fait notre force<sup>32</sup>. ».
- 18.06.62 Marx à Engels. C'est la litanie des malheurs : « Il me répugne profondément de te parler une fois de plus de ma *misère*, mais *que faire* ? Ma femme me répète chaque jour qu'elle voudrait être sous terre avec les enfants et je ne peux vraiment pas lui en vouloir, car les humiliations, les tourments et les angoisses que cette situation oblige à endurer sont effectivement inimaginables. (...) Mes pauvres enfants me font d'autant plus de peine que tout ceci tombe en cette période d'exposition<sup>33</sup> où leurs amies s'amuse

<sup>27</sup> L'analyse d'Engels sera reprise par Marx dans son article publié dans *Die Presse* du 30 mai 1862 sous le titre « La situation sur le théâtre de guerre Américain ».

<sup>28</sup> C7, pp. 37-38.

<sup>29</sup> C7, pp. 39-40.

<sup>30</sup> C7, pp. 44-45.

<sup>31</sup> *Correspondance Marx Lassalle*, PUF 1977, pp. 420-424.

<sup>32</sup> C7, p. 50.

<sup>33</sup> De mai à novembre 1862 s'est tenue à Londres la deuxième Exposition universelle.

n'ont qu'une peur : qu'on vienne les voir et qu'on s'aperçoive de la mouise dans laquelle nous sommes. ».

Il est néanmoins au travail :

« Pour le reste, je donne en ce moment un grand coup de collier et, curieusement, cela fait des années que mon cerveau n'a fonctionné aussi bien, malgré toute cette *misère* ambiante. Pour ce volume, j'allonge un peu la sauce puisque ces chiens d'Allemands jugent la valeur d'un livre à son volume. Entre parenthèses, j'y vois enfin clair dans cette merde de rente foncière (mais à laquelle *je m'interdis* de faire ne serait-ce qu'*allusion* dans cette partie de l'ouvrage). J'avais depuis longtemps des doutes quant à l'absolue exactitude de la théorie de Ricardo et j'ai enfin découvert la supercherie. Ai trouvé également, sinon depuis que nous nous sommes vus, un certain nombre de jolies choses étonnamment neuves qui entrent déjà dans ce volume ».

Sur Darwin : « Ce qui m'amuse chez Darwin, que j'ai revu, c'est qu'il déclare appliquer *aussi* la théorie de « Malthus » aux plantes et aux animaux, comme si l'astuce chez Monsieur Malthus ne consistait pas précisément en ceci que la théorie *n'y est pas* appliquée aux plantes et aux animaux, mais uniquement à l'homme – avec la progression géométrique – par opposition aux plantes et aux animaux. Il est remarquable de voir comment Darwin reconnaît chez les animaux et les plantes sa propre société anglaise, avec sa division du travail, sa concurrence, ses ouvertures de nouveaux marchés, ses « inventions » et sa malthusienne « lutte pour la vie ». C'est le *bellum omnium contra omnes*<sup>34</sup> de Hobbes, et cela rappelle Hegel dans la *Phénoménologie*, où la société civile intervient en tant que « règne animal de l'esprit », tandis que chez Darwin, c'est le règne animal qui intervient en tant que société civile. »

Solitude : « *Personne* ne vient me voir et j'aime autant car j'emm ... l'espèce qui m'entoure. Sale engeance !<sup>35</sup> ».

Ferdinand Lassalle annonce sa venue à Londres en juillet. Il annonce aussi qu'il va rédiger son *Economie*...

- 
- 09.07.62 Visite de Ferdinand Lassalle à Londres à l'occasion de l'exposition universelle<sup>36</sup>. Lassalle consentira à prêter de l'argent à Marx, mais il le fera tardivement et très chichement, sous garantie expresse d'Engels. Cette absence de générosité contribuera à détériorer les relations entre les deux hommes.
- 11.07.62 Marx invite Engels à faire le voyage à Londres pour y rencontrer F. Lassalle. « Je travaille comme un bœuf à la rédaction de mon livre<sup>37</sup>. ».
- 23.07.62 Engels s'excuse auprès de Lassalle de ne pouvoir se rendre à Londres et l'invite à Manchester.
- 30.07.62 Engels commente à l'adresse de Marx les récents événements américains. Il conclut par cette note sévère : « Comme je l'ai dit, si le Nord ne prend pas tout de suite une orientation révolutionnaire, il va recevoir une raclée sans précédent, et il ne l'aura pas volée - et ça m'a tout l'air d'en prendre le chemin<sup>38</sup>. ».
- 30.07.62 Marx commente amèrement à l'adresse d'Engels la récente visite de Ferdinand Lassalle. Jenny et lui ont dû porter au mont de piété leurs maigres avoirs pour masquer leur misère

<sup>34</sup> La guerre de tous contre tous.

<sup>35</sup> C7, pp. 50-52.

<sup>36</sup> La troisième *Exposition universelle de l'industrie* se tint à Londres de mai à novembre 1862.

<sup>37</sup> C7, p. 54.

<sup>38</sup> C7, pp. 56-58. Ces commentaires feront l'objet de l'article paru dans *Die Presse* du 9 août 62 sous le titre « Critique de ce qui se passe en Amérique ».

devant un Lassalle qui affichait son opulence. Lassalle a eu le culot de demander une des filles de Marx pour servir de « demoiselle de compagnie » à la Hatzfeldt : « Ce type m'a fait perdre mon temps, et dixit ce butor, comme je « n'ai pas de boulot » pour le moment, mais que je fais simplement un « travail théorique », je peux tout aussi bien tuer le temps avec lui ! ». La mégalomanie de Lassalle insupporte Marx : « Il est maintenant, sans discussion possible, non seulement le savant le plus grand, le penseur le plus profond, le chercheur le plus génial etc, mais aussi Don Juan et le cardinal de Richelieu de la révolution. Avec, en plus, cet intarissable bagou doublé d'une voix de fausset, le geste théâtral et sans grâce, et le ton doctoral !. ».

Le commentaire devient à mesure de plus en plus violent. Parlant de ce « négro-Juif de Lassalle », Marx termine par ce propos raciste : « Je suis maintenant sûr, comme d'ailleurs sa forme de tête et ses cheveux le prouvent, qu'il descend des nègres, de ceux qui ont suivi Moïse lors de la fuite hors d'Égypte (à moins que sa mère ou sa grand-mère paternelle n'aient forniqué avec un négro). Ma foi, ce mélange de type juif et germanique et de fond négroïde ne peut donner que quelque chose de bizarre. Il y a du négro aussi dans cette manière qu'il a de s'imposer aux autres<sup>39</sup>. »....

01.08.62 Engels, qui est en état de difficultés financières, en vient à s'expliquer sur ses propres dépenses pour justifier le « maigre » apport de 10 Livres Sterling qu'il envoie à Marx.

02.08.62 A Engels : « C'est un vrai miracle que, de la façon dont vont les choses, j'aie pu avancer dans mes travaux théoriques ».

Marx expose dans cette lettre, où il sollicite l'avis d'Engels, sa théorie de la composition organique du capital et du taux de profit. **La notion de plus-value apparaît pour la première fois.** La théorie de la rente selon Ricardo est l'objet d'une critique serrée<sup>40</sup>.

07.08.62 Marx à Engels. Il évoque les menaces de son propriétaire et d'autres créanciers. F. Lassalle lui a prêté un peu d'argent pourvu qu'il soit garanti... par Engels : « Je t'assure que, si je n'avais pas des *family difficulties*, je préférerais de loin emménager dans un modèle lodging house (un hôtel meublé), plutôt que d'être tout le temps à presser sur ta bourse. ».

Il prend quelque distance avec l'analyse récemment formulée par son ami sur les événements de la guerre américaine : « Je ne partage pas entièrement tes vues, *lui écrit-il*, sur la guerre civile américaine. Je ne crois pas que tout ça soit fini. Les nordistes ont été dominés dès le début par les représentants des *borders slaves states*<sup>41</sup> qui ont aussi propulsé McClellan, ce vieux partisan de Breckinridge, à la tête de l'armée. Le Sud, en revanche, a fait bloc dès le début. C'est le Nord lui-même qui a fait de l'escalavage une force militaire du Sud au lieu de le retourner contre celui-ci. Le Sud, en laissant aux esclaves le travail productif, a pu sans encombre jeter toutes ses forces dans la guerre. Il a eu un commandement unifié; le Nord pas. (...) A mon avis, tout cela va prendre un autre tour. Le Nord va se décider à faire sérieusement la guerre, va recourir à des moyens révolutionnaires et secouer la tutelle des politiciens des États frontaliers esclavagistes. Il suffira d'un seul régiment de nègres pour faire un drôle d'effet sur les nerfs des Sudistes. ».

F. Lassalle envisage de fonder un journal en septembre. Marx a accepté de collaborer, sans plus, contre une bonne rétribution : « sans prendre aucune autre espèce de responsabilité ou accepter aucune association politique, étant donné que, politiquement, nous ne sommes d'accord sur rien, si ce n'est sur quelques finalités fort lointaines. ».

« Je pense que mon livre fera 30 cahiers ».

<sup>39</sup> On lira avec intérêt l'évocation de la visite de F. Lassalle par Jenny Marx dans le texte paru sous le titre « Brève esquisse d'une vie mouvementée » (*Souvenirs sur Marx et Engels*, Editions du Progrès, Moscou, 1982, pp. 250-251. Et notamment cette séquence : « Il (Lassalle) n'arrivait pas à se reconnaître dans ses propres pensées et dans ses sentiments, et souvent ces luttes intérieures s'extériorisaient avec une violence incroyable. Il traversait nos pièces en tourbillon, pérorant bruyamment et gesticulant, poussant parfois de tels ut de poitrine que nos voisins, épouvantés par cette voix de stentor, venaient nous demander ce qui se passait. ».

<sup>40</sup> C7, pp. 64-69.

<sup>41</sup> A savoir les États esclavagistes frontaliers.

Il termine par ce propos : « La moralité de cette histoire, c'est, me semble-t-il, que des guerres de ce genre doivent se mener de manière révolutionnaire, alors que, jusqu'ici, les Yankees ont essayé de la mener selon des méthodes constitutionnelles<sup>42</sup>. »

08.08.62 Engels à Marx sur l'aide qu'il fournit : « Si je t'ai fait le compte de mes dépenses, ce n'était nullement dans l'intention de t'ôter l'envie de nouvelles « pressions », pour employer ton expression. Au contraire, je pense que nous continuerons encore à l'avenir à nous prêter mutuellement assistance dans toute la mesure du possible, étant entendu qu'il est indifférent en l'occurrence de savoir lequel d'entre nous est présentement le « presseur » et lequel le « pressé », les rôles pouvant, en effet, être un jour inversés. (...) à moins que nous n'inventions l'art de chier de l'or, il ne te restera guère d'autre solution que de taper ta famille d'une manière ou d'une autre. *Réfléchis là-dessus*<sup>43</sup>. ».

09.08.62 Deuxième lettre de Marx à Engels sur la rente et sur la confusion entre valeur et prix de revient.

A propos de F. Lassalle : « Il a déclaré solennellement qu'il ne veut publier ou mettre en train – chez lui, en réalité, les deux expressions sont identiques – son *magnum opus* sur l'économie politique que lorsque mon travail aura paru<sup>44</sup>. ».

13.08.62 Marx annonce à Ferdinand Lassalle le jeu des traites destinées à rembourser son prêt. Il lui confie : « Cela (...) ne me tire pas d'affaire. Mais cela évite au moins momentanément la crise, et peut-être que, dans l'intervalle, je trouverai une solution. En vérité, je marche sur des charbons ardents et je suis très tracassé et dérangé dans mon travail<sup>45</sup>. ».

20.08.62 À Engels, toujours à propos des traites destinées à F. Lassalle : « Cher vieux, tu peux dire ce que tu veux, ça me fait mal au cœur de te causer tant de tracas avec mes *misères*. Si seulement je pouvais me lancer dans un quelconque business ! Grise, cher ami, est toute théorie, seul le *business* est vert. Je l'ai malheureusement compris trop tard. ».

Marx envoie sa famille à Ramsgate, pour la santé des enfants.

A propos de ses écrits théoriques : « Ne pourrais-tu venir ici pour quelques jours. J'ai flanqué par terre tant de vieilles idées dans ma *Critique* que je désirerais auparavant discuter de quelques points avec toi. Ecrire sur ces trucs-là t'ennuie et m'ennuie aussi. ».

---

<sup>42</sup> C7, pp. 71-72.

<sup>43</sup> C7, pp. 73-74.

<sup>44</sup> C7, p. 76

<sup>45</sup> C7, p. 77.



- 21.08.62 Engels rassure F. Lassalle sur le remboursement de sa traite<sup>46</sup>.
- 28.08.62 Du 28 août au 7 septembre, Marx séjourne à Zalt-Bommel chez son oncle Lion Philips et à Trèves pour régler des problèmes d'argent. Il reviendra bredouille. C'est la dernière fois qu'il voit sa mère vivante.
- 09.09.62 La firme d'Engels est troublée par la crise du marché du coton. Il annonce à Marx son prochain départ pour l'Allemagne : un voyage d'agrément et de visite à sa famille à Barmen et Engelskirchen<sup>47</sup>.  
Il termine par quelques commentaires sur la seconde bataille de Bull-Run aux Etats-Unis, une défaite remarquable des troupes nordistes : « Ceux du Sud qui, eux au moins, savent ce qu'ils veulent, me font l'effet de héros, comparés à l'incurie qui règne au Nord. Ou bien crois-tu encore que ces messieurs du Nord vont écraser la « rébellion » ?<sup>48</sup> ».
- 10.09.62 Marx répond à Engels sur la question de la guerre civile américaine : « Pour ce qui est des Yankees, je reste toujours d'avis, aujourd'hui comme hier, que le Nord finira par gagner : il se peut évidemment que la guerre civile connaisse toutes sortes d'épisodes (...) et traîne en longueur. Le Sud ne conclurait, ou ne pourrait conclure, la paix qu'à condition d'obtenir les Etats esclavagistes frontaliers. Dans ce cas, il se verrait octroyer aussi la Californie, le Nord-Ouest suivrait et toute la Fédération, à l'exclusion peut-être des Etats de la Nouvelle-Angleterre, formerait à nouveau un seul pays, cette fois sous la domination reconnue des esclavagistes. Ce serait la reconstitution des *United States* sur la base exigée par le Sud. Or, c'est là une chose impossible, et qui ne se produira pas. Quant à la manière dont le Nord fait la guerre, il ne faut pas s'attendre à autre chose de la part d'une république *bourgeoise* où l'escroquerie a si longtemps régné sans partage. Le Sud, une oligarchie, est mieux apte à cela, surtout une oligarchie où tout le travail productif incombe aux nègres et où les 4 millions de lie des blancs sont des flibustiers de profession. (...) Il me semble que tu te laisses un peu trop influencer par l'aspect militaire des choses<sup>49</sup>. ».
- 12.09.62 Du 11 au 29.09, Engels est en voyage d'agrément en Allemagne : il voyage le long des bords du Rhin et de la Moselle, en Thuringe et s'arrête chez sa famille de Barmen et d'Engelskirchen.
- 24.09.62 Bismarck est nommé Chancelier de Prusse.

<sup>46</sup> C7, p. 85.

<sup>47</sup> Engels restera en Allemagne du 12 au 29 septembre 1862.

<sup>48</sup> C7, pp. 86-87.

<sup>49</sup> C7, p. 88.

<sup>50</sup> C7, p. 89. Cette candidature aboutira à un échec en raison du caractère illisible de l'écriture de Marx comme il le précise dans sa lettre à L. Kugelmann du 28 décembre 62 (C7, p. 109).

29.10.62 Marx commente les événements américains : « En ce qui concerne l'Amérique, je crois que la campagne du Maryland<sup>51</sup> a été décisive, dans la mesure où elle montre que, même dans cette partie des Etats frontaliers, favorable aux Sudistes s'il en est, les Confédérés ont très peu de partisans. Mais toute la lutte a les border states<sup>52</sup> pour enjeu. Celui qui les tient est maître de l'Union. (...) La déconfiture de la campagne du Maryland a été, à coup sûr, d'une extraordinaire importance pour le moral. (...) La fureur avec laquelle les Sudistes accueillent les actes de Lincoln en prouve l'importance (...) Je vois bien sûr, comme d'autres, ce qu'il y a de répugnant dans la forme que prend le mouvement chez les Yankees; mais je trouve que cela s'explique par la nature même d'une démocratie « bourgeoise ». Il n'en reste pas moins que les événements qui se passent là-bas sont un bouleversement d'une portée mondiale et qu'il n'y a rien de plus dégoûtant dans toute cette histoire que l'attitude anglaise<sup>53</sup>. ».

05.11.62 Engels répond à Marx sur la question américaine : « Je suis d'accord pour dire que le moral des Confédérés a reçu au Maryland un coup inattendu d'une importance considérable. Je suis également convaincu que c'est la possession définitive des *border states* qui décidera de l'issue de la guerre. Mais je ne suis pas du tout sûr que tout se déroulera de façon aussi classique que tu sembles le croire. Malgré tous les braillements des Yankees, il n'y a encore rien qui indique que les gens considèrent ce micmac comme une question de vie ou de mort pour la nation. ».

07.11.62 Marx à Ferdinand Lassalle à propos d'une querelle relative à un courrier entre eux : « Devons-nous pour cela nous brouiller carrément ? Je pense que le noyau de notre amitié est suffisamment dur pour résister à un choc de ce genre. Je t'avoue *sans phrase* que, assis comme je l'étais sur une poudrière, j'ai laissé les circonstances prendre sur moi plus d'emprise qu'il ne sied à un être raisonnable. Toujours est-il que tu ne ferais pas preuve de beaucoup de magnanimité en faisant valoir contre moi,

Il poursuit : « Je dois dire que j'ai du mal à m'enthousiasmer pour un peuple qui, sur une question aussi colossale, se laisse en permanence damer la pion par ce qui ne représente que ¼ de sa propre population et qui, au bout de 18 mois de guerre, n'est arrivé qu'à une chose : découvrir que tous ses généraux sont des ânes et ses fonctionnaires civils des filous et des traîtres. Il faut que les choses tournent autrement, même dans une république bourgeoise, si elle ne veut pas complètement s'enliser. Quant à ce que tu dis de la bassesse des Anglais dans leur façon de considérer l'affaire, c'est bien mon avis<sup>54</sup>. ».

**Cette lettre constitue la dernière correspondance conservée entre les deux hommes.**

<sup>51</sup> Profitant de sa victoire lors de la bataille des sept jours, l'armée confédérée sous le commandement de Lee est entrée en septembre 62 dans le Maryland et s'est heurtée rapidement aux troupes nordistes du général McClellan. Après la bataille meurtrière de l'Antietam, le 17.09.62, Lee a été contraint de se replier vers la Virginie.

<sup>52</sup> Les Etats frontaliers.

<sup>53</sup> C7, pp. 92-93.

<sup>54</sup> C7, pp. 96-97. Cet échange fera l'objet de l'article paru le 10 novembre 62 dans *Die Presse* sous le titre « La situation en Amérique du Nord ».

<sup>55</sup> C7, pp. 98-99.

fort de ta qualité de juriste et de procureur, cet état d'esprit dans lequel j'avais plutôt envie de me tirer une balle dans la tête. J'espère donc que cette ancienne amitié qui nous lie durera « malgré tout » et ne s'en trouvera pas ternie. ».

Il ajoute : « Pendant près de 6 semaines, j'ai été complètement dans l'incapacité de travailler à mon livre et, actuellement, je ne le poursuis qu'au prix de graves difficultés. Il approche tout de même peu à peu de sa fin<sup>5</sup>. ».

14.11.62 Appel au secours de Marx vers Engels pour se chauffer et pour manger.

15.11.62 Engels à Marx : il lui envoie un billet de 5 £. Et une caisse de vin.

Sur l'Amérique : « Si les Démocrates l'emportent dans l'Etat de New York, je ne saurai plus que penser des Yankees. Qu'un peuple placé devant un grand dilemme historique, où il y va en même temps de sa propre existence, puisse, après 18 mois de lutte, devenir réactionnaire dans sa masse et voter pour qu'on mette les pouces, voilà qui me dépasse quand même un petit peu. Si d'un côté, il est bon que la république bourgeoise se discrédite complètement en Amérique aussi, de sorte qu'à l'avenir on ne puisse plus jamais la prôner en raison de ses mérites intrinsèques, mais seulement comme moyen et forme de transition vers la révolution sociale, on est tout de même irrité de voir une misérable oligarchie, comptant deux fois moins d'habitants, se montrer capable de tenir tête à cette grande république empotée et impotente. Si, d'ailleurs, les démocrates l'emportent, ce seront alors le brave McClellan et les gars de West Point qui teindront le haut du pavé et, alors, adieu monts et merveilles. Ces types sont capables de conclure la paix si le Sud réintègre l'Union à condition que le président soit toujours un Sudiste et que le Congrès comprenne toujours un nombre égal de Sudistes et de Nordistes. Ils sont même capables de proclamer aussitôt Jefferson Davis président des United States et d'aller jusqu'à abandonner tous les Etats frontaliers s'il n'y a de paix qu'à ce prix. Et, alors, adieu l'Amérique<sup>1</sup>. ».

17.11.62 Marx répond à Engels sur la question américaine : « Il me semble que, dans les convulsions américaines, tu ne vois trop qu'un aspect des choses. (...) j'ai feuilleté tout un tas de journaux sudistes et j'en ai retiré l'impression que la Confédération était terriblement coincée. Les journaux anglais ont passé sous silence la bataille

---

<sup>1</sup> C7, p. 101.

de Corinth<sup>57</sup>. Les journaux du Sud en parlent comme de la pire calamité qui leur soit advenue depuis qu'ils ont pris les armes<sup>58</sup>. ».

05.12.62 Marx séjourne chez Engels du 5 au 13 décembre 62. Il se rendra ensuite chez Wilhelm Eichhoff à Liverpool.

15.12.62 Marx écrit à Ferdinand Freiligrath qu'il informe du décès de son beau-frère Robert Schmalhausen<sup>59</sup>.

A propos de la guerre civile aux USA et de la réaction des centres du coton à Manchester et à Liverpool : « Chez la grande majorité des bourgeois et de l'aristocratie de ces villes, on peut observer la plus grande éclipse de l'esprit humain de l'histoire des temps modernes jamais enregistrée<sup>60</sup>. ».

24.12.62 Marx informe Engels que Jenny est partie à Paris pour taper un banquier parisien du nom d'Abarbanel. Il raconte la suite d'incidents qui ont émaillé le voyage de son épouse.

Il lui annonce la mort de la sœur de Lenchen et lui demande de l'argent pour financer les funérailles.

Jenny a rencontré à Paris Marie-Alexandre Massol (un ami de Proudhon) et Elie Reclus qui s'est engagé pour une traduction en français du prochain livre de Marx<sup>61</sup>.

28.12.62 Première lettre de Marx à **Ludwig Kugelmann**<sup>62</sup>.

Il lui annonce que la prochaine parution<sup>63</sup> de la deuxième partie de sa *Critique de l'économie politique*. Il en commencera la mise au net en janvier 1863 : « Cela fera à peu près 30 placards. C'est la suite du fascicule I, mais l'ouvrage paraîtra séparément sous le titre *Le Capital* et *Contribution à la critique de l'économie politique* ne figurera qu'en sous-titre. En fait, l'ouvrage n'englobe que ce qui devait constituer le troisième chapitre de la première partie : « Le Capital en général ». N'y est donc pas incluse la concurrence des capitaux ni le crédit. Ce volume contient ce que les Anglais appellent les principes de l'économie politique. C'est (avec la première partie) la quintessence, et le développement de ce qui va suivre pourrait facilement être réalisé par d'autres, sur la base de ce qui est déjà écrit (à l'exception peut-être du rapport entre les diverses formes d'Etat et les différentes structures économiques de la société).

(...)

« Dans le premier fascicule, le mode d'exposition était, il est vrai, très peu populaire. Cela tenait en partie à la nature abstraite du sujet, au peu de place qui m'était imparti et au but de ce travail. Cette partie-ci est plus facilement intelligible, parce qu'elle traite de rapports plus concrets. Les essais *scientifiques* destinés à révolutionner une science ne peuvent

<sup>57</sup> Le 3 octobre 1862, les troupes sudistes ont attaqué les positions nordistes près de Corinth. La bataille a duré deux jours et s'est achevée par la défaite et la retraite des confédérés.

<sup>58</sup> C7, p. 103.

<sup>59</sup> Il était l'époux de sa sœur Sophie.

<sup>60</sup> C7, p. 106.

<sup>61</sup> Le projet échouera. La version française ne commencera à paraître qu'en 1872.

<sup>62</sup> L'ensemble de cette correspondance sera publié par les Editions sociales sous le titre « Karl Marx, Jenny Marx, F. Engels, Lettres à Kugelmann », collection « Classiques du marxisme », Paris 1971.

<sup>63</sup> Une annonce des plus optimistes, on le constate. *Le Capital* ne paraîtra que cinq ans plus tard...

jamais être vraiment populaires. Mais, une fois la base scientifique posée, la vulgarisation est facile. Si les temps devaient devenir plus agités, on pourrait aussi choisir les couleurs et les encres qu'un exposé populaire de ces sujets-ci requerrait alors. ».

Il précise : « Je suis encore obligé de me charger d'une foule de travaux fastidieux pour ne pas me trouver sur le pavé avec ma famille. Je m'étais même résolu à devenir « praticien », et je devais entrer au commencement de l'année dans un bureau des chemins de fer . Fût-ce chance ou malchance ? Ma mauvaise écriture fut cause que je n'obtins pas cette place<sup>64</sup>. ».

Une plainte au passage : « J'ai en outre fait l'expérience, nullement réjouissante, que des amis allemands, des gens de notre parti, qui s'étaient longtemps occupés de cette science et qui, en privé, m'avaient écrit des lettres excessives, débordant de louanges, à propos du premier fascicule, n'ont pas fait un geste pour publier un compte rendu de l'ouvrage dans des revues où ils avaient leurs entrées. Si c'est là une tactique politique, je confesse que je ne puis en percer le mystère. ».

Fin décembre : les organisations ouvrières de Londres, Manchester et Sheffield ont organisé des meetings de solidarité avec les Etats nordistes.

## 1863

- 02.01.63 Marx a reçu de F. Lassalle sa brochure intitulée « Was nun ? » (*Et Maintenant ?* Deuxième conférence sur les problèmes constitutionnels »).
- 07.01.63 Engels annonce à Marx la mort de sa compagne Mary Burns, survenue la veille : « Mary est morte. Elle s'était couchée tôt hier soir et lorsque Lizzy voulut se mettre au lit, elle était déjà morte. Très brutalement, malaise cardiaque ou apoplexie. Je ne l'ai appris que ce matin, lundi soir elle se sentait encore tout à fait bien. Je ne peux pas te dire ce que je ressens. La pauvre fille m'a aimé de tout son cœur<sup>66</sup>. ».
- Elle avait 43 ans.
- 08.01.63 Dans sa réponse à Engels, Marx consacre à peine trois lignes pour évoquer la mort de Mary : « La nouvelle de la mort de Mary m'a surpris autant que consterné. Elle avait très bon cœur, beaucoup d'esprit et tenait beaucoup à toi », puis il passe à la description de ses propres ennuis domestiques, avouant tout de même : « C'est effroyablement égoïste de ma part de te raconter ces *horreurs* en un moment pareil. Mais c'est un remède homéopathique. Un clou chasse l'autre. Et au *bout du compte* que dois-je faire ? Dans tout Londres, il n'y a pas une seule personne à qui je puisse seulement m'en ouvrir librement et, dans ma propre maison, je joue les stoïciens silencieux
- Son commentaire ironique à l'adresse d'Engels : « *Idée maîtresse* : Lassalle est le plus grand homme politique de tous les temps et en particulier de son époque<sup>65</sup>. ».
- Il ajoute, presque cyniquement : « Est-ce qu'au lieu de Mary, ma mère, qui de toutes façons est désormais bourrée d'infirmités et qui a eu sa part de l'existence, n'aurait pas pu... ? Tu vois quelles idées saugrenues peuvent germer dans l'esprit des « civilisés » sous la pression de certaines circonstances. ».
- Et cette question : « Comment vas-tu t'arranger pour ton organisation domestique. Cela est extrêmement dur pour toi, étant donné qu'avec Mary tu avais un foyer qui t'était ouvert, à l'écart de toutes les malpropretés humaines et où tu pouvais te rendre chaque fois qu'il te plaisait<sup>67</sup>. ».

<sup>64</sup> C7, pp. 109-111.

<sup>65</sup> C7, p. 118.

<sup>66</sup> C7, p. 119.

<sup>67</sup> C7, pp. 120-121.

pour contrebalancer les explosions des autres. Mais travailler dans de telles circonstances devient carrément impossible. ».

- 13.01.63 Réplique pour le moins désabusée, irritée même, d'Engels : « Tu trouveras normal que, cette fois-ci, ma malchance personnelle et ta manière glaciale de prendre les choses m'aient mis positivement hors d'état de te répondre plus tôt. En cette circonstance, qui franchement ne pouvait guère me toucher de plus près, tous mes amis, y compris des philistins de ma connaissance, m'ont témoigné plus de sympathie et d'amitié que j'étais en droit d'espérer. Tu as trouvé, toi, le moment adéquat pour faire valoir la supériorité de ton flegme. Soit<sup>1</sup>. ».
- 22.01.63 Soulèvement en Pologne contre l'occupant russe<sup>2</sup>. Il durera jusqu'en mai 1864. Le mouvement jouera un rôle décisif dans la constitution de la Première Internationale<sup>3</sup>.
- 24.01.63 Marx présente ses excuses : « J'ai cru bon de laisser s'écouler un peu de temps avant de te répondre. Ta situation d'un côté, de l'autre la mienne faisait qu'il m'était difficile d'examiner « froidement » la situation. J'ai eu grand tort de t'écrire cette lettre et j'en ai eu des remords aussitôt qu'elle fut envoyée. Pourtant je ne l'ai nullement fait par sécheresse de cœur. Ma femme et les enfants me seront témoins qu'à l'arrivée de ta lettre (tôt le matin), j'ai été bouleversé aussi profondément que s'il s'agissait de la mort d'un de mes proches. Mais quand je t'ai écrit le soir, j'étais sous l'impression d'une situation totalement désespérée. (...) Dans de pareilles circonstances, je ne sais en général m'en tirer autrement que par le cynisme<sup>4</sup>. ».
- 26.01.63 Apaisement.
- Engels écrit : « Je te remercie de ta sincérité. Tu comprends toi-même quelle impression avait fait sur moi ton avant-dernière lettre. On ne peut pas vivre avec une femme pendant tant d'années sans ressentir terriblement sa mort. Je sentais qu'avec elle, j'enterrais le reste de ma jeunesse. Quand j'ai lu ta lettre, elle n'était pas encore en terre. Je t'assure que ta lettre n'a trotté dans la tête pendant une semaine, je n'arrivais pas à l'oublier. *Never mind*, ta dernière lettre la répare et je suis heureux de ne pas avoir
- Il évoque la solution de se déclarer en faillite, de placer les filles comme gouvernantes et d'aller vivre avec Jenny dans un immeuble caserne dans la City, Lenchen prenant du service ailleurs. « Je n'ai pas pu envoyer les enfants à l'école ce trimestre car la note précédente n'a pas été payée et, en outre elles n'étaient pas dans un état présentable. ».
- Il annonce en même temps qu'en dépit de ses propres difficultés financières du moment, il envoie à Marx une lettre de change de 100 Livres sterling<sup>2</sup>...

<sup>1</sup> C7, p. 121.

<sup>2</sup> L'insurrection se déroule dans la partie dite *Pologne du Congrès* en référence au Congrès de Vienne de 1814-1815 qui l'avait attribuée à la Russie sous l'appellation officielle de « Royaume de Pologne ».

<sup>3</sup> Le 22 janvier 1863 a éclaté un soulèvement dans la partie de la Pologne sous domination russe. Le gouvernement provisoire a publié un manifeste en vue de la création d'un Etat national bourgeois abolissant les droits féodaux. Le 8 février 63, Bismarck proposera à la Russie un accord militaire pour écraser l'insurrection polonaise. Le 18 février 63, la majorité libérale de la Chambre prussienne exigera toutefois du gouvernement la plus stricte neutralité dans cette affaire.

<sup>4</sup> C7, pp. 122-123.

perdu aussi mon plus vieil et meilleur ami en même temps que Mary<sup>72</sup>. ».

28.01.63

Marx remercie Engels pour son soutien financier : « Je sais parfaitement le *risque* que tu courais en me fournissant de cette façon une aide aussi importante et aussi imprévue. Je ne saurais assez t'en remercier, bien que, dans mon for intérieur, je n'aie quant à moi nul besoin d'une nouvelle preuve de ton amitié pour me convaincre qu'elle ne recule devant aucun sacrifice. (...) Je puis maintenant aussi te l'avouer sans façon : malgré l'obsession dans laquelle j'ai vécu au cours de ces dernières semaines, rien de comparable à la crainte qui m'obsédait de voir quelque chose se briser dans notre amitié<sup>74</sup>. ».

Il est occupé à rédiger le chapitre du *Capital* sur le machinisme et adresse à Engels diverses questions sur le sujet.

Marx a reçu la plaidoirie de F. Lassalle « La science et les travailleurs » : « Ce fanfaron a fait imprimer en Suisse sous le titre pompeux de « Programme ouvrier » la brochure que tu possèdes, son discours sur la classe ouvrière. Comme tu le sais, c'est une piètre vulgarisation du *Manifeste* et d'autres choses qu'il nous est arrivé si souvent de prêcher qu'elles en sont devenues des lieux communs (...)»<sup>75</sup> »

Marx cite en conclusion un extrait de la plaidoirie de Lassalle, lequel déclare, entre autre :

« Je soutiens que cette brochure (...) est, à tous égards, un acte scientifique, le développement de nouvelles pensées scientifiques. Dans divers domaines ardu de la science, j'ai donné le jour à de gros ouvrages (...) mais *quant à moi*, j'ose le dire : jamais, pas même dans mes plus volumineux ouvrages, je n'ai écrit une seule phrase qui n'ait été pensée plus scientifiquement que cet ouvrage de la première page à la dernière. Jetez donc un coup d'oeil sur le contenu de cette brochure. Ce n'est rien d'autre qu'une *philosophie de l'histoire* condensée en 44 pages. ».

Marx conclut avec cette sévérité : « Cette impudence n'atteint-elle pas des sommets ? Le bonhomme se figure de toute évidence qu'il est fait pour recueillir notre héritage. Ajoute le grotesque, le ridicule des formulations. ».

13.02.63

Marx commente à l'adresse d'Engels les événements polonais : « Une chose en tout cas est sûre : l'*era of revolution* est à nouveau bien engagée en Europe. Et la situation générale est bonne. Mais les douces illusions et l'enthousiasme presque puéril avec lesquels nous avons salué, avant février 1848, l'avènement de l'ère révolutionnaire sont partis au diable<sup>76</sup>. ».

17.02.63

Marx s'inquiète du silence d'Engels : « J'espère que tu n'es pas malade. J'espère par ailleurs que je ne t'ai pas encore une fois contrarié *malgré moi*. Si dans la lettre où je t'accusais réception

Après avoir évoqué l'affaire polonaise et une éventuelle proclamation à ce sujet (un éventuel Manifeste de l'Association ouvrière de Londres), il termine par ces mots : « Et maintenant, mon vieux, réponds, et si tu as quel-

<sup>72</sup> C7, pp. 124-125.

<sup>73</sup> Un somme très importante, comparée à ce que lui confie Engels : « J'ai gagné de 330 à 350 Livres ces 6 mois. »....

<sup>74</sup> C7, p. 126.

<sup>75</sup> C7, p. 130.

<sup>76</sup> C7, p. 138.

- des 100 £, je t'ai parlé de machinisme, etc, c'était en réalité pour te distraire et pour faire diversion à tes tourments<sup>77</sup>. ».
- 17.02.63 Engels répond le même jour : « Il faut excuser mon long silence. J'étais dans un très grand état d'abattement dont il fallait enfin que je me sorte<sup>79</sup>. ».
- 20.02.63 Marx insiste sur le projet d'un Manifeste sur la question polonaise et invite Engels à rédiger la partie militaire du document. A Engels : « Fais donc ta partie d'abord. Je ferai la mienne en fonction de la tienne. C'est l'Association<sup>80</sup> qui imprimera ça<sup>81</sup>. ».
- 21.02.63 Engels ne tarde pas à répondre : « Je t'enverrai mon truc pour le manifeste – ce sera très court - mais il y aura sans doute dedans des tas de choses qui empiètent à moitié sur ta partie à toi – à toi de t'en arranger<sup>83</sup>. ». Il poursuit en détaillant le plan qu'il compte suivre.
- 
- 01.03.63 Publication par F. Lassalle de sa *Lettre ouverte au Comité central de Leipzig*.
- 26.03.63 Meeting à St-James' Hall des syndicats londoniens en faveur des nordistes américains (et de protestation contre une éventuelle intervention anglaise) : Marx y assiste.
- 
- 08.04.63 Engels fait le constat que « toute énergie révolutionnaire s'est pratiquement évaporée dans le prolétariat anglais et que le prolétaire anglais se dit parfaitement d'accord avec la domination de la bourgeoisie<sup>85</sup> ».
- 09.04.63 Marx a relu le livre d'Engels sur la situation de la classe ouvrière anglaise. : « A la relecture de ton ouvrage, je me suis aperçu à ma grande tristesse que nous avons pris de l'âge. Avec quelle fraîcheur, quelle passion, quelle hardiesse dans l'anticipation, quelle absence de scrupules érudits et scientifiques, on appréhendait encore les problèmes ! Et l'illusion même que demain ou après-demain le résultat surgira au jour de l'histoire, dans les faits historiques, confère à l'ensemble une chaleur et un humour débordants de vie, avec lesquels la « grisaille » ultérieure contraste de façon fichtrement désagréable<sup>86</sup>. »

<sup>77</sup> C7, p. 139.

<sup>78</sup> La première occurrence de cette signature dans la correspondance de Marx.

<sup>79</sup> C7, p. 140.

<sup>80</sup> l'Association londonienne pour la formation des travailleurs allemands.

<sup>81</sup> C7, p. 143. Le texte ne paraîtra sous forme de tract à Londres qu'en novembre 63.

<sup>82</sup> Cette brochure ne paraîtra pas.

<sup>83</sup> C7, p. 144.

<sup>84</sup> Marx commente brièvement cette publication dans sa lettre à Engels du 9 avril 63. (C7, p. 152)

<sup>85</sup> C7, p. 150.

<sup>86</sup> C7, p. 156.



- 20.05.63 Engels s'inquiète du silence de Marx : « Que fabriques-tu pour qu'on n'ait plus aucun écho de toi, des voies de ton destin et de tes faits et gestes ? Es-tu malade ou embourbé dans les profondeurs de l'économie ?<sup>87</sup> ». Il note par ailleurs : « Les histoires de Lassalle et le scandale qu'elles provoquent en Allemagne commencent tout de même à prendre une tournure désagréable. Il est temps que tu achèves ton livre, ne serait-ce que pour avoir à nouveau des vulgarisateurs d'une autre espèce. ».
- 23.05.63 Ferdinand Lassalle fonde à Leipzig l'*Association générale des ouvriers allemands* (ADAV, en allemand<sup>88</sup>) dont il est élu président. Il s'agit de la première organisation ouvrière autonome en Allemagne. Lassalle lui imprimera une direction autoritaire centrée sur le culte de (sa) personnalité et sur une ligne politique consistant à confier à l'Etat le rôle déterminant pour faire régner la justice sociale.
- 29.05.63 Marx a souffert d'une crise de foie. A Engels : « Tu ne croiras jamais l'influence que ça peut avoir sur le moral d'un homme, ni combien on se sent la tête vide et les membres paralysés. ». Il ajoute : « A présent que je suis de nouveau relativement en mesure de travailler, je vais me décharger de mon fardeau, et *mettre au propre* pour l'impression mon *Economie politique* (et la peaufiner une dernière fois). S'il m'était possible maintenant de me retirer dans la solitude, l'affaire irait très vite. En tout cas, j'apporterai la chose moi-même en Allemagne<sup>89</sup>. ». Il informe son ami : « Cette histoire m'a empêché d'écrire à un point tel que je ne suis pas parvenu, malgré plusieurs tentatives réitérées, à achever le truc polonais (...)»<sup>90</sup>.
- 
- 11.06.63 Engels à Marx, à propos de la politique de F. Lassalle : « Ce type travaille maintenant purement et simplement au service de Bismarck et il pourrait lui arriver un jour, quand *Monsieur* Bismarck en aura assez de lui, de se retrouver au secret sans avoir eu le temps de dire ouf (...)»<sup>91</sup>. Lassalle et Bismarck se sont rencontrés autour du 12 mai 1863 : en échange de son opposition à la bourgeoisie allemande, Lassalle obtenait un accord pour le suffrage universel et la subvention par l'Etat de coopératives de production ouvrières.
- 12.06.63 Marx a reçu de F. Lassalle « sa plaidoirie sur les impôts indirects ». A Engels : « Il y a quelques bonnes choses, mais l'ensemble est, premièrement, écrit dans un style insupportablement prétentieux, verbeux, plein de suffisance et du pédantisme le plus ridicule. En outre, c'est essentiellement le factum d'un « élève » qui a grande hâte de crier par-dessus les toits qu'il est devenu un homme « fort savant » et un chercheur indépendant. ». Il poursuit : « Depuis le début de l'année, je n'ai pu me décider à écrire à ce gars-là. Si je critique son truc, c'est pure perte de temps. En outre, il s'approprie chaque mot comme autant de « découvertes ». Il serait ridicule de lui plonger le nez dans ses plagiats, puisque je ne veux pas lui

<sup>87</sup> C7, p. 159.

<sup>88</sup> *Allgemeiner Deutscher Arbeiterverein*

<sup>89</sup> C7, pp. 161-162.

<sup>90</sup> La brochure qu'ils avaient en projet d'écrire ensemble.

<sup>91</sup> C7, p. 165.

reprendre nos idées sous le travestissement qu'il leur a donné. (...) Il ne reste plus qu'à attendre que sa colère éclate enfin<sup>92</sup>. ».

22.06.63 Marx travaille au *Capital* au British Museum (accompagné de sa fille Laura qui a 17 ans).

A Engels : « J'étais et serai jusqu'à la fin de ce mois au British Museum (...) Dès que la tranquillité sera revenue, je me mettrai à écrire au propre ce foutu livre que je veux aller moi-même colporter en Allemagne. (...) Car, ne serait-ce qu'à cause d'Isaac<sup>93</sup>, nous sommes contraints cette fois à ne pas trop mettre notre lumière sous le boisseau<sup>94</sup>. ».

24.06.63 Engels à propos de Ferdinand Lassalle : « Ta politique vis-à-vis d'Isaac est tout à fait juste. A quoi bon toute cette cordialité vis-à-vis d'un type qui, au moment décisif, ou bien sera contraint par les événements à marcher à nos côtés, ou bien alors deviendra ouvertement notre ennemi ? Se laisser des années encore exploiter intellectuellement par ce mystificateur et, en guise de remerciement, être obligé d'endosser la responsabilité de toutes ses sottises, c'est un peu trop fort<sup>95</sup>. »

06.07.63 Jenny à Bertha Markheim : « Mon cher Karl a beaucoup souffert du foie ce printemps, mais, maintenant, malgré tous les obstacles, son livre avance à pas de géant vers sa fin. Il aurait été terminé plus tôt s'il s'en était tenu son projet primitif de le limiter à vingt ou trente cahiers d'imprimerie. Mais comme les Allemands ont le travers de ne croire qu'aux livres « copieux » et que pour ces dignes gens, la méthode bien plus raffinée de la concision et l'élimination du superflu n'a aucune valeur, Karl a encore ajouté beaucoup de matériaux historiques et c'est maintenant un livre de cinquante cahiers qui va tomber sur le sol allemand comme une bombe<sup>96</sup>. ».

15.08.63 A Engels : « Mon travail (le manuscrit pour l'impression) avance bien par certains côtés. Il me semble que les choses prennent, dans la rédaction définitive, une forme *populaire* supportable, abstraction faite de quelques inévitables A-M et M-A. D'un autre côté, bien que je rédige toute la journée, ça ne progresse pas aussi vite que le souhaite mon impatience, soumise depuis longtemps à rude épreuve. En tout cas, ce sera à 100% plus compréhensible que le N°1<sup>97</sup>. Quand je considère du reste, maintenant, tout ce travail et que je vois que j'ai dû tout bouleverser et que même la partie *historique*, j'ai dû la faire en

<sup>92</sup> C7, pp. 166-167.

<sup>93</sup> Ferdinand Lassalle.

<sup>94</sup> C7, pp. 168-169.

<sup>95</sup> C7, p. 170.

<sup>96</sup> C7, pp. 176-177.

<sup>97</sup> *La Contribution à la critique de l'économie politique*.

partant d'abord d'une documentation en partie totalement inconnue, je trouve alors Isaac<sup>98</sup> bien comique lui qui a déjà « son » économie en chantier; alors que tout ce qu'il nous a débité jusqu'à présent révèle son élève de sixième qui claironne par le monde, avec la faconde la plus répugnante et la plus immodeste, des formules – présentées comme ses plus récentes découvertes – et qui ne sont que la petite monnaie que, voilà vingt ans déjà, nous répandions bien mieux que lui parmi nos *partisans*<sup>99</sup>. ».

Il termine par cette invitation : « Je ne souhaite rien tant que de pouvoir t'avoir ici deux jours et bavarder et picoler avec toi. Cela fait si longtemps que nous ne nous sommes plus trouvés réunis<sup>100</sup>. »

---

mi-octobre Engels se rend chez sa mère à Dortmund.

---

novembre Jenny informe Engels que Marx a connu une grave crise de furonculose au visage et dans le dos : « Le pauvre Maure endure les pires souffrances et n'a de repos ni le jour ni la nuit. Vous comprenez quel effet déprimant cette histoire a aussi sur son moral. Tout se passe comme si le malheureux livre ne devrait jamais voir le jour. Cela pèse sur nous tous comme un cauchemard<sup>101</sup>. ».

24.11.63 Jenny à Wilhelm Liebknecht qui est à Berlin : « Mon cher Karl a été durant 3 semaines bien près de la mort<sup>102</sup>. ».

---

02.12.63 **Marx apprend la mort de sa mère,** Il sollicite aussitôt Engels pour lui fournir les survenue le 30 novembre. moyens financiers de se rendre à Trèves<sup>103</sup>.

Il va enfin pouvoir toucher l'ensemble de son héritage.

07.12.63 Marx se rend à Trèves où il rencontre Emilie et Johan Jacob Conradi. Il se rend ensuite à Frankfort pour visiter ses deux tantes (Esther Kosel et Babette Blum). Il passe au retour par la Hollande, à Zalt-Bommel, chez son oncle Lion Philips<sup>104</sup> (qui est l'exécuteur testamentaire de sa mère) et sa cousine Nanette « aux redoutables yeux noirs ».

Il y souffre à nouveau de furonculose : il restera deux mois aux bons soins de son oncle et de sa cousine et ne rentrera pas à Londres avant le 19.02.64

15.12.63 Marx informe Jenny de son voyage à Trèves : « J'ai droit tous les jours, à gauche et à droite, à des questions sur jadis « la plus belle fille de Trèves » et « la reine du bal ». C'est diablement agréable Il l'informe des aspects techniques de l'héritage : « La fortune véritable est, elle, entièrement dans les mains de l'oncle. ».

---

<sup>98</sup> Ferdinand Lassalle.

<sup>99</sup> C7, p. 178.

<sup>100</sup> Sa famille séjourne à cette date à Hastings (en raison de la mauvaise santé de leur fille Jenny) et Lenchen (Hélène Demuth) est partie en Allemagne pour une quinzaine de jours en raison d'affaires familiales.

<sup>101</sup> C7, p. 185.

<sup>102</sup> C7, p. 188

<sup>103</sup> C7, p. 190.

<sup>104</sup> Lion Philips (1794-1866) est marié à Sophie Presbourg (1797-1863), une sœur de sa mère Henriette.

pour un homme de voir sa femme continuer à vivre ainsi dans l'imagination de toute une ville comme la « princesse enchantée<sup>105</sup>. ».

## 1864

- 01.02.64 Début des hostilités contre le Danemark pour la question du Schleswig-Holstein.
- 20.01.64 Marx est resté en Hollande, victime d'une nouvelle crise de furonculose. Il recommande à Engels la lecture de *La vie de Jésus* de Renan : « Cela me fait penser à *La Vie de Jésus* de Renan, qui, à bien des égards, n'est qu'un simple roman, plein de rêvasseries mystico-panthéistes. Il n'en reste pas moins que ce livre présente quelques avantages sur ceux parus antérieurement en Allemagne et, comme il n'est pas gros, il faut que tu le lises. C'est bien sûr l'aboutissement de la pensée allemande. Tout à fait étonnant<sup>106</sup>. »
- 19.02.64 Marx revient en Angleterre avec sa part d'héritage<sup>107</sup>.
- 20.02.64 Il informe Lion Philips de son retour : « Malgré tous mes furoncles et autres antharx, je considère ces deux mois chez toi comme une des périodes les plus heureuses de ma vie et je me souviendrai toujours de ta gentillesse à mon égard<sup>108</sup>. ».
- 25.02.64 A Engels : « Ces quelques lignes, en attendant, pour t'annoncer mon retour. Dès que le temps le permettra, je viendrai passer 2 jours à Manchester pour te revoir pesonnellement et te mettre, par la même occasion, au courant de mes affaires<sup>109</sup>. »
- 
- mars Les Marx tirent profit du petit héritage maternel et déménagent dans le nord-ouest de Londres, 1, Modena Villas, Maitland Park, Haverstock Hill, surnommé La médina<sup>110</sup>. Une maison des plus confortables, mais au loyer coûteux<sup>111</sup>. La famille va y vivre 11 ans jusque mars 1875. Aisance retrouvée.
- 11.03.64 Marx annonce à Engels son départ pour

<sup>105</sup> C7, p. 193.

<sup>106</sup> C7, p. 203.

<sup>107</sup> Quelque 580 Livres sterling.

<sup>108</sup> C7, p. 209.

<sup>109</sup> C7, p. 209.

<sup>110</sup> Pour un exposé complet des diverses résidences de Marx et sa famille à Londres, nous renvoyons au chapitre 6.1 de notre fascicule 19.

<sup>111</sup> Un loyer annuel de quelques 65 Livres sterling.

Manchester.

- 
- 29.04.64 Engels informe Marx de la grave maladie qui affecte leur ami Lupus<sup>112</sup>.
- 
- 03.05.64 Invité par Engels, Marx se rend à Manchester au chevet de son ami Lupus, qui mourra le 9 mai. Il y reste jusqu'au 19 mai.
- 09.05.64 Mort de Lupus (Willem Wolff) qui lègue l'essentiel de sa fortune à Marx (lequel touchera quelque 824 £<sup>113</sup>).
- Marx à Jenny, ce 9 mai, de Manchester : « Le pauvre Lupus est décédé aujourd'hui à 5 heures 10 de l'après-midi. Je reviens à l'instant de la maison mortuaire. (...) Avec Lupus, nous perdons l'un de nos rares amis et compagnons de lutte. Il fut un homme dans le meilleur sens du terme<sup>114</sup>. ».
- 10.05.64 Marx annonce à Jenny la somme de quelque 700 £ que lui a léguée Lupus en héritage.
- 17.05.64 Marx, qui est toujours à Manchester, a revu Ernest Jones, avec qui il renoue.
- 19.05.64 Marx rentre à Londres en compagnie d'Engels qui reste à ses côtés quelques jours.
- 
- 03.06.64 Marx à Engels : il décrit le plagiat par Ferdinand Lassalle de son opuscule « Lohnarbeit und Capital » (« Travail salarié et capital ») : « « Que m'arrive-t-il donc ? » C'est ce que je m'étais demandé à plusieurs prises en parcourant l'ouvrage d'Isaac *Lohnarbeit und Capital*<sup>115</sup>. J'avais, en effet, l'impression d'en connaître mot pour mot l'essentiel (même embelli façon Isaac) et, pourtant, cela n'était pas tiré en droite ligne du *Manifeste*<sup>116</sup>, etc. Voilà qu'il y a quelques jours, j'ai jeté par hasard un coup d'œil sur ma série d'articles « Travail salarié et Capital » parus dans la *Neue Rheinische Zeitung* (1849), simple reproduction en réalité des conférences que j'avais données en 1847 à l'Association ouvrière de Bruxelles. J'ai découvert là la source immédiate de mon Isaac et, en signe distinctif d'amitié, je ferai reproduire en *note*, en guise d'*appendice* à mon livre, le jus in extenso de la *Neue Rheinische Zeitung*. Naturellement sous un prétexte quelconque, sans faire allusion à Isaac. Ce sera dur à avaler<sup>117</sup>. ».
- 07.06.64 Wilhelm Liebknecht a adhéré à l'ADAV de F. Lassalle. Commentaire de Marx à l'adresse d'Engels : « Je lui ai expliqué que si nous considérons comme adroit de laisser faire Lassalle pour le moment sans le gêner, il ne saurait pourtant être question pour nous de nous identifier avec lui<sup>118</sup>. ».
- Engels est élu membre du comité directeur de l'Institut Schiller à Manchester. L'institut avait été fondé en 1859 à l'occasion de la célébration du centième anniversaire de la mort du poète. Il avait pour vocation d'être

<sup>112</sup> C7, pp. 217-218.

<sup>113</sup> Engels à Marx, le 11 mars 1865 (C8, p. 95).

<sup>114</sup> C7, pp. 222-223.

<sup>115</sup> Il s'agit en fait de la brochure de F. Lassalle intitulée « Herr Bastiat-Schulze von Delitzsch, der Ökonomische Julian, oder Capital und Arbeit ».

<sup>116</sup> Le Manifeste du parti communiste.

<sup>117</sup> C7, p. 234.

<sup>118</sup> C7, p. 237.

un foyer culturel pour l'immigration allemande de la ville. Engels démissionnera en 1868 quand le comité directeur invitera, à son insu, Karl Vogt à venir faire une conférence...

09.06.64 Engels à Marx, à propos de Liebknecht : « Il est bien vrai que la présence de Liebknecht à Berlin est pour nous de la plus haute importance : à cause de la surprise que cela cause à Isaac<sup>119</sup> et, ensuite aussi, pour avoir quelqu'un sur place pour expliquer subrepticement aux travailleurs, en temps opportun, quelle est notre position à son égard<sup>120</sup>. ».

Il propose à Marx de rédiger une biographie de Lupus à paraître en Allemagne sous forme d'une brochure<sup>121</sup>.

25.06.64 La soudaine aisance de Marx le conduira à spéculer en Bourse. Ce 25 juin, il s'adresse à son oncle Lion Philips : « je spécule, ce qui ne manquera pas de t'étonner, en partie sur les valeurs d'Etat américaines, mais *surtout* sur les actions anglaises qui, cette année, poussent ici comme des champignons (pour toutes les sociétés par actions possibles et imaginables), que l'on fait grimper de façon inconsidérée et qui, ensuite, la plupart du temps, font la culbute. J'ai gagné de cette manière 400 £ et je vais recommencer en ce moment où la situation politique confuse ouvre un nouveau champ d'action. Ce genre d'opération ne prend pas beaucoup de temps et cela vaut la peine de prendre quelques risques pour soutirer l'argent à ses ennemis<sup>122</sup>. ».

En mai 1865, Marx aura dépensé tout son héritage et se retrouvera dans le besoin.

04.07.64 Marx à Engels, à propos de ses jeux de bourse : « Si j'avais eu de l'argent ces 10 derniers jours, j'aurais gagné beaucoup d'argent à la Bourse d'ici. Le temps est revenu où l'on peut gagner gros à Londres avec de la jugeote et très peu d'argent<sup>123</sup>. ».

25.07.64 Marx à Engels : il se trouve à Ramsgate en compagnie de Jenny et Tussy. Il souffre toujours d'anthrax et de furoncles douloureux.

31.08.64 **Mort de Ferdinand Lassalle** tué des suites d'un duel à Genève pour une querelle amoureuse avec un aristocrate roumain mettant en cause la fille d'un diplomate bavarois, Hélène von Dönniges.

<sup>119</sup> Le surnom de Lassalle.

<sup>120</sup> C7, p. 239.

<sup>121</sup> Le projet n'aboutira pas. Ce n'est que 12 ans plus tard, entre juin et novembre 1876, qu'Engels rédigera cette biographie qui paraîtra dans *Die Neue Welt* de juillet à novembre 1876. (Cf. MEW, tome 9, pp. 53-88)

<sup>122</sup> C7, p. 244.

<sup>123</sup> C7, p. 247.

- 02.09.64 Engels devient l'associé de Ermen : « L'histoire de l'association est enfin réglée et les contrats signés, et j'espère avoir ainsi de ce côté-là 5 années de tranquillité<sup>124</sup>. ».
- 02.09.64 Marx informe Engels de la mort de Ferdinand Lassalle. La nouvelle lui a été fournie par une lettre de Feiligrath qui relate les circonstances du duel<sup>125</sup>.
- 04.09.64 Commentaire d'Engels à propos de la mort de Ferdinand Lassalle : « Quoi qu'ait été Lassalle sur le plan personnel, littéraire et scientifique, il était politiquement sûrement un des types les plus importants d'Allemagne. Il était pour nous un ami fort peu sûr et, presque à coup sûr, un ennemi dans l'avenir, mais peu importe, c'est quand même un coup très dur de voir que l'Allemagne massacre tous les hommes un tant soit peu valables du parti extrémiste. Quelle allégresse cela va être chez les fabricants et ces salauds de progressistes. Lassalle était bien le seul type en Allemagne qui leur fit peur. Mais quelle singulière façon de perdre la vie; s'amouracher sérieusement de la fille d'un diplomate bavarois - lui, ce prétendu Don Juan - , vouloir l'épouser et se heurter à un rival éconduit qui se trouve être, par-dessus le marché, un chevalier d'industrie valaque, avant de se faire tuer par lui. Cela ne pouvait arriver qu'à Lassalle, vu cet étrange mélange de frivolité et de sentimentalisme, de judaïsme et de pose chevaleresque qui lui appartenait en propre. Comment un homme politique comme lui peut-il se battre en duel avec un aventurier valaque ?<sup>126</sup> ».
- 07.09.64 Réponse de Marx à propos de F. Lassalle : « Le malheur de Lassalle m'a rudement hanté l'esprit ces jours-ci. C'est qu'il était quand même quelqu'un de la *vieille souche* et l'ennemi de nos ennemis. Et puis, l'événement a été si brusque qu'on a peine à croire qu'un homme aussi bruyant, aussi remuant, entreprenant soit bel et bien mort et condamné complètement à la boucler. Quant à la raison de sa mort, tu as tout à fait raison, c'est une de ces nombreuses indécidables dont il s'est rendu coupable de son vivant. Malgré tout, je regrette que nos relations aient été troublées ces dernières années, par sa faute, il est vrai. D'autre part, je me félicite d'avoir résisté aux sollicitations dont j'étais l'objet de divers côtés et de ne l'avoir jamais attaqué pendant son « année triomphale<sup>127</sup> ».
- Marx s'inquiète de savoir ce que vont de venir les lettres de Lassalle : il ne souhaite pas qu'on publie sa propre correspondance et se prépare à porter plainte si la chose arrive.
- 08.09.64 Après un bref séjour chez Marx à Londres et chez sa mère à Ramsgate, Engels entreprend un voyage dans le Schleswig-Holstein du 8 septembre à la mi-octobre 1864<sup>128</sup>.
- 12.09.64 Marx présente ses condoléances à la Comtesse Sophie von Hatzfeldt : « Vous concevez à quel point la brusque nouvelle de la mort de Lassalle m'a stupéfié. Je suis d'autant plus accablé que nous n'étions plus en relation ces derniers temps. (...) Soyez persuadée que nul ne saurait ressentir plus douloureusement la disparition brutale de Lassalle. Et avant tout je compatis à votre douleur. Je sais ce que le défunt était pour vous, ce que sa perte représente pour vous. Réjouissez-vous d'une chose : il est mort jeune, en

<sup>124</sup> C7, p. 256.

<sup>125</sup> C7, pp. 257-258.

<sup>126</sup> C7, p. 260.

<sup>127</sup> C7, p. 262.

<sup>128</sup> Il rend compte de ce voyage dans sa lettre à Marx du 2 novembre 64 (C7, pp. 272-274).

plein triomphe, tel Achille<sup>129</sup>. ».

28.09.64 **Fondation de la première internationale** lors d'un meeting londonien à St Martin's Hall, sous la présidence de Edward Beesly, un professeur d'histoire.

Marx décrit les circonstances de sa participation dans sa longue lettre à Engels du 04.11.64.

Le Meeting du 28 septembre a eu lieu à St Martin's Hall, présidé par Odger et par Cremer. Le Lubez a été délégué auprès de Marx pour qu'il lui indique un ouvrier allemand au titre de délégué, Marx désignant Johann Georg Eccarius :

« Je me tiens quant à moi au rôle de figurant muet sur la tribune. Je savais que cette fois, tant du côté londonien que du côté parisien, c'étaient des « forces » réelles qui figuraient à la tribune, et c'est pourquoi je décidai de faire une exception à la règle habituelle que je m'étais fixée de décliner toute invitation de ce genre. (...). On assiste actuellement de toute évidence à un réveil des classes ouvrières (...) Il y fut décidé de fonder une « Workingmen's International Association », dont le General Council aurait son siège à Londres, et servirait d'« intermédiaire » aux diverses sociétés ouvrières d'Allemagne, d'Italie, de France et d'Angleterre. De même, on convoquerait en Belgique, en 1865, un *Workingmen's Congress* général. »

Eccarius et Marx sont élus au comité provisoire. Marx assiste au premier comité et se fait désigner à un sous-comité chargé d'élaborer une *Déclaration des Principes* et des statuts provisoires. Wolff présente une déclaration d'inspiration mazzinienne. Weston, un ancien oweniste, élabore de son côté, « un programme d'une extrême confusion et d'une longueur interminable. ».

Le 20 octobre, une réunion se tient chez Marx qui profite d'un délai pour rédiger une *Adresse aux classes ouvrières* : « une sorte de revue des vicissitudes des classes ouvrières depuis 1845. ».

Toutes les propositions de Marx sont finalement adoptées par le sous-comité : « A la séance du Comité général, mon « Adress », etc., fut adoptée avec beaucoup d'enthousiasme à l'unanimité. (...) Il était très difficile de faire en sorte que nos vues paraissent sous une forme qui les rende acceptables par le mouvement ouvrier, compte tenu de son niveau actuel. (...) il faudra du temps pour que le réveil du mouvement autorise les audaces de langage d'antan<sup>130</sup>. »

04.10.64 Carl Klings a interrogé Marx sur le meilleur successeur à Ferdinand Lassalle à la tête de l'ADAV, entre Bernhard Becker et Moses Hess.

Réponse de Marx : « Je les connais tous les deux; tous deux sont d'anciens membres du mouvement. Tous les deux sont honnêtes. Aucun des deux n'est capable diriger un mouvement important. Becker est au fond un faible, Hess un esprit confus. Il est donc difficile de choisir entre les deux. Je pense d'ailleurs qu'il est relativement indifférent que vous élisiez l'un ou l'autre, car, au moment décisif, on trouvera bien les hommes qu'il faudra. ».

Marx annonce qu'il a été pressenti par Wilhelm Liebknecht pour prendre la tête du parti mais qu'il ne peut le faire en raison de son statut d'interdit de séjour en Prusse : « Il n'empêche que si le congrès ouvrier m'élisait, j'y verrais une *bonne manifestation du parti*, tant à l'encontre du gouvernement prussien qu'à l'encontre de la bourgeoisie : j'expliquerais alors dans une lettre ouverte pourquoi il m'est impossible d'accepter. ».

Il annonce surtout la tenue du récent meeting fondateur de la première internationale à Londres, le 28 septembre, et estime que son élection à la tête de l'ADAV, même s'il ne peut accepter, serait une bonne chose pour asseoir son autorité au sein du conseil général de l'AIT. Il annonce la prochaine tenue à Bruxelles d'un congrès.

A propos de la rédaction du *Capital* : « J'espère, à présent, arriver enfin à le terminer en quelques mois et asséner à la bourgeoisie, sur le plan théorique, un coup dont elle ne se relèvera jamais<sup>131</sup>. ».

<sup>129</sup> C7, p. 265.

<sup>130</sup> C7, pp. 278-282

<sup>131</sup> C7, pp. 266-268.



- 16.10.64 Marx réagit à la réponse de la comtesse Sophie von Hatzfeld : « Je ne parviens toujours pas, je vous assure, à accepter la mort de Lassalle comme *un fait accompli*. Lui que je vois encore si plein de vie, si pétillant d'esprit, si débordant d'énergie, de projets, la jeunesse même, et le voici d'un coup frappé du mutisme de la mort et sans souffle – je ne trouve pas les enchaînements, les transitions, et l'événement pèse sur moi comme un monstrueux cauchemar. ».
- Il poursuit : « Vous avez tout à fait raison de présumer que j'étais mieux que quiconque à même de rendre justice à la grandeur et à l'importance de Lassalle. Il en était lui-même le premier persuadé comme l'attestent les lettres qu'il m'a adressées. Aussi longtemps que nous avons correspondu ensemble, je n'ai jamais manqué, d'une part, d'applaudir chaudement à toutes ses réussites, d'autre part, de lui exprimer sans détour les critiques que pouvait m'inspirer tel ou tel aspect de son action que je jugeais être une déficience. (...). Mais toute considération d'efficacité mise à part, je l'aimais *personnellement*. L'ennui, c'est que nous ne nous sommes jamais ouverts l'un à l'autre, comme si nous étions éternels<sup>132</sup>... ».
- 21.10.64 Entre le 21 et le 27.10.64, Marx rédige l'*Adresse inaugurale* de l'AIT.
- 
- 02.11.64 Engels rend compte à Marx de son récent voyage dans le Schleswig<sup>133</sup>.
- L'héritage de Lupus est en cours d'aboutissement.
- 03.11.64 Rencontre de Marx avec Bakounine après 16 ans.
- 04.11.64 Marx à Engels, à ce propos : « Je l'ai revu hier pour la première fois depuis 16 ans. Je dois dire qu'il m'a beaucoup plu, plus qu'avant. (...) Au total, il est une de rares personnes que je rencontre au bout de 16 ans et qui n'ait pas évolué à reculons, mais vers l'avant<sup>134</sup>. ».
- 14.11.64 Marx a accepté l'invitation de Wilhelm Liebknecht de collaborer au *Social-Demokrat* qui était l'organe de l'ADAV.
- Il lui annonce le prochain envoi de l'*Adresse inaugurale* de l'Association Internationale des Travailleurs et des statuts provisoires de l'association.
- A Engels : « Je serais d'avis que nous promettons des contributions occasionnelles de temps à autre. Il est important pour nous de disposer d'un organe de presse à Berlin, en particulier à cause de la société que j'ai contribué à fonder à Londres<sup>135</sup> et à cause du livre que je veux publier<sup>136</sup>. Il est, par ailleurs, important que nous fassions en commun ce que nous ferons<sup>137</sup>. ».
- 16.11.64 Engels lui répond avec prudence : « C'est une très bonne chose que nous ayons à nouveau un organe de presse, une très bonne chose aussi que Liebknecht (à condition qu'il ne se fasse pas d'illusions) en soit co-rédacteur; cela donne déjà quelques garanties. Toutefois, nous ferions mieux de ne pas laisser percer trop d'enthousiasme. (...) Je n'y vois pas clair du tout. C'est pour cela que je t'ai deman-

<sup>132</sup> C7, pp. 268-269.

<sup>133</sup> C7, pp. 272-275.

<sup>134</sup> C7, pp. 282-283.

<sup>135</sup> L'Association internationale des travailleurs.

<sup>136</sup> Le Capital.

<sup>137</sup> C7, p. 287-288.

dé d'éclairer ma lanterne et de me dire en quelle compagnie nous allons figurer. Il se pourrait, en effet, qu'on nous colle Monsieur Karl Grün ou des gens du même acabit. Mais quel titre dégueulasse : *Der Social-Demokrat* ! Pourquoi ne pas l'appeler franchement le **Prolétaire** ?<sup>138</sup> ».

24.11.64 Engels reprend contact avec à Joseph Weydemeyer après de nombreuses années. Il commente les récents événements de la guerre de sécession : « On n'a encore jamais vu de guerre populaire de ce genre, des deux côtés à la fois, depuis qu'existent de grands Etats et, en tout cas, elle orientera l'avenir de l'Amérique tout entière pour des centaines d'années. Une fois l'esclavage aboli, cette principale entrave au développement politique et social des Etats-Unis, le pays connaîtra alors, forcément, un essor qui lui assurera à très bref délai une tout autre position dans l'histoire mondiale<sup>139</sup>. ».

28.11.64 Marx adresse au rédacteur en chef du *Beobacheter* de Stuttgart une lettre publique sur une récente publication de Karl Blind. Il revient à cette occasion sur l'affaire Vogt.

29.11.64 Nouvelle crise d'anthrax. Jenny à Engels : « C'est affreux de voir cela revenir. Vous ne sauriez croire à quel point il était bien lancé dans la mise au propre définitive du livre; il y a déjà tout un très lourd paquet bon pour l'impression<sup>140</sup>. ».

Le même jour Marx écrit à Ludwig Kugelmann et lui annonce la parution du *Capital* pour l'an prochain.

Il lui expédie par ailleurs l'Adresse inaugurale de l'*Association internationale des Travailleurs* « que j'ai rédigée », précise-t-il<sup>141</sup>.

Il ajoute, à propos de Lassalle : « Sans doute comprendrez-vous, sans que je les formule en détail, les raisons pour lesquelles, du vivant de Lassalle, je ne me suis pas engagé dans son mouvement. Mais cela ne saurait m'empêcher de le défendre, après sa mort, contre des canailles comme ce braillard de Karl Blind, surtout quand des personnes qui lui étaient proches me le demandent. ».

Adresse à Abraham Lincoln au nom de l'AIT pour sa réélection à la présidence des Etats-Unis. L'adresse a été rédigée par Marx entre le 22 et le 29 novembre. Le texte est approuvé le 29 novembre par le Conseil général de l'AIT.

21.12.64

Marx fait publier pour la première fois en allemand l'Adresse inaugurale dans le journal de l'ADA, le *Social-Démokrat* dirigé par JB. von Schweitzer.

Marx prendra ses distances avec ce journal lorsque, en février 1865, Schweizer soutiendra la politique de Bismarck.

22.12.1864 Lettre de Marx à Carl Siebel : il insiste

<sup>138</sup> C7, pp. 289-290.

<sup>139</sup> C7, p. 299.

<sup>140</sup> C7, pp. 313-314.

<sup>141</sup> C7, p. 310.

pour le l'ADAV adhère à l'AIT lors de son prochain congrès du 27 décembre 64 à Düsseldorf : « Tu comprends que nous n'avons besoin de l'adhésion de l'ADV que dans la première phase, pour faire face à nos adversaires locaux. Ensuite, il faudra faire sauter la structure de cette association, qui repose sur des bases fausses<sup>1</sup>. ».

22.12.64 Marx prend ses distances avec la comtesse Sophie von Hatzfeldt. A propos de son pamphlet contre Blind, il précise : « C'est sur vos instances que j'ai fait cette déclaration, dont la rédaction m'a coûté, parce que je n'étais *pas d'accord* avec la tactique politique de Lassalle<sup>2</sup>. ».

De surcroît, il refuse que Sophie von Hatzfeldt publie le *Dix-huit brumaire*.

---

<sup>1</sup> C7, p. 326.

<sup>2</sup> C7, pp. 323-324.

# Marx, à mesure

## Table générale

Paul Annenkov, <i>Dix années mémorables</i> (Extrait)	Vol. 3
F-N (G) Babeuf, Aperçu biographique et contexte politique	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Controverse avec Antonelle	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa femme et à ses enfants (27.05.1797)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Discours préliminaire au <i>Cadastre universel</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Jacques-Michel Coupé (10.09.1791)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Anaxagore Chaumette (07.05.1793)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettre à Charles Germain (28.07.1795)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Lettres à Félix Le Peletier (14.07.1796)	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Dernière lettre à sa famille	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Manifeste des Plébéiens	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Plaidoirie de Vendôme	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Prénoms et prisons	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, <i>Le Tribun du Peuple</i>	Vol. 12
F-N (G) Babeuf, Sur la loi agraire	Vol. 12
Philippe Buonarroti, La société des Egaux	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Doctrine de Babeuf	Vol. 12
Philippe Buonarroti, Réponse à MV	Vol. 12
Louis-Napoléon Bonaparte, Chronologie d'une ascension politique	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, Le coup d'Etat de décembre 1851. Repères chronologiques et politiques	Vol. 21
Louis-Napoléon Bonaparte, <i>L'Extinction du paupérisme</i>	Vol. 21
Louis Blanc, De quelle manière on pourrait, selon nous, organiser le travail.	Vol. 13
Louis Blanc, <i>Catéchisme des socialistes</i>	Vol. 14
Philippe Buchez, Economie politique	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Allons en Icarie.</i>	Vol. 13
Etienne Cabet, Comment je suis communiste	Vol. 13
Etienne Cabet, <i>Credo communiste</i>	Vol. 14
Etienne Cabet, Eléments de biographie et contexte politique	Vol. 13
Etienne Cabet, Quarante-huit conditions pour devenir Icarien (1850)	Vol. 13
Etienne Cabet, Publications croisées avec les babouvistes	Vol. 13
Etienne Cabet, Rupture avec Dézamy	Vol. 13
La campagne d'Italie en 1859. Dates remarquables	Vol. 31
Charbonnerie française, brève histoire	Vol. 13
Chartisme (Ie), Vue d'ensemble	Vol. 11
Chartisme (Ie), Chronologie	Vol. 11
Chartisme (Ie), Protagonistes	Vol. 11
<i>La Commune révolutionnaire</i> , « Aux communeux » (Londres, juin 1874)	Vol. 29
Le concept de <i>mode de production</i> : premières formulations	Vol. 22
La Confédération germanique, dates remarquables	Vol. 32
En vue du <i>mode de production asiatique</i>	Vol. 22
Victor Considerant, <i>Manifeste de la Démocratie au XIXe siècle</i>	Vol. 14
Le <i>Crédit mobilier</i> et les frères Pereire	Vol. 15
Charles de Bouckère, Rapport de la commission d'enquête sur l'arrestation du Docteur Marx et de sa femme	Vol. 16
Classes et lutte de classes : une notion libérale ?	Vol. 16
Classes et lutte de classes : Marx, Engels, premières élaborations	Vol. 16
Classes et lutte de classes : protagonistes	Vol. 16
La controverse sur l' <i>eurocentrisme</i> de Marx et d'Engels	Vol. 22
L'affaire Freddy Demuth	Vol. 20
Théodore Dézamy, <i>Le code de la Communauté</i> , Chapitre XVIII	Vol. 13
Théodore Dézamy, Eléments de biographie	Vol. 13
F. Engels, Adresse à M. Feargus O'Connor ( <i>The Northern Star</i> du 25.07.1846)	Vol. 11
F. Engels, L'armistice prusso-danois ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 10 septembre 1848)	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i>	Vol. 14
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (2)	Vol. 18
F. Engels, <i>Contribution à l'Histoire de la Ligue des Communistes</i> (3)	Vol. 19
F. Engels, <i>Des rapports sociaux en Russie</i> ( <i>Der Volksstaat</i> , des 16, 18 et 21.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Discours sur la Pologne ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, <i>Esquisse d'une critique de l'économie politique</i>	Vol. 2
F. Engels, Feargus O'Connor et le peuple irlandais ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 9.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, L'agitation chartiste ( <i>La Réforme</i> du 30.12.1847)	Vol. 11
F. Engels, La crise commerciale en Angleterre ( <i>La Réforme</i> du 23.10.1847)	Vol. 11
F. Engels, La « Coercion Bill » irlandaise et les chartistes ( <i>La Réforme</i> du 8.01.1846)	Vol. 11

F. Engels, <i>La Guerre des paysans en Allemagne</i>	Vol. 19
F. Engels, La Kölnische Zeitung et la révolution de juin. ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 1 <sup>er</sup> juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le Pô et le Rhin	Vol. 32
F. Engels, La lutte des Magyars ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 13 janvier 1849)	Vol. 14
F. Engels, La révolution de juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> des 1 <sup>er</sup> et 2 juillet 1848)	Vol. 15
F. Engels, La Savoie, Nice et le Rhin	Vol. 34
F. Engels, La Savoie et Nice ( <i>New-York Daily Tribune</i> du 21 février 1860)	Vol. 34
F. Engels, <i>La Situation de la Classe laborieuse en Angleterre</i>	Vol. 11
F. Engels, Le banquet chartiste ( <i>La Réforme</i> du 6.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le congrès économique ( <i>Deutsche Brüsseler Zeitung</i> du 26.09.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le congrès sur le libre-échange à Bruxelles ( <i>The Northern Star</i> du 09.10.1847)	Vol. 10
F. Engels, Le mouvement chartiste ( <i>La Réforme</i> du 22.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le panslavisme démocratique ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Le procès des communistes à Cologne ( <i>New York Daily Tribune</i> du 22.12.1852)	Vol. 20
F. Engels, Le programme agraire des chartistes ( <i>La Réforme</i> du 01.11.1847)	Vol. 11
F. Engels, Le programme des émigrés blanquistes de la commune ( <i>Der Volksstaat</i> du 26.06.1874)	Vol. 29
F. Engels, Le rôle de la violence dans l'histoire ( « Aspirations à l'unité jusque vers 1860 »)	Vol. 34
F. Engels, Le statu quo en Allemagne (1847)	Vol. 3
F. Engels, Les Démocrates Fraternelles à la cl. ouvrière d'Angleterre et d'Irlande ( <i>Northern Star</i> du 8.01.48)	Vol. 11
F. Engels, Lettre à Eduard Bernstein du 22 février 1882	Vol. 14
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 05.08.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Conrad Schmidt, du 27.10.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Joseph Bloch, du 21.09.1890	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Franz Mehring, du 17.07.1893	Vol. 5
F. Engels, Lettre à Walter Borgius, du 25.01.1891	Vol. 5
F. Engels, <i>Lettres d'Allemagne</i> ( <i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 19
F. Engels, <i>Lettres de France</i> ( <i>The Democratic Review</i> , janvier-août 1850)	Vol. 15
F. Engels, Le 23 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 24 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 28 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, Le 25 juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
F. Engels, La campagne pour la Constitution du Reich	Vol. 17
F. Engels, Meeting pour la pétition nationale ( <i>La Réforme</i> 19.01.1848)	Vol. 11
F. Engels, <i>La loi anglaise des 10 heures</i>	Vol. 19
F. Engels, Mission à Paris (1846-1847)	Vol. 3
F. Engels, Le panslavisme démocratique ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 15 février 1849)	Vol. 14
F. Engels, Préface à <i>Travail salarié et Capital</i> , avril 1891	Vol. 9
F. Engels, Préface à <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i> (1888)	Vol. 10
F. Engels, Préface à l'édition de 1885 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
F. Engels, Postface aux <i>Problèmes sociaux en Russie</i> (Berlin, 1894)	Vol. 29
F. Engels, <i>Principes du communisme</i> (1847)	Vol. 14
F. Engels, Progrès de la Réforme sociale sur le Continent (1843)	Vol. 13
F. Engels, Réponse à la lettre ouverte de P.N. Tkachev ( <i>Der Volkstaat</i> , des 28.03 et 02.04.1875)	Vol. 29
F. Engels, Révolution et contre-révolution en Allemagne	Vol. 17
F. Engels, Sur « les peuples sans histoire »	Vol. 14
F. Engels, Sur la littérature des émigrés (III) ( <i>Der Volksstaat</i> des 6 et 8.10.1874)	Vol. 29
F. Engels, sur la <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i> de Karl Marx.	Vol. 30
F. Engels, Sur l'inactivité des prolétaires français en déc. 1851 ( <i>Notes to the People</i> , février/avril 1852)	Vol. 21
Ferdinand Flocon, Lettre d'invitation à Marx	Vol. 16
Charles Fourier, Eléments de biographie	Vol. 1
Charles Fourier, Eléments de doctrine	Vol. 1
Charles Fourier, L'expérience de la phalange de Condé-sur-Vesgre	Vol. 1
Philippe Gigot, <i>le premier marxiste belge</i>	Vol. 16
Andreas Gottschalk, son action politique en 1848-1849 à Cologne	Vol. 18
Karl Grün : Notice biographique	Vol. 7
Hegel, L'idéalisme hégélien, première approche	Vol. 1
Hegel, Deuxième approche : la philosophie du droit	Vol. 1
Hegel, La philosophie de l'histoire.	Vol. 1
Hegel et l'orient.	Vol. 22
H. Heine : « Les pauvres tisserands »	Vol. 2
Moses Hess, <i>Catéchisme communiste par questions et réponses</i> (1844)	Vol. 14
Moses Hess, <i>L'essence de l'argent</i>	Vol. 2
Moses Hess, <i>Les derniers philosophes</i>	Vol. 7
Moses Hess : une biographie intellectuelle	Vol. 7
Moses Hess, Engels et Marx : chronique d'une rupture	Vol. 7
Jeunes hégéliens	Vol. 1
Victor Hugo, Discours du 15 janvier 1850 sur la liberté de l'enseignement	Vol. 16
Journaux ouvriers et républicains sous la monarchie de Juillet	Vol. 13
Richard Lahautière, Eléments de biographie	Vol. 13
Richard Lahautière, <i>Petit catéchisme de la réforme sociale</i>	Vol. 14
Albert Laponneraye, Eléments de biographie	Vol. 13
Albert Laponneraye, <i>Catéchisme démocratique</i>	Vol. 14
Ferdinand Lassalle, Les premiers emprisonnements (1847-1849)	Vol. 18

Ferdinand Lassalle, La guerre d'Italie et le devoir de la Prusse. Une voix de la démocratie.	Vol. 32
Ligue des Communistes, Le projet d'émigration du citoyen cabet	Vol. 13
<i>Ligue des communistes</i> , Mise en sommeil ou dissolution en juin 1848 ?	Vol. 18
<i>Ligue des communistes</i> , La rupture de septembre 1850	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , La fraction Willich/Schapper	Vol. 19
<i>Ligue des communistes</i> , Revendications du parti communiste en Allemagne (mars 1848)	Vol. 18
Sylvain Maréchal, <i>Manifeste des Egaux</i>	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, Adresse de mars 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Adresse de juin 1850 du Comité central de la Ligue des communistes	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, Le chant du coq gaulois	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, <i>La circulaire contre Kriege</i>	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, Déclaration du 20 novembre 52 au <i>Morning Advertiser</i>	Vol. 20
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de l'année 1859	Vol. 31
K. Marx et F. Engels, Ecrits de presse de 1861 et 1862 sur la guerre de Sécession américaine	Vol. 35
K. Marx et F. Engels, <i>Instruction du Comité de correspondance communiste</i> (juin 1846)	Vol. 3
K. Marx et F. Engels, <i>La Sainte Famille</i>	Vol. 4
K. Marx et F. Engels, <i>Les Grands Hommes de l'Exil</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (1) L'adieu à Feuerbach	Vol. 5
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, les enjeux	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (2) Saint Max, la polémique	Vol. 6
K. Marx et F. Engels, <i>L'Idéologie allemande</i> (3) Critique du socialisme allemand	Vol. 7
K. Marx et F. Engels, <i>Le manifeste du Parti communiste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Préfaces au Manifeste</i>	Vol. 14
K. Marx et F. Engels, <i>Le Manifeste</i> , une œuvre de plagiaires ?	Vol. 14
K. Marx, F. Engels et P.-J. Proudhon, Chronique d'une rupture	Vol. 8
K. Marx, F. Engels, Stratégies (la ligne politique de la <i>Neue Rheinische Zeitung</i> en 1848-1849)	Vol. 18
K. Marx et F. Engels, La <i>Neue Rheinische Zeitung Politisch-ökonomische Revue</i>	Vol. 19
K. Marx et F. Engels, sur la lutte des classes en Angleterre. Récapitulatif	Vol. 11
K. Marx et F. Engels, sur Gracchus Babeuf	Vol. 12
K. Marx et F. Engels, sur la question d'Orient	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la guerre de Crimée	Vol. 22
K. Marx et F. Engels, sur la rébellion des Cipayes en Inde. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 24
K. Marx et F. Engels, sur la crise de 1857. Articles parus dans le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 25
K. Marx et F. Engels : le journalisme politique au cours de la décennie 1851-1861	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1852 et 1856	Vol. 22
K. Marx et F. Engels : répertoire des articles de presse parus entre 1857 et 1858	Vol. 24
K. Marx et A. Ruge, <i>Une correspondance de 1843</i>	Vol. 2
K. Marx, A Engels, le 02.04.1858 : « <i>un short outline of the first part</i> »	Vol. 26
K. Marx, Au parlement ouvrier ( <i>People's Paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 22
K. Marx, <i>Le chevalier de la noble conscience</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Le Communisme du Rheinische Beobachter</i> (12.09.1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Contribution à la critique de l'économie politique</i>	Vol. 30
K. Marx, <i>La Critique moralisante et la Morale critique. Contre Karl Heinzen</i> (1847)	Vol. 3
K. Marx, <i>Critique de la Philosophie du Droit de Hegel</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>Critiques en marge de l'article « Le roi de Prusse et la Réforme sociale. Par un Prussien »</i>	Vol. 2
K. Marx, <i>De la Question juive</i>	Vol. 2
K. Marx, Défaite du ministère de Palmerston ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 25.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Discours sur la Question du Libre-échange</i>	Vol. 10
K. Marx, Discours sur la Pologne ( <i>Deutsche-Brüsseler-Zeitung</i> du 29.11.1847)	Vol. 11
K. Marx, Enquête ouvrière	Vol. 28
K. Marx, Grèves ouvrières ( <i>New York Daily Tribune</i> de juillet à décembre 1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Grundrisse</i> , histoire d'un manuscrit	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (1) : l'introduction de 1857	Vol. 23
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (2) : le chapitre de l'argent	Vol. 26
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (3) : le chapitre du capital	Vol. 27
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (4) : le fragment des machines	Vol. 28
K. Marx, <i>Grundrisse</i> (5) : le chapitre des formes antérieures à la production capitaliste	Vol. 29
K. Marx, <i>Herr Vogt</i>	Vol. 33
K. Marx, La condition des ouvriers d'usine ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 23.04.1857)	Vol. 27
K. Marx, <i>La défaite de Cobden, Bright et Gibson</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 17.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Le résultat des élections</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 12.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, l'Espagne en révolution	Vol. 22
K. Marx, <i>Le 18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>La guerre civile en France</i> , Adresse du 30.05.1871 du Conseil général de l'AIT	Vol. 21
K. Marx, <i>La duchesse de Sutherland et l'esclavage</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 09.02.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>L'émigration forcée</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 22.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, <i>Les élections anglaises</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 06.04.1857)	Vol. 28
K. Marx, <i>Les prochaines élections en Angleterre</i> ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 31.03.1857)	Vol. 28
K. Marx, Lettre à Annenkov, du 28.12.1846	Vol. 5
K. Marx, Lettre à Ferdinand Lassalle, du 02.06.1860	Vol. 20
K. Marx, Lettre à Proudhon, du 05.05.1845	Vol. 8
K. Marx, Lettre à Schweitzer, du 19.01.1865	Vol. 8

K. Marx, Lettre à Véra Zassoulitch, du 8 mars 1881.	Vol. 29
K. Marx, Lettre au parlement ouvrier ( <i>The People's paper</i> du 18.03.1854)	Vol. 11
K. Marx, L'Italie en résistance	Vol. 22
K. Marx, Le libre-échange et les chartistes ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 25.08.1852)	Vol. 11
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (1)</i>	Vol. 15
K. Marx, <i>Les Luttes de classes en France (2)</i>	Vol. 16
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 1. La préface de Marx	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 2. Cahiers de lecture	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 3. Premier manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 4. Troisième manuscrit	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 5. Eloge de Feuerbach	Vol. 2
K. Marx, <i>Manuscrits parisiens</i> : 6. Les manuscrits en débat	Vol. 2
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 1. Une découverte scientifique	Vol. 8
K. Marx, <i>Misère de la Philosophie</i> : 2. La métaphysique de l'économie politique	Vol. 8
K. Marx, Notice sur deux ouvrages d'Adolphe Chenu et de Lucien De la Hodde	Vol. 16
K. Marx, Plaidoyer du 8 février 1849	Vol. 18
K. Marx, Préface à la <i>Critique de l'Economie politique</i> , janvier 1859	Vol. 5
K. Marx, Préface à l'édition de 1869 du <i>18 Brumaire de Louis Napoléon</i>	Vol. 21
K. Marx, <i>Révélation sur le procès de communistes</i>	Vol. 20
K. Marx, <i>Les révolutions de 1848 et le prolétariat</i> (14.04.1856)	Vol. 21
K. Marx, La révolution de juin ( <i>Neue Rheinische Zeitung</i> du 29 juin 1848)	Vol. 15
K. Marx, Sur la théorie ricardienne de la rente foncière : une <i>questiuncula theoricæ</i>	Vol. 22
K. Marx, Sur la loi des 10 heures ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 15.03.1853)	Vol. 22
K. Marx, Le système industriel anglais ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 28.04.57)	Vol. 27
K. Marx, Thèses sur Feuerbach	Vol. 5
K. Marx, <i>Travail salarié et Capital</i>	Vol. 9
K. Marx, Tories et Whigs ( <i>New York Daily Tribune</i> , le 21.08.1852)	Vol. 11
K. Marx : 1850-1852, la reprise des travaux théoriques et des recherches	Vol. 22
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1848-1849	Vol. 18
K. Marx et F. Lassalle, leurs relations en 1850-1859	Vol. 32
K. Marx et F. Lassalle, la controverse de 1859	Vol. 32
K. Marx : Les étapes de <i>l'Economie</i> (1) : 1844-1858	Vol. 23
Mazzini contre le socialisme et les socialistes français	Vol. 19
Le mode de production asiatique en débat : les pièces du dossier	Vol. 29
Jules Mirès, notice biographique	Vol. 25
Charles de Montalembert, Discours du 21 juillet 1849 sur la liberté de la presse	Vol. 16
J. Nagels, Le point de vue de la production dans le marxisme	Vol. 8
J. Nagels, David Ricardo : la loi dite des coûts comparatifs	Vol. 8
Note sur l'aristocratie financière	Vol. 16
Note sur Charles Anderson Dana et le <i>New York Daily Tribune</i>	Vol. 22
Note sur l'emprunt révolutionnaire allemand	Vol. 19
Note sur la carrière politique de Lord Palmerston	Vol. 28
Note sur la crise de 1857	Vol. 25
Note sur la <i>Neue Rheinische Zeitung</i>	Vol. 18
Note sur la garde nationale mobile	Vol. 15
Note sur la guerre de Crimée : chronologie	Vol. 22
Note sur la guerre de Sécession américaine : chronologie	Vol. 35
Note sur l'immigration politique à Londres vers 1850	Vol. 19
Note sur la journée du 15 mai	Vol. 15
Note sur la paysannerie parcellaire	Vol. 21
Note sur la rébellion des Cipayes en Inde : contexte historique et chronologie des événements	Vol. 24
Note sur le lumpenprolétariat	Vol. 16
Note sur les journées de juin	Vol. 15
Note sur les majorités politiques anglaises de 1802 à 1880	Vol. 28
Note sur la <i>Société universelle des communistes révolutionnaires</i>	Vol. 19
Note sur la <i>Société du Dix-Décembre</i>	Vol. 21
Note sur les sociétés en commandite par actions	Vol. 25
Note sur les ateliers nationaux	Vol. 15
L' <i>obchtchina</i> en question : la controverse entre Fr. Engels et P.N. Tkatchev	Vol. 29
L'opéraïsme italien des années soixante	Vol. 28
Raniero Panzieri, <i>Capitalisme et machinisme</i>	Vol. 28
Raniero Panzieri, note pour une biographie intellectuelle et militante	Vol. 28
Constantin Pecqueur / Louis Greppo, <i>Catéchisme social</i>	Vol. 14
J-J Pillot, Eléments de biographie	Vol. 13
Plus-value ou survaleur ? La traduction française du concept de <i>Mehrwert</i> en débat	Vol. 27
Le procès des communistes à Cologne : chronique d'une répression	Vol. 20
Le procès des communistes à Cologne : agents doubles, mouchards et provocateurs	Vol. 20
P-J. Proudhon, <i>La Création de l'Ordre dans l'Humanité</i> , résumé analytique du Ch. III	Vol. 8
P-J. Proudhon, Eléments de biographie	Vol. 8
P-J. Proudhon, Note sur ses relations avec Louis-Napoléon Bonaparte (1848-1852)	Vol. 21
P-J. Proudhon, Note sur le <i>Manuel du spéculateur à la bourse</i>	Vol. 25
P-J. Proudhon, Lettre à Marx, du 17.05.1846	Vol. 8

P-J. Proudhon, <i>Philosophie de la Misère</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>Le projet d'Association progressive</i>	Vol. 8
P-J. Proudhon, Réaction au pamphlet de Marx	Vol. 8
P-J. Proudhon, <i>La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 Décembre</i>	Vol. 21
Les résidences de Marx à Bruxelles en 1845-1848	Vol. 16
Les résidences de Marx à Londres	Vol. 19
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (1)	Vol. 15
La révolution de 1848 en France : chronologie des évènements (2)	Vol. 21
Auguste Romieu, <i>Le spectre rouge de 1852</i>	Vol. 21
Jacques Roux, <i>Manifeste des Enragés</i>	Vol. 12
Rupture avec Ruge : 1. L'enchaînement de la controverse	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 2. Le soulèvement des tisserands silésiens	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 3. L'article de Ruge : « <i>Le roi de Prusse et la réforme sociale</i> »	Vol. 2
Rupture avec Ruge : 4. La riposte de Marx	Vol. 2
Rupture avec Weitling	Vol. 3
Saint-Simon	Vol. 1
Saint-simoniens (Les)	Vol. 1
Xavier Sauriac, <i>Réforme sociale ou Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Sociétés secrètes sous la Monarchie de Juillet	Vol. 13
Joseph Staline, <i>Le matérialisme dialectique et le matérialisme dialectique</i>	Vol. 29
W. Stieber, <i>l'Espion de Bismarck</i>	Vol. 20
Stirner, <i>L'Unique et sa Propriété</i> , résumé analytique de l'ouvrage	Vol. 6
Stirner, Notice biographique	Vol. 6
W. Tcherkesoff, <i>La paternité intellectuelle du manifeste communiste</i>	Vol. 14
P.N. Tkatchev, <i>Lettre ouverte à Monsieur Friedrich Engels</i> (Zurich, 1874)	Vol. 29
Victor Tedesco, <i>Catéchisme du prolétaire</i>	Vol. 14
Théophile Thoré, Une controverse sur Babeuf et le babouvisme	Vol. 13
Le toast de Blanqui	Vol. 19
Tranches de vie : KM-1819-1843	Vol. 1
Tranches de vie : FE-1820-1843	Vol. 1
Tranches de vie : 1844	Vol. 2
Tranches de vie : 1845-1847	Vol. 14
Tranches de vie : janvier-avril 1848	Vol. 16
Tranches de vie : avril 1848-août 1849	Vol. 18
Tranches de vie : septembre 1849-mai 1851	Vol. 19
Tranches de vie : juin 1851-décembre 1852	Vol. 20
Tranches de vie : janvier 1853-décembre 1856	Vol. 22
Tranches de vie : l'année 1857	Vol. 23
Tranches de vie : l'année 1858	Vol. 26
Tranches de vie : l'année 1859	Vol. 27
Tranches de vie : les années 1860-1861	Vol. 34
Tranches de vie : les années 1862-1864	Vol. 35
<i>Vorwärts</i> , Un journal allemand à Paris	Vol. 2
G. Weerth, Discours au congrès sur le libre-échange à Bruxelles	Vol. 10
Wilhelm Weitling, notice biographique	Vol. 23
Joseph Weydemeyer, <i>La dictature du prolétariat</i>	Vol. 19